

REVUE  
DES  
DEUX MONDES

6<sup>e</sup> ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME LIX. — 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1930.

D

REVUE  
DES  
DEUX MONDES

---

4  
C<sup>o</sup> ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

---

TOME CINQUANTE-NEUVIÈME

---

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1930

054

R3274

1930, LV, 5,

DEC 17 1930

**280650**

B.P.

# LETTRES

## A L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

(1870-1871)

**L**'IMPÉRATRICE Eugénie avait pieusement conservé une partie des lettres à elle adressées par Napoléon III et qui se trouvent aujourd'hui dans les Archives du prince Napoléon à Bruxelles. Le Prince nous autorise à publier quelques-unes de ces lettres écrites à la veille et au lendemain de Sedan (1).

Palais des Tuilleries, le 18 juillet 1870 (2).

Ma chère Eugénie,

Je suis obligé de rester ici jusqu'à cinq heures. J'ai vu M. Schneider (3) qui m'a prévenu qu'il y avait une grande agitation dans la Chambre et que la majorité, en présence de mon départ, croit le ministère insuffisant et ne lui inspirant aucune confiance. Je lui réponds que rien ne serait plus impolitique qu'une crise ministérielle dans les circonstances présentes. Il l'a compris et m'a promis d'user de son influence pour l'empêcher.

*Copyright by le Prince Napoléon, 1930.*

(1) Cette correspondance fut jadis communiquée par l'Impératrice à M. Fernand Giraudou qui, dans son *Napoléon III intime*, en a reproduit ça et là quelques fragments. Ces citations ne laissaient pas entrevoir la poignante émotion qui peut découler d'une publication plus large.

(2) Les souverains résidaient alors à Saint-Cloud, d'où presque chaque jour Napoléon III venait aux Tuilleries.

(3) Président du Corps législatif.

Il doit, à quatre heures, venir me rendre compte de ce qui s'est passé.

Je t'embrasse tendrement.

NAPOLÉON.

Ce qui s'était passé, c'était le vote d'un crédit extraordinaire de 500 millions pour les dépenses de la guerre et celui qui portait à 140 000 hommes le contingent de la classe 1870. La déclaration de guerre devait être remise le lendemain à Bismarck, à Berlin.

Le 28 juillet, l'Empereur et le Prince impérial partaient de Saint-Cloud, pour arriver le soir même à Metz.

Metz, le 29 juillet 1870.

Ma chère Eugénie,

Le départ est toujours une chose bien triste et nous l'avons tous éprouvé hier. Louis va très bien et, sa première émotion passée, paraît très content.

Le voyage a été fatigant, car, à chaque gare, c'étaient des ovations très chaleureuses, mais, quand on a dans l'esprit des choses très sérieuses, les cris et les exagérations vous ennient. Les choses ne sont pas aussi avancées que je le croyais. Il nous faudra rester encore quelques jours ici.

Si cela se confirme, je te le dirai et peut-être pourrons-nous nous revoir ici. J'ai écrit hier à Gramont le récit de la conversation de Bismarck avec le prince Napoléon. Que le ministre de la Guerre ne s'abandonne pas, qu'il recommande de n'envoyer les soldats de la réserve qu'en groupes de cent avec un officier. Nous sommes très bien installés à la préfecture. Lorsque nous partirons, nous aurons mangé notre pain blanc le premier. Pourvu que ma santé et mes forces se soutiennent!

Je t'embrasse tendrement.

Le 2 septembre, à onze heures et demie du matin, la capitulation de Sedan était signée. On lira, le cœur serré, les deux lettres si dououreuses qui suivent, écrites à une heure, et dans des circonstances qui leur donnent une inestimable valeur historique.

La première est datée du château de Bellevue où l'Empereur venait de recevoir, à deux heures de l'après-midi, la visite du roi de Prusse, — et du jour même de la capitulation. La seconde a été écrite à son arrivée à Bouillon, le 3 septembre, par le souverain, désormais prisonnier.

Quartier Impérial, le 2 septembre 1870.

**Ma chère Eugénie,**

Il m'est impossible de te dire ce que j'ai souffert et ce que je souffre. Nous avons fait une marche contraire à tous les principes et au sens commun. Cela devait amener une catastrophe. Elle a été complète. J'aurais préféré la mort à être témoin d'une capitulation si désastreuse et, cependant, dans les circonstances présentes, c'était la seule manière d'éviter une boucherie de 60 000 personnes.

Et encore si tous mes tourments n'étaient concentrés qu'ici ! Je pense à toi, à notre malheureux pays, à notre fils. Que Dieu les protège ! Que va-t-il se passer à Paris ?

Je viens de voir le Roi qui a été extrêmement gentleman et même cordial. Il a eu les larmes aux yeux en me parlant de la douleur que je devais éprouver. Il met à ma disposition un de ses châteaux près de Hesse-Cassel.

Mais que m'importe où je vais ! Je sens que ma carrière est brisée, que mon nom a perdu son éclat. Je suis au désespoir.

Adieu ; je t'embrasse tendrement.

Bouillon, le 3 septembre 1870.

**Ma chère Eugénie,**

Après les malheurs irréparables dont j'ai été le témoin, je pense aux dangers que tu cours et je suis bien inquiet des nouvelles que je recevrai de Paris.

La catastrophe qui est arrivée devait avoir lieu. Notre marche était le comble de l'imprudence et, par dessus le marché, elle a été très mal dirigée. Mais je ne croyais jamais que la catastrophe fût aussi épouvantable. Figure-toi une armée entourant une ville fortifiée et étant elle-même entourée de tous les côtés par des forces très supérieures. Au bout de quelques heures nos troupes se sont débandées et ont voulu rentrer en ville. Les portes étaient fermées. Elles les ont escaladées. Alors la ville s'est trouvée remplie d'une foule compacte, entremêlée de voitures de toutes espèces et, sur cette agglomération de têtes humaines, les obus pleuvaient de tous côtés, tuant les personnes qui étaient dans les rues, renversant les toits, incendiant les maisons. Dans cette extrémité, les généraux sont

venus me dire que toute résistance était impossible. Plus de corps constitués, plus de munitions, plus de vivres! On a tenté de faire une trouée, mais elle n'a point réussi. Le maréchal de Mac Mahon a été blessé dès le début de la journée. J'ai abandonné le commandement au général de Wimpffen; je suis resté quatre heures sur le champ de bataille (1). Les obus tombaient de tous côtés. D'Hendecourt a été blessé et a disparu (2). Le prince de la Moskowa, Courson et Tressesson (3) ont fait des chutes qui les ont blessés. Leurs chevaux étaient effrayés de la quantité des explosions. Jamais on n'aura vu un semblable spectacle et une défaite aussi atroce. Dans ma position actuelle, je dois, il me semble, te donner tous les pouvoirs, puisque je suis prisonnier. La marche d'aujourd'hui au milieu des troupes prussiennes a été un vrai supplice.

Adieu; je t'embrasse tendrement.

Le château de Wilhelmshöhe, ancien domaine du roi Jérôme situé à cinq kilomètres de Cassel, avait été assigné pour résidence à Napoléon III qui y arriva le 5 septembre, vers dix heures du soir. C'est de là qu'il adressait cette lettre à l'Impératrice.

Wilhelmshöhe, le 17 septembre 1870.

Ma chère Eugénie,

J'ai éprouvé une bien douce consolation en recevant pour la première fois, hier soir et ce matin, tes lettres du 3, du 14 et du 15. Celle du 3 est venue tard, parce qu'elle avait été adressée au général de Boyen (4) qui est reparti. Les expressions tendres qui respirent dans tes lettres m'ont fait grand bien, car j'étais bien peiné de ton silence. Certes, le malheur

(1) Parti le 1<sup>er</sup> septembre à six heures du matin de l'hôtel de la sous-préfecture où il avait passé la nuit, l'Empereur ne rentra à Sedan qu'à midi, après s'être longuement exposé au feu près du cimetière de Balan.

(2) Le capitaine L.-M. Le Sergeant d'Hendecourt, officier d'ordonnance de l'Empereur, avait été tué près de l'église de Balan.

(3) Le général de division prince de la Moskowa, aide de camp de l'Empereur et grand-veneur; le général de brigade M.-L.-A.-A. Courson de la Villeneuve, adjoint général du Palais; le capitaine A.-A.-G. de Tressesson, officier d'ordonnance de l'Empereur.

(4) Le général prussien de Boyen, aide de camp du roi de Prusse, avait accompagné l'Empereur de Bellevue à Wilhelmshöhe. Il en était reparti le 6 septembre pour rejoindre l'armée allemande.

qui nous frappe est bien grand, mais, ce qui l'aggrave, c'est l'état dans lequel va se trouver la France, en proie à l'invasion et à l'anarchie.

Tu as bien raison de me recommander l'économie. J'ai déjà vendu une partie de mes chevaux et j'en vendrai encore, car la Reine (1) vient d'en envoyer six pour mon service. Il n'est sorte d'attention qu'elle n'ait pour moi; je lui en suis très reconnaissant et cependant cela me gêne. J'ai avec moi deux cent soixante mille francs : c'est tout ce que j'ai de libre, mais, comme toi, je suis fier de tomber du trône sans avoir placé de l'argent à l'étranger.

Je suis bien de ton avis sur la nécessité de ne rien faire, si ce n'est réfuter les calomnies dont on nous abreuve.

Certes, je serais bien heureux de me retrouver avec toi et avec Louis, mais il faut attendre que les choses se débrouillent.

Je t'embrasse tendrement et suis tout à toi.

Wilhelmshöhe, le 19 septembre 1870.

Ma chère Eugénie,

Tes lettres sont une bien douce consolation pour moi et je t'en remercie. A quoi puis-je me rattacher si ce n'est à ton affection et à celle de notre fils? Tu ne me dis rien de tes souffrances, des dangers que tu as courus. J'ai appris tout cela par les journaux. Il paraît que tu as été malade en arrivant en Angleterre. Vas-tu bien maintenant? Tout le monde fait l'éloge de ton courage et de ta fermeté dans des moments bien difficiles. Cela ne m'étonne pas.

Quand je pense à tous les braves gens que j'ai vus mourir et cela inutilement, cela me fend le cœur. Je regrette entre autres ce pauvre général Margueritte, des Chasseurs d'Afrique, un de nos meilleurs généraux. Je l'ai vu rapporter, ayant une balle qui lui traversait la figure. J'espérais qu'on le sauverait (2).

La convocation d'une Constituante pour le 3 octobre me paraît une plaisanterie. Il faudrait bien que la presse pût faire

(1) La reine Augusta de Prusse.

(2) Le général de division J.-A. Margueritte, commandant la 1<sup>re</sup> division de cavalerie, avait eu, près de l'auberge du Terme, le 1<sup>er</sup> septembre, les joues traversées et la langue coupée par une balle. Transporté à la sous-préfecture de Sedan, vers trois heures, il y avait reçu la visite de l'Empereur et il y mourut le 6 septembre.

comprendre que des élections, lorsque Paris est assiégé, toutes les grandes villes en insurrection et la plupart des habitants hors de leur département, est une pure fiction.

Je conçois ton désir d'être un peu isolée dans une campagne, mais cela se trouve si facilement en Angleterre que j'espère que cela ne te manquera pas. Je ne partage pas ton idée d'aller habiter la villa de Louis, près de Trieste. Je sais, par expérience de mes jeunes années, que, dans nos positions, on n'est bien que dans des pays libres comme l'Angleterre ou la Suisse. Partout ailleurs, gouvernements ou sujets, tout le monde a peur de se compromettre en vous montrant même de la politesse.. Lors donc que je serai libre, c'est en Angleterre que je voudrais aller et vivre avec toi et Louis dans un petit cottage avec des *bow-windows* et des plantes grimpantes. Je me suis amusé à faire un budget pour l'avenir qui correspondrait à ce que nous pourrions avoir de revenus. Je te l'envoie.

Le monsieur qui a prétendu avoir des papiers compromettants a voulu exercer un indigne chantage. J'ai aussi reçu la proposition d'acheter des papiers compromettants de M... J'ai fait répondre qu'ayant été déjà si calomnié, une calomnie de plus m'était tout à fait indifférente. J'ai été très surpris de recevoir avant-hier la visite de Lady Cowley; cela m'a beaucoup touché. Napoléon (1) m'a écrit pour partager ma captivité; j'ai refusé. Adieu; je t'embrasse tendrement ainsi que Louis. Tout à toi.

Wilhelmshöhe, le 5 octobre 1870.

Ma chère Eugénie,

Merci de tes lettres. J'en ai reçu deux à la fois hier soir. Clary (2) partira demain. Je t'ai déjà prévenu par le télégraphe que j'avais fait demander à M. de Bismarck s'il avait donné une mission à ce M. R. (3) et s'il avait sa confiance; il a

(1) Le prince Jérôme Napoléon.

(2) Le comte Joseph-Adolphe Clary, capitaine de cavalerie, officier d'ordonnance de l'Empereur, puis aide de camp du Prince Impérial, avait accompagné ce dernier à travers le nord de la France et la Belgique et l'avait conduit en Angleterre. En septembre et octobre 1870, il se rendit à plusieurs reprises d'Hastings et de Chislehurst à Wilhelmshöhe, chargé de missions par l'Impératrice.

(3) Cette initiale désigne Regnier. Cet aventurier, après avoir en vain tenté de voir l'Impératrice à Hastings et avoir obtenu de M. Filon des photographies

répondu hier : « Je ne connaissais pas M. R. avant son arrivée ici ; il n'a reçu aucune mission de moi ; il m'a fait comprendre qu'il en avait une de l'Impératrice. Dès que j'ai su ce qui en était, je l'ai renvoyé du quartier général. » Tout cela est bien extraordinaire (1).

Je n'ai pas encore vu la lettre du général X..., mais je me cuirasse d'avance contre toutes ces lâchetés. Tu auras vu par la lettre que j'ai écrite hier à Louis que ce bon maréchal de Mac Mahon n'est pas comme les autres : c'est un cœur loyal.

Merci de la vue du château (2). J'espère y être un jour avec toi. Je t'embrasse de tout mon cœur.

Wilhelmshöhe, le 6 octobre 1870.

Ma chère Eugénie,

Je vois avec peine par ta dernière lettre que mes observations t'ont déplu. Il est bien difficile par le télégraphe ou même par lettres d'exprimer convenablement sa pensée. Je regrette bien de t'avoir donné un moment d'humeur. Dans les circonstances malheureuses et difficiles où nous nous trouvons, il n'est pas extraordinaire que les personnes qui nous sont restées attachées aient des opinions différentes et des appréciations opposées. Il y a aujourd'hui trois groupes d'exilés bonapartistes, un en Angleterre, un à Genève, un troisième à Bruxelles. Si je ne me trompe, le premier pense qu'il n'y a rien à faire, qu'il faut laisser aller les événements, ne pas donner signe de vie, enfin laisser l'usurpation et la trahison achever leur œuvre sans protester et sans les confondre. Les deux autres groupes pensent tout le contraire : ils voudraient qu'on proteste, qu'on agisse, qu'on prépare en un mot une restauration.

Enfin, il y a une autre individualité qui n'est pas sans importance, c'est M. de Bismarck qui voudrait traiter

signées par le Prince Impérial, s'était rendu à Ferrières auprès de Bismarck, puis à Metz d'où il était reparti le 24 septembre avec Bourbaki. Il arriva avec ce dernier le 28 à Chislehurst. L'Impératrice avait été très émue par cette intrigue.

(1) Le général de Monts a publié la dépêche de Napoléon III à Bismarck. Il donne de la réponse de ce dernier un texte légèrement différent de celui que l'on vient de lire. Ce général, qui avait commandé un corps d'armée pendant la campagne de 1866, était, en 1870, gouverneur de Cassel et, en cette qualité, chargé de la garde des prisonniers de Wilhelmshöhe.

(2) L'Impératrice et le Prince Impérial s'étaient installés peu auparavant à Camden Place, Chislehurst.

avec nous et nous amener à signer une paix désastreuse (1).

Quelle conduite faut-il tenir dans ces circonstances ? Je commence d'abord par dire ce qu'il ne faut pas faire :

1<sup>o</sup> Tant que le sort de Paris n'aura pas été décidé, il ne faut rien dire ni faire qui aurait l'air de nuire dans un intérêt dynastique à la défense nationale.

2<sup>o</sup> Je n'ai pas besoin vis-à-vis de toi d'exprimer ma détermination de ne point signer une paix qui ne serait point favorable.

Ces deux points écartés, qu'y a-t-il à faire ? That is the question.

Le seul élément de salut pour notre cause et pour le pays réside dans l'armée de Metz ; c'est avec elle seulement qu'on peut, le moment venu, arborer le drapeau qui rétablira l'ordre si profondément troublé. C'est avec elle qu'on pourrait établir en face d'une assemblée socialiste une assemblée innovatrice. Mais, pour amener ce résultat, il faudrait pouvoir être en relations avec le maréchal Bazaine et être sûr de son énergie. Il faudrait enfin qu'il pût résister jusqu'à la fin des événements qui se déroulent aux bords de la Seine. Avec un but différent et avec des arrière-pensées toutes dans son intérêt, M. de Bismarck a bien, je crois, entrevu le parti qu'on pourrait tirer de la position de Bazaine (2). Aussi je ne mets pas en doute que ce M. Regnier n'ait été envoyé pour engager le maréchal à négocier, de concert avec la Régente, des préliminaires de paix. Tout en repoussant cette combinaison, on pourrait, je crois, utiliser le bon vouloir de M. de Bismarck pour se tenir en relations avec le maréchal et attendre les événements.

Je t'ai dit quel était le résultat de mes réflexions. Clary te donnera d'autres détails. J'espère ne pas te déplaire en te parlant politique. J'ai le cœur brisé de voir par tes lettres combien le tien est meurtri. Pourvu que j'y aie toujours une petite place !

Je t'embrasse tendrement.

(1) Au cours du mois de septembre, Napoléon III avait donné à plusieurs reprises audience à M. B. H. Helwitz, envoyé auprès de lui par Bismarck pour entamer des négociations. Le détail de ces pourparlers a été donné par le général de Monts et M. Paul Guériot dans leurs ouvrages sur la captivité de l'Empereur.

(2) Toutes ces idées se retrouvent dans le télégramme de Napoléon III à M. de Bismarck publié par Augustin Filon dans ses *Souvenirs sur l'Impératrice Eugénie* et auquel il n'avait pu attribuer de date. Cette dépêche a donc dû être expédiée au début d'octobre 1870.

*L'Impératrice à l'Empereur*

14 octobre 1870.

Cher et bien bon ami, ta lettre d'aujourd'hui est bien triste. Comment peux-tu penser que personne ne pense plus à toi? Voici la lettre d'une jeune fille qui n'a pas dix-huit ans et qui me semble assez enthousiaste. J'enverrai sa photographie un autre jour, et, du reste, mon bien cher ami, plus le cercle qui nous entoure s'éclaircira, plus nous nous serrerons, et, la main dans la main, nous attendrons les décrets de Dieu.

Des grandeurs passées il ne reste rien de ce qui nous séparait. Nous sommes unis, cent fois plus unis, parce que nos souffrances et nos espérances se confondent sur cette chère petite tête de Louis. Plus l'avenir se rembrunit et plus le besoin de s'appuyer l'un sur l'autre se fait sentir. Soigne-toi donc, mon bon et cher ami, et pensons au temps qui nous ramènera l'un près de l'autre.

Je t'embrasse de tout cœur. Ta toute dévouée.

EUGÉNIE.

Louis a écrit à Tristan (1). J'ai été bien heureuse hier d'avoir pu donner à Armand, l'homme de la police de Louis, des nouvelles de son fils. Il va bien, mais nous voudrions son adresse.

Wilhelmshöhe, le 20 octobre 1870.

Ma chère Eugénie,

Je profite du départ de Conneau (2) pour t'écrire en détail; j'espère pouvoir être plus clair que par les dépêches télégraphiques. À ce propos je te prie, lorsque tu m'écriras ainsi, de préciser mieux les choses. J'ai d'abord cru que le laissez-passer pour M. Gautier (3) était destiné à Clary qui avait pris ce nom. Evans (4) m'a écrit qu'il est à Luxembourg et qu'il y a la M. Roullier qui a un paquet pour moi. Je ne comprends rien

(1) Le baron Tristan Lambert, ami du Prince Impérial.

(2) Le docteur Conneau, sénateur, membre de l'Académie de médecine et premier médecin de l'Empereur, qui rejoignait Chislehurst.

(3) Théophile Gautier fils, conseiller d'État.

(4) Le docteur Evans, dentiste de l'Impératrice, avait sauvé celle-ci lors du 4 septembre et était resté auprès d'elle en Angleterre depuis cette époque.

à tout cela. Il serait si facile de m'écrire par lettre, d'autant plus que si M. de Bismarck voit nos lettres, elles ne lui apprendront rien qu'il ne doive savoir. Ainsi, pourquoi ne m'avoir pas écrit : « Demander un laissez-passer pour M. Gautier et un autre pour Clary, etc., etc. » Il n'y aurait rien eu là de dangereux et tu m'aurais évité bien des ennuis. D'un autre côté, pour une affaire importante, on peut envoyer un domestique sûr; il viendra tout droit ici sans qu'on lui demande ni passeport, ni quoi que ce soit.

J'arrive maintenant à la grosse affaire. Dieu veuille qu'elle tourne bien, mais je la crois mal emmanchée. Tu m'avais dit, dans une de tes dernières lettres, que tu approuvais les trois points que j'avais indiqués dans la lettre que Clary t'a apportée. Ces trois points étaient :

- 1<sup>o</sup> Ne point signer de traité de paix qui ne soit point honorable;
- 2<sup>o</sup> Ne rien faire ni publier tant que Paris soutient la lutte;
- 3<sup>o</sup> Se servir des dispositions favorables que témoigne M. de Bismarck pour conserver intacte l'armée de Metz.

Toute la question du moment devait donc se résumer dans le troisième point. Pour réussir dans ce but, il suffirait, suivant moi, d'entrer en relations avec M. de Bismarck et, sans entrer dans les conditions de la paix, lui faire comprendre qu'une fois Paris pris, le maréchal Bazaine aurait des pleins pouvoirs pour s'entendre avec lui sur les meilleurs moyens pour arriver à la paix, qu'il était donc de son avantage de ménager le maréchal Bazaine et de le laisser à la tête de son armée.

A ta place, je n'aurais pas écrit au Roi, car il sera embarrassé pour la réponse et il est inutile d'embarrasser celui dont on attend quelque chose (1).

Quant à ton idée de te rendre à Metz, dans le cas où tout ce que nous pensons réussirait, j'y suis totalement opposé. Il faut que tout ce qui se fera en France ait le caractère de la spontanéité et de la foi politique et non d'une intrigue ourdie par nous. Je crois donc que ton action devrait se borner, après la prise de Paris, à faire une protestation qui revendiquerait

(1) Il s'agit de la lettre écrite par l'Impératrice au roi de Prusse, et portée à Versailles par Théophile Gautier fils, lettre à laquelle Guillaume fit la réponse célèbre dont l'original fut, au cours de la guerre de 1914, communiqué par la souveraine à Georges Clemenceau. La réponse du Roi est datée du 25 octobre.

les droits que je tiens de la nation. Ensuite, il y aurait à savoir comment la paix doit être conclue, quelle est la Chambre qu'on devrait convoquer pour en discuter les bases. Là-dessus Conti (1) a des idées très justes. Je t'envoie une lettre de lui à ce sujet.

Je t'ai écrit hier, dans le premier moment, une lettre un peu sèche. C'est qu'en vérité, je ne crois pas que des affaires aussi sérieuses doivent se traiter à bâtons rompus et sans concert préalable. Ici, j'avais un Allemand que je connaissais depuis longtemps, qui m'est très dévoué, quoique très bien vu au Quartier général prussien; il était prêt à porter toutes les communications qu'on aurait voulu faire (2).

J'ai vu Salomé (3) qui m'a donné de bonnes nouvelles de toi et de Louis. Je pense qu'il sera content de revoir son camarade (4).

Je t'embrasse de tout mon cœur.

Je te renvoie tous tes papiers.

Comment veux-tu que je devine quel est cet ami dévoué qui attend M. Gautier à Gand?

Wilhelmshöhe, le 29 octobre 1870.

Chère amie,

J'ai enfin reçu une lettre de toi. Je comprends combien tu as dû souffrir de tant d'épreuves (5) et je conçois que tu n'aises pas le temps de m'écrire; mais, de mon côté, ne recevant point un seul mot de toi pendant six jours, je me figurais une foule de choses pénibles pour expliquer ton silence. Quand on est malheureux, on s'inquiète facilement et je t'assure que j'ai été bien malheureux pendant ces jours-ci, car, à côté des tristes événements qui se passaient, l'idée d'avoir encouru ton mécontentement me faisait souffrir horriblement. Heureusement que ta lettre d'aujourd'hui est venue jeter du baume dans mon cœur. Je suis complètement de ton avis et la lettre qui s'est

(1) Charles-Étienne Conti, sénateur, ancien secrétaire particulier de Napoléon III.

(2) Il s'agit probablement de M. Helwitz, dont il a été question plus haut.

(3) La princesse Achille Murat, née princesse Salomé Dadian.

(4) Le docteur Conneau emmenait avec lui son fils Louis, le fidèle ami du Prince, mort récemment après avoir, pendant la dernière guerre, commandé comme général de division un corps de cavalerie.

(5) Le maréchal Bazaine avait capitulé, à Metz, le 27 octobre.

croisée avec la tienne te prouvera que, de loin, nos pensées et nos cœurs se comprennent. Mille fois mieux rester dans l'oubli et dans la misère même que de devoir son élévation à un abandon de sa dignité ou des intérêts de son pays. Mais si, maintenant, les choses traînent en longueur, je ne vois pas pourquoi tu ne viendrais pas me rejoindre ici avec Louis, quand même cela ne serait que pour un mois! Qu'en penses-tu? Mais, au nom du ciel, soigne-toi et calme-toi. Tout n'est pas aussi désespéré que tu le crois; tout le midi et le nord de la France ne sont pas dévastés et pourront avoir de bonnes récoltes, et puis la Providence fait repousser avec plus de force les rejetons qui jaillissent d'un tronc, reste mutilé d'un grand chêne! C'est de la poésie, si tu veux, mais c'est aussi de la réalité!

Je ne comprends rien non plus à la conduite de M. de B. si ce n'est qu'il veut qu'un pouvoir quelconque s'engage à faire les concessions qu'il désire. Hors de là point de conclusion (1).

Que sont devenus Thomas et Clary? Je n'entends plus parler d'eux.

Adieu, chère amie; je t'en supplie, calme-toi, si tu peux, en pensant à ceux que tu aimes et à cette volonté éternelle qui plane sur nos destinées et à laquelle il faut obéir.

Je t'embrasse tendrement ainsi que notre cher enfant; au revoir.

Tout à toi.

Piétri, préfet de police, est ici.

Wilhelmshöhe, le 7 novembre 1870.

Ma chère Eugénie,

J'ai fait donner en ton nom 15 francs à chaque blessé et prisonnier à Cassel et 100 francs à l'officier qui n'avait point de capote (2). Ils ont tous été très contents. Ils sont gais et sont dans des locaux chauffés. Pour étendre à toute l'Allemagne ces secours, il faudrait beaucoup d'argent, et pour organiser cette distribution, je pense envoyer dans toutes les

(1) Ces lignes font probablement allusion à la mission du général Boyer à Versailles et à Chislehurst qu'Augustin Filon raconte tout au long dans ses *Souvenirs*.

(2) L'Impératrice était venue passer quelques heures à Wilhelmshöhe. Arrivée le 30 octobre, elle y était restée jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre au soir.

ville où je connais un officier la circulaire ci-jointe si tu l'approuves (1).

J'ai trouvé dans un journal suisse le petit paragraphe ci-joint; cela prouve que la vérité finit par triompher.

J'espère que tu vas bien ainsi que Louis.

Le général Boyer n'est pas venu me voir (2).

Je t'embrasse tendrement; tout à toi.

Wilhelmshöhe, le 15 novembre 1870.

Ma chère Eugénie,

J'espère que tu auras reçu hier et aujourd'hui mes petites fleurs (3). Elles ne sont pas belles, mais je n'en ai pas trouvé d'autres. Mes pensées sont avec toi et je souffre d'être éloigné de toi, plus dans ce jour que dans tout autre. Je t'envoie deux souvenirs d'officiers de la Garde. J'en ai reçu d'autres auxquels je remercierai de ta part. J'ignore encore où est le colonel de ton régiment (4). Ces messieurs qui sont ici voulaient t'écrire par le télégraphe; je les en ai empêchés en leur annonçant que je te ferais part de leur bonne intention.

Tu me parles dans ta dernière lettre d'une lettre que j'aurais écrite à la reine de Hollande. Je ne m'en souviens pas; dis-moi si tu l'as lue et ce qu'elle contenait.

J'ai lu hier dans un journal de Bruxelles (*l'Écho du Parlement*) un extrait de la brochure de M. R...; elle te fait beaucoup d'honneur. La maréchale Bazaine est tout à fait remise de son moment de colère; je l'ai trouvée très aimable et très raisonnable (5). Le *Times*... regrette presque le succès de l'armée de la Loire (6), car cela va donner une nouvelle activité

(1) Voici cette note: « L'Impératrice Eugénie ayant fondé en Angleterre une société pour offrir aux officiers et soldats français prisonniers en Allemagne des objets qui pourraient leur manquer, l'Empereur, pour s'associer à cette œuvre de bienfaisance, me charge de vous demander quels sont les objets qui, à votre connaissance, seraient les plus utiles aux officiers et soldats internés dans la localité que vous habitez et quel est le nombre de ceux-ci. »

(2) Le général de brigade Napoléon Boyer, aide de camp du maréchal Bazaine, avait, en octobre, été chargé par ce dernier d'une mission à Versailles, et s'était ensuite rendu à Londres pour voir l'Impératrice.

(3) Le 15 novembre était la fête de l'Impératrice.

(4) Le colonel Sautereau du Part, commandant le régiment de dragons de l'Impératrice, avait été blessé à Rezonville.

(5) La maréchale Bazaine était venue rejoindre son mari, interné à Cassel, et dès son arrivée, si l'on en croit De Monts, lui avait fait une scène violente.

(6) Coulmiers, 9 novembre 1870.

à l'ardeur belliqueuse de M. Gambetta et cependant le résultat sera le même.

J'espère recevoir demain de tes nouvelles, car, quand je reste quelques jours sans en avoir, cela me rend tout triste.

Je t'embrasse tendrement de tout mon cœur.

Embrasse Louis et mes nièces.

Wilhelmshöhe, le 17 novembre 1870.

Ma chère Eugénie,

Je compte avoir à Bruxelles une société qui recevra des offrandes pour donner aux prisonniers français des vêtements chauds et des sabots. Je souscrirai 10 000 pour moi et 5 000 fr. pour Louis. Tu n'auras pas besoin de t'occuper du payement. Je voudrais qu'à Londres on fit la même chose, car les besoins sont grands et le nombre des prisonniers est immense (1).

Je suis resté plus de trois jours sans nouvelles de toi, ce qui m'a fait de la peine, et puis hier j'ai reçu à la fois trois de tes lettres. Tu dois bien penser cependant que c'est un sujet de lettres bien intéressant pour moi.

Les choses sont loin de s'éclaircir en France et la domination des rouges socialistes s'accentue tous les jours davantage. Garibaldi poursuit les prêtres plus que les Prussiens... Si la famine se fait un jour sentir dans Paris, je redoute les plus déplorables excès; les élections municipales prouvent la force des socialistes (2). Comment pourra-t-on jamais guérir la France de cette maladie organique ?

Les lettres particulières que je reçois me font espérer qu'une réaction ne se fera pas attendre, car on est las de ces exagérations révolutionnaires.

Gricourt (3) est venu me voir; il est, lui, plein d'espoir et voit tout en rose. Il faut avoir bien de l'imagination pour voir ainsi l'arc-en-ciel au milieu de la tempête.

Dis-moi comment est ta santé et si tu dors mieux.

(1) Cette organisation dut être supprimée à la suite d'articles de l'*Indépendance belge* dénonçant les « intrigues » de Wilhelmshöhe, mais l'Empereur n'en continua pas moins à secourir anonymement ses soldats par l'entremise de M. Alfred Pommier, grand industriel français établi à Leipzig.

(2) Allusion aux élections des maires et adjoints de Paris qui avaient eu lieu le 5 novembre.

(3) Le marquis de Gricourt, sénateur et chambellan de l'Empereur.

Je te remercie des témoignages de tendresse que renferment tes lettres. C'est pour moi la plus douce consolation.

Embrasse Louis bien chaudement et reçois l'assurance de mon tendre attachement. Au revoir.

Wilhelmshöhe, le 19 novembre 1870.

Ma chère Eugénie,

Rien ne me fait autant de plaisir que de savoir que nos idées se rencontrent; j'ai été étonné hier en recevant ta lettre où tu me parles des conseils généraux, parce que j'avais eu la même pensée et que j'allais t'en écrire. C'est vraiment singulier que de voir qu'à une si grande distance nos réflexions nous amènent au même résultat, et cela dans le même moment. Je pensais donc que, d'un côté, rappeler les anciennes Chambres, c'est rappeler à la vie des corps qui se sont laissés mourir et qui n'ont montré ni énergie ni patriotisme. D'un autre côté, convoquer une Assemblée constituante, c'est agiter tout le pays, perdre un temps précieux et amener un résultat dangereux, car les élections ne seraient pas libres et subiraient la pression des terroristes.

Si donc on convoquait les conseils généraux en leur enjoignant de nommer parmi eux, dans chaque département, trois membres pour faire partie d'une assemblée nationale, on aurait en huit jours 270 députés issus au second degré du suffrage universel et la Chambre serait bien composée et elle représenterait réellement le pays.

Mais là où je n'ai plus trouvé de solution, c'est de savoir comment et par qui cette assemblée pourrait être convoquée, car il faudrait qu'il y eût un gouvernement provisoire et comment nommer celui-ci? Tel est le problème que, pour le moment, je ne saurais résoudre. Dis-moi quel serait ton avis.

La note Gortchakoff ramène le *Times* de notre côté (1). Il commence par s'apercevoir que j'ai partout laissé un *vide*. A ce propos, je t'engage à lire souvent les articles de fond du *Times*. Il y en a presque tous les jours d'admirables de bon sens.

Je n'ai pas besoin que tu m'envoies de l'argent, *au contraire*.

(1) Le 11 novembre, par une circulaire adressée à tous les gouvernements signataires des traités de 1856 et signée du chancelier Gortchakoff, la Russie avait déclaré s'affranchir des entraves imposées à sa liberté d'action dans la Mer Noire.

Comment va Louis? Je t'embrasse ainsi que lui de tout mon cœur.

NAPOLÉON.

Ci-joint la carte d'un brave homme de Versailles qui m'envoie sa carte pour toi à propos du 15 novembre.

*L'Impératrice à l'Empereur*

Le 19 décembre 1870.

Cher ami, hier, je t'ai envoyé une longue correspondance; j'espère que tu l'auras lue avec intérêt. Ma santé est meilleure, mes forces ont l'air de revenir un peu; mais ce qui domine tout, c'est l'impatience dans laquelle je suis de te revoir. Ces longs jours d'exil me semblent si tristes! Mais Dieu nous donnera, j'en suis sûre, de meilleurs moments, mais quand? Je n'en sais rien. Ma tendresse et mon affection ne font qu'augmenter pour toi. Je voudrais, au prix de bien des sacrifices, te rendre la vie plus douce que les circonstances ne l'ont faite jusqu'à présent, mais plus tout se rembrunit, et plus nous devons croire que tout a une fin, les bons comme les mauvais jours. Je t'embrasse, mon ami, de tout cœur. Je t'aime tendrement. A toi pour toujours.

EUGÉNIE.

Louis va bien et t'embrasse.

Wilhelmshöhe, 21 décembre 1870.

Ma chère Eugénie,

C'est toujours un grand chagrin pour moi de n'être pas d'accord avec toi. Or, dans cette circonstance, après avoir lu la note que tu m'as envoyée, j'ai le regret de te dire que je désapprouve complètement les idées qu'elle contient.

Je conçois très bien que le triste spectacle qu'offre à nos yeux la France envahie, ravagée et épuisée par l'invasion et un gouvernement sans scrupules, fasse naître dans tous les cœurs généreux l'ardent désir de mettre fin à la lutte et aux maux qu'elle entraîne. Mais il ne suffit pas pour tout esprit sérieux de vouloir concourir à un but désirable. Il faut examiner si votre intervention est utile au pays, si votre devoir vous y oblige,

si les chances de réussite sont raisonnables. Or, dans les circonstances actuelles, je n'hésite pas à déclarer que ton intervention, telle que tu la supposes dans la note, ne peut être ni utile ni conforme au devoir, ni entourée d'aucune chance de succès.

Lorsque Paris se sera rendu, il arrivera de deux choses l'une : ou le gouvernement de la Défense nationale demandera un armistice pour faire élire une assemblée constituante, ou il continuera la guerre. Dans ces deux hypothèses, je ne vois pas comment nous pouvons intervenir dans la question. Si on procède à des élections, on pourra bien protester, rappeler les trahisons passées, faire sentir que l'assemblée ne représentera pas la véritable opinion du pays, mais celui-ci, désireux d'obtenir la paix n'importe comment, ne s'arrêtera ni aux protestations ni aux défauts de forme et acceptera ce qu'on lui offrira. Si, au contraire, le gouvernement de la Défense nationale veut poursuivre la guerre à outrance et qu'aucune manifestation quelconque ne vienne infirmer sa décision, je ne vois pas comment on pourrait, sans y être autorisé par une démonstration populaire, venir dire au pays qu'il a tort de vouloir continuer la lutte et qu'il faut qu'il accepte par oui ou par non une paix dont les conditions n'auront pas été discutées publiquement et qui, malheureusement, ne peuvent être que blessantes pour la dignité nationale.

Après la paix de Paris, il ne peut surgir du chaos qui s'en suivra que trois autorités différentes quoique toutes françaises. Ou une espèce de gouvernement provisoire installé à Paris sous l'influence de la Prusse, ou le gouvernement de la Défense nationale, ou enfin un gouvernement établi dans une ville de la province, là où un mouvement populaire aurait eu lieu. Laissons de côté, pour le moment, les deux premières hypothèses et ne parlons que de la troisième supposition. Si ce dernier fait se produisait, je concevrais jusqu'à un certain point que tu t'y rendisses et, cependant, quelle que soit la pureté de tes intentions, quelle que soit l'habileté du langage, on ne verrait dans cette démarche qu'une prétention dynastique et non un dévouement désintéressé et, à moins d'avoir une force matérielle considérable à nos ordres, les décisions qu'on prendrait ne seraient ni obéies ni respectées. Néanmoins, dans le cas où même une seule ville t'appelleraient, je conçois que ton devoir fût de ne pas

tromper les espérances de ceux qui ont encore foi dans l'avenir de l'Empire; mais, en dehors de cette hypothèse, je ne puis concevoir, je le répète, comment on peut te conseiller de te rendre dans une ville quelconque de la France sans être sûr d'avance comment on y parviendra, comment on y sera accueilli et comment le reste du pays prendra cette démarche. Après le rôle que nous avons joué en Europe, toutes nos actions doivent avoir un caractère de dignité et de grandeur en rapport avec la situation que nous avons occupée; nous ne pouvons donc pas risquer de ces dangers qui prêtent au ridicule comme d'être arrêté par quatre gendarmes. Or, dans l'état actuel des choses, si tu allais en France, ce serait le premier risque que tu courrais.

Mais, passons encore par là-dessus : te voilà à Amiens; la moitié de la France est occupée par les Prussiens, l'autre est entre les mains de démagogues énergiques qui empêcheront que le pays réponde à ton appel. Tu auras beau dire que, sans ambition dynastique, tu veux apporter à la France les bienfaits de la paix; ils répondront sur tous les tons que la paix qu'on propose est honteuse, qu'ils en obtiendraient une bien meilleure si on ne paralysait pas l'élan national, etc., etc. Et tu te trouveras dans la dure nécessité ou de repartir pour l'étranger ou de réclamer l'appui de la Prusse. On dit que tu y convoqueras les anciennes Chambres, mais, d'abord, il est probable que les députés et sénateurs ne pourront ou ne voudront pas se rendre à l'invitation qui leur sera faite et puis, il faut bien le dire, le Corps législatif n'aura aucune influence sur le pays. Il a montré trop peu d'énergie et il renferme des éléments dangereux qui, seuls, dans les circonstances qu'on peut préciser, auraient de l'importance. La paix ne peut pas être avantageuse pour la France et ne peut être que plus ou moins désastreuse. On prétend que les conditions que le roi de Prusse nous ferait seraient meilleures que celles qu'il imposerait à la République, mais, pour que cela fût évident pour tout le monde, il faudrait qu'il eût d'abord formulé ses prétentions vis-à-vis du gouvernement de la Défense nationale, et tant qu'il ne l'aura pas fait d'une manière ostensible, les républicains diront toujours que leur programme était : ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses! Je ne vois aucun avantage pour nous, tant que notre devoir ne nous y oblige pas, à nous

montrer plus accommodants que ceux qui nous ont renversés.

En résumé, je prétends que tant qu'une ville de la France n'aura pas arboré de son propre mouvement le drapeau de l'Empire, notre devoir est de rester dans l'obscurité et de laisser les événements s'accomplir; que, tant que le fait que je viens d'indiquer n'aura pas eu lieu, notre intervention ne peut pas être utile au pays et qu'enfin vint-elle à se produire, elle n'aurait aucune chance de succès.

Notre action personnelle mise de côté, quelles sont les probabilités de l'avenir? Je crois qu'une fois Paris tombé, le roi de Prusse cherchera à établir à Paris un gouvernement provisoire, que ce gouvernement, qui n'aura au premier moment que des attributs municipaux, pourra, s'il est bien composé, avoir une certaine influence sur les destinées du pays et qu'il pourra peut-être convoquer une assemblée qui discuterait de la paix.

Beaucoup de personnes ont pensé qu'une assemblée nommée par les anciens conseils généraux aurait beaucoup plus d'influence sur le pays que le Corps législatif. Aux circonstances nouvelles il faut de nouveaux hommes, et, cependant, aujourd'hui de nouvelles élections sont impossibles. Avec les conseils généraux comme base on reconnaît le principe du suffrage universel dont leurs membres sont sortis et, s'ils nomment entre eux des députés, ceux-ci seront des hommes nouveaux appropriés aux circonstances. Dans cette nouvelle assemblée, les Thiers, les Jules Favre, les Gambetta, les Rochefort, se trouveront exclus. Je ne vois donc dans cette combinaison que des avantages...

Je viens de te dire à la hâte tout ce que je pensais. Je te prie d'y réfléchir et de croire que si je me trompe, je n'ai en vue que le bien du pays, ta dignité et la mienne propre. Reçois la nouvelle assurance de mon sincère et tendre attachement.

NAPOLÉON.

Il me revient l'idée de répondre à une assertion contenue dans une de tes lettres. Tu dis qu'il ne faut pas se cacher derrière une assemblée pour faire la paix. Je trouve au contraire qu'il faut soumettre à une assemblée les conditions de la paix pour que les représentants du pays puissent en discuter en

connaissance de cause. Soumettre au contraire le traité de paix au vote direct du pays par oui ou par non, c'est se cacher derrière la réponse inévitable du pays qui acceptera les yeux fermés une question qui lui est présentée sous cette forme abstraite : paix ou guerre.

Wilhelmshöhe, le 24 décembre 1870.

Ma chère Eugénie,

Tu ne peux pas te faire l'idée combien tes lettres me font plaisir lorsqu'elles sont aussi tendres que les dernières. Cela me fait supporter plus facilement notre isolement. M. de Berlin l'aura apporté mon long factum.

Nous avons eu 22 degrés centigrades de froid mais un beau soleil. Je me suis acheté une fourrure et avec elle j'ai très chaud en marchant. Le [*titre et nom illisibles*], à ce qu'on écrit, croit que Paris ne peut pas tenir plus de trois semaines. Il est bien temps que cette guerre finisse. On disait dans un journal allemand qu'aujourd'hui la France ne se bat plus mais qu'elle saigne. Cette expression est cruellement vraie.

Un journal prétend qu'on a arrêté un soldat français qui voulait s'échapper et qu'on a trouvé sur lui des papiers qui démontrent que Tropmann avait des complices.

De tous les côtés, il m'arrive des renseignements disant qu'il se produit une grande réaction en ma faveur.

Je t'embrasse de tout mon cœur et te renouvelle l'assurance de ma tendresse.

Wilhelmshöhe, le 26 décembre 1870.

Ma chère Eugénie,

Je t'envoie des lettres intéressantes, l'une de Piétri, l'autre de M. Levert; ce dernier est l'ancien préfet de Marseille (1). C'est un homme d'esprit, très dévoué, qui a mis à ma disposition son dévouement et sa fortune. Je n'ai accepté que le premier. Il va s'établir à Bruxelles pour être plus près des événements. Je t'envoie aussi une vilaine lettre de X... mais, au moins, il te rend justice et, à ce point de vue-là, je lui pardonne.

(1) Après avoir été préfet d'Alger et préfet de Marseille, M. Levert, dont le dévouement à la cause impériale ne se démentit jamais, fut député du Pas-de-Calais et président du groupe parlementaire de l'Appel au peuple.

Il me tarde d'avoir de tes nouvelles et de savoir comment tu auras pris ma réponse.

Je t'embrasse tendrement ainsi que mon cher enfant.

Tout à toi.

N'oublie pas une chose : c'est qu'aux circonstances nouvelles il faut des hommes nouveaux.

Wilhelmshöhe, le 29 décembre 1870.

Ma chère Eugénie,

Je te remercie de ce que tu me dis de tendre à propos de l'année qui s'approche ; il est difficile que l'année qui s'annonce soit plus triste pour la France que celle qui vient de s'écouler. Aussi faut-il espérer. Pourvu que toi et Louis vous soyez bien portants, je puis tout supporter. Je te remercie de la petite image et de l'étui à cigarettes ; la première me portera bonheur.

La fuite de beaucoup d'officiers français, quelques insubordinations à Mayence et Coblenz ont augmenté les rigueurs contre les prisonniers et les voyageurs.

Adieu, chère amie ; pense quelques fois à moi. Embrasse tendrement Louis, surtout le jour de l'An. Je pense que tu auras vu dans *le Drapeau*, du 28, la réponse du capitaine de la Bégassière à celle de X... (1) ; elle est excellente. Tu sais que la maréchale Bazaine est accouchée il y a quinze jours d'un garçon.

Davillier (2) partira lundi prochain pour aller voir sa femme à Londres

Je t'embrasse de tout mon cœur. Tout à toi.

Wilhelmshöhe, le 30 janvier 1871.

Ma chère Eugénie,

Je te renvoie ta proclamation un peu arrangée, mais, dans les circonstances nouvelles, il faudra en modifier quelques passages. Je t'envoie également un projet de proclamation de moi (3). Je désire avoir ton avis. La convocation d'une Constitu-

(1) *Le Drapeau* était un journal bonapartiste qui venait de se fonder et s'implantait à Bruxelles.

(2) Le comte Davillier, premier écuyer de l'Empereur.

(3) L'armistice avait été signé le 27 janvier à Versailles. La proclamation préparée par l'Impératrice ne semble pas avoir été publiée. Quant à celle de l'Empereur, elle parut, datée du 8 février 1871.

tuante à si bref délai est une comédie (1). Cependant elle aura l'avantage de discuter les conditions de paix, et, comme ces conditions ne seront pas favorables, il est préférable que ce soit elle qui s'en charge que nous. Je crois donc qu'avant de lancer ma proclamation, il faut attendre que la Constituante se réunisse. Quant à la tienne, tu ne la ferais paraître que si les circonstances étaient assez propices pour te permettre de jouer un rôle actif.

Il me tarde de savoir si tes opinions sont conformes aux miennes.

On m'écrit de province que la réaction en ma faveur fait des progrès, mais je t'avoue que je me laisse aller aux événements sans faire de vœux bien ardents pour qu'ils tournent à notre profit. Le spectacle de la France dévastée et amoindrie n'est pas fait pour exciter l'ambition. Mais, comme tu le dis : fais ce que dois, advienne que pourra. J'espère que ta santé est bonne et que ton affection pour moi n'est pas diminuée.

Embrasse Louis tendrement et aie bien soin de sa sûreté.  
Je t'embrasse tendrement. Tout à toi.

*L'Impératrice à l'Empereur*

Le 30 janvier 1871.

Cher ami, c'est aujourd'hui l'anniversaire de notre mariage. Il se passera tristement loin l'un de l'autre, mais, du moins, je peux te dire que je te suis bien profondément attachée. Dans le bonheur, ces liens ont pu se relâcher. Je les ai crus rompus, mais il a fallu un jour d'orage pour m'en démontrer la solidité et, plus que jamais, je me souviens de ces mots de l'Évangile : la femme suivra son mari partout, en santé, en maladie, dans le bonheur et dans le malheur, etc. Toi et Louis, vous êtes tout pour moi, et me tenez lieu de toute ma famille et patrie. Les malheurs de la France me touchent profondément, mais je n'ai pas un instant de regrets pour le côté brillant de notre existence passée. Être réunis enfin, et ce sera le but de mes désirs. Pauvre cher ami, puisse mon dévouement te faire oublier un instant les épreuves par lesquelles ta grande âme a passé. Ton adorable mansuétude me fait penser à Notre

(1) Un décret du 29 janvier avait convoqué les électeurs pour le 8 février. L'assemblée élue devait se réunir à Versailles le 12 du même mois.

Seigneur. Tu auras, crois-moi, aussi ton jour de justice. En attendant, Louis et moi t'embrassons de tout notre cœur. A toi.

EUGÉNIE.

Wilhelmshöhe, le 3 février 1871.

Ma chère Eugénie,

J'ai été bien peiné de la nouvelle sur Bourbaki (1); le refus fait d'un passeport à sa sœur est une infamie. Je pense comme toi au sujet de la Constituante, c'est la boîte de Pandore. Si, au moins, elle ne s'occupait que de la paix!

J'ai dit à ceux que je connaissais que, malgré l'irrégularité de la convocation, il faut s'y faire nommer, quitte à protester si l'Assemblée veut décider de la forme du gouvernement. Il serait bien utile d'y avoir quelques orateurs; mais où les trouver?

Tu as pensé à l'anniversaire de notre mariage et je te remercie de ce que tu me dis d'affectionnés. C'est une grande consolation pour moi de penser que le malheur nous rapproche au moins moralement si ce n'est réellement.

Je t'embrasse ainsi que Louis de tout mon cœur.

Wilhelmshöhe, le 6 février 1871.

Ma chère Eugénie,

Je vois par ta lettre d'aujourd'hui que tu es bien tourmentée. Je voudrais être auprès de toi pour te donner un peu de calme. Les illusions de ce pauvre Louis doivent aussi te faire de la peine. Je voudrais, comme toi, avoir à ma disposition l'espace et le soleil et être avec vous deux.

Je pense que les conditions de paix dont ont parlé les journaux sont inadmissibles et je crains fort que la Prusse veuille forcer les choses. J'ai envoyé ma proclamation. Je pense qu'elle fera bon effet sans ignorer qu'elle va m'attirer force injures et outrages.

Je t'embrasse de tout mon cœur.

(1) Le 26 janvier au soir, à Besançon, le général Bourbaki, commandant l'armée des Vosges, avait tenté de se suicider en se tirant un coup de revolver dans la tempe.

Wilhelmshöhe, le 17 février 1871.

Ma chère Eugénie,

J'ai lu comme toi dans les journaux que Napoléon était élu en Corse, mais les nouvelles directes que nous en avons n'en disent rien (1).

Je vois par tes lettres, chère amie, que nos réflexions arrivaient à la même conséquence. Tant que le pays n'aura pas fait la dure expérience d'un gouvernement sans force, incapable d'assurer l'ordre et partant la prospérité, il ne nous reviendra pas. Il faut qu'il compare pour apprécier. Je reçois les propositions les plus absurdes. Quelqu'un me conseillait de demander à celui qui est le maître aujourd'hui d'intervenir pour qu'on me rendit mes propriétés. J'ai répondu que je m'humiliais, s'il le fallait, pour obtenir de meilleures conditions pour la France, mais que, pour moi personnellement, je préférerais ne manger que du pain noir plutôt que de rien demander dans un but d'intérêt privé. Je ne conçois pas qu'il y ait des gens qui ne comprennent pas la dignité qu'on doit garder dans le malheur.

Je n'ai pas entendu parler de l'élection de Joachim (2).

Adieu, chère amie, à revoir bientôt. Je t'embrasse ainsi que Louis de tout mon cœur.

Wilhelmshöhe, le 28 février 1871.

Ma chère Eugénie,

Tu dois éprouver ce que je ressens en apprenant les conditions de la paix (3). J'avoue que je croyais que Metz nous serait resté et que l'indemnité de guerre ne dépasserait pas trois milliards. Cette paix ne peut être qu'une trêve et elle prépare bien des malheurs pour l'Europe. J'en suis profondément affecté et, en présence de ces malheurs, ma pensée est absorbée entièrement. Si encore la France était unanime dans ses sentiments et si elle avait un gouvernement assez fort pour travailler sans

(1) Le prince Napoléon n'avait pas posé sa candidature aux élections du 8 février.

(2) Le prince Joachim Murat avait été élu député du Lot à l'Assemblée nationale.

(3) Les préliminaires de paix avaient été signés à Versailles par M. Thiers et Bismarck le 26 février vers quatre heures de l'après-midi.

relâche à une résurrection, on pourrait se prendre à espérer, mais que voyons-nous? Des fous ou des égoïstes. J'en suis profondément affligé.

Je n'ai pas le courage aujourd'hui de parler d'autre chose. J'espère bientôt te revoir et il me tarde de te presser ainsi que Louis sur mon cœur.

Je t'embrasse tendrement.

Wilhelmshöhe, le 2 mars 1871.

Ma chère Eugénie,

Les nouvelles se suivent et se ressemblent. Tu auras appris la déclaration de Bordeaux (1). Je devais m'y attendre. Je protesterai quand je saurai comment cela s'est passé.

Je t'envoie une lettre de Conti que je viens de recevoir (2). J'ignore encore quand je serai mis en liberté. Quand je le saurai, je te préviendrai aussitôt.

Je t'embrasse ainsi que Louis tendrement. Tout à toi.

Le 9 mars 1871.

Ma chère Eugénie,

Je suis étonné de n'avoir encore rien appris sur ma mise en liberté. Jusqu'à présent, personne encore des prisonniers n'a reçu le moindre avis. Je crois que le gouvernement allemand, craignant des troubles à Paris, ne veut pas se presser de rendre les prisonniers. Dès que je saurai quelque chose, je te le ferai savoir par le télégraphe. Je prendrai le bateau de neuf heures du matin à Ostende pour être vers une heure à Douvres.

Il a paru un très bon article dans le journal semi-officiel de Berlin sur la déclaration de déchéance de l'Assemblée. Le journal dit que les Français devraient, comme les enfants d'Israël, prendre un bouc émissaire, que ce serait plus juste que de charger ceux qui les ont gouvernés de tous les malheurs et il rend ensuite justice à ce que j'ai fait pour les Français.

Je serais bien fâché de ne pas être auprès de Louis le jour de sa naissance, mais je n'en ai pas perdu l'espoir.

(1) Le 1<sup>er</sup> mars, à la suite d'un incident de séance, l'Assemblée nationale avait voté une motion confirmant la déchéance de Napoléon III. L'Empereur protesta par une lettre au président de l'Assemblée, datée du 6 mars 1871.

(2) M. Conti avait été élu député de la Corse.

Je t'ai remerciée de l'intention de venir au-devant de moi en Belgique, mais je préfère ne te rencontrer qu'en Angleterre. Je ne m'arrêterai qu'à Ostende pour voir quelques personnes qui ont demandé à me voir et je traverserai l'Allemagne la nuit. D'ailleurs l'opinion est bien changée à mon égard depuis six mois.

Je t'embrasse et t'aime de tout mon cœur. J'embrasse Louis.

Wilhelmshöhe, le 10 mars 1874.

Ma chère Eugénie,

C'est demain le 16 [*anniversaire du Prince Impérial*] et je ne serai pas auprès de vous. Cela me fait beaucoup de peine. Après-demain doit revenir le général de Monts et alors je saurai le jour du départ.

Ce brave Giraudeau m'a envoyé son livre intitulé : *la Vérité sur la campagne de 1870*. C'est le meilleur écrit qui ait paru. C'est la justification la plus complète de ma conduite et de la tienne. Rien ne serait plus utile que de répandre ce livre en grand nombre en France. J'en ai écrit à Levert. Giraudeau m'a écrit une lettre touchante de dévouement. Ces témoignages-là font plaisir.

Dès que je serai fixé, je t'écrirai par le télégraphe. Il faudra me répondre par la même voie afin que je sache si la dépêche est arrivée.

Je t'embrasse tendrement ainsi que Louis.

Dis-moi exactement à quelle heure partent les trains de Douvres.

Tout à toi.

#### NAPOLÉON.

L'Empereur quitta Wilhelmshöhe le 19 mars à midi trois quarts pour arriver le lendemain, par Ostende et Douvres, à Chislehurst.

---

## ÉTUDES DIPLOMATIQUES

---

# LES PROJETS D'INTERVENTION JAPONAISE

(1914-1917)

Depuis la constitution de la Triple Entente, toute son histoire diplomatique pendant la Grande Guerre se résume dans ses efforts pour changer à son avantage, par l'accession des États demeurés neutres au début de la lutte, la proportion des forces en présence et en équilibre sur les champs de bataille. C'est dans ce dessein qu'elle chercha à gagner à sa cause l'Italie, qui fut la première à l'embrasser, la Roumanie et la Grèce, qui ne devaient s'y rallier que plus tard, la Bulgarie enfin, qui finit par se ranger dans le camp adverse. Mais parmi les interventions étrangères dont elle fut amenée à attendre l'avancement de la victoire, il en était une au delà des mers qui paraissait dépasser toutes les autres en efficacité et en facilité. Aucune ne devait occuper une telle place dans les imaginations populaires comme dans les campagnes de presse, sinon dans la réalité des faits. C'était celle du Japon, qui s'était classé par la guerre de Mandchourie parmi les grandes puissances militaires du monde.

Quel ne devait pas être l'effet sur l'issue de la lutte d'une armée de 3 ou 400 000 de ses soldats, apportant aux Alliés le secours de leurs vertus combatives, la fraicheur de leur enthousiasme, et la supériorité de nombre nécessaire pour tenter avec succès la rupture du front ennemi! Et pour faire de ces enivrantes perspectives une réalité, il semble qu'il devait

suffire d'un effort minime, puisqu'en vertu d'un traité antérieur à la guerre, le Japon était déjà l'allié de l'une au moins des Puissances de l'Entente. Le désir d'obtenir son concours militaire en Europe inspira aux Gouvernements alliés, et surtout à la France, une série de tentatives infructueuses, dont les péripéties ont été reléguées jusqu'ici dans l'ombre par l'éclat de négociations diplomatiques plus heureuses. Pour en suivre le développement et en expliquer l'échec final, il est nécessaire d'abord de rappeler quels en étaient le point de départ et les données essentielles.

#### LE JAPON ET LES PUISSANCES DE L'ENTENTE

Ce fut une initiative prise par les Japonais en Extrême-Orient qui devait inspirer à l'Entente l'espérance d'utiliser leur assistance militaire en Occident. Dès l'origine du conflit européen, ils s'étaient abstenu à dessein de faire la même déclaration de neutralité que la plupart des non belligérants. L'établissement que l'Allemagne avait fondé à Kiao-Tchéou, presque à l'entrée du golfe de Petchili, leur apparaissait depuis longtemps comme le principal obstacle à leur politique de pénétration en Chine. Pour le faire disparaître, une rupture entre Londres et Berlin leur apportait la plus favorable des occasions, et le traité d'alliance qu'ils avaient précédemment conclu (12 août 1905) et renouvelé (13 juillet 1911) avec l'Angleterre leur fournissait le meilleur des prétextes. L'article 2 de ce pacte obligeait chacune des deux parties contractantes à venir au secours de l'autre si celle-ci était engagée dans une guerre, puis à poursuivre les hostilités et à faire la paix en commun. On sait quel parti sut tirer le gouvernement japonais de la précision de cette clause : cédant au mouvement patriotique qui emportait l'opinion populaire, il envoya à l'Allemagne, le 15 août 1914, d'abord une sommation d'évacuer Kiao-Tchéou, puis (23 août) une déclaration de guerre, suivie d'un débarquement de ses troupes dans la province convoitée. La capitale Tsing-Tao devait en être aussitôt assiégée (19 septembre) et capituler le 7 novembre.

Bien que ce geste pût s'expliquer par l'accomplissement d'une stricte obligation diplomatique, il n'en établissait pas moins une sorte de solidarité entre les Alliés et le Japon, qui,

sans se déclarer pour eux, se rangeait à leurs côtés contre un adversaire commun. N'était-il pas possible de l'entraîner plus avant et de l'amener à confondre entièrement sa cause avec la leur ? Telle fut la question que parut naturellement soulever la nouvelle de son entrée en guerre. La solution en dépendait des dispositions des diverses Puissances qui s'y trouvaient intéressées.

Parmi celles-ci, c'était la France qui avait le plus à gagner et le moins à risquer à une intervention active du Japon dans la guerre européenne. Elle pouvait en espérer, aux yeux du moins de l'opinion populaire, la libération assurée de son territoire par l'arrivée sur ses champs de bataille d'un renfort assez puissant pour rendre irrésistible l'élan de ses troupes. Ce qu'elle était exposée à se voir demander en échange, c'était, avec quelques concessions douanières en Indochine, une assistance financière nécessaire pour payer par un emprunt les frais de la participation japonaise. La somme des avantages à recueillir dépassait de beaucoup la mesure des sacrifices à prévoir. Aussi était-ce en France que l'idée de l'alliance japonaise devait rallier le plus de partisans, et de Paris que devaient partir les initiatives destinées à la faire passer dans la pratique.

Elle rencontrait également, mais avec quelques réserves, la faveur du gouvernement tsariste, auquel elle devait assurer la complète sécurité de ses frontières extrême-orientales, la faculté d'en ramener sur le front polonais les dernières troupes laissées à leur garde, et plus tard la libre disposition d'arsenaux qui suppléeraient à l'insuffisance de la production nationale en matériel de guerre. Mais là s'arrêtait le degré de concours que le cabinet de Pétrrogard entendait demander aux anciens adversaires de 1904-1905. S'il répudiait à leur égard toute idée de revanche, si même il s'était rapproché d'eux par des accords partiels conclus en 1907, 1910 et 1912, un vieux reste de défiance lui faisait toujours redouter de leur part des arrières-pensées d'envahissement. Sans repousser le principe de leur intervention en Europe, il préférait donc qu'elle n'eût pas lieu sur le front russe, où elle les aurait exposés à la tentation de s'installer sur certains des territoires qu'ils seraient amenés à traverser. D'autre part, et c'était sa seconde réserve, certains scrupules de dignité empêchaient le Gouvernement russe de

se présenter en posture de solliciteur auprès de celui de Tokio. Il devait donc laisser à ses alliés le soin d'y traiter à sa place les affaires qui touchaient aux intérêts communs de l'Entente.

Aussi bien était-ce le Gouvernement anglais auquel son ancien traité d'alliance avec les Japonais assurait la principale influence sur leurs décisions. Dans quel sens allait-il l'exercer ? La question paraissait à peine se poser aux yeux des Français, toujours enclins à juger des autres d'après eux-mêmes, mais les réponses reçues de Londres par leur Gouvernement devaient apporter à leurs illusions à cet égard un pénible démenti. Elles contenaient à première vue des objections d'ordre technique ou moral fondées sur la difficulté ou la longueur des transports de troupes d'Asie en Europe, sur le manque de tonnage, sur les répugnances présumées des Japonais à s'engager dans une expédition d'outre-mer, sur un article même de leur constitution qui le leur interdisait.

C'étaient en réalité des raisons plus profondes qui devaient expliquer le peu d'enthousiasme des ministres anglais pour une alliance dont l'offre leur apporta, au témoignage de sir E. Grey, « quelque peu d'embarras et même d'appréhension ». Si elle aboutissait, elle devait avoir pour premier effet d'élever le Japon au rang de grande Puissance européenne. Il n'était jusqu'alors que le second de l'Angleterre en Extrême-Orient, il en deviendrait désormais l'égal. Le prestige de celle-ci n'en souffrirait-il pas ? Ne valait-il pas mieux pour elle, et pour le développement de sa politique asiatique, garder à sa disposition exclusive, au lieu de le mettre à celle des autres, l'auxiliaire que sa diplomatie avait su recruter au delà des mers ? C'était là un état d'esprit que contribuait à entretenir à Londres l'influence des résidents anglais en Chine, plus sensibles aux préjugés de race que leurs compatriotes de la Métropole. Un autre obstacle à l'élargissement du rôle du Japon provenait des Dominions anglais, presque tous entrés en conflit plus ou moins ouvert avec lui sur la question d'immigration, et rebelles à l'idée de payer son assistance militaire par des concessions sur ce point. Enfin le Gouvernement anglais, intéressé particulièrement à ménager les États-Unis, devait tenir compte de leur hostilité à tout projet de nature à accroître l'importance de leurs rivaux dans le Pacifique. Sans repousser ouvertement

l'introduction des Japonais dans la politique européenne, il inclinait donc à la réserver comme la suprême ressource des situations désespérées.

Quelle que fût à Tokio l'influence des conseils venus de Londres, ou même de Pétrograd et de Paris, c'était aux principaux intéressés eux-mêmes qu'il appartenait de fixer ou de limiter les suites qu'ils comptaient donner à l'envoi de leur ultimatum à Berlin. Cette démarche n'avait été provoquée que par le désir de franchir à tout prix une nouvelle étape dans le développement de leur politique asiatique. Le résultat cherché une fois obtenu par la prise de Tsing Tao, quelle raison pouvait les pousser, non seulement à poursuivre la lutte engagée, mais encore à l'élargir jusqu'aux proportions d'une grande expédition au delà des mers ? Était-ce la haine de l'Allemagne ? Le prestige de sa science, de son armée et de sa puissance survivait aux hostilités dirigées contre son drapeau et se traduisait par les singuliers ménagements témoignés à ses nationaux restés au Japon. En réalité, après la prise de Tsing Tao, l'orientation de la politique japonaise devait dépendre de l'opposition de deux ordres d'idées et de sentiments, répondant à la rivalité de deux grandes forces sociales.

Les masses populaires se montraient, là comme ailleurs, fermées à toute conception politique qui dépasserait l'étroit horizon de leurs aspirations nationales immédiates, hostiles à toute entreprise qui n'apporterait pas à leur pays un bénéfice tangible, certain et considérable, inquiètes enfin de le voir exposé sans défense à la menace américaine, s'il envoyait au delà des mers le meilleur de ses forces. Or leur influence se trouvait tantôt en lutte et tantôt en accord avec celle des *genros*, c'est-à-dire des membres de cette aristocratie féodale qui avait fait la guerre de Mandchourie et exercé longtemps une sorte de domination occulte sur les conseils du Gouvernement. Sans répudier ces principes d'intérêt matériel qui gouvernaient la moyenne de l'opinion, ceux-ci se montraient plus sensibles aux préoccupations de prestige moral, à l'orgueil de faire jouer au Japon un rôle de premier plan sur la scène de la grande politique, à la perspective de le voir sortir de la position subordonnée qui avait été longtemps la sienne vis-à-vis de l'Europe.

Il semble ressortir de cette situation que s'il était possible

d'obtenir des Japonais leur participation à une guerre européenne, c'était à une triple condition. Il fallait d'abord exercer sur eux une pression énergique, et à cet effet leur adresser une demande présentée solidairement par l'Entente tout entière, pour triompher d'hésitations qu'aggravaient chez leur gouvernement les embarras d'une situation parlementaire assez confuse. Une démarche de ce genre était d'ailleurs de nature à flatter leur amour-propre en leur permettant de traiter sur un pied d'égalité avec les grandes Puissances mondiales. Il était nécessaire en second lieu de ne pas solliciter leur coopération armée sans leur donner en même temps la promesse ferme et précise d'avantages matériels à prendre dans la sphère d'intérêts où se mouvait d'ordinaire leur politique extérieure. L'Angleterre était enfin appelée par son traité d'alliance à jouer le rôle d'intermédiaire naturelle entre le Japon et la France et la Russie. Son concours était nécessaire au succès de toute tentative entreprise pour le ranger ouvertement dans le camp de l'Entente.

#### LA PREMIÈRE DEMANDE D'INTERVENTION JAPONAISE

C'est à la France que remonte l'initiative de la première négociation ouverte à cet effet. Elle était déjà unie au gouvernement de Tokio par un accord partiel signé le 10 juin 1907, et relatif au maintien du *statu quo* territorial en Extrême-Orient. Elle songea à se l'attacher par un traité d'alliance en règle, dont les obligations seraient aussi générales et aussi impératives que celles du traité avec l'Angleterre. Son ambassadeur à Tokio, M. Regnault, conçut le premier ce projet, pour lequel il obtint aussitôt la pleine approbation de M. Doumergue et les discrets encouragements du cabinet russe. Il le formula dans une note remise dès le 8 août 1914 au ministre des Affaires étrangères japonais. Sans en repousser la conclusion, le baron Kato ajourna sa réponse, sur cette considération significative qu'un article du traité anglo-japonais lui interdisait d'en conclure un autre avec une tierce puissance avant d'avoir consulté son partenaire (16 août). C'était indiquer clairement que la route de Paris à Tokio passait par Londres.

C'est donc à sir E. Grey de se prononcer sur l'accueil à

réserver aux ouvertures françaises. Il déclare les examiner dans l'esprit le plus sympathique, mais pour leur opposer aussitôt une objection d'opportunité. N'est-ce pas perdre un temps précieux que d'élaborer une alliance politique qui est une œuvre de longue haleine, exigeant des mois de négociations ? Ne vaut-il pas mieux courir au plus pressé, et se borner à conclure pour une action commune une convention militaire ? Les états-majors anglais et nippon sont précisément en train d'en négocier une, à laquelle la France sera ensuite invitée à adhérer. Sous une apparence pratique, le raisonnement est en réalité spécieux, car il est bien évident que s'il s'agit d'un effort militaire à demander et non à accorder au Japon, il ne s'y décidera qu'en retour d'avantages politiques à discuter précisément dans un traité. Le gouvernement français accepte néanmoins ce point de vue et se prépare à inaugurer la communauté d'armes de l'Entente par l'envoi de contingents coloniaux au siège de Tsing Tao. Mais quand il demande à Londres communication de la convention militaire annoncée, il se voit répondre d'abord par un ajournement (19 août), puis par cette assurance que, toutes réflexions faites, le Japon préfère renoncer à toute assistance extérieure pour achever l'occupation de Kiao Tchéou.

Cette réponse illustrait avec assez de clarté l'état d'esprit des milieux gouvernementaux japonais pour présager l'issue d'une démarche inspirée quelques jours plus tard à l'Entente, par ses premiers échecs militaires. Après les batailles de la fin d'août, sa situation paraissait assez compromise pour suggérer à certains de ses dirigeants, comme le meilleur moyen de la rétablir, l'envoi de trois ou quatre corps d'armée japonais sur le front français. Le projet en fut d'abord agité et adopté à Pétersbourg, au cours d'un entretien entre M. Sazonoff et les ambassadeurs de France et d'Angleterre (1<sup>er</sup> septembre.) Mais sir E. Grey, consulté, déclara que la réalisation en rencontrerait, dans la difficulté des transports, d'insurmontables obstacles techniques, qu'il était préférable de limiter le concours des Japonais à l'envoi d'une flotte dans la Méditerranée, et que si l'on désirait à tout prix employer leurs forces de terre, ce devait être sur le front russe, qu'elles pourraient gagner plus facilement : suggestion qui souleva aussitôt les vives protestations de M. Sazonoff. Les échanges de vues auxquels cette

réponse anglaise donnait l'ieu dans les capitales alliées furent d'ailleurs arrêtés à leur début (5 septembre) par un communiqué semi-officiel du cabinet de Tokio, transmis au Quai d'Orsay sous la forme significative d'une note de l'ambassade britannique à Paris (5 septembre). Il y était spécifié, en termes dont la brièveté catégorique allait jusqu'à la sécheresse, que les « troupes japonaises issues du service obligatoire formaient une armée nationale et non une armée de mercenaires », et qu'à ce titre elles pouvaient difficilement « être mêlées à des hostilités étrangères dont elles ignoraient les causes ». C'était là une objection de principe qui semblait trancher la question de l'intervention japonaise dans le conflit européen.

#### DÉMARCHES ISOLÉES

Cette question n'était pourtant qu'ajournée et allait être ramenée sur le plan de l'actualité par l'évolution qu'on put observer, pendant les deux mois suivants, au Japon et en France, soit dans le cours des événements, soit dans les dispositions des esprits.

Au Japon, elle fut d'abord soulevée à nouveau, quoique sous une forme indirecte, par une initiative privée. Au milieu de septembre, M. Regnault reçut d'une agence d'émigration la proposition d'enrôler à prix d'argent, comme elle l'avait fait lors de la dernière insurrection chinoise, une centaine de mille de coolies qui seraient embarqués comme travailleurs pour le théâtre des hostilités, et qui s'y transformeraient en combattants à leur arrivée. Le projet n'eut point de suite, mais le baron Kato, auquel il avait été soumis, en profita pour retenir la pensée qui l'inspirait et pour suggérer, à titre purement personnel, la possibilité de recruter par engagement volontaire, un corps d'anciens réservistes qui seraient placés sous les ordres d'officiers en congé et choisis de manière à faire honneur au nom japonais. Cette idée ne devait pas tarder d'ailleurs à être lancée dans le public, et par trouver un commencement de réalisation dans les efforts d'un comité qui en quelques semaines réussit à inscrire près de 40 000 noms sur ses registres d'enrôlement.

Ces nouvelles de Tokio parvenaient à la connaissance du quai d'Orsay presque en même temps qu'une lettre dans laquelle

le général Joffre, préoccupé de la résistance croissante opposée par les Allemands aux progrès de ses troupes, commençait à envisager pour la forcer l'assistance d'une armée fraîche comme l'armée japonaise (18 septembre). M. Delcassé avait de son côté proclamé, dès son arrivée au pouvoir, son intention de ne négliger aucun moyen d'obtenir la victoire. Sous l'empire de cette conviction, il pressa aussitôt M. Regnault de ne pas laisser tomber la suggestion du baron Kato. Mais quand ce dernier se l'entendit rappeler, ce fut pour prononcer un brusque mouvement de recul et déclarer qu'une « étude approfondie de la question l'avait amené à cette conclusion que l'idée de participer à une guerre lointaine n'avait point pénétré assez avant dans l'esprit des masses japonaises pour donner lieu à un nombre suffisant d'engagements ».

Sans se laisser décourager par ce revirement, M. Delcassé l'expliqua par ce fait que les Japonais devaient se trouver peu flattés d'être représentés dans la guerre européenne par une troupe d'enfants perdus. Il espéra les ramener à de meilleures dispositions en leur demandant, comme à une grande Puissance, une participation ouverte et officielle à la guerre. Il imagina pour les convaincre un raisonnement dont la subtilité porte la trace des illusions du moment. Comme il fallait six ou sept semaines pour amener leurs troupes en Europe, elles y arriveraient pour débarquer en Allemagne, où les succès des Alliés auraient, selon toute vraisemblance, transporté à cette date le théâtre des hostilités. Dans ces conditions, leur rôle ne devait-il pas se borner à poursuivre sur son propre territoire un adversaire déjà battu dans une colonie lointaine, sans qu'on pût accuser leur Gouvernement de changer de politique et d'intervenir dans une querelle qui leur était étrangère ?

Non seulement le baron Kato parut peu sensible à l'ingéniosité de cet argument, mais il l'accueillit (26 septembre) d'un air embarrassé et avec une froideur qui contrastait avec la chaleur extérieure de ses précédentes protestations de bon vouloir. Il se borna à répondre, sur le ton d'une résolution définitive, que son pays n'avait pas plus de besoin que d'envie de contracter de nouvelles alliances avant le rétablissement de la paix; et qu'au surplus celle de l'Angleterre, à laquelle il comptait se tenir, représentait pour les deux autres membres de l'Entente un gage suffisant de solidarité. Quelques jours après

(4 octobre), l'ambassadeur du Japon à Paris tenait à M. Delcassé un langage analogue. Il ne restait à ce dernier que la ressource d'enregistrer cette fin de non recevoir, et d'en chercher les causes. Si l'on a indiqué plus haut les principales, l'attitude de l'Angleterre n'y était peut-être pas étrangère. Elle laissait au cabinet de Tokio l'impression persistante que les démarches tentées auprès de lui n'avaient pas sa faveur. Sollicité de les appuyer, sir E. Grey s'était en effet dérobé, en alléguant qu'elles n'avaient aucune chance de succès, les Japonais n'ayant même pas répondu à sa demande de l'envoi d'une escadre dans la Méditerranée (28 septembre). Tant que les dispositions britanniques ne se seraient pas modifiées, il semblait inutile de poursuivre utilement des pourparlers qui restèrent interrompus pendant tout le mois d'octobre.

Au début de novembre survient un événement propre à modifier les données de la situation. C'est la capitulation de Tsing Tao (7 nov.), couronnant un siège laborieux, et succédant à la prise de possession par les Japonais des îles allemandes du Pacifique, Marshall, Mariannes, Carolines. Elle semble épouser, sinon le programme de leurs ambitions, au moins l'objet de leur entrée en guerre. Mais, d'autre part, elle a pour inévitable effet de développer dans leur âme une exaltation guerrière qui cherche un emploi, de laisser à leur disposition une armée toute mobilisée qui cherche un nouveau théâtre de lutte. Quelle tentation pour leur orgueil de faire éclater leur valeur militaire sur un théâtre plus important que l'Extrême-Orient, et de la faire servir au triomphe d'ambitions plus vastes que la conquête d'une colonie! Après s'être répandu peu à peu dans les couches profondes du peuple, cet état d'esprit se traduit dans les milieux officiels par de significatives manifestations. C'est, le 22 novembre, le président du Conseil déclarant que le Japon reste en guerre après la conquête de Kiao Tchéou et doit se tenir prêt à continuer tout son appui à ses alliés. C'est, quelques jours plus tard, l'Empereur ouvrant la séance de la Diète par un discours contenant des assurances analogues, et accompagné d'un appel à ses sujets pour la poursuite de la lutte.

L'opinion publique présente d'autre part les symptômes d'une évolution parallèle à celle qui se dessine dans les milieux gouvernementaux. Vis-à-vis de l'Allemagne, les Japonais se rendent compte que par la prise de Tsing Tao ils se sont fait

une irréconciliable ennemie, dont ils sont plus intéressés que jamais à prévenir les tentatives de revanche. Quant à l'alliance de l'Angleterre, sur laquelle ils se sont uniquement reposés jusqu'alors, ils commencent à éprouver l'impatience de la voir dégénérer en tutelle et le besoin de la balancer, sans y renoncer d'ailleurs, par celle de la Russie, à laquelle sa situation géographique permet plus qu'à tout autre pays de leur assurer une pleine sécurité pour le développement de leur politique asiatique. Au témoignage d'observateurs désintéressés, il y a là comme un retour de circonstances favorables à cette idée d'intervention militaire qui semblait jusqu'alors les faire reculer et qu'une pression énergique de l'Angleterre pourrait peut-être les amener à adopter.

Après la prise de Tsing Tao, et pour ne pas laisser passer l'occasion, le cabinet de Londres s'est bien décidé à pressentir le gouvernement de Tokio sur l'envoi éventuel en Europe de son armée devenue disponible. Mais quel succès attendre d'une démarche officieuse et isolée, entreprise sans conviction, sans accord préalable avec les Alliés, et surtout sans indication des avantages qui seraient le prix du concours réclamé ? L'issue en était facile à prévoir. Après en avoir longuement conféré avec ses collègues, le président du Conseil donne une réponse conforme à son attitude précédente. Il craindrait de n'être ni approuvé par les milieux gouvernementaux, ni suivi par les milieux populaires, pourtant sympathiques aux Alliés, s'il proposait en leur faveur une intervention qui n'apparaît pas encore comme nécessaire pour leur donner la victoire, et qu'il faut résérer pour le cas d'extrême péril.

#### DÉMARCHES COLLECTIVES

Lorsque ces déclarations dilatoires furent portées après coup à la connaissance de M. Delcassé, il en tira cette conclusion que, pour atteindre le but poursuivi, il fallait changer de méthode et substituer aux tentatives jusqu'alors hasardées isolément par la France et l'Angleterre, une action d'ensemble que les trois Alliés concerteraient soigneusement entre eux avant de l'exercer à Tokio. Il leur représente donc à nouveau (26 novembre) que « l'intervention d'une armée fraîche de 2 à 300 000 hommes peut si efficacement contribuer à hâter la solu-

tion décisive que nous ne devons rien négliger pour la déterminer ». Le seul moyen d'y parvenir, c'est, d'après lui, de « demander officiellement au Japon quelles conditions il entend mettre à sa coopération. Pour que la démarche ait tout le poids désirable, il la faut faire simultanément et en termes identiques ».

Dans aucune des deux capitales alliées, on ne semble malheureusement partager l'optimisme et les espérances du ministre français. A Pétrougrad, M. Sazonoff, se fondant sur des renseignements positifs reçus de Tokio, croit difficile d'y changer les dispositions dominantes (7 décembre). Pressé plus vivement de contribuer au moins à l'essayer, il se dérobe en faisant remarquer que la question regarde surtout l'Angleterre, puisqu'elle doit aboutir à renforcer le front franco-anglais, et qu'elle doit être discutée à Londres. — Ce n'est pas le moyen de la faire aboutir, car, lorsque sir E. Grey en confère avec l'ambassadeur de France, c'est pour se répandre en objections plus significatives que ses protestations obligées de bon vouloir. Pourquoi la démarche proposée à Tokio aurait-elle plus de succès que les précédentes? Comment ne paraîtrait-elle pas un aveu de faiblesse de la part de l'Entente, et une atteinte à son prestige si elle aboutit à un échec probable? Comment supposer le Japon assez dégagé de la crainte persistante des États-Unis pour affaiblir sa position en Extrême-Orient par l'envoi d'une armée en Europe? Ne convient-il pas d'attendre au moins, avant de rien tenter, l'issue d'un grand débat de politique générale engagé en ce moment à la Chambre japonaise? Conclusion : le moment n'est pas favorable à la demande projetée, et l'action de l'Entente doit se borner pour l'instant, si l'on veut éviter l'éclat d'un échec retentissant, à de simples conversations officieuses avec les ambassadeurs japonais dans les capitales alliées.

Sans se laisser décourager par cette réponse, M. Delcassé va presque aussitôt après reprendre l'affaire et monter, pour la conduire à son terme, une nouvelle offensive diplomatique à laquelle il se voit amené par trois ordres de considérations : les avis venus du Grand Quartier général, la pression de l'opinion publique et les informations reçues de Tokio.

Sur l'utilité de l'intervention japonaise, il reçoit d'abord du général Joffre un rapport daté du 22 décembre, c'est-à-dire

écrit sous l'impression de la nouvelle, arrivée trois jours avant à Paris, que les armées russes vont être condamnées à une paralysie de plusieurs semaines par une grave crise de munitions. C'est là une raison majeure pour que le généralissime déclare « hautement désirable » un envoi de troupes japonaises sur le front franco-anglais, et justifie ce vœu par le regret de n'en avoir pas eu déjà à sa disposition à la bataille de l'Yser. Il l'aurait alors terminée par une « offensive immédiate » dont il y avait lieu d'attendre « un inappréciable bénéfice ». Passant de cette déclaration de principe aux modalités d'exécution, il recherche sur quelle partie du théâtre de la guerre les aptitudes manœuvrières des Japonais pourraient trouver le meilleur emploi. Serait-ce sur le front serbe? Les difficultés d'accès s'y opposent. Sur le front russe? L'insuffisance du réseau ferré et les souvenirs de la guerre de 1904 permettraient difficilement de les y transporter. Sur la gauche du front français? Leur présence y serait rendue inutile par la surabondance des effectifs alliés comme par l'accumulation des défenses ennemis. Le centre des lignes françaises représente la meilleure place à leur assigner, pour les associer à des opérations offensives ayant pour objet, soit les lignes de communications ennemis dans le Luxembourg, soit le passage du Rhin en amont de Strasbourg; manœuvre séduisante et dont le seul inconvénient serait de confier à des étrangers la libération de l'Alsace-Lorraine.

Les conclusions de cette consultation technique se rencontraient en ce moment avec les aspirations de l'instinct populaire. A mesure que la stabilisation croissante des fronts semblait perpétuer les maux de l'invasion, l'opinion se montrait plus disposée à chercher au dehors quelques moyens extraordinaires de la faire cesser; et l'intervention des Japonais avait de quoi séduire les esprits par le mystère qui tenait à leur éloignement et la légende qui entourait leur valeur militaire. Certaines campagnes de presse venaient d'ailleurs entretenir à ce sujet le travail des imaginations. La plus persistante était celle que dirigeait dans *le Petit Journal* M. Pichon, ancien ministre de France en Chine, avec l'autorité que lui donnait son expérience des hommes et choses d'Extrême-Orient. La plus vigoureuse était conduite à *l'Homme enchaîné* par M. Clemenceau, avec la rigueur de logique, les emportements de langage

et la virulence de critique qui caractérisaient son talent de polémiste. Il en résumait les conclusions dans un article (du 26 décembre) où il prenait à partie une diplomatie coupable de s'endormir « dans la majestueuse ankylose de sa passivité », au lieu d'engager à Tokio une action qui devait être aussi féconde que facile. Les deux jours suivants, l'écho que trouvait cette adjuration dans les commentaires des autres journaux prouvait au moins qu'elle traduisait une préoccupation assez générale pour commencer à devenir obsédante.

Elle répondait également aux renseignements qui parvenaient à Paris sur l'orientation de l'opinion japonaise. L'idée d'étendre l'alliance avec l'Angleterre jusqu'à une intervention militaire en Europe y faisait visiblement du chemin dans les esprits. Elle se manifestait d'abord par des démonstrations ou des cortèges populaires, des articles de journaux, des conférences et des réunions publiques. Elle semblait gagner ensuite les sphères gouvernementales par certaines déclarations significatives, telles que celle du baron Kato devant la commission du budget sur la possibilité « d'envoyer des troupes japonaises là où il serait nécessaire pour les besoins stratégiques communs ». Le jour même où le ministre tenait ce langage (26 décembre), la dissolution de la Chambre par le Mikado, à la suite de débats parlementaires tumultueux, venait éclaircir l'horizon politique, faire cesser le malaise qui semblait peser sur les résolutions du Gouvernement, et laisser le champ libre à son chef le comte Okuma, qui paraissait personnellement acquis à l'idée d'une grande expédition outre-mer. D'après certains de ceux qui l'approchaient, il aurait attendu à ce moment des Alliés, sous la forme d'une demande officielle d'alliance, l'impulsion qu'il était nécessaire de transmettre au public japonais afin de surmonter ses hésitations.

En faisant connaître à Paris ces impressions favorables, M. Regnault s'était mis en mesure d'y ajouter quelques précisions sur les avantages dont l'appât serait nécessaire et suffisant pour faire accepter l'idée de l'intervention. Ce devrait être d'abord un concours pécuniaire assez large pour couvrir tous les frais, non seulement d'une expédition lointaine, mais encore d'un programme d'assainissement financier et de développement économique. M. Delcassé y avait pourvu à l'avance en promettant au Gouvernement japonais toutes facilités pour un

emprunt à contracter en France. Le Japon tenait ensuite à obtenir la garantie que l'intégrité politique de la Chine étant maintenue, il resterait placé sur un pied d'égalité avec les autres Puissances pour en poursuivre l'exploitation économique. Cette condition regardait surtout la Russie, tandis que la dernière intéressait surtout l'Angleterre. C'était l'assurance que, dans toutes les dépendances de l'Empire britannique, l'émigration nipponne trouverait toutes les facilités d'admission qui lui étaient trop souvent disputées par les autorités locales.

Tel est, dans les derniers jours de 1914, l'ensemble de données favorables dont M. Delcassé croit pouvoir espérer le succès d'un nouvel effort. Il le propose à ses collègues (31 décembre), aussitôt après avoir appris la nouvelle de la dissolution de la Diète japonaise. De l'un comme de l'autre la réponse est aussi immédiate que décevante (4 janvier). Elle semble dictée par des informations de Tokio qui rendent un tout autre son que les siennes, et témoignent que les dispositions des deux ministres n'ont guère changé depuis ses dernières démarches. M. Sazonoff déclare sans doute préférer une Quadruple Entente à la conception d'une alliance séparée avec le Japon, mais il continue à croire que le temps n'en est pas encore venu et suggère, pour ne pas s'exposer à la voir refuser, de faire procéder à un sondage préliminaire et officieux auprès des ministres du Mikado. Quant à sir E. Grey, il paraît obsédé par la probabilité d'un refus dont la crainte semble l'emporter dans son esprit sur le désir du succès et paralyser à l'avance son action. C'est peut-être oublier qu'il n'y a pas de meilleur moyen de ne rien obtenir que de ne rien risquer, que c'est perdre une partie que de la tenir à l'avance pour compromis, et que, d'autre part, si le consentement des Japonais peut être forcé, c'est par une démarche assez ouverte et énergique pour attester chez ses auteurs la volonté d'aboutir à tout prix. La condition semble assez difficile à remplir dans le cas actuel, puisque les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre au Japon partagent et ont peut-être inspiré le scepticisme de leurs ministres.

Sans se laisser décourager par ces objections, d'ailleurs attendues, M. Delcassé recommande à M. Cambon (6 janvier) de revenir à la charge auprès de sir E. Grey. Ce dernier convoque au Foreign Office les ambassadeurs de France et

d'Angleterre pour procéder de concert avec eux à un examen approfondi de la question. Dès le début il en préjuge la solution, en contestant qu'elle soit devenue plus facile à régler que dans les mois précédents. Il l'ajourne en tout cas en demandant un délai de plusieurs semaines pour mesurer les deux principales difficultés qu'elle soulève. Il faudrait aux flottes cinq millions de tonnes pour transporter une armée de 400 000 hommes en Europe et les Japonais ne peuvent en fournir que 1 300 000 : d'où la nécessité de longs préparatifs pour trouver la différence, et cela au moment où l'Entente commence à souffrir d'un manque de tonnage. Et d'autre part, comment accorder au Japon les concessions demandées pour ses émigrants, sans consulter les Gouvernements des Dominions intéressés (Australie, Sud-Africain, Canada) qui ne s'y résoudront point sans de vives et longues discussions ? Et, pour terminer, le ministre anglais formule une fois de plus, mais d'une manière moins enveloppée que par le passé, sa pensée de derrière la tête dans cette conclusion : l'intervention japonaise paraît encore prématurée et ne devra être sollicitée par les Alliés qu'à la dernière extrémité, après l'épuisement de tous leurs autres moyens de victoire. Et le même jour, un télégramme de Pétrrogard confirme que, d'après la déclaration de M. Motono à M. Paléologue, elle ne peut être obtenue que par une action pressante du Cabinet britannique.

C'est simplement une demande d'informations que sir E. Grey adresse, par acquit de conscience, à l'ambassadeur du Japon à Londres. Il reçoit (16 janvier) cette réponse, qu'il a sans doute prévue et qu'il communique aussitôt à ses collègues : le gouvernement de Tokio juge « inopportun, tant que durera la guerre, de discuter les termes d'une nouvelle alliance permanente ». En attendant, l'article 2 du traité anglo-japonais, qui lie sa cause à celle de l'Angleterre en cas de guerre, garantit suffisamment ses bonnes dispositions à l'égard de l'Entente.

La netteté de ce langage met un terme à la négociation engagée, car elle ne laisse pour l'instant guère de place à une insistance dont le danger serait de provoquer des déclarations franchement négatives. Aussi M. Delcassé croit-il devoir, dans ses instructions à M. Regnault (24 janvier), borner son ambition à laisser la question ouverte pour un moment plus favorable.

## ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE JAPONAISE

Cette espérance semblait pour l'instant devoir être au moins ajournée par le développement de la crise constitutionnelle qu'avait ouverte au Japon la dissolution de la Chambre. Vivement attaqué par l'opposition pour sa politique intérieure, le ministre Okuma avait besoin pour conserver sa majorité de trouver comme plate-forme électorale quelque grande question d'ordre extérieur. Il se trouvait à ce point de vue au carrefour de deux grandes résolutions à prendre. Il pouvait s'engager dans les voies, ou d'une politique européenne qui l'entrainerait à envoyer des troupes outre mer, ou d'une politique asiatique qui le conduirait à un redoublement d'activité diplomatique en Chine. Partagé entre les deux, le président du Conseil avait paru un instant pencher pour la première, qui pouvait d'ailleurs servir les desseins lointains de la seconde, et il l'aurait peut-être adoptée s'il avait pu invoquer comme raison de s'y rallier une pression énergique des dirigeants de l'Entente. Mais dans la période critique où il eut à faire son choix, c'est-à-dire au début de janvier, il ne reçut d'eux, ni une demande officielle dans les formes qui conviennent à la dignité d'une grande Puissance, ni à plus forte raison les offres de compensations matérielles nécessaires pour intéresser les masses populaires à une cause qui par elle-même leur était indifférente.

N'ayant rien vu venir en temps utile, le baron Okuma prit rapidement son parti et orienta aussitôt sa politique vers la Chine, à laquelle il présenta dès le 18 janvier toute une note de revendications à satisfaire. S'il en communiquait la plus grande partie aux Puissances de l'Entente, il en était d'autres qu'il leur tenait cachées, et qui devaient provoquer leurs réclamations comme conduisant à l'exercice par le Japon d'une sorte de tutelle militaire sur la Chine (février). Il poussa les choses jusqu'au point de risquer une rupture avec Pékin et jusqu'à l'envoi d'un ultimatum, retiré au dernier moment sur l'intervention de l'Angleterre et des États-Unis (17 mai).

Ces négociations donnèrent lieu à des commentaires qui défrayèrent la polémique de la période électorale, concentrèrent sur la question chinoise les aspirations du pays, et eurent pour résultat de reléguer à l'arrière-plan de ses préoc-

cupations le projet d'intervention en Europe. Le gouvernement en profita pour l'enterrer définitivement.

Au changement qui s'opérait ainsi dans la direction de la politique extérieure devait en correspondre un autre dans le choix des alliances qui en étaient l'expression. Au cours de l'été de 1915, les observateurs de la vie politique eurent à y constater la reprise du mouvement d'opinion qui s'était déclaré au cours de l'hiver précédent pour superposer une alliance russe à l'alliance anglaise. Non qu'il fût question de rompre avec cette dernière ; mais elle en était arrivée au moment psychologique où, dans les unions les mieux assorties, la lune de miel se met à tourner en querelles de ménage. Elle avait épousé ses effets en facilitant la conquête des colonies allemandes d'Extrême-Orient, et elle commençait à manifester ses inconvénients en empêchant les vainqueurs de les annexer immédiatement à leur empire.

D'autre part, l'alliance de la Russie, limitrophe de la Chine sur une aussi vaste étendue, prenait une importance capitale du jour où la question chinoise devenait plus que jamais le pivot de toute la politique extérieure japonaise. Aux avantages anciens qui l'avaient fait préconiser, malgré la guerre de 1904, par toute une école d'hommes d'État, elle en ajoutait en ce moment de particulièrement appréciables : possibilité d'une énergique action parallèle pour l'exploitation de la Chine, certitude de prévenir par un accord concret toute tentative de revanche des vaincus de 1905, espérance d'obtenir la suprématie en Extrême-Orient, à la paix générale, et enfin, après sa conclusion, assurance contre le risque d'un éventuel rapprochement russo-allemand qui laisserait le Japon isolé et livré aux ambitions moscovites. Telles furent les idées qui, après avoir flotté dans les esprits, devinrent en juin le thème d'une véritable campagne de presse, et à la fin du même mois l'objet d'une délibération en règle du parti des *genros*, qui se réunirent à Tokio pour les adopter et les constituer en programme.

Un incident significatif vint d'ailleurs en limiter dès le début la portée et en arrêter l'essor. Certains journaux de Pétrograd, ayant salué dans ces manifestations d'opinion l'heureux augure d'un envoi de troupes japonaises en Europe, particulièrement aux Dardanelles, où leur concours eût été alors par-

ticulièrement efficace, il suffit de cette évocation pour déterminer un léger mouvement de recul dans l'attitude des journaux de Tokio, qui ne parlèrent plus de l'alliance russe que comme d'un événement à longue échéance. Mais elle restait quand même dans les vœux de la majorité de l'opinion.

#### L'ACCESSION DU JAPON A LA TRIPLE ENTENTE

Il semble que le gouvernement russe, au contraire, aurait dû être amené à en presser la conclusion par la série de désastres qui accablaient en ce moment ses armées, que devait couronner la perte de Varsovie (5 août), et qui lui rendaient plus précieuse que jamais toute assistance étrangère. Même en ce moment critique, il ne parut point, par défiance ou par inertie, songer à demander autre chose à ses voisins que d'importantes fournitures en matériel de guerre : au début d'août, le total en montait déjà à 600 000 fusils et 500 canons, dont 216 de campagne.

Ce fut M. Delcassé, fidèle à son rôle d'animateur de l'Entente, qui eut l'idée de donner comme conclusion au rapprochement entre Pétrograd et Tokio, une alliance régulière à laquelle il voyait un double avantage : d'abord, dans le présent, assurance pour la Russie de puiser sans compter dans les arsenaux japonais pour suppléer aux lacunes persistantes de sa fabrication en fusils (60 000 par mois, quand elle en perdait 300 000), et en obus (29 000 par jour, quand il en fallait 60 000); et ensuite, pour l'avenir, perspective de voir peut-être un jour des troupes japonaises apparaître sur le front russe pour en empêcher la rupture.

C'est en s'inspirant de ces considérations que M. Delcassé entama, avec son esprit de décision habituel, une négociation dont le point de départ était un télégramme adressé le 24 juillet 1915 à M. Paléologue. La conclusion en reproduisait une fois de plus la pensée dominante, et comme le *leit-motiv* de ses précédentes communications : « Je vous prie de saisir la première occasion pour amener la conversation sur ce terrain, et pour montrer avec tout le doigté possible à M. Sazonoff qu'avant tout il s'agit de vaincre; et que non seulement tout doit être subordonné à cette nécessité, mais encore qu'il faut vouloir et réaliser à temps les conditions de la victoire. Si

une alliance est une condition de l'appui japonais, que la Russie n'hésite pas à la conclure. Nous nous réservons d'y adhérer à notre tour. »

L'éloquence de cet appel ne semble pas laisser M. Sazonoff insensible. Mais il reste ancré, à la suite de ses conversations avec M. Motono, dans l'idée qu'une démarche à Tokio ne peut aboutir qu'après la recommandation préalable et pressante du Cabinet anglais. C'est donc, d'après lui, sir E. Grey qu'il importe de convaincre tout d'abord. Et quand ce dernier est à son tour saisi de la proposition française (29 juillet), il se borne à répondre, non par une promesse d'appui, mais par l'assurance qu'elle ne soulève pas d'objection de sa part. Pressé de s'y associer plus activement, il y apporte une variante qui représente plutôt une déviation, car elle semble de nature à en réduire sensiblement la portée. Au lieu d'une alliance avec la Russie, toujours longue et délicate à conclure, — et peut-être suspecte à ses yeux parce que l'Angleterre n'y serait point partie, — pourquoi ne pas se contenter de demander aux Japonais leur adhésion pure et simple à la déclaration du 5 septembre, c'est-à-dire à l'acte constitutif de la Triple Entente? Le texte en est tout prêt et serait plus facilement accepté par eux. C'est dans ce sens et avec cette restriction qu'il offre aux Alliés d'agir à Tokio pour seconder leurs vues. Mais les démarches qu'il y prescrit ne semblent pas y être engagées avec toute la diligence désirable, et s'y trouvent brusquement arrêtées à leur début, en vertu de la fatalité qui semble poursuivre les entreprises diplomatiques de l'Entente, par un contre-temps inattendu : une crise ministérielle qui, pendant quelques jours, arrête la vie politique et suspend la discussion de toutes les affaires en cours.

Elle présente au moins pour les Alliés ce bon côté d'amener au ministère des Affaires étrangères, à la place du baron Kato, resté toujours assez froid à leur endroit, le vicomte Ishii, jusqu'alors ambassadeur à Paris, et qui dans ses entretiens avec M. Delcassé s'est toujours déclaré partisan d'une politique d'étroit rapprochement avec la Russie. Son premier geste est d'affirmer à sir E. Grey, en passant à Londres pour rejoindre son poste (31 août), que son gouvernement adhérerait à la déclaration du 5 septembre quand il en recevrait la demande officielle des Puissances intéressées.

Il semble qu'après cette assurance la négociation projetée doive être aussitôt terminée qu'engagée. Il faudrait pour l'espérer compter sans les complications inséparables de toutes les négociations collectives, même dans les affaires les plus simples à traiter. Dans le cas actuel, elles surgissent au dernier moment de la part des Alliés.

Du côté anglais, c'est sir E. Grey qui, malgré la clarté du langage que lui a tenu le vicomte Ishii, éprouve au sujet des dispositions japonaises des doutes assez persistants pour qu'il propose de les dissiper par cette méthode des sondages préliminaires qu'affectionne sa timidité. Sur sa suggestion, les ambassadeurs de l'Entente à Tokio s'informent officieusement et séparément auprès du président du Conseil de l'accueil que recevra leur demande officielle. La réponse est favorable, mais à nécessité des consultations qui ont fait perdre plusieurs jours. Du côté russe, c'est M. Sazonoff qui trouve insuffisante l'adhésion platonique du Japon à la Triple Entente, et déclare n'y acquiescer que si elle est considérée comme le « prodrome de l'établissement d'une union plus intime ». Du côté français enfin, c'est M. Delcassé qui, dans le même ordre d'idées, soulève au dernier moment des objections précises. A quoi bon, dit-il, demander au Japon, au lieu d'engagements fermes, une affirmation platonique de solidarité destinée à faire double emploi avec le traité anglo-japonais ? Après l'avoir signée, le gouvernement de Tokio ne sera-t-il pas tenté de la considérer comme un acte de pure forme, épuisant le concours qu'il est en mesure de donner à la Triple Entente, en dehors des fournitires militaires à la Russie ? Dans ces conditions, ne pourrait-on l'amener à prendre plus ouvertement position contre l'Allemagne et à l'engager dans une action commune avec les Alliés ?

Acceptée d'enthousiasme par M. Sazonoff, estimée irréalisable par les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie à Tokio, cette suggestion nécessite entre les capitales alliées un échange de vues auquel vient couper court (23 septembre) la réponse attendue du gouvernement japonais. Il se déclare prêt, après en avoir pris connaissance, à adhérer à la déclaration du 5 septembre.

Il ne reste plus qu'à procéder à la cérémonie de la signature, qui doit avoir lieu à Londres, sur le désir exprimé par le Gouvernement britannique. Avant d'y procéder, on revient encore

à l'idée de modifier le texte primitif, de manière à y introduire les garanties supplémentaires réclamées par le cabinet de Paris. Cette fois c'est M. Sazonoff qui vient interrompre cette laborieuse recherche par la crainte que les Japonais ne se ravisent si on ne les prend pas au mot, et même ne se dérobent devant des exigences de la dernière heure. Malgré l'insuffisance des résultats acquis, il lui paraît sage de les enregistrer de peur de les laisser échapper. Sir E. Grey partageant cette manière de voir, M. Delcassé n'insiste pas sur ses réserves et envoie à M. Cambon l'autorisation de prendre part aux échanges de signatures, qui ont lieu le 19 octobre et seront rendus publiques le 30.

C'était pour l'Entente un indéniable succès moral que d'obtenir, de la part d'une grande Puissance comme le Japon, une adhésion à sa cause qui rendait sensible aux yeux du monde l'isolement croissant de l'Allemagne; mais là se bornaient les avantages qu'elle pouvait en tirer. A considérer les choses de près, c'était au Japon qu'en revenait le principal bénéfice. Il suffit, pour s'en rendre compte, de relire le texte de l'acte qu'ils venaient de signer. S'il interdisait aux Puissances contractantes de faire la paix séparément, il ne contenait aucune obligation relative à la conduite d'une guerre dans laquelle elles étaient déjà assez engagées quand elles l'avaient conclu. La situation du Japon apparaissait comme toute différente, puisqu'au moment de son adhésion il avait depuis long-temps cessé les hostilités contre l'Allemagne. Souscrire à la déclaration c'était donc pour lui être admis à participer à la paix future, sans être forcé de s'associer aux luttes qui la rendaient possible. C'était se réserver tous les avantages d'une alliance morale, sans risquer aucun des sacrifices d'une alliance effective.

Ce résultat faisait honneur à l'habileté des hommes d'État japonais : la tactique d'expectative dont ils ne s'étaient pas départis avait eu plus de succès que les efforts décousus ou intermittents des dirigeants de l'Entente.

#### LE TRAITÉ RUSSO-JAPONAIS

Lorsque M. Sazonoff avait accepté et même pressé la signature de l'accord conclu à Londres, c'était avec l'arrière-pensée arrêtée de le compléter par une alliance directe avec le Japon, nécessaire à ses yeux pour assurer à la Russie la plénitude de

sa sécurité en Extrême-Orient, et par suite la faculté d'en ramener sur le front de Pologne les dernières troupes laissées à la garde de la frontière mandchourienne. A cet effet, il entame aussitôt avec le Gouvernement de Tokio des négociations dans lesquelles ses alliés n'eurent à intervenir que par l'assurance de leur appui moral.

Elles eurent pour point de départ le voyage au Japon du grand-duc Georges Michaïlovitch, envoyé en mission extraordinaire par le Tsar auprès de l'empereur Yoshihito à l'occasion des fêtes de son couronnement. Engagées aussitôt après (février), elles portèrent presque exclusivement sur les questions économiques que soulevait le voisinage des deux pays en Sibérie orientale et en Mandchourie. Vivement menées au début, ralenties à partir d'avril par certaines difficultés relatives au partage de la grande ligne ferrée de Mandchourie, elles progressèrent pourtant avec assez de régularité pour aboutir le 3 juillet à la signature d'un traité en règle. Il marquait une nouvelle étape dans cette voie du rapprochement russo-japonais que jalonnaient les accords antérieurs conclus en 1907, 1910 et 1912. Tandis que le premier consacrait simplement les résultats de la guerre de 1904-1905 et l'indépendance de la Chine ; tandis que les deux pays s'étaient bornés par le second à fixer les conditions de leur collaboration en Mandchourie et par le troisième à y délimiter leurs sphères respectives d'action, ils s'engageaient cette fois, en dehors de certains points spéciaux réglés par deux arrangements annexes, à n'entrer dans aucune combinaison politique dirigée contre l'un ou l'autre d'entre eux, et à se concerter pour la défense de leurs droits et intérêts spéciaux en Extrême Orient. Cette dernière formule, toute voisine de celle qui figurait dans le traité anglo-japonais, donnait à celui qui venait d'être conclu une valeur pratique presque équivalente.

Il permit à M. Sazonoff d'agir aussitôt à Tokio pour y faire lever les objections opposées d'abord par le Gouvernement japonais à une rupture de la Chine avec l'Allemagne. Il consacrait d'autre part une solidarité qui s'était affirmée d'une façon éclatante dans le domaine des fournitures militaires. Pendant les années 1915 et 1916 le Japon s'était transformé pour les besoins de la Russie en une colossale usine de guerre, et, par un effort industriel sans précédent, lui avait fourni une

partie au moins des canons et des projectiles nécessaires pour soutenir la lutte à l'automne de 1915 et pour reprendre une brillante offensive pendant l'été de 1916.

#### LA DERNIÈRE DEMANDE D'INTERVENTION JAPONAISE

Le traité de 1916, succédant à l'adhésion du Japon à la Déclaration de Londres, semblait au premier abord épuiser la mesure du concours qu'il entendait apporter aux Alliés. Sa collaboration militaire présentait toutefois trop d'importance à leurs yeux pour qu'ils ne fussent pas ramenés par le cours des événements à chercher à nouveau les moyens de l'obtenir.

Ils s'y efforcèrent d'abord à cette conférence de Pétrograd (janvier-février 1917) qui eut lieu trois mois avant la révolution russe. La question fut posée dans la dernière séance (6 février) par les délégués français. Le général de Castelnau insista sur la nécessité de ne négliger aucune aide dans la lutte contre les Empires du Centre, et M. Doumergue sur l'influence décisive que pourrait avoir, pour l'issue de la guerre en Orient, une expédition des armées nippones sur les rives du golfe Persique. Mais un « échange de vues très animé » n'aboutit qu'au vote d'un *vœu* pour augmenter les fournitures du Japon en matériel de guerre. Au nom du Gouvernement russe, le général Gourko avait fait valoir cette considération politique « que les avantages exigés par lui comme prix de sa collaboration effective seraient en trop grande disproportion avec les services qu'il rendrait à la cause commune ».

C'est la persistance des mêmes inquiétudes, qui devait amener l'avortement d'une dernière tentative hasardée au mois d'août suivant, au moment où l'écho de l'« offensive Kerensky » et le succès de la contre-offensive allemande en Bucovine venaient de dissiper les illusions fondées sur la volonté de guerre du nouveau régime russe, de faire éclater à tous les yeux son impuissance militaire, et de donner à craindre qu'elle n'eût pour conséquence le transport d'importantes masses allemandes de Pologne en France. L'idée de renforcer le front russe par des troupes japonaises se présente à l'esprit du Gouvernement français comme la seule ressource à employer pour prévenir cette calamité. Elle inspire à M. Ribot, alors prési-

dent du Conseil, une initiative qu'il charge M. Cambon de soumettre au Cabinet de Londres (14 août) en une dépêche écrite sur le ton d'un véritable cri d'alarme. « En présence de la gravité des événements militaires qui se produisent en Russie, déclare-t-il, il apparaît qu'il n'y a plus lieu d'hésiter à faire appel à toutes les forces dont les Puissances alliées peuvent disposer. Le concours de l'armée japonaise suffirait sans doute à maintenir sur le front oriental toutes les forces allemandes qui s'y trouvent et à convaincre nos ennemis que leurs succès d'aujourd'hui sont éphémères. L'effet moral de l'intervention du Japon serait immense... Nous pourrions suggérer au Gouvernement russe de faire à Tokio une démarche dans ce sens et l'appuyer auprès du Gouvernement japonais. »

Il semble qu'une proposition formulée en ces termes, et appuyée sur d'aussi pressantes considérations, doive emporter l'adhésion immédiate des ministres appelés à l'examiner. C'est un état d'esprit assez différent que semblent trahir leurs premières réponses. Quand M. Balfour en prend connaissance, son premier mouvement n'est pas d'y donner un assentiment de principe, mais de s'étendre à l'avance sur les difficultés que les Japonais ne manqueront pas d'éprouver pour transporter leurs troupes par mer jusqu'à Vladivostock, et par terre de Vladivostock en Pologne. Il faut que M. Ribot revienne à la charge (16 août) pour lui représenter l'urgente nécessité « de ne renoncer à aucun des moyens d'action que nous pouvons envisager dans l'avenir ». Vivement sollicité de se prononcer, le secrétaire d'État britannique s'y décide au bout de quelques jours par un long mémoandum où il déclare bien « réaliser pleinement l'extrême importance de la coopération japonaise », mais semble réaliser surtout les objections techniques qu'elle soulève et exprime en terminant sa conviction de l'impossibilité de l'obtenir.

Rebuté à Londres, M. Ribot ne sera-t-il pas plus heureux à Pétrograd, où l'urgence du péril doit rendre le Gouvernement provisoire plus favorable à sa suggestion ? Dans un premier entretien avec M. Noulens (27 août), le ministre des Affaires étrangères, M. Terestchenko, donne d'abord cours au même scepticisme qui a inspiré la réponse dilatoire de M. Balfour. Il croit les Japonais moins disposés que jamais à une

intervention, surtout après la nouvelle série de désastres russes dont l'aboutissement sera, quelques jours après, la perte de Riga (1-3 septembre). Il déclare, d'autre part, dans une seconde entrevue, ne pas apercevoir la possibilité de les employer utilement en Russie, en raison de la longueur du trajet et de l'encombrement du réseau ferré. Puis il laisse malgré lui percer son idée de derrière la tête, en ajoutant qu'ils ne doivent en tout cas être appelés « que sur des territoires où ils n'ont pas intérêt à se fixer ». Même dans ce moment d'extrême péril, les préventions de la défiance et les traditions de la diplomatie tsariste l'emportent donc dans l'esprit du ministre sur les nécessités et les périls de sa position.

Pour ne point paraître toutefois décliner purement et simplement une combinaison présentée comme un moyen de salut, M. Terestchenko propose d'utiliser éventuellement les Japonais dans une région où leur apparition présenterait moins d'inconvénients pour les intérêts russes, et autant d'avantages pour la cause de l'Entente : à Salonique où ils pourraient seconder efficacement une diversion en faveur de la Roumanie, dont la situation apparaît alors très critique. Désireux d'obtenir à tout prix un résultat, M. Ribot retient aussitôt cette suggestion, à laquelle il déclare même attacher « la plus grande importance » ainsi que l'espoir d'un « effet moral considérable ». Mais cette opinion ne semble point partagée à Londres par le Foreign Office, qui laisse d'abord quelques jours sans réponse la note urgente où elle est exposée (23 septembre), en s'excusant sur la nécessité de consulter à ce sujet tous les ministères intéressés.

L'affaire ainsi engagée aurait peut-être trainé longtemps encore, si M. Ribot n'avait profité d'un voyage à Londres, en compagnie de M. Painlevé, pour en saisir personnellement les dirigeants de la politique britannique. Elle est examinée à fond sous toutes ses faces au cours d'une réunion qui se tient au Foreign Office (11 octobre), en présence de lord Curzon et du général Smuts. Les assistants y passent en revue de concert tous les théâtres de guerre pour chercher celui où l'envoi des troupes japonaises présentera le plus d'efficacité et le moins d'inconvénients. Après avoir écarté le front de Pologne pour tenir compte des répugnances russes, celui de Palestine pour ne pas choquer les scrupules religieux de l'opinion européenne,

celui de Salonique, comme trop secondaire pour l'orgueil nippon, celui de Mésopotamie comme plus insignifiant encore, ils en arrivent à retenir celui de France comme le seul qui puisse justifier aux yeux des Alliés la nécessité d'une demande à présenter, et aux yeux des Japonais l'importance d'un gros effort à fournir. Par un curieux détour, la question à résoudre revient donc, après de multiples variantes, sur le terrain même où elle avait été posée tout au début de la guerre. Elle comporte toutefois maintenant un nouvel élément. L'introduction des Japonais dans les affaires de l'Entente ne portera-t-elle point ombrage aux États-Unis, rivaux des uns et maintenant associés de l'autre? Pressentis à ce sujet, le Président Wilson et le secrétaire d'État Lansing déclarent au contraire ne voir que des avantages à les lier plus étroitement à la coalition des adversaires de l'Allemagne. Mais l'insuffisance du tonnage dont dispose l'Entente, leur fait mettre en doute la possibilité matérielle de réaliser le projet auquel ils donnent leur assentiment.

Les Puissances de l'Entente, ou au moins les deux principales, se trouvent enfin à pied d'œuvre pour en commencer l'exécution. Mais depuis le jour où il a été formulé, deux mois ont été employés ou plutôt perdus à en discuter le principe et les modalités. Il ne reste plus qu'à le présenter aux principaux intéressés, c'est-à-dire aux représentants du Gouvernement de Tokio. Leur politique d'abstention antérieure laissait peu d'espoir de les y convertir, car les raisons qui la commandaient n'avaient rien perdu de leur valeur. Elles en empruntaient même une nouvelle au surcroît de risques que devait entraîner pour le Japon l'aggravation de la situation militaire de l'Entente.

La première fois que M. Regnault, pour obéir à ses instructions, a tenté de pressentir le ministre des Affaires étrangères sur la possibilité d'un envoi de troupes en Pologne, c'est pour s'entendre répondre par le comte Motono, pourtant favorable personnellement à la cause de l'Entente, que le Conseil des ministres, saisi de ce projet, l'a aussitôt écarté sans examen. Dans l'état actuel des choses, il n'est, d'après lui, aucune Puissance qui se hasarderait à engager des troupes aux côtés des armées russes. Quant à les envoyer à Salonique comme il en a été question ensuite, ce projet présenterait l'incon-

vénient d'une rupture probable et inutile avec la Turquie. Enfin quand la nouvelle des résolutions arrêtées à Londres commence à s'ébruiter, elle suffit à provoquer une campagne de presse qui donne aux journaux favorables ou hostiles au Gouvernement l'occasion de reprendre et de développer tous les arguments précédemment invoqués contre une intervention en Europe : situation particulière du Japon dont l'existence n'est pas menacée; indifférence des masses populaires aux péripéties d'une lutte étrangère à leurs intérêts; insurmontable difficulté de transports; danger d'exposer « la première armée du monde » à l'humiliation d'un échec, ou simplement à l'infériorité d'un rôle où elle ne pourrait donner toute sa mesure.

Tel était l'état des choses et des esprits quand survint à l'improviste un événement de nature à transformer toutes les données de la situation et à provoquer de la part de l'Entente, avec un surcroit d'instances à Tokio, un changement total dans leur direction. Le 7 novembre 1917, un mouvement révolutionnaire renversait à Pétrograd le faible Gouvernement de Kerensky, resté fidèle au principe, sinon toujours à la pratique de la lutte à outrance contre l'envahisseur. Il était remplacé par une dictature qui avait pour premier souci de conclure la paix au plus vite et à n'importe quel prix. Désormais l'assistance des Japonais, s'il était possible de l'obtenir, devait trouver un emploi plus conforme à leurs vœux et plus approprié aux nécessités du moment dans une intervention en Sibérie, pour y empêcher de s'étendre l'anarchie bolchéviste et pour y garantir les intérêts des Alliés. Ceux-ci allaient entamer pour l'obtenir toute une série de négociations qui rempliront l'année 1918, mais qui appartiennent à une nouvelle période de l'histoire des rapports du Japon avec l'Europe.

Celles qui se terminent avec la révolution bolchéviste n'avaient abouti à aucun résultat, mais présentent cet intérêt d'illustrer, par un exemple plus frappant que tous les autres, les difficultés d'accord qui trop souvent entravent la marche et paralysent les efforts de toute coalition. L'idée de l'intervention japonaise en Europe, assez séduisante à première vue pour mériter au moins d'être mise à l'essai, avait fait ressortir une continue opposition de vues entre les hommes d'État appelés

à l'examiner: les Français s'évertuant à la proclamer désirable, les Anglais s'acharnant à la démontrer impossible, les Russes se refusant à la reconnaître nécessaire. Dans ces conditions, elle avait donné lieu à des efforts décousus ou à des tentatives isolées, mais sans jamais faire l'objet de demandes collectives assez unanimes pour attester le prix qu'y attachait l'Entente.

Était-ce là l'unique raison de son échec final? Était-il possible d'amener les Japonais, par l'appât d'avantages en rapport avec leurs ambitions, à participer aux risques d'une lutte dans laquelle leurs intérêts immédiats n'étaient pas engagés? N'y eut-il pas en tout cas un moment favorable au succès d'une démarche dans ce sens? D'autre part, les difficultés matérielles qui s'opposaient au transport de leurs troupes en Europe étaient-elles vraiment insurmontables? Enfin leur intervention sur les champs de bataille de l'Europe aurait-elle eu les effets décisifs qu'en attendaient les imaginations populaires? Et leurs soldats ne risquaient-ils pas de perdre une partie de leurs vertus guerrières en combattant si loin de leurs foyers pour une cause qui leur était étrangère? Ce sont là autant de questions qu'il est difficile de trancher à distance sans entrer dans le domaine de l'histoire conjecturale. Il suffit de les poser pour en tirer d'utiles sujets de réflexion et pour montrer comment les rapports du Japon avec l'Entente représentent un des à côtés les plus intéressants de l'histoire diplomatique de la guerre mondiale.

ALBERT PINGAUD.

---

# PAULINE

---

## DERNIÈRE PARTIE (1)

---

*Jean Lestranges à Robert*

Rome, hôtel Excelsior,  
20 janvier 192...

Mon cher Robert,

Une lettre de Pauline me confirme le succès que ton ballet a remporté. Les journaux me l'auraient fait pressentir si je ne me tenais instinctivement en garde contre leurs exagérations. Mais aujourd'hui, le doute n'est plus permis : ce n'est pas seulement un succès de presse, c'est un succès éclatant que tu rencontres auprès du grand public. Je t'en félicite très affectueusement. J'aurais préféré, tu le sais, te voir employer ton talent sur une autre scène. Mais je t'aime trop pour ne pas m'associer à toutes tes réussites quelles qu'elles soient.

Je pourrais te porter un peu d'envie, car je ne suis pas comme toi un favori de la foule. Elle est femme, et par suite elle réserve ses faveurs à la jeunesse. Sur la demande de l'ambassadeur de France, qui depuis mon arrivée m'a comblé de prévenances, on avait voulu profiter de mon passage ici pour me faire donner quelques conférences publiques. L'affluence a été loin de répondre aux espérances des organisateurs. Et pourtant le sujet : *les Religions orientales à Rome*, sem-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

blait devoir intéresser un public romain. Mais il est inutile d'insister. Je vais abréger mon séjour ici et partir le plus tôt possible pour la Sicile.

Je crois devoir te signaler un détail qui m'a choqué. Sous prétexte que la musique de ton ballet a été composée par M<sup>me</sup> de Chamarande, les journaux associent sa photographie et sa biographie aux tiennes. Pour un peu, on laisserait entendre que vous vivez ensemble. Ne sens-tu pas que Pauline serait en droit de prendre ombrage d'une publicité aussi indiscrète, où l'on t'affiche aux côtés d'une jeune personne étrange et élégante? Je ne comprends pas que tu ailles de sang-froid courir un tel risque. Le ciel t'a confié l'enfant la plus adorably tendre et aimante que l'on puisse trouver. Elle se plie à toutes tes fantaisies. Elle n'élève aucune objection contre des occupations où tant d'autres trouveraient à redire. Et tu sembles ne vouloir garder aucun ménagement! Pour moi, qui ai entouré ma femme d'un tel culte, une attitude comme la tienne est inexplicable. Pauline aurait voulu que j'abrége mon voyage pour vous rejoindre. Il faut au contraire, comme je le lui ai écrit, que vous vous retrouviez tous deux dans cette intimité qui vous est si nécessaire.

*Robert à Jean Lestranges*

Paris, 30 janvier 192..

Je m'excuse d'avoir si longtemps tardé à vous écrire, mais Pauline vous donne si souvent de nos nouvelles que je suis presque sans scrupules. Vos félicitations me font plaisir. Je ne m'abuse pas sur la portée de mon succès, croyez-le; mais enfin, je pense comme Molière que la règle des règles est de plaire, et je me tiens pour satisfait de divertir mes contemporains, même par des spectacles sans portée, comme ne me le cache pas Pauline, et comme elle a dû vous l'expliquer longuement.

Je déplore que les Romains n'aient pas fait à vos conférences l'accueil que vous étiez en droit d'attendre. Je ne doute pas que d'autres villes vous soient plus favorables. Parlerez-vous en Sicile? En tout cas, je souhaite de tout mon cœur que la foule vous rende les égards dus à votre génie et à votre gloire.

Il me semble que vous vous alarmez à tort d'un détail. Il est tout naturel qu'on publie la photographie de M<sup>me</sup> de Chamarande à côté de la mienne, puisque nous sommes tous deux auteurs de *Cocktail*. Ce sont des choses qui ne choquent plus personne aujourd'hui ; si vos travaux vous permettaient de vivre plus près du mouvement contemporain, vous n'en auriez aucune surprise. Ces procédés sont presque indispensables pour qui veut avoir son public. En tout cas, tout cela est très innocent ; Pauline aurait bien tort de s'en choquer ; d'ailleurs, j'aime à croire qu'elle ne s'en choque pas. Je suis d'accord avec vous pour trouver que c'est la femme la plus charmante ; notre ménage va le mieux du monde et je suis certain que vous vous en réjouirez avec nous.

*Jean Lestranges à Pauline*

Syracuse, 14 février 192...

Ma pensée va naturellement à vous, ma chère petite, maintenant que je me trouve dans l'endroit que j'ai le plus aimé. Syracuse ! Aréthuse ! ces syllabes magiques faisaient déjà tinter leurs rimes dans ma tête d'enfant, alors que s'éveillait en moi le mystérieux appel de l'antiquité. Mon premier voyage, quand je fus nommé à l'École de Rome, fut pour venir ici. Comment vous décrire mon ravissement quand je quittai Messine et descendis la côte orientale de la Sicile ? Entre la mer Ionienne et les montagnes de l'intérieur, que dominent les cimes neigeuses de l'Etna, s'étend un véritable paradis où se pressent les orangers, les myrtes, les mandariniers, les palmiers et toutes les essences de la Méditerranée. Ça et là un chef-d'œuvre du génie grec, comme le théâtre de Taormina, apporte ce sourire de l'art sans lequel la nature nous reste étrangère. Et enfin, le long enchantement de Syracuse, dont chacun des quartiers, Ortygie, Achradine, Tyché et Néapolis, évoque pour moi tant de souvenirs.

Vous m'avez dit qu'aucune de mes descriptions ne vous avait plus autant que celle de la fontaine d'Aréthuse. Elle aussi a été rédigée au cours de mon voyage de noces. Pour traverser les marais qui entourent la fontaine, nous avions pris une barque où nous étions étendus, Béatrix et moi, comme dans un sarcophage. Au-dessus de nous se dressait la silhouette du

marin qui, appuyé sur sa perche, poussait notre esquif au milieu des papyrus. Son ahane-ment mélancolique se répétait chaque fois qu'il nous faisait avancer de la longueur de sa perche. Les papyrus froissés se plaignaient le long des bords de notre barque et agitaient dans le ciel leurs têtes floconneuses. Entre leurs hautes tiges apparaissait l'énorme disque du soleil, tout rouge, entouré de vapeurs rougeoyantes, qui descendait lentement sur l'horizon.

J'ai retrouvé tout à l'heure toutes ces sensations, mais c'est vous que je croyais sentir auprès de moi. A vingt-cinq ans d'intervalle il me semblait recommencer le même pèlerinage. Était-ce à la fontaine d'Aréthuse ou à la fontaine de Jouvence? Je ne sais si j'ai besoin de me rajeunir, tant je me sens encore jeune chaque fois que je me retrouve auprès de vous.

Le sentiment si pur qui m'unit à vous, ce sentiment qui répond au meilleur de moi-même et qui semble m'appeler en haut, c'est celui que Titien a décrit dans son admirable allégorie : *l'Amour sacré et l'Amour profane*. J'ai profité l'autre jour de mon passage à Rome pour aller la revoir à la villa Borghèse. Vous vous rappelez la copie ancienne qui se trouve dans mon bureau, devant laquelle nous nous sommes si longuement entretenus. Dans cette copie attribuée à l'atelier du maître, je retrouve jusqu'à un certain point la couleur de l'original, ce blond vénitien dont la teinte ambrée se répand sur le paysage et sur les chairs des deux figures angéliques. Je vous ai dit tout ce qu'évoque pour moi cette image de l'amour sacré. Ce n'est pas l'amour de chair où deux pauvres êtres humains s'épuisent à poursuivre une illusoire possession, c'est la force divine qui brise tous les liens, qui affranchit les âmes et les fond dans une union lumineuse et totale.

*Pauline à Jean Lestranges*

Paris, 20 février 192...

Mon père,

Je viens de recevoir votre lettre de Syracuse toute pleine de lumière; je vous y retrouve tel que je vous avais entrevu avant de vous connaître et ma pensée vous suit en votre ardent pèlerinage. Pourquoi cherchez-vous la fontaine de Jouvence? Je vous assure que vous n'en avez pas besoin. Vous êtes jeune;

pour moi vous aurez toujours l'âge de vos premiers livres, vous serez toujours tel que je vous imaginais quand j'avais seize ans et que je faisais de vous l'unique compagnon de mes promenades solitaires dans les chemins creux angevins. Pour moi, vous n'épuiserez jamais la jeunesse de votre cœur.

La vie à la fois excentrique et monotone que nous menons ici me laisse des heures bien vides; vos lettres sont, vous le savez, mon seul réconfort. Je m'efforce de suivre vos conseils et de faire meilleure figure à ma destinée. Je sors avec Robert presque tous les soirs. Nous avons été l'autre jour à un grand dîner chez M<sup>me</sup> de Chamarande. Cela a été toute une affaire. Robert voulait que je sois très élégante et aucune de mes robes ne lui paraissait assez bien. Il a fallu qu'il aille lui-même chez une grande couturière pour choisir un modèle avec moi. M<sup>me</sup> de Chamarande possède une belle maison avenue Henri Martin, mais elle arrange son intérieur d'une façon bien étrange. Imaginez-vous son salon, une immense pièce avec un tapis sombre et qui n'est guère meublée que de divans et de coussins. La lumière vient on ne sait d'où et fait grimacer de grandes figures en bois sculpté. C'est, paraît-il, de l'art nègre. Le dîner était servi par petites tables et j'étais naturellement loin de Robert et avec des personnes que je ne connaissais pas. Il y avait à côté de moi un peintre, Oulinoff-Ratschek, qui me racontait des histoires d'atelier dont je ne saisissais pas le sel, et en face j'ai reconnu une des interprètes de *Cocktail*. Elle a commencé avec de grands éclats de rire une anecdote au sujet de Robert, mais le peintre lui a fait des signes désespérés pour qu'elle se tût. Elle ne savait pas que j'étais la femme de Robert.

Tout cela ne me plaisait pas et j'avais hâte d'en finir, mais il a fallu rester très tard. M<sup>me</sup> de Chamarande paraissait s'amuser beaucoup. Elle était roulée dans sa robe comme une momie égyptienne. Elle fumait des cigarettes par douzaines au milieu d'un cercle d'admirateurs en tenant des propos saugrenus. Vers minuit, j'espérais que nous pourrions enfin partir, quand M<sup>me</sup> de Chamarande a proposé tout à coup d'aller finir la soirée dans un restaurant de nuit. Je voulais refuser, mais Robert m'a dit que cela serait ridicule et peu aimable, nous avons donc suivi la bande; on prenait en surnombre ceux qui n'avaient pas d'autos, de sorte que j'avais le peintre presque sur mes genoux pendant le trajet. Au restaurant, il y avait tant de

monde qu'on ne pouvait trouver de place. Il fallait attendre debout pour avoir une table au milieu des couples qui dansaient. Vers deux heures du matin, Robert a consenti à rentrer.

Robert m'emmène aussi quelquefois, le soir, dans le quartier du Montparnasse. Je ne puis vraiment comprendre le plaisir qu'il trouve à s'asseoir pendant des heures devant un cocktail dans ces bars enfumés. On regarde danser entre les tables sur une musique triste, on boit, on fume, et de temps en temps la salle reprend en choeur une mélodie lugubre. Tout cela m'inspire un sentiment d'affreuse mélancolie, sinon de dégoût, mais Robert dit que cette atmosphère excite son imagination. A l'entendre, ce serait sur une table de bar qu'il aurait écrit au crayon ses meilleures ritournelles. Combien je préférerais pour l'inspirer des décors moins grossiers, des musées, des monuments, des paysages! Robert me répond toujours sur le même ton. Il a, dit-il, besoin du contact avec la vie, un objet d'art est déjà éloigné du réel, l'expression d'un buveur de cocktail sous la lumière diffuse d'un bar est plus chargée d'humanité qu'aucune toile du plus grand peintre... enfin, il n'est jamais à bout d'arguments, mais ne parvient pas à me convaincre.

Comme nous nous couchons tard, nos matinées sont forcément sacrifiées, et c'est dommage, car je me souviens qu'étant jeune fille, c'est toujours le matin que je travaillais le mieux; j'ai si honte de me lever à midi!

Hier, j'ai été seule tout l'après-midi, Robert ayant rendez-vous au théâtre. J'ai mis à exécution un projet secret que je caressais depuis plusieurs jours et qui me permettra désormais de vivre plus près de vous et de notre idéal. J'ai été à la Bibliothèque nationale! C'était bien hardi de ma part d'aller ainsi sans recommandation demander au secrétariat une carte d'admission, mais le nom de Lestrange m'a ouvert toutes les portes. Là, du moins, votre nom est connu comme il doit l'être et on ne vous confond pas avec l'auteur de *Cocktail!* J'ai obtenu tout de suite, grâce à votre nom, une carte permanente pour la salle de travail et le conservateur lui-même est venu m'offrir une table dans l'hémicycle. Quelle différence entre ce décor et ceux qui plaisent tant à Robert! Ici, des murs tapissés de livres, le silence, la paix des dieux. Une fois que j'eus obtenu

ce que je voulais, j'étais presque embarrassée de ce succès. Je ne savais quels livres demander. J'ai voulu vous suivre en votre pèlerinage, aussi me suis-je décidée pour la *Grande Grèce* de Lenormant et la *Mythologie* de Decharme. Avec ces gros volumes, j'ai passé ma première bonne journée depuis que je suis de retour à Paris. Donnez-moi dans vos prochaines lettres des conseils de lecture ; je serai ainsi toujours plus près de votre pensée et le culte de « l'amour sacré » nous unira.

*Pauline à Jean Lestranges*

Paris, 24 février.

Mon père, vous aurez à peine reçu ma dernière lettre et voici déjà que je vous en écris une autre. C'est que j'ai besoin de retrouver un peu de calme en vous confiant mes peines. Mon cœur me fait mal, il est agité de sentiments divers, et si je n'avais le refuge de votre tendresse, je me sentirais bien malheureuse. Il faut que je vous raconte ce qui aujourd'hui cause mon trouble. Ce matin, en fouillant par plaisanterie dans mon petit sac à main, Robert a trouvé la carte d'entrée à la Bibliothèque nationale. Je ne cherchais pas à la lui cacher, et je ne pensais pas que cette découverte l'ouvrirait le fâcher. Robert a paru d'abord stupéfait que je puisse employer mes journées à lire à la Bibliothèque nationale des livres sérieux, puis il m'a reproché de ne pas le lui avoir dit. Je lui ai répondu que lui-même ne se croyait pas obligé de me donner l'emploi de son temps et que je savais bien qu'il faisait des choses moins innocentes. Robert a cru que je faisais allusion à ses fréquentes visites chez M<sup>me</sup> de Chamarande. Il est très chatouilleux sur ce point. Il s'est fâché et m'a dit des choses si pénibles que je n'ai pu m'empêcher de fondre en larmes.

En rentrant à l'hôtel, nous avons trouvé le peintre Oulinoff-Ratschek, mon voisin de table chez M<sup>me</sup> de Chamarande, qui nous attendait. Il venait, disait-il, me rendre ses hommages et solliciter la permission de faire mon portrait. J'ai, paraît-il, « un type » qui peut lui fournir une étude intéressante. Je voulais naturellement refuser ; mais, à ma grande surprise, Robert a paru ravi et a accepté tout de suite. Sous je ne sais quel prétexte, il est parti, me laissant seule avec cet Oulinoff auquel je ne savais que dire, et qui a pro-

longé sa visite indéfiniment, disant qu'il reviendrait pour la pose. Tout cela m'avait beaucoup contrariée et quand Robert est rentré dîner, je lui ai reproché doucement de m'avoir ainsi laissée en tête-à-tête avec un personnage indiscret, et que je connaissais à peine.

Robert s'est alors emporté. Je ne l'avais jamais vu en colère ; il m'a dit sur tous les tons que j'étais une sotte, que je faisais une tête impossible, que je ne saurais jamais avoir de l'aisance dans le monde, puis brusquement il a pris son chapeau et il est parti.

C'est la première fois depuis notre mariage qu'il me laisse seule le soir dans cette chambre d'hôtel où tout est triste et froid. Je ne puis vous dire combien je me sens désemparée et misérable. Se peut-il que déjà Robert ne m'aime plus ? Que me reste-t-il ? Rien qu'une vie qui me déplait, et me deviendra de plus en plus odieuse. Se peut-il que nous en soyons déjà là ?

Il est minuit. Je vais fermer cette lettre, et Robert n'est pas rentré. Si vous étiez ici, j'aurais au moins un refuge près de vous. Je n'ai plus que vous au monde, n'allez pas aussi m'abandonner.

#### *Robert à Pauline*

Paris, 25 février, une heure trente du matin.

Pourquoi gâter toujours notre bonheur, Pauline ? Je suis parti après le dîner, je t'ai laissé seule ; eh bien oui ! cela valait mieux. Je t'aurais dit des choses qu'après j'aurais regrettées. Toi aussi. J'ai d'abord marché dans les rues, au hasard. A neuf heures, il n'y a pas un endroit possible à Paris. Puis je suis venu échouer à *la Corde raide*.

Alors, parce que je désire avoir ton portrait, je suis un grand coupable, et surtout, parce que je ne reste pas, entre le peintre et toi, attentif à te protéger. De quoi, grand Dieu ! Je suis un monstre. Est-ce que tu t'imagines qu'Oulinoff-Ratschek fait la cour à tous ses modèles. Et quand cela serait ? Ma chère Pauline, j'ai la prétention de ne pas être un mari complaisant, mais enfin, les vieilles mœurs sont loin. Il est tout naturel, dans le monde où nous vivons, et jolie comme tu l'es, que les hommes flirtent avec toi. C'est la monnaie courante ; il n'y a ni orgueil, ni crainte à tirer de cela.

Quel danger cours-tu auprès d'Oulinoff-Ratschek ? Aucun. Il a une, deux maîtresses, il se drogue, il a trente ans depuis je ne sais combien d'années. Crois-tu qu'il serait dangereux, même s'il le voulait ? Allons donc ! Il a besoin de regarder les femmes avec de grands yeux ardents, de se pâmer devant ses modèles. C'est une habitude inoffensive, laisse faire.

Enfin, ma chère Pauline, quoi que nous pensions en nous-mêmes, nous vivons en société, n'est-ce pas : c'est notre devoir d'accepter les habitudes et les conventions du monde auquel nous appartenons. Ne nous mêlons pas de critiquer ce qui est toléré ; nous passerions tout de suite pour des gens impossibles. Si l'on veut réussir, il ne faut pas se singulariser.

En quoi cela nous empêche-t-il de nous aimer et d'être heureux ? J'avais retrouvé ici notre petit groupe habituel, et je t'écris après leur départ. Nous avons bavardé, bu des cocktails (fais-moi penser à te raconter demain une histoire de Clara Politza que Julien Rameau nous a racontée ; il n'y a rien de plus cocasse). J'ai même dansé pour ne pas montrer que j'étais triste, car j'étais triste sans toi, ma Pauline. Rachel, du Moulin Rouge, danse très bien, et elle a beaucoup de montant, mais c'est à toi que je pensais. Je peux bien te le dire ; la comparaison était très flatteuse pour toi. Elle se frottait contre moi comme une chatte ; mais je voyais, sous le fard des paupières déjà blessées, des rides naissantes au coin de la bouche.

Ah ! comme je regrette nos stupides querelles ! Quand je pense que maintenant, tu serais à mes côtés, sous la lumière douce de la lampe, et que, de temps en temps, tu lèverais vers moi tes grands yeux tendres. Tiens, je t'aime beaucoup plus que tu ne le soupçonnes, beaucoup plus que je ne peux le dire.

ROBERT.

Une heure et demie. Tout le monde s'en va. Je suis trop énervé pour rentrer directement. Je vais passer par *le Saut périlleux*, je glisserai cette lettre sous ta porte au petit jour.

*Jean Lestranges à Pauline*

Syracuse, 4 mars.

La joie que me cause chacune de vos lettres, ma chère petite, aurait dû être doublée, puisque je viens d'en recevoir

deux coup sur coup. Et pourtant, j'éprouve une tristesse mêlée d'angoisse en constatant que le malentendu entre Robert et vous ne fait que s'aggraver. Je comprends très bien que vos goûts sérieux et votre éducation littéraire vous aient mal préparée à vous plaire dans le milieu que fréquente Robert. Vous savez tout ce que j'ai fait pour l'en tirer; je comptais d'ailleurs un peu sur vous, lors de votre mariage, pour changer ses habitudes. Mais c'est une tâche difficile qui exige beaucoup de temps et de patience. Robert est jeune, c'est une qualité que vous savez certainement apprécier en lui. Il est accessible à toutes les influences, sauf à celle de son père. Sa jeunesse et son caractère réclament votre indulgence. En me voyant intercéder pour lui, ne croyez pas que je méconnaisse ses torts; je vais lui écrire tout de suite pour lui expliquer ce que je pense de sa conduite.

Je ne saurais vous dire combien je suis ému d'apprendre que vous êtes allée jusqu'à la Bibliothèque nationale pour chercher à vous rapprocher de moi par vos lectures. Comment Robert a-t-il pu en prendre ombrage? Ne sent-il pas combien la vie qu'il vous fait mener est hors d'état de vous satisfaire?

J'étais un peu rasséréné l'autre soir à Palerme, à la suite d'une conférence que la princesse de Traona m'avait prié de faire dans son salon. Une douce lumière éclairait les hautes tentures en cuir repoussé de Cordoue, où le cortège d'Alexandre déroulait sa pompe chatoyante. Je n'avais autour de moi que fervents admirateurs de l'art et de la beauté. Dans ce cadre privilégié, je m'abandonnais aux visions d'histoire que la Sicile a toujours évoquées avec tant de force à mon imagination. J'ai oublié pendant quelque temps les misères de l'heure présente.

Cette impression d'apaisement, je l'ai retrouvée hier, à la fin de l'après-midi, au musée de Syracuse, dont mon vieil ami Enzo Melfi me faisait les honneurs. Le soleil couchant teintait de rose le beau marbre d'Aphrodite qui se dresse à l'extrémité de la petite salle. Nous fouillions les armoires et les vitrines, palpant les vases grecs et les terres cuites que les connaisseurs goûtent de la langue pour s'assurer de leur âge et de leur authenticité.

Enfin, nous nous sommes arrêtés devant les vitrines qui contiennent les décadrachmes d'Aréthuse. Que de fois,

dans les cabinets de médailles, je me suis penché sur les immortels profils que nous ont légués Kimôn et Evainétos, ces princes dans l'art de la ciselure ! L'altière et sereine vierge syracusaine, chef-d'œuvre d'Evainétos, est devenue, sous le ciseau de Kimôn, une jeune femme à la fois ardente et grave, du plus beau type que je connaisse. Et tout à coup, c'est vous qui m'êtes apparue, tellement j'étais frappé de votre ressemblance avec elle. Je revoyais ce nez grec prolongeant la ligne droite du front, cette chevelure serrée dans la résille, ces grands yeux qu'animait un feu sombre, et ces larges lèvres, légèrement entr'ouvertes, qui semblaient aspirer toutes les promesses de la vie.

Le jeune peintre qui se montre si pressé de faire votre portrait le réussira-t-il aussi bien que Kimôn ? Certes il n'y a pas d'inconvénient pour vous à poser devant M. Oulinoff-Ratschek ; mais, à la place de Robert, je ne vous encouragerais pas à fréquenter ces milieux d'artistes peu faits pour une jeune femme comme vous. Je ne saurais assez vous conseiller de vous tenir sur la réserve et de garder avec M. Oulinoff-Ratschek le ton de la plus stricte politesse. Je trouve sa démarche fort indiscrète auprès d'une personne qu'il n'a vue qu'un soir, et Robert a donné bien légèrement son consentement. Je souhaite que les séances de pose ne se multiplient pas.

Jé vous embrasse, ma chère enfant.

*Jean Lestranges à Robert*

Syracuse, 5 mars.

Mon cher Robert, il faut enfin que je te parle sérieusement. Les lettres que je reçois de Pauline me montrent en effet qu'avec toi, elle ne mène pas la vie qui serait conforme à ses goûts. Elle t'aime, et avec elle tu pourrais avoir tout le bonheur qu'il est permis à une existence humaine de contenir. Mais les dissensiments qui se créent entre vous, et qui sont encore légers, risquent de s'aggraver, si tu ne changes pas ta manière de vivre. Et alors, que deviendrez-vous tous les deux ? Je frémis d'y penser.

Tu ne te rends pas compte combien il m'est pénible de te parler ainsi. Si je le fais, c'est dans ton propre intérêt. L'expérience de la vie m'a appris que de simples malentendus

peuvent devenir irréparables. Or, tu les favorises par tes paradoxes. Tu ne veux pas admettre qu'il y a une hiérarchie de valeurs, qu'il vaut mieux enseigner au Collège de France que dans une école primaire, et qu'il vaut mieux être joué au Théâtre-Français que dans un music-hall. On dirait que par tes sophismes, tu cherches à déconcerter l'âme sérieuse, naïve et tendre de ta femme.

Jusqu'ici, tu t'es fait une réputation d'auteur à succès dans les petits théâtres. Mais ne sens-tu pas une ambition plus noble ? En errant dans ces lieux où les souvenirs de l'antiquité se lèvent à chaque pas, et en méditant mon livre sur *Minos*, je voyais passer dans ma rêverie Pasiphaé, l'épouse de *Minos*, et la mère de Phèdre. N'es-tu pas tenté d'écrire sur elle un drame classique ? Il permettrait de ressusciter toute cette civilisation crétoise dont l'histoire est familière à Pauline autant qu'à moi. Dumas-Bargier le retiendrait certainement pour le Théâtre-Français, et y verrait la suite du *Minos* qu'il a fait jouer il y a dix ans. Ne veux-tu pas traiter cet admirable sujet et écrire enfin une œuvre digne de Pauline et de toi ? N'oublie pas que Pauline nous est confiée à tous les deux, et que nous avons charge d'âme. Unissons donc nos efforts pour la rendre heureuse.

*Robert à Jean Lestranges*

Paris, 8 mars.

Je crois, mon cher père, que vous vous inquiétez à tort des légers nuages qui traversent notre bonheur. Pauline est trop imprégnée encore de son éducation pour se mettre sans difficultés à la vie qui sera la sienne (et je crois qu'il est meilleur de lui prédire une adaptation rapide que de la fortifier dans tout ce qu'elle a de rétif et de tête), mais tout s'arrangera.

Qu'il y ait une hiérarchie des valeurs, nul moins que moi ne le nie, mais la vôtre m'inspire quelques doutes. Peut-être voyez-vous avec les yeux de votre jeunesse ce que vous me conseillez comme bon et qui n'est plus que mort. La Comédie-Française, dont vous me parlez, ne joue plus que des pièces insipides; toute la vie et tous les progrès se sont réfugiés ailleurs, dans les théâtres dont votre dignité vous interdit de savoir les noms.

Mais à quoi bon discuter ? Ni l'un ni l'autre nous ne nous convaincrons, et moi je serai toujours arrêté par le respect autant que par l'admiration que l'on porte à votre œuvre. Chaque âge a ses dieux; vous vous en consolerez en songeant que vos plus beaux volumes ont, si j'en crois vos commentateurs, scandalisé vos devanciers; je ne doute pas qu'un jour mon fils trouve *Cocktail* académique, et compose, sur un titre et dans un langage que je ne puis imaginer, un ouvrage qui me fera dresser les cheveux sur la tête.

Je vous serai, au contraire, reconnaissant d'insister auprès de Pauline, moins sur ce qui nous sépare, que sur ce qui peut nous unir.

Que n'écrivez-vous *Pasiphaé*? Vous savez avec quelle exactitude j'irai vous applaudir, fût-ce au Théâtre-Français.

*Pauline à Jean Lestranges*

Paris, 9 mars.

Mon cher père,

Huit jours de silence après mes deux lettres de la semaine dernière ne vont-ils pas vous inquiéter? Bien des choses se sont passées dans ces huit jours. A la suite de cette sotte querelle avec Robert, j'avais envie de m'en retourner chez mon oncle de la Gauterie. (Pauvre homme! quelle tête il aurait faite en me voyant!) Si je ne l'ai pas fait, c'est en grande partie à cause de vous. Vos lettres me sont nécessaires, je ne supporterai pas de ne plus en recevoir, de rompre ce charme qui me lie à vous. Fuir, c'était briser ma vie avec Robert, mais c'était aussi renoncer à vous. Cela, je n'en ai pas eu le courage. Robert m'est revenu, d'ailleurs, très vite; il m'aime au fond et je crois qu'il se punit lui-même en se détournant de moi. Notre vie a repris, j'ai tenu bon pour la Bibliothèque nationale. Il n'y a pas de mal à cela et j'ai bien le droit de me réserver ce petit jardin fermé dans ma vie. J'y vais tous les jours de deux à quatre heures. Je commence à savoir me servir du catalogue, et les bibliothécaires sont très obligeants. Tout le monde s'offre pour m'aider. Le matin, je pose pour le peintre Oulinoff; j'ai fait cette concession à Robert.

Les premières fois, M. Oulinoff-Ratschek est venu à l'hôtel

avec sa palette, mais il trouve l'éclairage défectueux et m'a demandé de poser dans un atelier boulevard Junot. Quel singulier endroit que cet atelier! Les toiles y sont sens dessus dessous et on ne sait littéralement s'il y a un dessus et un dessous. On voit une pyramide de boîtes de conserves et on apprend que c'est une femme nue. Pour moi, qui pose habillée, on ne sait vraiment ce que l'on verra. Pour le moment, et après six séances, on ne distingue encore rien qu'une sorte de damier vert et orange où je ne puis reconnaître mon visage, mais Oulinoff paraît enchanté de son œuvre. Il travaille peu et parle tout le temps. En une heure de séance, il ne touche pas trois fois sa toile. Il me raconte sa vie et voudrait que je lui fasse des confidences. Je ne m'y sens point du tout disposée. C'est cependant un esprit cultivé. Il connaît bien l'Orient et m'a proposé de visiter avec moi une exposition d'art khmer qui va avoir lieu prochainement. J'ai accepté, puisque Robert est si malheureux quand on lui parle d'entrer dans un musée.

M. Oulinoff est très fin. Il devine ce qu'on ne lui dit pas. Hier, en me basant la main, il a murmuré : « Je sens que vous n'êtes pas heureuse ». Comment peut-il savoir cela? J'ai raconté cela à Robert, mais Robert m'écoute à peine. Depuis quelques jours, il semble préoccupé et absent. Il n'est plus le même et je ne sais ce qu'il a. Moi non plus, je ne suis plus la même avec lui, et je pense maintenant avec inquiétude à l'avenir. Avez-vous bien fait en vous éloignant de nous? En relisant vos lettres, je crois deviner que vous-même n'en êtes plus si sûr. Hélas! voyez où nous en sommes. J'ai beaucoup réfléchi depuis quelques jours, je cherche à voir clair en moi. Vous avez été pour moi une préfiguration de la vie, de la jeunesse, de l'amour. J'ai cru sincèrement trouver tout cela en Robert près de vous, à votre ombre, si j'ose dire.

Robert m'a déçu. Vous m'abandonnez.

*Pauline à Jean Lestranges*

Paris, 13 mars.

Pourquoi vos lettres s'espacent-elles? Vous semblez craindre de m'écrire et cependant vous savez que j'ai besoin de vous. Vous aurez peut-être eu de nos nouvelles encore par les journaux, hélas! et pas telles que je les souhaiterais. Un entrefilet

annonçait hier que le célèbre auteur de *Cocktail* s'était battu en duel avec un mystérieux adversaire, et ce matin, toute la presse reproduit les détails de cette affaire qui est malheureusement vraie. Je vous ai dit que Robert me paraissait étrangement nerveux depuis quelques jours. Il sortait de plus en plus souvent seul et refusait de me dire où il était allé et ce qu'il avait fait.

Jeudi dernier, nous avons été le soir à *la Faune*. C'est un des bars de Montparnasse que Robert affectionne. La salle est basse et décorée d'une façon bizarre. Des animaux bariolés ornent les frises et me causent une sorte de malaise. On sent flotter en cette faune de carton ce désir d'exotisme, cette aspiration vers le moins connu, cette fuite des âmes inquiètes qui cherchent en vain au fond d'un verre de cocktail une harmonie nouvelle. Nous n'y étions que depuis quelques minutes lorsqu'un individu que je ne connaissais pas est venu parler à Robert. Robert est devenu très pâle, puis il a dit : « C'est bien, c'est entendu ». A ma grande surprise, Robert a été ensuite chercher notre vestiaire et nous sommes rentrés sans plus et bien plus tôt qu'à l'ordinaire. Un pneumatique m'attendait à l'hôtel. C'était de M. Oulinoff, mon peintre, qui me priait de ne pas venir le lendemain matin, étant souffrant. Si je n'étais pas si sotte, j'aurais deviné que cette coïncidence avait quelque chose d'extraordinaire, mais je n'ai rien pensé du tout. J'étais seulement heureuse de sentir Robert plus tendre, plus grave, un peu triste peut-être. Pour la première fois ce soir-là nous avons parlé de la mort, de l'au-delà. J'avais souvent cherché à aborder avec Robert des problèmes philosophiques ou simplement à approfondir ensemble nos sentiments religieux. Robert se dérobait toujours, prétendant ne pas vouloir réfléchir, afin de conserver même vis-à-vis de Dieu cette spontanéité dont il est si jaloux. Mais ce soir-là, il était moins fier. Il m'a pris la main avant de dormir et m'a demandé si je craignais la mort et quelle idée je me faisais de la vie future. Je me sentais touchée de cette preuve de confiance. Cette soirée a été la meilleure peut-être depuis notre mariage et dans ma candeur je ne me doutais de rien. Le lendemain, Robert est sorti, me disant avoir un rendez-vous de bonne heure au théâtre. Je venais d'acheter le livre de Dussaud sur la Civilisation préhellénique et je passai tranquillement la

matinée à le lire. Robert est rentré vers onze heures. Sa figure était contractée, il avait un bras en écharpe et paraissait encore tout ému. Il m'a alors raconté qu'il avait eu une rencontre à l'épée dans un terrain vague entre lui et... devinez qui? M. Oulinoff, le peintre. J'étais bouleversée de remords. Je cherchais en vain dans ma conduite ou mes paroles quelque chose qui ait pu motiver ce duel. Je suis incapable de rien cacher ni à Robert, ni à vous et c'est à contre-cœur, vous le savez, que j'avais accepté tous ces rendez-vous avec M. Oulinoff. J'avais suivi en tous points vis-à-vis de lui vos conseils de réserve et de prudence. Robert m'a donné sa parole que je n'étais pour rien dans cette affaire. Il a eu, paraît-il, l'autre jour, une discussion au sujet de *Cocktail* avec Oulinoff devant plusieurs personnes; ils ont échangé des propos désagréables et Robert s'est cru offensé et a exigé des excuses qu'Oulinoff n'a pas voulu faire. Il a fallu en venir au duel. Robert a été très légèrement blessé au bras. Ce n'est rien, il ne souffre pas, et son bras ne sera immobilisé que pendant deux ou trois jours. Tout cela ne serait pas si grave, si les journaux ne s'emparaient de la chose pour en faire un scandale parisien. Déjà les journalistes défilent ici et font le guet devant l'hôtel pendant des heures pour obtenir une minute d'interview avec Robert. J'ai horreur de toute cette publicité, mais Robert dit que cela est excellent pour sa réclame. Triste métier, hélas!

Me voilà, je pense, délivrée des séances de pose chez M. Oulinoff. En cela, du moins, l'affaire a du bon. Puisse-t-elle aussi montrer à Robert quelques-uns des inconvénients de la vie qu'il veut mener. Je souhaite que ma lettre vous parvienne avant les journaux, afin que vous n'ayez pas d'inquiétude. Je suis encore toute secouée de cette aventure.

### *Gribouille du 20 mars*

#### LES DEVOIRS D'UN COLLABORATEUR

On dit que la véritable raison de la rencontre L.str.nges-O.l.noff est une accusation imprudente portée par le peintre O.l.noff contre la comtesse de Ch.m.rande, dont on connaît les étroits rapports avec l'auteur de *Cocktail*.

Elle s'embarquerait souvent, paraît-il, vers cette île célèbre

de la Méditerranée, où tant de nos grandes dames en quête d'inédit aiment à se laisser porter.

Cette assertion ne fut pas du goût de Robert L..., et quoi qu'il eût depuis trois mois épousé une jeune femme charmante, il se montra fort mortifié de ces rivalités imprévues.

D'où le duel et son bras transpercé. Puisse la toute charmante M<sup>me</sup> Robert L... panser ces profondes blessures.

*Pauline à Robert*

Paris, 20 mars.

Robert, ne me cherche pas! Quand tu rentreras ce soir, j'aurai quitté l'hôtel, je serai déjà loin. On te remettra ce mot avec le *Gribouille* où tu trouveras la cause de mon départ. Une main anonyme y a souligné de bleu l'article infâme intitulé : *les Devoirs d'un collaborateur*. Il n'est pas difficile de deviner les noms à peine dissimulés par des lettres absentes.

Voilà donc ta conduite dévoilée, voilà comment tu as honnêtement abusé de ma candeur! Je t'aurais pardonné peut-être d'être l'amant de M<sup>me</sup> de Chamarande; je ne te pardonnerai jamais de m'avoir menti.

Tu as menti!

Tu joues depuis notre mariage la plus ignoble comédie. Tu simules l'amour avec moi et tu appartiens tout entier à cette femme pour laquelle tu n'hésites pas à risquer ta vie contre un rival. Tu as fait pis encore peut-être, tu as essayé de détourner ce rival en m'offrant en proie à ses basses convoitises.

Et moi qui me faisais si naïvement prendre à tous les pièges, moi qui ne voyais rien, tout éblouie par le beau rêve que j'avais fait de partager ma vie entre ton père et toi, entre l'amour et l'idéal!

Comme vous avez dû rire tous les deux! Comme M<sup>me</sup> de Chamarande a dû s'amuser à berner mon innocence au milieu de tout ce tapage de célébrité devant tout Paris! Ah! je te connais, maintenant, je vois ce que tu es, Robert! Je voudrais ne t'avoir jamais rencontré. J'étais aveuglée par une autre image. Je n'aurais jamais pu croire que le fils de Jean Lesstranges était capable d'une pareille trahison.

Robert, je te méprise.

Adieu.

P. S. — J'ai fait porter un mot chez ma tante de Lansau-diére pour la prévenir, car je pense que ma fuite sera dans tous les journaux demain. Cela fera si bien pour la réclame de *Cocktail*!

*Télégramme de Pauline à Jean Lestranges*

Paris, 20 mars.

Impossible vivre ici. Pars pour vous rejoindre. Arriverai Naples, 21 mars, dix-sept heures. Compte vous retrouver à la gare. Pauline.

*Journal de Jean Lestranges*

Naples, 22 mars.

Quel voyage ! J'ai reçu le télégramme de Pauline avant-hier à midi à Syracuse. Je n'ai eu que le temps de sauter dans le train et d'arriver ici hier. Dans cette ville que j'aime tant, où j'ai tant de souvenirs, j'erre comme un étranger. Rien ne m'intéresse, mon esprit est trop absorbé par le drame qui me touche de si près et dont je ne connais encore que l'extérieur. Pauline m'écrit qu'il y a eu un duel entre Robert et cet Oulinoff à propos d'une discussion sur *Cocktail*. Qu'y a-t-il là-dessous ? Que s'est-il passé dans le milieu interlope que fréquente mon malheureux petit ? Comment peut-il y entraîner cette pure et innocente enfant qui a consenti à partager son existence ? Est-il possible que j'aie une responsabilité vis-à-vis de Pauline ? Sans moi, elle n'aurait jamais pensé à épouser Robert. C'est à moi qu'elle vient spontanément confier sa détresse, comme à son protecteur naturel.

Y a-t-il là un danger ? Dans le sentiment si fort qui nous unit, y a-t-il quelque chose d'inavouable ? Très sincèrement, je ne le pense pas. Je n'ai jamais eu vis-à-vis de Pauline un autre rôle que celui de directeur de conscience. La confiance qu'elle me témoignait, la conformité de nos goûts et de nos aspirations paraissaient m'y inviter. Cependant ce rôle supposerait que je sois un vieillard. Or, j'ai cinquante ans. A cinquante ans, est-on déjà un vieillard ? Elle-même ne le croit pas, puisqu'elle m'écrivait l'autre jour que je n'avais pas besoin de la fontaine de Jouvence, et que pour elle je n'épuiserais jamais la jeunesse

de mon cœur. Comme cette situation que je n'avais pas prévue est trouble !... Il faudrait voir clair dans le cœur de Pauline... et surtout dans le mien. Je crois qu'elle aime toujours Robert. Ce coup de tête le prouverait. On ne part pas ainsi quand on est indifférent.

Et pourtant, elle vient me rejoindre comme un oiseau qui accourt à tire d'aile pour se réfugier dans son nid. L'appui qu'elle était en droit d'attendre de son mari, c'est en moi qu'elle le cherche maintenant. Hélas ! je n'ai jamais souhaité cela, bien entendu. Non, je ne le souhaitais pas ! J'aurais voulu me dévouer à Pauline sans qu'elle s'en doutât... Son bonheur ! c'est son bonheur et non pas le mien que je dois chercher. Quelle que soit la conduite de Robert, quels que soient ses torts, je dois lui ramener sa femme. Je dois l'apaiser, la consoler, l'entourer de ma tendresse, je dois user de l'incontestable influence que j'ai sur elle pour lui faire comprendre qu'inconsciemment elle aime encore Robert. Oui, je le dois et je le ferai. Je la ramènerai à mon fils..., à son mari.

23 mars, dans la soirée.

Elle est arrivée. Elle repose dans la chambre voisine ; elle est si brisée, si lasse ! D'ici, j'entends son souffle régulier. Je vais de temps à autre jeter un coup d'œil par la porte entr'ouverte. Elle dort comme un ange, le bras replié sur ses yeux. Pauvre petite ! jamais je n'oublierai ce regard de bête traquée, ce geste de sauvage abandon avec lequel elle s'est jetée dans mes bras au milieu de la cohue de cette gare napolitaine. Elle pesait de tout son poids sur mon épaule. Je sentais ses larmes brûlantes couler jusque dans mon cou. Les sanglots la secouaient si fort qu'elle ne pouvait parler. C'est seulement à l'hôtel qu'elle s'est calmée un peu. Elle m'a montré l'infâme article de *Gribouille* qui a motivé sa fuite. Pauvre, pauvre enfant ! Je ne puis répéter que cela.

Robert est bien coupable, mais ne le suis-je pas aussi ? De loin, sans le vouloir, j'ai modelé cette petite créature à mon image ; je lui ai imprudemment montré qu'il existait un amour autre que celui que Robert pouvait lui donner. J'ai entr'ouvert devant elle la porte d'un jardin merveilleux où je n'ai pu la faire entrer. Déçue, outragée par celui qui devait tenir la première place dans son cœur, c'est près de moi qu'elle se réfugie.

Ses yeux m'implorent, elle me supplie et je dois rester impasible. Je n'ai aucun droit, même pas celui de souffrir avec elle.

Demain, elle aura sans doute une lettre de Robert. Robert ! Mérite-t-il tant de sacrifices ? Il y a longtemps que j'ai renoncé à faire changer sa ligne de conduite par mes préceptes ou par mes exemples. Mais je voudrais être sûr qu'il ne fera plus souffrir Pauline et qu'il saura enfin la comprendre. Comment me résoudrais-je à abandonner cette pauvre petite, s'il devait de nouveau la rendre malheureuse ?

*Robert à Pauline*

Paris, 21 mars, soir.

Je suis l'amant de M<sup>me</sup> de Chamarande ? Parfaitement ! Depuis ce soir.

Je ne suis pas sincère ?

Ah ! tu me connais bien mal ! Et puisque tu es si friande de vérité, la voici.

C'est ton départ, ta crédulité inqualifiable pour je ne sais quelle feuille de chantage qui m'ont exaspéré, m'ont poussé aujourd'hui même dans les bras d'Éliane ; et il n'y avait entre nous que de la camaraderie. C'est ton œuvre, sois-en fière.

Pour l'instant, je n'ai rien d'autre à te dire, sinon qu'il est parfaitement ridicule d'aller te réfugier, te réfugier ! dans les basques de mon père.

Ta conduite méritait un salaire ; elle l'a ; nous sommes quittes ; et puisque tu sais tout, sois heureuse.

*Pauline à Robert*

Naples, 26 mars.

Je ne devrais pas t'écrire, Robert. Je m'étais promis que je ne le ferais pas. Ta lettre si cruellement cynique et odieuse me prouvait assez que tout est fini entre nous. Nous ne sommes plus une seule chair et l'irréparable est fait. Cependant, j'aime mieux tes aveux que tes mensonges. Tu essaies de te justifier en rejetant sur moi ta faute, tu vas jusqu'à me reprocher d'être venue me réfugier ici... auprès du seul être au monde qui sache me comprendre et qui ait de la tendresse pour moi.

Je ne veux pas discuter avec toi. Je suis décidée à t'oublier, à effacer pour jamais de mon cœur cette triste période de ma vie. Tu me poursuis dans ma retraite, mais tu ne réveilleras pas en moi le seul souvenir qui pourrait me lier encore à toi, ce souvenir que je devrais hâir et dont la seule évocation devrait me couvrir de honte. A Fontainebleau, je m'étais donnée à toi, pour toujours, j'ai été ta femme avec tout ce que ce mot comporte d'amour, de dévouement, de sacrifice. Je t'ai aimé, et j'ai cru que tu m'aimais. Tu as été mon premier et mon seul amant, tu aurais pu être mon ami. Tu ne l'as pas voulu.

Tout cela est fini, Robert, tout est rompu à présent ; je ne te veux aucun mal, je te pardonne celui que tu me fais et je te souhaite de ne pas souffrir.

Quant à moi, je ne désire qu'une chose : rester avec ton père, vivre près de lui, sous sa garde, partager ses travaux. Je m'abandonne entièrement à sa volonté, je ferai ce qu'il voudra.

C'est à lui seul que je confie ma destinée.

Adieu.

*Journal de Jean Lestranges*

28 mars.

Le décor de ce pays merveilleux apaise les âmes, même quand elles sont déchirées par les passions les plus vives. Après une première journée d'expansion douloureuse, Pauline s'est calmée. Elle n'a jamais voyagé, elle est devant toutes les nouveautés comme une petite fleur fermée dont il faudrait ouvrir délicatement chaque pétales. Je l'ai menée à Sorrente pour tenter de la distraire, de ramener un sourire sur son pauvre visage crispé. Le soleil couchant faisait étinceler le golfe, et baignait les collines du Pausilippe dans une brume dorée. Pauline ne me parlait presque pas. Des larmes silencieuses coulaient de ses yeux. Et devant ce paysage embrasé qui semblait célébrer le plus magnifique des épithalames, cette nature qui appelle l'amour et dont chaque souffle est un chant d'hyménée, j'ai eu besoin d'un sursaut d'énergie pour me rappeler que cette enfant m'est unie par les liens les plus sacrés, et que je ne dois avoir pour elle que des sentiments paternels.

Elle a reçu deux lettres de Robert qu'elle ne m'a pas montrées. Je ne la questionne pas. Je respecte son silence. Je sais bien qu'elle me trouve froid, réservé. Je lis un reproche dans ses yeux. Son instinct la conduisait vers moi, avec qui elle se sent tant d'affinités d'esprit. Et elle me trouve de marbre.

Comme nous avions longuement regardé le Cap Misène, où se passe une des plus belles scènes de *Corinne*, elle en a pris prétexte pour me lire le soir cette page, que je lui avais indiquée jadis et qu'elle avait copiée :

« Comment se fait-il que deux êtres qui se sont confié leurs pensées les plus intimes, qui se sont parlé de Dieu, de l'immortalité, de l'âme, de la douleur, redeviennent tout à coup étrangers l'un à l'autre ? Étonnant mystère que l'amour ! Sentiment admirable ou nul, religieux comme l'étaient les martyrs, ou plus froid que l'amitié la plus simple.

« Ce qu'il y a de plus involontaire au monde vient-il du ciel ou des passions terrestres ? Faut-il s'y soumettre ou le combattre ? Ah ! qu'il se passe d'orages au fond du cœur ! »

Le trouble de ses traits, le halètement de sa voix, me remplirent d'angoisse. Elle était là, attentive, implorant une réponse. Par la fenêtre ouverte entraient les souffles chauds de la soirée et le parfum des fleurs. Un silence d'aveux nous étouffait.

Chaque mot qui bourdonnait dans mon esprit me paraissait trop brûlant. J'avais l'impression d'un sacrilège. Ce silence même, à mesure que je le laissais se prolonger, créait entre nous une sorte de complicité. Je le rompis enfin, et le son de ma voix me surprit. « Il faut retourner à Paris », lui dis-je d'un ton que je m'efforçais de rendre ferme. Deux larmes brillèrent dans les yeux de Pauline. Elle ne me répondit pas. Nous partirons cette semaine.

Ah ! Seigneur, donnez-moi la force et le courage...

*Robert à Pauline*

Paris, 30 mars.

Pauline, qu'as-tu fait ?

Il me semble que ce n'est pas vrai : et même ce petit salon d'hôtel qui ne pouvait pas être intime, me semble désert, hostile depuis que tu l'as quitté.

J'ai naturellement dit que tu avais été appelée au chevet d'un parent malade, et je n'ai pas laissé croire une seule minute que quoi que ce soit fût dérangé dans notre vie. Nous pourrions être si heureux, Pauline! Pourquoi faut-il que toi, par amour-propre, et moi ensuite, par coup de tête, nous ayons tout compromis?

Tout compromis!... Pauline, tu m'appelais quelquefois ton grand enfant : eh bien ! comme un enfant, je ne peux pas croire que tu sois partie pour toujours ; je nous sens, l'un et l'autre, si jeunes, à peine entrés dans la vie, et je garde une grande confiance.

Enfin, réfléchis. Mets-moi à ma place : te voici au bar, une heure du matin, ou deux heures, je ne sais plus ; tu as bu gin-fizz, manhattan, whisky ; tu es, je ne dirai pas grisé par la boisson, mais dans cet étrange état où les sensations immédiates existent seules, se répercutent avec de soudains et violents échos ; tu parles, on parle autour de toi ; l'enivrement de la parole couronne l'action des liqueurs, libère les moindres réflexes ; tout d'un coup tu entends, d'un imbécile, des paroles qui te paraissent soudain inadmissibles sur une femme, sur une femme qui est une amie loyale ; effet de l'alcool qui me rend à moi-même, je ne sais ; dans la vie courante, blasé par mon existence, je n'attache plus aucune importance à toutes ces histoires de mœurs plus ou moins normales qu'une moitié de Paris colporte sur l'autre ; mais soudain le vernis est tombé, tu comprends. En ce qui concerne Éliane, je sais que c'est faux ; je suis saisi d'un immense éccurement, comme si en une seconde toute l'amertume de ma vie creuse et vide me montait aux lèvres, comme si l'exaspération éveillée en moi par tous ces vicieux et ces imbéciles, si longtemps inconsciente, cachée à tous et à moi-même éclatait tout à coup, et sur une seule joue, je les ai tous giflés.

Il salissait une femme, vas-tu me reprocher mon geste ? Non, je te connais, je sais tout ce qu'il y a de brave et de fier dans ton cœur. Si tu étais ici, je te saisirais la tête, je la lèverais vers moi, je te regarderais dans les yeux, et je te dirais : Est-ce que tu aurais mieux aimé avoir pour mari un pleutre ?

Voilà ce que je t'aurais expliqué, si tu m'en avais laissé le loisir, et je sais que j'aurais été absous ; mais tu pars, tu pars à la première insinuation louche. Tu dois te rendre compte

maintenant que c'est blessant pour moi, et plus que blessant ; autre chose, c'est triste et cela me fait de la peine.

Alors, qu'est-ce que l'autre petite chose dont je t'ai dit un mot hier, — et par pure loyauté, — remarque-le bien, quand rien ne m'y obligeait, cette pauvre petite aventure, une revanche des nerfs avec Éliane ; cela n'aurait jamais eu lieu, si tu étais restée, et puis, c'est toi seule que j'aime, c'est toi seule qui me plais. Est-ce que tu ne le sens pas à travers l'espace ? Ah ! Pauline, pendant que je t'écris, tu dois être au crépuscule, dans ta chambre, sur la Méditerranée ; tu écoutes le gémississement de la mer qui ressemble à une plainte, et à un appel d'amoureux ; tu respires l'odeur des chèvrefeuilles, des jasmins, tout le souffle ardent d'une terre chaude... Chérie, chérie, reviens, reviens, parée de fleurs et de lumières, belle comme un matin d'été après l'orage ; je t'attends, et j'appelle de toute ma force l'instant où tout le mauvais passé s'anéantira d'un coup dans les flammes de notre joie.

*Pauline à Robert*

Naples, 2 avril.

Je t'en prie, ne m'écris pas, Robert, tes lettres me font mal. J'ai déchiré la première.

La seconde est là, devant moi, je l'ai lue presque malgré moi, et je n'ai le courage, ni de la relire, ni de la déchirer.

Oui, nous pouvions être heureux, nous l'étions même. Je reconnais que nous l'étions, au moins par moments, et je vois devant moi les miettes d'un bonheur brisé. Tu dis que c'est ma faute, que si j'étais restée, j'aurais compris ton attitude et que l'autre chose ne serait pas arrivée. Non, Robert, cela n'est pas exact. Le conflit qui nous sépare est plus grave et plus profond que cela. Je suis partie en coup de tête, sans réfléchir, c'est vrai. Je suis partie parce que j'étais excédée, éœurée, à bout de nerfs, parce que j'ai cru que tu aimais cette femme et que depuis longtemps tu trahissais notre amour. Mais pourquoi n'ai-je pas été chez ma tante de Lansaudière, ou bien à la Gauterie ? C'eût été naturel et je n'y ai pas pensé une minute. Pourquoi suis-je venue ici sans hésiter, presque instinctivement ? Pourquoi ?

Tu le sais depuis longtemps.

Je t'ai écrit quand nous étions encore à Saint-Moritz pour te le dire. Je t'ai expliqué le malentendu latent qui existait entre nous, l'espèce d'envoûtement qui pesait sur notre amour.

Tu n'as pas voulu me croire. Tu as dis que c'était là des idées de petite fille, des imaginations de cérébrale qui n'avaient rien à voir avec la réalité.

Peut-être avais-tu raison.

Mais on peut souffrir pour des choses qui n'existent pas.

Je suis venue ici, parce que je savais y retrouver celui qui me complète, qui saurait comprendre ma peine, la consoler, me permettre d'épanouir une autre moitié de moi-même.

Je ne serais pas partie, Robert, si nous avions été l'un à l'autre, sans aucun partage, ni de ton côté, ni du mien...

Peut-être ai-je eu tort tout de même. Je commence à sentir les limites du possible. Il y a des choses qui ne sont pas réalisables en ce monde, et il faut savoir se limiter... choisir.

Tu me demandes de revenir,... de reprendre notre vie... après ce qui s'est passé, et comme si tout cela n'était rien?

Je n'en ai pas le courage.

Je retourne à Paris, puisque ton père le veut. J'ai dit que sa volonté serait la mienne.

Je resterai avec lui dans sa maison. Nous nous reverrons, Robert! mais comment peux-tu encore parler d'amour?

Je ne sais plus bien ce que ce mot veut dire. Je suis lasse, brisée. Ne m'écris plus.

*Robert à Jean Lestrange*

30 mars.

Mon père, je vous écris aujourd'hui d'homme à homme. Les épreuves rendent clairvoyant. Vous avez du pouvoir sur Pauline; prenez garde, — n'en usez pas pour séparer à votre insu deux jeunes vies.

Pauline est partie auprès de vous; je lui écris de revenir par ce courrier, je ne lui fais à la réflexion plus de remarques sur l'instinct qu'elle a eu de vous demander secours.

Quels qu'aient été mes torts à son égard, et peut-être n'en ai-je eu d'autre que de trop l'aimer, que de la vouloir tout entière à moi, il faut qu'elle revienne; son destin est fixé au

mien; il ne faut pas la priver d'un mari qui l'aime vraiment et qui pourra la protéger toute sa vie.

Oh! je le sais, je ne lui donne pas ce que vous lui offrez, tous les charmes de l'esprit et de l'âme; et c'est peu de lutter, pour une femme comme elle, contre les prestiges de la gloire par un simple amour de jeune homme. Je ne suis pas aveugle; il y a d'immenses régions d'elle-même qui m'échappent, et dans celles-là c'est vous qui régnez. Alors, soyez mon ami, mon allié; adoucissez-la, pacifiez-la. Ne favorisez pas trop ses chimères; elle a un foyer, vous en devez être le protecteur; tout le pouvoir que vous avez sur elle ne peut servir qu'à cela. Je vous le dis, je vous éclaire sur votre force. Je ne vous demande pas de réponse; mais si par hasard tout ce que je vous dis vous était nouveau, réfléchissez, ne niez pas l'évidence, et ne touchez pas au bonheur de vos deux enfants.

*Jean Lestranges à Robert*

Naples, le 2 avril.

Robert, ta lettre m'est allée au cœur. Je l'ai reçue hier soir et j'ai passé toute la nuit à méditer en me promenant dans ma chambre. Peux-tu vraiment m'accuser de séparer à mon insu les deux jeunes vies qui me sont plus précieuses que la mienne? Qu'ai-je donc fait? Les apparences me condamnent-elles, alors que je croyais n'avoir rien à me reprocher? Mais laissons cela pour le moment. J'ai pris des décisions qui te donneront toute satisfaction et que je te ferai connaître quand le temps en sera venu.

Au cours de cette nuit d'angoisse que je viens de traverser, où je cherchais ce que nous devons faire dans la tourmente où nous sommes emportés tous les trois, mon seul point fixe était celui-ci: tu aimes encore Pauline. La trahison dont tu t'es rendu coupable n'a été qu'un coup de folie. Elle te le pardonnera, car elle aussi n'a pas cessé de t'aimer. Mais elle est justement irritée de la manière dont elle a été trompée. Tu lui dois des excuses. Quand son amour-propre sera désarmé, l'amour fera le reste.

Nous serons à Paris après-demain soir. Cette lettre que je fais partir tout de suite devrait te parvenir après-demain matin. Il faut donc que, quand nous arriverons quai d'Orléans, Pauline

trouve une lettre de toi. Ton cœur te dictera les paroles apaisantes qui décideront Pauline à te revoir. Une telle lettre coulerait d'elle-même sous ma plume, si j'avais à l'écrire. Hélas! ici Pauline reste énigmatique et j'ose à peine lui parler, tant je crains de trop lui montrer ma tendresse et de justifier ainsi tes reproches.

Tu me demandes d'être ton allié, de protéger ton foyer. As-tu donc pu douter de moi à ce point? T'avouerai-je que j'ai pleuré en me voyant si complètement méconnu? Fais-moi confiance, mon cher enfant. Avant peu, je te prouverai qu'il n'y a rien que je ne sois prêt à faire pour assurer ton bonheur.

*Robert à Pauline*

Paris, 4 avril 192...

Te voici à Paris, ma Pauline, te revoici; ah! puisses-tu sentir mon trouble et mon bonheur. Tu as débarqué, ce matin, toute fatiguée sans doute, à la gare de Lyon; je devine tes grands yeux un peu battus, et tu devais avoir ce regard que j'aime tant, ce regard d'appel et de confiance. Puis tu reposes au quai d'Orléans, et bientôt, je vais te revoir.

Te revoir, Pauline! Ah! qu'avant la minute où nous nous trouverons l'un devant l'autre, tout soit effacé; que notre tête ne se retourne jamais plus vers les anciens sentiers pleins d'ombre.

C'est le printemps, les pousses éclatent; l'air est doux, le bonheur est partout, dans l'air, dans les maisons, dans l'avenir; je t'aime; je n'ai jamais bien su te le dire; il me semble qu'après toutes mes épreuves, mes lèvres et mon cœur se soient déliés, je t'aime; et j'entends chanter en moi une à une les strophes secrètes de notre poème. Je t'aime; il n'y a plus sur terre que toi qui reviens et moi qui t'attends.

Nous devons au passé, nous devons à l'avenir de fêter notre vrai départ dans la vie. Nous avons, il y a quelques mois, entrevu l'éclair du bonheur. Retournons, veux-tu, retournons, libres et clairs, dans ce Fontainebleau qui nous vit nous unir.

Pauline, songe à l'hôtel maintenant inondé de soleil, aux parcs encore déserts, aux grands bassins miroitants! Et nous irons dans la forêt; entre les rochers lisses pousse l'herbe verte

tendre ; tout est jeune, tout est neuf, tout s'est renouvelé, Pauline, partout. Et là, nous apprendrons à nous connaître ; nos âmes, dont les routes se rejoignaient mal, s'uniront dans la lumière ; nous parlerons, nous vaincrons, à force d'amour, ce fatal isolement où se condamnent tant d'êtres.

Moi aussi, j'ai une âme, une âme de jeune homme trop souvent cachée sous l'égoïsme et sous la chair ; mais l'amour fera des miracles ; il communiquera avec le tien ; il se libérera de ses chaînes.

Et dès lors, Pauline, nous vivrons le rêve que tous les hommes poursuivent depuis qu'ils sont les passagers de la terre, cette union complète, cette fusion qui leur est aussi nécessaire que le pain et l'eau, et que pour leur misère ils rencontrent si peu. Nous vivrons le rêve éteint que tu poursuivais à travers ton existence et dans ta fuite même ; que je traquais maladroitement dans des repaires où il ne se trouvait pas ; ah ! viens, nous vivrons enfin cette minute sacrée où tout notre élément et tout notre périssable formerait la plus belle alliance qu'on puisse voir sur cette terre ; nous saisirions cette minute qui délivrera une vie de ses mesquineries et de ses misères ; viens, nous partirons deux, nous ne serons plus qu'un.

*Pauline à Robert*

Paris, quai d'Orléans.  
5 avril 192...

Je m'étais promis de ne plus lire tes lettres, Robert. Celle que j'ai trouvée en arrivant ici hier soir est restée toute la nuit sur la table du vestibule. C'est ton père qui a insisté ce matin pour que je l'ouvre. Il m'a dit avec ce regard si triste qu'il a depuis quelques jours : « Pauline, lisez cette lettre... je vous le demande au nom de l'affection que vous avez pour moi. »

J'ai déchiré l'enveloppe, je n'avais presque pas d'émotion. Je m'attendais à y trouver encore des reproches ou de misérables excuses. Je pensais que nous nous étions dit tout ce que nous pouvions nous dire. J'ai commencé par lire avec indifférence les premières lignes. A ce moment ton père s'est assis près de moi (tu sais, sur le grand canapé qui est devant

l'armoire aux incunables). Il regardait longuement ces pauvres feuilles qui tremblaient dans ma main. Cédant à une impulsion soudaine, j'ai voulu éprouver mes propres sentiments. J'ai confronté le passé avec le présent, je lui ai tendu ta lettre et lui ai demandé de la lire de cette voix qu'il sait rendre si douce, ces mots d'amour qui me venaient de toi.

J'entendais comme dans un rêve ton appel si tendre, les phrases s'animaient, devenaient vivantes, berçaient ma lassitude, tout un monde refoulé se réveillait en moi : « Pauline, je t'aime... que tout soit effacé... il n'y a plus au monde que toi qui reviens et moi qui t'attends... nos âmes dont les routes se joignaient mal s'uniront dans la lumière... nous vivrons le rêve éternel que tous les hommes poursuivent... cette alliance, cette fusion qui nous est nécessaire... Nous partirons deux, nous ne serons plus qu'un... » Il me semblait que cette voix qui souvent m'avait été si proche était devenue lointaine. Ce chant d'amour passant par cette bouche n'avait plus son véritable sens. Comment te dire l'impression que j'éprouvais ? Je reconnaissais tes phrases, tes expressions. En fermant les yeux, je croyais te voir devant moi, je croyais sentir ta main dans mes cheveux, tes lèvres sur les miennes. Une espèce de vertige, un étrange malaise me prenait à la gorge. J'étais là, brisée et lasse dans cette vieille maison froide. Pour la première fois, malgré la présence de ton père, je me sentais seule.

Alors, j'ai compris, Robert, que c'est toi seul que j'aime. C'est toi seul qui as le droit de me parler ainsi; j'ai besoin de toi, je n'appartiens qu'à toi, aucun partage n'est possible. J'ai poursuivi une chimère, mais maintenant, je vais mieux. Oui, Robert, j'irai te rejoindre; nous vaincrons à force d'amour ce fatal isolement des âmes qui nous a tant fait souffrir. Il faut tout donner si l'on veut tout recevoir. Je te donnerai tout, tu ne pourras rien me refuser, notre fusion sera complète et nous ne serons qu'un.

Ton père a lu jusqu'à la dernière ligne. Il a répété plusieurs passages comme s'il voulait s'en pénétrer, les retenir. Je sentais sa main trembler dans la mienne. Quand j'ai osé le regarder, il pleurait. Il s'est penché sur moi; il a posé sur mon front ses lèvres froides, puis il m'a dit simplement : « Quand partirez-vous ? Pauline ? »

J'ai répondu : « Ce soir. »

Oui, Robert, je te fais porter ceci afin que tu puisses l'avoir à temps pour me rejoindre; il n'y a plus rien ici que des fantômes, il n'y a plus personne entre nous. Je serai ce soir à Fontainebleau. Que tout soit effacé, nous avons la vie devant nous, je t'aime.

*Jean Lestranges à Robert*

Paris, 10 avril.

Robert, quand tu recevras cette lettre, je serai déjà en route pour Marseille, où je m'embarque demain. Je pars pour l'Afghanistan. Comme je ne te reverrai plus, ou, du moins, avant bien longtemps, j'ai une confession générale à te faire. Aucun jugement n'a pour moi plus de prix que le tien et il y a certaines choses que j'ai toujours eu l'intention de te dire. J'aurais voulu, moi aussi, te parler d'homme à homme. Mais depuis que tu n'es plus un enfant, tu me témoignais si peu de confiance que je n'ai jamais pu en trouver l'occasion.

Te rends-tu bien compte de ce que c'est que d'être veuf à vingt-six ans, à l'âge que tu auras l'an prochain? Te représentes-tu ce que fut une telle épreuve? Ma passion pour ta mère autant que le culte de sa mémoire et la timidité de mon caractère écartaient de mon cœur toute autre image de femme. Ainsi, dès ma première jeunesse, je me trouvais privé de ce qui d'ordinaire alimente l'activité des hommes de mon âge; il ne me restait que le travail et toi. Je m'y suis entièrement dévoué et j'ai muré toutes les fenêtres qui s'ouvraient sur les jardins de l'existence. Pour me consacrer à ma double tâche, j'ai pendant vingt-quatre ans vécu comme un moine. C'est là, je le sais bien, ce qui t'a éloigné de moi. A ton enfance qui avait besoin d'air et de lumière, je faisais l'effet d'un vieil arbre isolé dans une cour de prison.

Et pourtant, je n'en restais pas moins un homme. La contrainte que je m'imposais ne permettait plus à mes instincts de se satisfaire que dans mes livres. Ainsi s'explique ce frémissement de passion, ce lyrisme contenu qu'on s'accorde à reconnaître dans toute mon œuvre! Je ne me rendais pas compte du charme subtil et peut-être pervers que dégageaient mes livres sur les dieux de l'amour et sur les religions

antiques. Mais ce charme faisait son œuvre dans le manoir angevin où grandissait la jeune fille qui devait jouer un tel rôle dans notre vie.

J'ai été délicieusement ému, je l'avoue, en voyant Pauline me rapporter une bouture de ma jeunesse, qu'elle avait cultivée avec amour. Comment n'aurais-je pas été touché quand elle me témoignait tant d'abandon, quand elle me confiait en quelque sorte sa direction spirituelle, alors que chez toi je rencontrais tant de résistances ? Je ne pouvais d'ailleurs pas croire qu'e cette direction de conscience dût te porter le moindre ombrage. J'ai même espéré pendant quelque temps que, par l'intermédiaire de Pauline, je parviendrais à te faire changer de vie. Avec quel regret je te voyais passer tes soirées dans les bars, et je constatais qu'aucun travail sérieux ne t'était possible ! A force de fréquenter des milieux troubles, tu n'écrivais plus que des pièces qui faisaient appel aux instincts les plus bas et tu leur devais ton succès.

Pour beaucoup de raisons que tu comprendras sans peine, si l'empreinte religieuse reçue dans ton enfance n'est pas effacée, je voulais avant tout t'arracher à ce milieu. Je ne pouvais pour cela trouver une meilleure auxiliaire que Pauline. Mon erreur, — mais peut-être lui trouveras-tu quelques circonstances atténuantes en pensant aux conditions dans lesquelles j'ai vécu, à ma faible expérience du cœur humain, et à ma constante préoccupation de te servir, — c'est qu'il serait possible de distinguer deux amours, celui de l'esprit et celui de la chair. Je m'imaginais que, sans toucher au second, il était permis de cultiver le premier qui naît spontanément entre deux êtres unis par la conformité des goûts et des aspirations. Je croyais donc pouvoir associer Pauline à mes travaux, à mes projets, à toute mon existence intellectuelle. Tu l'as bien senti, mon cher enfant, je régnais dans son esprit et même dans son cœur, sur d'immenses régions qui t'échappaient. Elle a ainsi été amenée à me considérer comme son guide, son protecteur naturel, à me faire toutes ses confidences, et, enfin, à venir se jeter dans mes bras. On ne joue pas impunément avec le feu, et j'ai compris trop tard le risque immense que nous courions. Cependant, si j'ai du pouvoir sur Pauline, je ne le dois à rien que j'aie à te dissimuler. Tu ne peux trouver dans mes relations avec elle rien dont tu aies le droit de t'offenser. Certes, j'éprouve un affreux

déchirement de la quitter. Mais la blessure est belle, comme disent les chirurgiens, elle guérira.

Il faut que je m'éloigne, c'est la décision que j'ai prise à Naples, quand j'ai reçu ton appel qui m'a tant ému. Je vais prendre la direction des fouilles que nous faisons à El Haddah, dans l'ancienne Bactriane. Dès mon retour à Paris, j'en avais parlé au Ministère, à l'Institut et au Collège de France; j'avais annoncé que j'acceptais des propositions anciennes, ajournées en raison des multiples liens qui me retenaient à Paris. Aujourd'hui, tout est définitivement arrangé. Tracy revient pour me remplacer au Collège et je vais là-bas me mettre à la tête des travaux. Même si je quitte pendant quelques mois le terrain des fouilles, ce ne sera pas pour rentrer en Europe. On m'a demandé à plusieurs reprises de faire à l'Université de Calcutta des cours sur les antiquités eurasiennes. Le vice-roi, lord Raleigh, a insisté pour m'y décider lors de son dernier passage en France. Je vais m'en charger au moins pendant plusieurs années. Je ne sais si je reviendrai un jour me fixer à Paris, mais, en tout cas, je n'ai pas besoin de garder pour moi l'hôtel du quai d'Orléans. J'ai donc fait préparer par le notaire une donation en ta faveur et je lui ai laissé une procuration. Je sais combien Pauline aime cette vieille maison et combien elle sera heureuse de s'y trouver au milieu de ma bibliothèque et de mes collections. Laisse-la travailler à sa guise dans ce cadre qui lui convient. Ma dernière consolation, pendant les longues soirées que je vais passer dans ma solitude d'El Haddah, sera de penser que Pauline lit mes livres et qu'elle y retrouve un peu de moi. J'espère que tu ne seras pas jaloux d'une ombre.

Je veux t'envoyer encore mon journal et toutes les lettres que j'ai reçues de Pauline. Quand tu auras lu jusqu'au fond de mon cœur, ne crains pas de publier un jour ces papiers que je te confie, si tu penses que la révélation de notre trouble et pur secret puisse détourner les cœurs passionnés d'un amour sans issue.

COUNTESSE JEAN DE PANGE.

---

# LA CHARITÉ FRANÇAISE DANS L'ALGÉRIE CONQUISE

PREMIERS COLONS DANS L'ALGÉRIE CONQUISE : AUGUSTIN DE VIALAR

Dans l'Algérie conquise, quelques Français tout de suite survinrent, comme colons. Ils acquéraient, à leurs risques et périls, de vastes domaines, et les exploitaient. Le roi légitime, pour eux, représentait la France : il leur semblait que sur le sol de la mère-patrie, la révolution de Juillet les eût mis en chômage ; mais les fleurs de lys, avant de s'effeuiller des plis de notre drapeau national, avaient resplendi sur l'horizon d'une autre France, où ils cherchaient et trouvaient des occasions de servir, — servir encore, servir toujours, servir, en devenant autour d'eux les instigateurs et les instituteurs des disciplines agricoles ; servir, en faisant succéder sur terre africaine, au magnifique coucher de soleil de la monarchie française, une nouvelle journée de labeur qui ferait date dans l'histoire nationale. Ces bons Français s'appelaient Tonnac de Villeneuve, de Belleroche, Raousset-Boulbon, de Rubaud, de Saint-Guilhem, Augustin de Vialar (1). Moins riches en général que les fils de bourgeois, qui, eux, implantait dans le Sahel les cultures coloniales dont nous avions besoin, ils s'occupaient surtout d'être de grands producteurs de blé.

Ils n'ignoraient pas que leurs propriétés, leurs existences même, étaient constamment en danger ; les postes militaires qui faisaient ceinture autour du Sahel n'avaient d'autre objet que d'assurer quelque sécurité dans les alentours immédiats

(1) Voir, sur ces colons, le pittoresque livre que publiait à Blida, en 1898, sous le titre *Souvenirs algériens*, Joseph-François Aumerat.

d'Alger; il fallait que les colons se fortifiaissent eux-mêmes, se préservassent eux-mêmes, et qu'avec leurs serviteurs français et arabes, ils fussent toujours prêts à s'armer, pour reprendre sur des tribus pillardes les bestiaux volés.

De temps à autre, on les voyait chevaucher dans les rues d'Alger; un feutre gris à large bord abritait leur teint déjà basané; ils portaient un cabas pour leurs provisions. Rien de conquérant en leur allure, rien qui trahit en eux des parvenus de la victoire; deux d'entre eux, surtout, Vialar et Tonnac, tous deux originaires de Gaillac, furent rapidement populaires.

C'était pour Tonnac une sorte d'auréole, de parler l'arabe comme un véritable indigène, après peu de temps de séjour; quant à Vialar, il eut toujours le prestige d'avoir été, en date, le premier colonisateur de l'Algérie.

Sa jeunesse, sous Charles X, s'était tournée vers la magistrature (1). Le Conseil d'État l'avait eu comme auditeur, la ville de Mantes comme substitut; il était, en 1830, procureur à Épernay, lorsque le trône s'effondra.

Quelques mois durant il médita, les yeux fixés sur une carte d'Afrique. Il constatait, — c'est lui qui nous le raconte, — que le mystérieux continent s'ouvrait à l'Europe par deux portes, celle d'Égypte et celle d'Algérie. « En Égypte, écrivait-il, la civilisation se développe sur une vaste étendue de pays; à Alger, elle pénètre avec plus de puissance. » Il lui plaisait de voir l'Europe pénétrer, par cette porte algérienne; il lui plaisait d'y « concourir » par son propre effort, et il réfléchissait que ce serait en même temps une occupation noble et lucrative. Sa résolution fut bientôt prise: de Gaillacois qu'il était, il deviendrait Algérien. « Ce qui m'a surtout décidé, écrira-t-il bientôt, c'est la pensée que l'Afrique était appelée à une nouvelle et prochaine destinée, que le moment était venu où cette contrée cernée par la civilisation européenne allait s'ouvrir enfin à nos arts, à notre industrie, à nos lois, à notre population. »

Un instant, il avait songé à « faire une histoire de l'Afrique en recueillant tous les renseignements qui se trouvent dans les anciens auteurs et en analysant les découvertes des voya-

(1) Voir, sur Augustin de Vialar, l'étude de A. D. Sansonetti, *Un colonisateur, le baron de Vialar (1799-1868)* dans *le Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, 1911.

geurs modernes »; et peu à peu ce rêve s'était effacé de son imagination : au lieu de peiner, en érudit, sur l'histoire algérienne de jadis, il allait collaborer à celle des lendemains.

En janvier 1832, il s'embarquait à Marseille avec son ami Wyld : un bâtiment de commerce, qui portait ce nom significatif, *l'Avenir*, les emmenait vers Alger. La traversée fut si pénible, que le bateau dut jeter à la mer une bonne partie de sa cargaison. Triste symbole, et faudrait-il supposer qu'aux heures de tourmente morale et politique l'humanité ne puisse alléger sa marche vers l'avenir que par un certain gaspillage des ressources du passé? C'est assurément une conclusion qu'Augustin de Vialar n'eût pas tirée de sa mésaventure; car il voulait apporter en Algérie, bien intégral, bien authentique, tout le patrimoine moral de la vieille France.

Ses impressions de débarquement sont joyeuses et elles sont éloquentes. « Que je prenais contentement, écrit-il, en voyant les populations européennes et africaines se rapprocher, s'entendre, se mêler! Tandis que Wyld critiquait l'ajustement bâtarde de plusieurs Juifs qui ont pris une partie de notre costume, je ne songeais qu'au fait moral indiqué par ce travestissement. Dans l'avenir, je voyais cette caste avilie par l'oppression adopter peu à peu toutes les parties de notre costume, se regarder comme Européens et Français, et ne pas tarder à l'être réellement. »

A son hôtel, l'hôtel d'Europe, il recensait la domesticité : il trouvait là trois Français, un Espagnol, deux Italiens, un Maure, deux Mahonaises, deux Juives. « Dans presque tous les ménages, notait-il, vous verriez des agglomérations analogues; les rapprochements matériels présagent un rapprochement dans les idées et les usages. » Collaborer à ce rapprochement, c'était son rêve. Il ne venait pas là-bas en amateur de pittoresque, désireux de « voir une nation et des costumes différents de ceux de la France ou de l'Angleterre », ni en simple chercheur d'aventures, car, bien qu'il n'eût guère dépassé la trentaine, il se sentait déjà « un peu vieux » pour cela; il venait pour étudier un terrain et pour y faire une œuvre.

Aux environs d'Alger, il trouvait peu de champs cultivés; il s'informait, on lui disait que « peu d'essais de culture avaient été heureux ». Le pays, pourtant, lui paraissait « très fertile, surtout à quelque distance d'Alger ». Vialar poussait

de l'avant, trouvait des promesses de belles récoltes. Déjà deux milliers d'Européens se livraient à la culture des arbres fruitiers, des oliviers, des lauriers, de la vigne; parmi eux, certains, qui avaient « voulu avoir des récoltes sans travail », se détournaient de la terre et se livraient à des spéculations: mais sous le regard même de ces découragés, les propriétés augmentaient de valeur, et Vialar songeait qu'à mesure que deviendraient plus pacifiques les relations avec les Bédouins, le travail agricole pourrait rayonner plus au loin, avec des chances de succès. « Ici les Bédouins, observait-il, annoncent leurs marchandises, leurs denrées en français, et reçoivent le prix avec nos monnaies; plus loin des ouvriers maures travaillent avec des ouvriers français. Un assez grand nombre d'enfants du pays savent déjà passablement le français et peuvent servir d'interprètes. Presque tous les Maures connaissent quelques mots de la langue française et peuvent ainsi se faire entendre des Européens pour les choses les plus communes. » Peu à peu les femmes mauresques lui paraissaient « moins farouches »: il les voyait sortir plus volontiers, et, sur leur terrasse, négliger parfois de baisser leur voile. Autre signe de rapprochement: il constatait que bon nombre de Maures désertaient pour le cabaret leurs cafés traditionnels.

Il se délectait de tous ces symptômes, si fugitifs qu'ils fussent encore. Comme presque tous les Français de l'époque, il semble, du moins au début, avoir été assez indifférent à l'idée d'un apostolat religieux en Algérie. « Qu'importe, écrivait-il, que le musulman ne veuille pas entendre la messe ou quitter son turban, s'il connaît notre langue, s'il apprécie notre gouvernement, s'il s'y soumet et s'y attache? » Mais il ne lui échappait pas que la bienfaisance, la charité, pouvaient, à certaines heures, entre vainqueurs et vaincus, être la meilleure méthode de contact et devenir le plus solide des liens; et cette idée, dont volontiers il se laissait obséder, devait lui suggérer, peu à peu, des initiatives fécondes.

#### L'ACTIVITÉ SOCIALE ET PHILANTHROPIQUE D'AUGUSTIN DE VIALAR

Vialar d'abord s'essaya comme colon dans le Sahel, à Kouba, puis à Tixerain avec son ami Tonnac (1). Bientôt deux rêves le

(1) Julien Franc, *La colonisation de la Mitidja*, p. 104 (Paris, Champion, 1928).

hantèrent : il voulait, lui colon français, ouvrir à ses compatriotes l'accès des grands marchés arabes, pour qu'ils s'y mêlassent aux indigènes, et leur ouvrir aussi l'accès de la plaine de la Mitidja, pour qu'ils la missent en culture. Les années 1834 et 1835 virent ces deux rêves s'accomplir.

De bonne heure un point l'avait attiré, où jusque là aucun Européen ne s'était aventure : c'était, sur la route d'Alger à Blida, un carrefour marécageux, du nom de Boufarik (1), qui chaque lundi grouillait de monde, marchands et clients musulmans, attirés par un grand marché qui, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, fonctionnait là. Le 30 juin 1834, sous la conduite du capitaine Pélissier de Reynaud, chef du bureau arabe, Vialar et Tonnac surgissaient en plein marché, sous les regards des Arabes et des Hadjoutes. Trois amis et huit spahis les accompagnaient. Ils se sentaient entourés de haines ; heureusement pour eux, il y avait non loin de là, à Beni-Khalif, le commandant Marey-Monge avec des gendarmes maures. On ne fit aux visiteurs aucun mal, mais ils ne purent faire aucune emplette, si ce n'est celle d'un chien (2). Face à face avec eux, le commerce islamique se barricadait. Quelques jours plus tard, au nom de la *Société coloniale*, Vialar et Tonnac, et trois autres colons, survenaient, cette fois sans appareil militaire : les contacts déjà paraissaient plus faciles. Alors Vialar fondait deux prix, que la *Société coloniale* devait décerner à l'Européen qui, le premier, conduirait à Boufarik une voiture chargée de marchandises, et à celui qui y mènerait, trois fois de suite, un cheval ou un mulet chargé. Quelque temps durant, l'opposition des Hadjoutes contraignit le général Voirol à interdire aux Européens l'accès de ces parages. En février 1835 enfin, les prix fondés par Vialar purent être décernés ; le marché de Boufarik était définitivement devenu accessible, et déjà, à cinq kilomètres de là, sur les neuf cent quatre-vingt-dix-sept hectares du domaine de Ben Koula, un Français, venu pour chasser, avait installé un fermier et sentait s'éveiller en lui des caprices d'agriculteur : ce Français n'était autre que le peintre Horace Vernet ! L'armée, en mars, prenait possession du carrefour de

(1) Voir, dans E. F. Gautier, *Un siècle de colonisation, études au microscope* (Paris, Alcan, 1830), le chapitre qu'il consacre à Boufarik.

(2) Colonel Trumelet, *Bou-Farik*, p. 63-74 (Alger, Jourdan, 1887) ; Julien Franc, *op. cit.*, p. 120.

Boufarik : on y construisait le camp d'Erlon. En face des sauvages Hadjoutes, la civilisation s'imposait par les armes.

Le commerce allait donc s'ouvrir une voie ; mais la culture aussi voulait s'avancer, se fixer. La Mitidja, malgré l'atroce réputation qu'elle avait dans les sphères militaires et gouvernementales, tentait l'esprit de Vialar et de Tonnac.

A eux deux, au printemps de 1835, ils achetaient l'haouch Khadra (ferme de la verdure) où Tonnac s'installait comme exploitant ; et Vialar, à son tour, exploitait l'haouch Baraki, qu'il avait acquis de concert avec le chirurgien-major Baudens (1). « L'infecte Mitidja, dira encore en 1841 le général Duvivier, nous la laisserons aux chacals, aux courses des bandits arabes, et en domaine à la mort sans gloire. » « La Mitidja sera le tombeau de tous ceux qui oseront l'exploiter », insistera le général Berthezène, et M. E. P. Gautier, dans son étude sur Boufarik, rapporte que longtemps encore, tous les gens pondérés pensaient de même. Tout au plus acceptaient-ils de s'y aventurer pour la chasse, comme le faisait Toussenel, l'auteur de *l'Esprit des Bêtes*. Mais Vialar passait outre à ces préjugés. Il courait à Gaillac, cherchait à susciter des vocations de colons. « Il détraque tous les jeunes gens, écrivait déjà en 1833 une observatrice fort averte ; pas un qui ne veuille aller voir Alger (2). »

Et derrière lui s'ébranlèrent bientôt, à destination de la Mitidja, un certain nombre de paysans des bords du Tarn, qui s'en allaient là-bas faire les foins. Les Arabes ne tardaient pas à se montrer amis. On leur distribuait quelques petits verres de vin ou d'anisette, on les mettait en confiance : à leur tour ils apprenaient à faucher avec des fourches, le maniement de la faux leur semblant trop fatigant (3). Et Vialar songeait que jusqu'au fond de la Mitidja de semblables essais de rapprochement et de culture pourraient se multiplier si l'administration voulait bien transporter de ce côté l'un de ses quatorze blockhaus (4).

Ce qui distinguait Vialar dans cette élite de gentilshommes

(1) Julien Franc, *op. cit.*, p. 152-155 et 176.

(2) Eugénie de Guérin à Louise de Bayne, 10 août 1833.

(3) Julien Franc, *op. cit.*, p. 146.

(4) Les détails qu'il donnera à la commission de colonisation le 18 février 1842, sur les débuts de son activité dans la Mitidja, sont révélateurs de son énergie. Voir Julien Franc, *op. cit.*, p. 205.

— les colons en gants jaunes, comme on les appelait, — c'est qu'au delà des limites de son domaine ses regards s'étendaient sur les besoins de l'Algérie. Il y sera venir bientôt un agronome comme Nivoy, ancien officier de cavalerie, qu'il avait autrefois connu à Epernay, et qui allait près de Kouba fonder un jardin d'essai et introduire en Algérie l'élevage des vers à soie; il y fera venir, aussi, dès 1833, des horticulteurs de l'île Minorque, qui, après avoir créé le beau jardin potager de Hussein Dey, fonderont en 1847 le village de Fort-de-l'Eau (1), et qui, par leur ténacité, leur sobriété, leur ardeur au travail, seront autour d'Alger les créateurs de la culture maraîchère; il prendra l'initiative, en 1842, avec deux autres colons, de demander à l'administration une aide qui leur permettrait de créer eux-mêmes, sur leurs propres domaines, des centres de population, dont le premier, Saint-Jules, sera l'œuvre de Vialar (2).

Ainsi devenait-il une de ces autorités sociales que parfois, — trop rarement! — la gratitude électorale consacre en leur confiant des mandats politiques: maire de Birkadem et de Birmandreis en 1833, il sera plus tard adjoint au maire d'Alger, président du Conseil général.

Il faisait une apparition à Paris en 1833, plaideait pour l'Algérie auprès du gouvernement, auprès de l'opinion publique, cherchait à faire passer des articles dans la presse; il voyait le duc d'Orléans et publiait sur l'exploitation du Sahel, sur le régime de vente des terrains, sur les modes de fermage, un opuscule qui s'intitulait: *Simples faits exposés à la réunion algérienne du 18 avril 1833*. Mais le métier d'auteur n'avait pour lui que peu d'attrait; il avait hâte de redevenir colon. « Aucuns des plaisirs de Paris, écrivait-il à son ami Tonnac, ne valent pour moi une course dans la plaine, et je préfère à toutes leurs sensualités ma longue pipe et mon café. » L'Algérie lui manquait, l'Algérie le rappelait.

Que l'emploi de la force y fut souvent nécessaire, Vialar ne le contestait point; et, tout le premier, on le verra commander le premier bataillon rural de la légion d'Alger, un bataillon de sept compagnies, dont deux avaient leur centre

(1) Voir Sansonetti, *Fort de l'Eau* (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, 1909) et Julien Franc, *op. cit.*, p. 392-394.

(2) Julien Franc, *op. cit.*, p. 295-298.

à Mustapha et dont les sept autres se disséminaient dans les communes rurales; mais il y avait en lui une générosité d'aspirations, un secourable esprit de chevalerie, qui avaient hâte de présenter à l'Islam la France chrétienne comme une messagère de charité. Tout près du camp d'Erlon, il faisait surgir du sol une baraque en planches, destinée à servir d'ambulance. Et l'ambulance, dans sa pensée, devait avoir une destination bien précise: on soignerait, là, les Arabes malades des tribus de la plaine et des montagnes de l'Atlas. Grâce à la volonté d'Augustin de Vialar, il y aurait ainsi, aux extrêmes avant-gardes de l'occupation, un poste de charité chrétienne en permanence. Ce poste s'installait dans une région si malsaine, que bien des années encore, lorsqu'on verra dans Alger des visages livides, on dira: Ce sont figures de Boufarik. Pour diriger cette oasis de guérisons, Vialar trouvait un médecin, le docteur Pouzin, qu'assistaient un infirmier, une infirmière, un interprète et deux petits Arabes: dès le 19 mai, dix-sept hommes, trois femmes et trois enfants, tous gravement malades, y étaient accueillis et soignés; et de nombreux indigènes accourraient de loin, réclamant des consultations, des médicaments (1).

En présence d'un tel succès, Vialar caressait un plus grand projet, celui de « faire précéder tous les pas importants de notre armée d'Afrique par des établissements semblables, afin de ne pas maintenir seulement les populations indigènes par la force des armes, mais de nous les attacher par les bienfaits de la civilisation ». Il lançait un appel en France, pour provoquer les générosités. « Ce sera sans doute avec une émotion profonde, disait-il, que des Arabes et des Kabyles apprendront qu'à tant de distance, des Français, des chrétiens, ne sont pas indifférents à leurs souffrances et leur envoient des secours comme à des frères. Ainsi un acte de la plus noble politique est uni à cette œuvre d'humanité. » L'appel était entendu. Louis-Philippe et la reine s'inscrivaient pour quinze cents francs.

Le camp, l'ambulance, allaient bientôt être les premières assises d'une bourgade qui d'abord fut baptisée Medina Clautzel,

(1) Julien Franc, *op. cit.*, p. 142-144. — Voir dans Trumelet, *op. cit.*, p. 89-93, la lettre du docteur Pouzin à Vialar sur l'aménagement de l'ambulance (3 avril 1833).

et qui bientôt, du nom même du carrefour où elle s'installait, s'appela Boufarik. Lorsque le capitaine Grand et le lieutenant Renoux, dès 1836, vinrent créer ce centre de population, ni les marais n'étaient desséchés, ni les broussailles encore défrichées, ni les Hadjoutes encore domptés : on était à la merci des vols, des incendies et des assassinats, et un colon qui allait chez le boulanger courait le risque de s'envaser dans les fonderies. On acceptait tous ces risques : un télescope, installé dans le camp d'Erlon, surveillait la plaine ; et lorsque le pavillon blanc, qui dominait le camp, faisait place à un pavillon rouge ou à un pavillon noir, on était prévenu de l'imminence d'un danger. Dans ses sept premières années d'existence, Boufarik eut trente-six de ses colons tués, et trente-huit emmenés en captivité, dont vingt-deux ne revinrent pas.

Le climat aussi multipliait ses victimes : la population, chaque année, se réduisait d'un cinquième, et ce ne sera qu'aux alentours de 1848 que le chiffre des naissances commencera de dépasser celui des décès. Le presbytère était perpétuellement en deuil : on vit, à trois reprises, dans une seule année, le capitaine Orssaud présider aux funérailles de trois prêtres catholiques successivement fauchés par la mort, et réciter lui-même les prières sur leur tombe. Et nos forces militaires, pourtant, s'agrippaient à ces marais, à ces broussailles qui paraissaient invincibles ; et ce fut là qu'en 1842 l'héroïque sergent Blandan fut mortellement blessé, en tenant tête à des agresseurs trente fois supérieurs en nombre.

Pour tenir bon, pour aider et encourager à tenir bon, il y avait Augustin de Vialar.

« La colonisation progressive et entière de toute cette contrée sera la gloire de notre époque », avait-il proclamé, le 4 novembre 1839, au banquet que la population d'Alger avait offert au duc d'Orléans pour applaudir au passage des Portes de Fer. Mais quinze jours plus tard, deux mille cavaliers d'Abd-el-Kader envahissaient la Mitidja, et bientôt retentissait, sur les lèvres indigènes, ce tragique chant de guerre : « Nous avons vendu notre âme à Dieu, nous méprisons la mort. C'est nous qui rendrons la Mitidja déserte et qui bloquerons l'infidèle dans Alger... Bientôt nous chasserons les Français d'Alger. Oui, nous passerons la mer sur des barques. Nous prendrons Paris, nous nous y assemblerons. Puis nous conquerrons les

autres nations et nous leur apprendrons l'unité du vrai Dieu. »

Deux ans et demi d'insurrection, d'attaques constamment renouvelées, furent pour la Mitidja une terrible épreuve(1); mais en face même des ruines qui s'accumulaient, les colons se déclarèrent « disposés à risquer de nouveaux sacrifices, à courir de nouveaux dangers », et « impatients du moment où ils pourraient relever leurs ruines et rétablir leurs cultures » (2). Et Vialar, au premier rang, comme toujours, parmi les signataires de cette adresse, se préparait à reprendre son œuvre de colon, dans ces fermes où il se complaisait comme on se complait en des postes d'honneur.

#### UNE FONDATRICE D'ORDRE CHARITABLE : ÉMILIE DE VIALAR

Cet Augustin de Vialar, qui rendit à la colonisation algérienne de si insignes services et qui introduisit en terre d'Islam l'idée de bienfaisance, voulut en organiser la pratique. Il avait une sœur, Émilie, qui dans Gaillac, la petite patrie, avait fondé les Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition, pour s'occuper de toutes les détresses « en *ex-voto* vivant et perpétuel, disait-elle, du grand mystère de l'Incarnation »; il rêva d'avoir cette sœur près de lui, près des Arabes (3).

Émilie avait trente-cinq ans lorsqu'en 1832, trouvant dans la succession de son grand père Portal, médecin de Louis XVI en sa jeunesse et de Charles X en sa vieillesse, un capital de 300 000 francs, elle décidait de le consacrer à la fondation d'un institut religieux. Jusque-là, vivant avec son père dans un bel hôtel de Gaillac, elle n'avait guère pu satisfaire son goût pour les pauvres, qui déplaisait au vieux gentilhomme. Tout au plus avait-elle pu faire ouvrir une porte latérale donnant accès sur une terrasse, et c'est là qu'à l'écart de son père, elle avait ses rendez-vous avec tous « ses gueux », comme dédaigneusement le vieux voltaïen les appelait. A la Noël de 1832, Émilie s'émancipait : « Je quittai la maison de mon père, a-t-elle écrit, pour fonder, dans ma propre ville, l'œuvre que je croyais être

(1) Julien Franc, *op. cit.*, p. 206-228.

(2) Julien Franc, *op. cit.*, p. 704.

(3) Voir le livre intitulé : *Émilie de Vialar. Souvenirs et documents* (Marseille, 1901), et Louis Picard, *Émilie de Vialar* (Paris, 1925). Nous sommes très redevables, aussi, aux documents inédits gracieusement mis à notre disposition par les Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition.

avantageuse aux intérêts de la gloire de Dieu et au soulagement du prochain. » Déjà, autour d'elle, quelques compagnes se réunissaient, épries du même rêve. Il y en avait une que trente ans plus tôt son père, pour faire acte de penseur, avait baptisée Minerve, et qui, s'étant mise, elle, sous le patronage de sainte Victoire, voulait devenir nonne avec Émilie. A côté d'elle, dix autres, d'origine moins jacobine, et tout Gaillac s'intéressait à cette nouveauté. On savait, dans la ville, qu'un jour M. de Vialar, n'admettant pas que sa fille voulût être religieuse, lui avait jeté une carafe à la tête; la tête s'était courbée, mais non point soumise, et désormais Émilie et son petit essaim blottissaient leurs vies, volontairement déracinées, dans une maison proche de l'église Saint-Pierre.

Non loin de là, une jeune châtelaine observait avec beaucoup d'attention, et non parfois sans les envier, ce petit groupe d'âmes féminines, qui n'avaient fait le geste d'émigrer du monde que pour se mieux donner au prochain; cette spectatrice s'appelait Eugénie de Guérin. Souvent dans ses lettres il est question d'Émilie (1). « Il y aura là, écrivait-elle dès le 4 décembre 1832, école gratuite, pension, hôpital et cloître. On dit qu'Émilie n'est pas fort approuvée de sa famille, mais elle croit l'être du bon Dieu, ce qui la console. »

Eugénie de Guérin regardait si fréquemment vers ce petit cloître, elle en parlait probablement si volontiers, que les gens qui se croyaient informés chuchotaient qu'à son tour elle allait se faire nonne. « Le bruit a couru dans le pays que j'étais au couvent, confiait-elle à son amie Louise de Bayne. On m'a même demandé si ce n'était pas mon intention d'y entrer. J'ai dit : Pas encore, et j'ai dit vrai. Cela pourrait venir. Qui peut savoir son avenir et ce que Dieu veut de nous ? Mais, jusqu'à ce que ma vocation se présente devant moi, en face, je demeure ici. »

Fondés ou non fondés, les cancans, dans la petite ville, continuaient à belle allure. On colportait un mot de M. de Bellérive, aristocrate connu par son esprit. « L'ordre d'Émilie, disait-il, est encore un désordre :... » Oui, un désordre, le recrutement des douze paraissait trop mêlé; pourquoi ces prémisses

(1) Voir l'ouvrage capital du chanoine Barthès : *Eugénie de Guérin d'après des documents inédits*, I, p. 199, 200, 252 et II, 25, 26, 207, 229, 297, 305 (Paris et Albi, 1929). Et *Eugénie de Guérin, Lettres à Louise de Bayne* (éd. Barthès, Paris, 1924 et 1925).

qu'Émilie apportait au Seigneur n'étaient-elles pas toutes de souche aristocratique? Eugénie de Guérin elle-même s'en montrait un peu choquée. Elle avait quelque peine, aussi, à admettre ce canezhou, cette capote, dont Émilie habillait ses Sœurs et se revêtait elle-même. « Un costume religieux ne doit porter aucun air du monde, objectait-elle, mais ces dames croient bien faire. Gardons-nous de critiquer. Émilie a de si bonnes intentions, fait tant pour le bon Dieu et pour les pauvres, qu'il faut avoir bien mauvais cœur pour la blâmer. » Elle ne tardait pas, d'ailleurs, elle l'écrira bientôt à Louise de Bayne, à trouver fort agréable de voir ces « jolies religieuses sous leurs capotes blanches »; et pensant aux « moments d'extase » d'Émilie de Vialar, elle augurait que celle-ci « ne les changerait pas pour toutes les délices du monde ».

« On caquette joliment sur ce pauvre couvent, reprenait-elle le 23 janvier 1833. Chacun le fait et le défait à sa façon. On trouve l'abbesse trop jeune, certaines novices trop jolies, surtout une qui lui sera enlevée, dit-on, dans quelque course charitable, car ces dames courrent du matin au soir, d'une misère à l'autre. J'écoute et ne dis rien. On ne doit pas juger si vite. Le temps seul fera voir ce que c'est. « Cloitez-vous, grillez-vous! » c'est ce qu'on leur dit partout à voix basse. Mais tout haut : « C'est fort bien! » Voilà le monde, approuvant et désapprouvant à la fois; menteur, qui ne dit jamais ce qu'il pense. » Eugénie, elle, avait la prétention de dire ce qu'elle pensait, lorsqu'elle proclamait le 12 mars 1833 : « Émilie est vraiment bien bonne, spirituelle, sainte, enfin près de la perfection. Tout le monde ne la traite pas de même, mais ce n'est pas moi qui en dirai du mal. Au contraire, je prends sa défense envers et contre tous. » « Pauvre monde, que tu es méchant! insistait-elle le 5 mai 1834, auprès de Louise de Bayne. Mais laissons-le faire et dire. Quand Dieu est avec nous, quand c'est pour lui qu'on travaille, qu'importe le jugement du public? Sainte Thérèse aussi fut critiquée, désapprouvée, condamnée par le monde et même par des saints. Mais Dieu lui fit achever son œuvre. Je lui compare Émilie et je prends sa défense contre tous ceux qui l'attaquent, parce que ses intentions sont pures, saintes, son établissement d'un grand bien pour les pauvres et les enfants, qui recevront là une éducation chrétienne. »

Émilie et ses religieuses menaient une vie discrète, tissée d'une série de petits sacrifices, et n'aspiraient à rien de plus qu'à prolonger sur le sol natal la continuité d'un obscur dévouement, quand survint l'appel qui les convoquait au delà des mers. « Je pense, avait écrit le docteur Pouzin à Augustin de Vialar dès le 3 avril 1835, que des sœurs seraient préférables sous mille rapports pour l'ambulance de Boufarik, et si nos moyens pécuniaires nous permettent de leur disposer un logement et quelque chapelle, je crois que nous pourrions bien en appeler quelques-unes. Elles seraient respectées, je n'en doute pas (1). » Vialar pensait comme le médecin, et au nom du conseil municipal d'Alger, il réclamait Émilie et ses religieuses pour les malades de Boufarik. Il promettait de les loger, de subvenir à leur vie ; on leur demanderait leurs bras et leurs cœurs, rien de plus. L'archevêque d'Albi, Mgr de Gualy, supérieur de la petite congrégation, consentit : Émilie, sans délai, prépara son départ, avec trois de ses compagnes.

L'humble couvent de Gaillac s'ouvrit au docteur Rigal, médecin chef de l'hôpital civil et membre de l'Académie royale de médecine de Paris : et bientôt il dira dans une lettre circulaire qu'il adressera à ses confrères d'Afrique : « Mes leçons ont été abrégées par l'aptitude de ces élèves de choix, et elles représenteraient dignement la civilisation de la mère patrie dans quelque poste qu'on daignât leur confier. »

Eugénie de Guérin annonçait à Louise de Bayne, le 30 juillet 1835, le départ d'Émilie avec trois religieuses : « Elles ont dû partir, mardi dernier, pour Toulon, allant à Alger. Voilà un beau dévouement. Bien des gens l'appellent folie, mais presque tous les saints sont fous aux yeux du monde. Cet établissement peut faire un bien immense dans ces contrées où n'a pas encore paru la charité chrétienne. »

Eugénie exagérait un peu : jamais la charité n'avait permis que l'esprit d'amour et de fraternité dont l'Évangile est la source demeurât complètement voilé pour les populations des côtes barbaresques : Trinitaires, Mercédaires, Capucins, Jésuites, Lazaristes avaient, au cours des siècles, par leur dévouement souvent héroïque à l'endroit des captifs chrétiens entassés dans les geôles de l'Islam, voulu montrer au monde musulman

(1) Trumelet, *op. cit.*, p. 91.

comment des fidèles du Christ étaient capables de s'entr'aider. Avec le débarquement d'Émilie s'inaugurait, pour la charité chrétienne, une nouvelle étape : profitant des facilités offertes par la conquête, et révélées par Augustin de Vialar, elle allait désormais se dépenser, non plus seulement *en faveur* des chrétiens, mais pour le soulagement des musulmans, des Israélites, de tous ceux qui n'avaient pas encore vu le Christ passer parmi eux en faisant le bien.

#### LE DÉBARQUEMENT DE LA CHARITÉ CHRÉTIENNE EN ALGÉRIE

Le 3 août 1835, les Sœurs arrivaient en rade d'Alger : sous leurs regards, la garnison s'alignait; le canon tonnait sans trêve. C'est qu'il y avait, parmi leurs compagnons de voyage, le maréchal Clauzel en personne, qui venait d'être nommé gouverneur : souveraineté française et charité chrétienne avaient navigué sur le même bâtiment, pour une commune œuvre de conquête. Mais à peine avait-on débarqué, qu'il n'était plus question pour les Sœurs d'aller à Boufarik : soudainement, dans Alger, le choléra-morbus sévissait; l'intendant civil Lepasquier et le conseil municipal retenaient Émilie, pour le service de l'hôpital civil, et détachaient une de ses compagnes à une ambulance créée à une lieue d'Alger pour les Israélites, qui formaient le tiers de la population.

Un demi-million de cholériques s'entassaient dans l'hôpital d'Alger : au bout de quelques jours, tous voulaient la limonade glacée qu'Émilie préparait. Quinze cents francs de glace, vingt mille francs de sucre et des citrons : cela parut, chez le gouverneur, une trop forte dépense. Je la prends pour moi, déclarait Émilie : digne petite-fille et digne héritière du médecin Portal, elle ne voulait pas qu'on lésinât pour les malades. Trois mois durant, elle fut sans cesse debout, se mettant des cataplasmes, le soir, à la plante des pieds, pour alléger sa fatigue.

« Mes services ont été très appréciés ; je suis au mieux avec les puissances d'Alger », écrivait-elle à sa tante M<sup>me</sup> de Lamourie. Laissant ses religieuses au delà des mers, elle était déjà rentrée à Gaillac, lorsque l'archevêque d'Albi, au début d'octobre 1835, recevait une lettre du consul du Saint-Siège à Alger, Pelozo. « Je croirais manquer à mon devoir, disait cet agent, si je

ne vous rendais compte de l'admirable effet que la présence des Sœurs de Saint-Joseph produit à l'avantage de la religion catholique, soit sur les Musulmans et Juifs, particulièrement dans ces circonstances douloureuses où le choléra a sévi dans notre ville. Les secours très importants et spirituels qu'elles ont portés, avec un dévouement sans exemple et avec la bonté qui les caractérise éminemment, aux catholiques et aux infidèles, et cela au mépris des dangers que tout le monde appréhendait si fort, ont puissamment contribué, chez les infidèles, à leur imprimer une haute idée de notre sainte religion et en même temps un grand respect pour ses ministres. » Le cardinal Franzoni, préfet de la Propagande, renseigné par le même consul, exprimait à Émilie, dans une lettre officielle, sa « véritable satisfaction ». L'archevêque d'Albi, enfin, à la date du 16 décembre, approuvait les constitutions des Sœurs de Saint-Joseph.

Au printemps de 1836, Émilie derechef était en Algérie. « Mes Sœurs, écrivait-elle à sa cousine germaine M<sup>me</sup> d'Aubilly, ont beaucoup gagné pour leurs manières; elles ne sont nullement embarrassées lorsqu'il faut qu'elles aillent parler, dans l'intérêt des pauvres, soit à l'intendance, soit au gouvernement. » On commençait à sentir, dans Gaillac, que de l'autre côté de la Méditerranée Émilie de Vialar ébauchait de grandes œuvres: « Ce sera la Thérèse de notre siècle », proclamait, le 15 avril, Eugénie de Guérin, de plus en plus enthousiaste. Et le lendemain, à l'adresse de son frère Maurice : « Quelle femme, quelle vie! Oh! celle-là n'est pas inutile (1)! » Les lettres mêmes d'Émilie de Vialar faisaient connaître cette vie. « La population indigène, racontait-elle, aime beaucoup les Sœurs. Un grand nombre de femmes, musulmanes ou juives, viennent les chercher pour voir leurs malades. Dans toutes les rues où nous passons, on nous salue sous le titre de Bléa-Orti (bonnes Sœurs). Les Mauresques que j'avais connues m'ont revue avec joie... Les malades israélites viennent se faire soigner et réclament aussi le service des Sœurs pour leurs malades enfermés dans leurs maisons. Les Arabes de la plaine et les Kabyles de l'Atlas apportent leurs malades à l'infirmerie et pressent les Sœurs d'aller habiter au milieu d'eux. »

(1) Eugénie de Guérin, *Lettres à son frère Maurice*, éd. Barthès, p. 78 (Paris, 1929).

Tout souriait à la fondatrice. Augustin son frère était de plus en plus généreux : « Nous lui devrons en particulier, disait-elle, les moyens d'entreprendre ces nouvelles œuvres. Son caractère ferme et droit lui a acquis une telle considération que son nom est en bénédiction parmi les indigènes. » La maréchale Clauzel promettait à Émilie que de tous ses moyens le maréchal l'aiderait : « Vos entreprises, ajoutait-elle, sont si louables et si désintéressées ! »

En ce même été, Augustin faisait une apparition à Gaillac, avec un prince arabe. Dans la petite ville, les impressions étaient très vives : Gaillac se sentait devenir un balcon pour les choses d'Algérie, et Eugénie de Guérin, s'intéressant très profondément à ce Gaillacois venu d'Afrique et à cet Africain venu à Gaillac, augurait que la Providence, qui mène tout, n'aurait pas tiré pour rien l'Arabe du désert.

Il fallut, dans Alger, qu'Émilie, pour quelque temps, perdit de vue ses malades, Arabes ou Français; pour cause de réparation de l'hôpital civil, ils durent momentanément être transportés à l'hôpital militaire, et là des infirmiers les soignèrent. Il était dans les intentions du maréchal Clauzel que, lorsque l'hôpital civil se rouvrirait, les Sœurs y rentrassent, et il envoyait à l'intendant civil un plan d'organisation religieuse de la future maison. Le marquis Maison, ministre de la Guerre, pensait aussi que l'admission des Sœurs ne pourrait avoir que des effets salutaires. « L'expérience, insistait-il, a depuis long-temps prouvé en Orient que cette innovation n'est pas de celles qui sont de nature à blesser les susceptibilités religieuses des musulmans. » On sentait pourtant qu'au conseil municipal d'Alger, parmi les membres français, un mouvement se dessinait en vue de tenir les Sœurs à l'écart, de crainte qu'elles ne fissent de la propagande religieuse. Le jour où l'on en vint à voter, il y eut cinq Français seulement pour vouloir les réintégrer à l'hôpital, mais, à côté d'eux, presque tous les membres indigènes, musulmans ou israélites. La majorité du Conseil était dès lors acquise aux Sœurs; elles allaient même, bientôt, recevoir un traitement.

L'Islam les voulait comme infirmières; entre elles et lui plus de barrières confessionnelles; charité catholique et confiance musulmane avaient achevé de les abaisser. Et dans le lointain Gaillacois, Louise de Bayne écrivait à Eugénie de

nce  
eli-  
cu-  
a  
uels  
vec  
s et  
nde  
n-  
ion  
Le  
, le  
, sa  
ate  
de  
rie.  
Au-  
ont  
er,  
er-  
tre  
des  
le  
le  
ne,  
es  
la-  
Un  
ent  
où  
es  
ec  
et  
es

Guérin : « Je trouve admirable qu'Émilie ait entrepris la conquête d'Alger. Je la mets au-dessus de M. Bourmont (*sic.*) . »

Les prisons, aussi, s'ouvriraient à la sollicitude des Sœurs de Saint-Joseph. Et, sur la demande d'Émilie, elles étaient autorisées, en octobre 1836, « à ouvrir à Alger une école gratuite pour les jeunes filles indigentes, et à former quelques classes d'instruction élémentaire à l'usage des enfants appartenant aux classes élevées de la société. » Dès avril 1837, les Sœurs avaient cent soixante élèves et quelques pensionnaires, et l'Institut prenait en Algérie de si fortes racines, qu'Émilie sacrifiait ce qui lui restait de sa fortune pour établir à Alger « une maison centrale de son ordre, qui put fournir incessamment les sujets nécessaires, soit pour remplacer les Sœurs qui succombaient aux fatigues et à la maladie, soit pour suffire aux établissements nouveaux dont l'extension de l'œuvre devait bientôt amener la fondation. » A cette « maison centrale » un dispensaire était adjoint, où le médecin en chef de l'armée et trois autres médecins donnaient des consultations gratuites. « Les indigènes, dira-t-elle au P. Béquet le 4 août 1837, non sans quelque fierté, n'ont d'autre médecin que nous. »

Une salle d'asile encore s'organisait dans Alger. Les Sœurs y soignèrent chaque jour plus de cent cinquante enfants : « Cette institution, écrira bientôt l'inspecteur Lepescheux, est un véritable service rendu à la population. » Sans cesse s'accroissait la clientèle d'indigènes, qui venaient se faire guérir. « Celui-là est bon qui te fait faire ces choses », disait à l'une des Sœurs un Arabe, en lui montrant, de sa main, le Christ placé sur sa poitrine. Les visiteurs les plus variés frappaient à la porte des Sœurs, passants qui apportaient des bébés abandonnés; soldats qui, ayant perdu leurs vêtements, redoutaient le conseil de guerre et désiraient qu'on leur en donnât d'autres; Arabes venus des lointains douars, et souhaitant que les Sœurs vinssent se fixer parmi eux; femmes délaissées; filles mères abandonnées. Et parfois quelque Maure, quelque Juif, trouvait chez elles un abri, se faisait baptiser. « Un Maure couvert de plaies, notait Émilie, est recueilli dans notre maison ; il se fait chrétien et reçoit le nom de Jacques. Les musulmans le voient au milieu d'eux, une croix sur la poitrine ; ils savent qu'il loge chez les Sœurs : cela suffit pour le mettre à l'abri de leurs insultes. »

Les gens de Bône jalouisaient ceux d'Alger. Jusque là, quelle n'était pas leur disgrâce ! Les filles, à Bône, ne recevaient quelque instruction qu'entre onze heures et une heure, dans la salle d'école des garçons, par les soins de la femme du directeur de l'école mutuelle. A l'hôpital, les femmes malades étaient soignées par des infirmiers, dans la salle des hommes. Aucun asile pour les orphelines, pour les jeunes filles en danger. L'abbé Benvoy, missionnaire apostolique, poussait vers Émilie de Vialar un long cri d'alarme et d'appel ; il l'assurait que l'intendant civil préterait son aide. Émilie installait à Bône quatre Sœurs, à la fin de 1837, pour le soin des malades à domicile et pour un dispensaire ; un an plus tard, l'hôpital civil de la ville, à son tour, se tournait vers elle pour obtenir des infirmières.

#### LE DÉBARQUEMENT DE LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE EN ALGÉRIE

Le 6 janvier 1839, Mgr Dupuch, premier évêque d'Alger, faisait son entrée dans sa cathédrale. Au delà des murs de l'édifice, son regard s'évadait jusque vers les extrémités du vaste diocèse, — toute l'Algérie. Il ouvrait les statistiques : elles parlaient de vingt-cinq mille colons, de soixante mille soldats, de quatre millions d'indigènes. Derrière lui, pour prêcher le *Credo*, neuf prêtres, pas un de plus. Mais songeant à l'autre genre de prédication qu'exerçaient par leurs exemples, par leur secourable bonté, les Sœurs de Saint-Joseph, qui sur terre algérienne étaient déjà plus de quarante, il saluait en elles, en sa première lettre pastorale, « les célestes messagères de la charité auprès des plus sauvages habitants du désert ».

Évêque et Sœurs ensemble, prenaient le chemin de Constantine, à la demande du nouveau curé, l'abbé Suchet, et du général de Galbois : l'évêque, en route, faisait communier les Sœurs sur les ruines mêmes de l'antique hôpital d'Hippone, autrefois édifié par saint Augustin. Le général de Galbois venait au-devant du cortège à Philippeville avec une prolonge, qui épargnerait aux voyageurs les fatigues du transport à dos de mulet.

Le lendemain même de leur entrée dans Constantine, les Sœurs ouvraient un hôpital : les Arabes les arrêtaient à chaque pas, leur déclarant : Nous vous aimerons, nous ne ferons

qu'un avec vous. Émilie avait la bonne fortune de guérir le cheick el Arabi, connu sous le nom de Serpent du désert, et celui-ci, sachant que des Sœurs s'en allaient à Biskra, disait à Émilie : « Si un Arabe faisait la moindre insulte à la croix que tu portes, je lui ferais trancher la tête à l'instant même. » Et dans Constantine, deux défilés se croisaient, celui des centaines de malades qui venaient se faire panser à l'hôpital, celui des Sœurs qui s'en allaient à la Casbah pour s'occuper des prisonniers arabes, hommes ou femmes. Dans Gaillac, ces nouvelles d'outre-mer faisaient trotter les imaginations ; elles galopèrent même, et le couvent de Gaillac devint le point de mira de tous les regards lorsqu'on apprit qu'il abritait pour quelque temps une ancienne favorite d'Achmet Bey, pour qui Mgr Dupuch avait obtenu la protection des lois françaises, la belle Aicha (1). On put croire, un instant, que cette maison religieuse du centre de la France allait devenir une façon de procure pour les intérêts catholiques en pays d'Islam.

Il semblait que dans le Tarn des vocations s'éveillassent, pour franchir la Méditerranée.

Eugénie de Guérin, toute première, notait dans son journal, le 20 août 1839 : « Rien d'humain ne console. Je voudrais aller en Afrique porter ma vie à quelqu'un, m'employer au salut des Arabes dans l'établissement de M<sup>me</sup> de Vialar. Mes jours ne me sembleraient pas vides, inutiles, comme ils le sont. » Elle songeait qu'elle s'appelait Eugénie, que saint Eugène, son patron, avait été, dans son temps, évêque de Carthage, persécuté, exilé. Saint Eugène ne l'appelait-il pas sur terre algérienne, près d'Émilie ? Trois semaines après, le 9 septembre, elle écrivait à M<sup>me</sup> de Maistre : « Que n'est-il encore un Eugène, avec une cellule ouverte dans les bois pour les clarissimes qui voudraient s'y réfugier ? Un de ces jours, je disais à mon père qu'il y avait pour moi quelque sorte de devoir de passer en Afrique où mes deux saints patrons, Eugène et Augustin, m'appelaient comme deux grandes voix parmi les Sœurs de Saint-Joseph qui convertissent les Arabes. » Mais ni M. de Guérin ni la baronne de Maistre ne voulaient laisser partir Eugénie, et celle-ci, au fond, ne se sentait pas assez forte.

« Convenez cependant, redisait-elle à M<sup>me</sup> de Maistre, le

(1) M. Henry Bordeaux a parlé de la belle Aicha dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> mai dernier, p. 65-67.

25 septembre 1839, que ce serait beau d'aller en Afrique, d'y soigner les soldats malades, ces nouveaux croisés d'une autre terre sainte, d'y faire le catéchisme aux petits enfants maures. J'ai toujours aimé les Maures, et en sauver un, une petite âme d'enfant, serait un bonheur. Passez-moi ce rêve, mon amie, les solitaires en font tant. » Et le 18 mars 1840, elle écrivait à la même correspondante : « Je ne vous le cache pas, l'Afrique toujours m'attire, et je sais, ou du moins je crois, que je n'irai jamais. »

Eugénie prévoyait juste : elle n'ira jamais en Afrique pour des noces mystiques avec le Christ. Celle qui passera la mer, ce sera, en 1842, son amie Louise de Bayne, devenue la femme de Max de Tonnac, l'ami d'Augustin de Vialar, et l'union sera rapidement brisée par la mort de Louise. Cette Algérie, à laquelle Eugénie de Guérin, à certaines heures, aurait voulu consacrer le reste de sa vie, lui enlèvera ainsi la meilleure de ses amies.

Avec un mélange de fierté et de mélancolie, la châtelaine du Cayla regardait au loin le champ d'action des Sœurs s'élargir. Un prêtre du Gers, qui avait passé la mer pour s'occuper d'elles, l'abbé Bourgade, avait, dès 1838, redit à Émilie, dans une lettre, le nom de Boufarik, que, dès 1835, Augustin de Vialar avait prononcé. Mais cette fois la résidence qui attendait les Sœurs n'était plus une baraque en planches; c'était « une belle maison, deux belles salles, un appartement pour les Sœurs ». « On désire ardemment vous confier le soin de cette maison, insistait l'abbé. Si vous pouvez vous en charger, ce sera là que vous établirez le premier lien de fraternité avec les pauvres Bédouins. »

C'était une des grandes jouissances de l'abbé, — « ma seule jouissance ici », allait-il jusqu'à dire, — de « voir tout le bien » que faisait cette « providentielle communauté » d'Alger. « Ma grande récréation, insistait-il, est d'apprendre et de répéter les mille petites anecdotes des indigènes au sujet de vous toutes. Encore hier matin, j'ai rencontré trois jeunes Maures qui m'ont demandé si la *Tabiba Kébir* n'arrivait pas encore et combien de *Tabiba* elle devait amener avec elle. Je leur répondis que vous arriveriez bientôt avec dix ou douze *Tabiba*. » Et l'abbé voulait qu'elles allassent plus loin, toujours plus loin. « Si vous pouviez disposer de deux Sœurs pour aller faire lire les

jeunes Mauresques dans leurs maisons, sans parler des nouvelles fondations à établir sur les bords de la Méditerranée, à Oran, Bougie, etc., quel bien immense à réaliser! Si vous pouviez envoyer quelques sujets dans la plaine de la Mitidja, les tribus y étant bien distribuées, vous auriez non seulement celles de la plaine, mais même celles qui sont sur le penchant du mont Atlas, et elles sont si nombreuses! »

Cet appel trouvait une répercussion profonde dans l'âme d'Émilie.

Non pas qu'elle ne fût extrêmement discrète à l'endroit des consciences musulmanes, car dans le rapport qu'en mars 1839 elle adressera au pape Grégoire XVI, elle dira formellement : « Nous avons reconnu qu'ici toute conversion éclatante serait inopportune, qu'elle éloignerait de nous beaucoup d'Européens, et nous fermerait à jamais l'oreille des indigènes. Nous cherchons d'abord à faire aimer et respecter notre religion, et ce n'est qu'avec le plus grand secret que nous pourrons accomplir des conversions. » Mais approcher les âmes en soignant les corps, c'était sa devise; Boufarik la tentait; elle y achetait même une maison, et seul le défaut de prêtre l'empêchait d'y installer une résidence de Sœurs. Il était question aussi, au début de 1840, d'une fondation à Oran, où l'administration souhaitait des écoles de filles.

Puis surgissait, chez les Sœurs de la maison de Bône, une autre tentation dont elle avait la confidence, et qui devenait pour elle-même une obsession. Il y avait là quelques jeunes Européennes de Tunis; questionnées par les Sœurs, elles déclaraient tristement qu'en terre tunisienne personne ne se dévouait au soin des malades. Alors Émilie, le 20 juin 1840, écrivait à Mgr de Gualy : « Tunis est une ville aussi considérable que Marseille, et c'est une ville infidèle, voilà ce qui m'y attire avec joie, et ce qui me fait bénir le Seigneur de vouloir se servir de nous pour y opérer le bien. » Et elle priait l'archevêque de la présenter au préfet apostolique, en vue d'une fondation. Ainsi fit Mgr de Gualy : dès le mois d'août 1840, Émilie était à Tunis avec une de ses Sœurs; et cette religieuse française, sur terre tunisienne, précédait de plus de quarante ans le drapeau de la France.

## LES CONFLITS D'ÉMILIE DE VIALAR AVEC L'ÉVÈQUE D'ALGER

Tunis, ce sera l'endroit où les Sœurs s'établiront, resteront, seront d'incomparables ouvrières du bien, et prépareront la Tunisie à aimer la France comme une métropole de charité. Et Tunis, ce sera l'abri, ce sera l'asile, qu'Émilie et ses religieuses trouveront lorsqu'une bourrasque soudaine les déracinera d'Algérie.

En cette année 1840, la bourrasque était proche.

Mgr Dupuch avait refusé de recevoir Émilie avant son départ pour Tunis, et, dès le 5 septembre, un chanoine d'Alger, le doyen Pelletan, en exprimant à la fondatrice tous ses vœux pour la prospérité de l'initiative tunisienne, ajoutait ces pronostics douloureux : « Sont-ils venus, les temps où il faudra porter ailleurs le foyer de votre charité? je le crains! Il sera bien noir, bien sombre pour moi, le jour qui suivra votre départ d'Alger, le jour où les malades, les pauvres, les orphelins perdront votre soutien, leur seconde Providence. »

Partir d'Alger, pourquoi? Les œuvres étaient si prospères! « Notre communauté semble un petit ciel », écrivait bientôt à Émilie une des Sœurs de la petite communauté religieuse. C'était vrai, pourtant : il faudrait bientôt partir, et l'heure était proche où le chanoine Pelletan allait récrire à Émilie : « La position de vos Sœurs est vraiment des plus tristes : difficilement on trouverait dans aucun temps quelque chose de semblable. »

Le conflit qui mit aux prises Émilie de Vialar avec Mgr Dupuch n'était pas sans analogie avec celui qui, vers la même époque, créait entre Mère Javouhey, fondatrice des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, et Mgr d'Héricourt, évêque d'Autun, de douloureuses difficultés. Ce fut l'incontestable honneur de Mgr Dupuch d'obtenir que la monarchie de Juillet entretint en Algérie vingt-six paroisses, et d'en créer trente-sept autres, et l'on doit dire que, malgré les trop fréquentes suspicions que rencontrait l'idée religieuse dans les bureaux civils et militaires, il sut donner le branle, sur terre algérienne, à une vie religieuse organisée (1). Pourquoi donc était-il dans

(1) Voir, à ce sujet, le livre du chanoine Tournier : *la Nouvelle Eglise d'Afrique, la Conquête religieuse de l'Algérie (1830-1845)*. (Paris, Plon, 1930.)

sa destinée d'enlever à son cher terroir d'Algérie ces bienfai-  
trices constantes, qu'étaient Émilie de Vialar et ses Sœurs? Il voulait, d'une inflexible volonté, qu'elles se transformassent en une congrégation diocésaine; il voulait cela, en dépit de leur fondation par l'archevêque d'Albi, de l'assentiment que ce prélat avait donné à leurs règles, et des démarches faites par Émilie de Vialar, pour obtenir un bref papal en faveur de ses constitutions. Et parce qu'il voulait cela, les Sœurs d'Alger, neuf mois durant, étaient privées des sacrements, menacées même d'excommunication. A la fin de décembre 1840, Émilie de Vialar était à Rome, aux pieds de Grégoire XVI, demandant un appui et, pour son institut, une approbation.

Rome, à ce moment du xix<sup>e</sup> siècle, était comme tenue en échec par les susceptibilités gallicanes, tant par celles des évêques de France que par celles de la monarchie de Juillet; le désir qu'elle pouvait avoir de protéger l'autonomie des instituts religieux ne pouvait se manifester qu'avec une grande réserve. On parlait plus librement au Vatican, lorsqu'on entretenait notre ambassadeur La Tour Maubourg. Il écrivait, le 8 octobre 1841, au ministre des Affaires étrangères: « A Rome, ce n'est pas à M<sup>me</sup> Vialar que sont attribués les torts. La conduite de M. l'évêque d'Alger en cette circonstance n'a pas eu l'assentiment du Saint-Siège. » La Tour Maubourg parlait à bon escient: il avait entendu le cardinal Lambruschini, secrétaire d'État, qualifier de « véritable persécution » les mesures prises par l'évêque d'Alger, et souhaiter que ce prélat fût transféré à un autre siège. Et La Tour Maubourg déclarait: « J'ai tout lieu de croire que l'approbation de l'Institut de Saint-Joseph, approbation que M. l'évêque d'Alger combat de toutes ses forces, viendra prochainement faire voir à celui-ci que ses préventions vraiment inexplicables contre cet institut ne sont point partagées à Rome. Je ne voudrais pas prétendre, ajoutait-il, que le caractère, à ce qu'il paraît, fort entier, de M<sup>me</sup> Vialar, présente tous les éléments de conciliation désirables, mais il est constant qu'elle ne s'est écartée en rien de la soumission et du respect qu'elle devait au caractère épiscopal (1). »

(1) Tous les documents diplomatiques que nous citons ici ont été exhumer des archives du Ministère des Affaires étrangères par le P. Combaluzier, des prêtres de la Mission, à qui nous offrons, pour son obligeante communication, nos plus vifs remerciements.

Quelques semaines s'écoulaient, et un colon d'Algérie, Saint-Guilhem, apportait à La Tour Maubourg deux précieux documents. Une lettre, signée de deux cents colons, destinée au pape Grégoire XVI, lui disait : « La destruction de l'établissement de M<sup>me</sup> de Vialar serait un événement contraire au bien du pays et à l'intérêt de la religion. » Une autre lettre, plus éloquente et plus pathétique encore, portait au même Pontife la supplication de cent trente-trois musulmans.

Dans la personne de ces cent trente-trois pétitionnaires, l'Islam se tournait vers Rome, vers « Celui, disait la supplication, dont le bienveillant appui est l'ornement de tous, vers Celui dont l'heureuse étoile éclaire le monde entier, tel que l'astre brillant des jours; vers l'Ami de la Vérité, qui étend ses bienfaits sur toutes les créatures humaines, vers le digne protecteur de la religion de Jésus, vers le Souverain qui défend l'opprimé contre l'opresseur, vers le Docte et le Glorifié, le noble Maître, notre Seigneur le Pape ! »

Ayant ainsi salué le Pontife de Rome, les musulmans le suppliaient d'« éviter à leur cœur une douleur bien vive ». « Ces religieuses, expliquaient-ils, vouent une véritable amitié et un sincère apitoiement pour tous ceux qui souffrent et qui sont malades, n'importe à quelle religion appartient le malheureux ; elles ne cessent de les voir, et toutes les fois qu'elles peuvent faire un acte de charité, elles ne s'en éloignent jamais ; il ne leur répugne pas de les secourir dans leurs graves maladies, telle que le choléra, et en général toutes celles qui sont la terreur des humains... Ce même acte de charité s'étend sur ceux qui ne peuvent pas venir les trouver, et chez lesquels elles vont elles-mêmes porter leur ministère. Nous voyons, dans l'organisation de la société de ces femmes, une véritable source de bienfaits. »

Le comte Guyot, directeur de l'Intérieur, avait naguère félicité M<sup>me</sup> de Vialar d'avoir puissamment contribué à « développer notre influence sur cette partie de la population » et lui avait dit en termes formels : « La fondation des Dames de Saint-Joseph a été un bienfait pour le pays. » « L'administration n'a qu'à se louer des services des Sœurs », avait rédit à Augustin de Vialar le général Negrir, commandant supérieur de la province de Constantine. L'appel que les musulmans expédiaient à Grégoire XVI sanctionnait avec une éloquence

imprévue ces compliments d'un haut fonctionnaire et d'une notabilité militaire.

La preuve était faite, que l'œuvre d'Émilie de Vialar n'avait pas été vaine; elle avait révélé à l'Algérie musulmane les merveilles de la charité chrétienne, accomplie par des cœurs français, et l'efficacité de la vie religieuse, comme cadre d'une telle charité. Elle avait fait le bien, elle allait bientôt être obligée de disparaître, de tout laisser, sans obtenir même les indemnités compensatrices qu'aurait exigées l'équité; mais derrière elle, le souvenir du bien accompli gardait l'éclat d'une lumière, pour la gloire commune du Christ et de la France.

« Les vœux exprimés spontanément au chef de la religion chrétienne par des Muftis, des Cadis, et le corps entier des Ulémas, écrivait Saint-Guilhem, sont un fait nouveau dans les annales de l'histoire et un hommage rendu à une institution de la société française. »

#### L'EFFONDREMENT DES ŒUVRES ALGÉRIENNES

La Tour Maubourg, dans la dépêche qu'il adressait à son gouvernement le 8 novembre 1841, commentait longuement ce fait, et sa dépêche continuait par une apologie de M<sup>me</sup> de Vialar. Il lui semblait que le vicaire général d'Alger, dans les lettres qu'il expédiait à Rome, avait changé ses positions : au lieu de demander au Saint-Siège qu'on refusât d'approuver les règles, ce prêtre se bornait à souhaiter désormais la disparition des maisons qu'avaient les Sœurs à Bône et Constantine : elles se restreindraient à la province d'Alger. Restriction qui ne s'explique guère, commentait La Tour Maubourg. « Car ou cet institut est mauvais et ne doit être toléré en aucune partie de la colonie, ou il fait le bien, et on n'aperçoit pas pourquoi il devrait être banni de deux villes dans lesquelles il est accepté et soutenu contre les rigueurs de l'évêque par l'autorité locale et la sympathie de la population. » La Tour Maubourg faisait observer qu'à Bône et à Constantine les Sœurs recevaient des subsides; qu'à Alger, au contraire, les dépenses pesaient sur elles, et que l'évêché, pour forcer M<sup>me</sup> de Vialar à s'éloigner, voulait ainsi « ne plus lui laisser que ce qu'il y avait d'onéreux pour elle dans la colonie ».

Tout autres étaient les dispositions du Gouvernement de

Paris, qui jugeait n'avoir pas un « intérêt direct » à l'affaire des sœurs de Saint-Joseph. « Il est peut-être à craindre, écrivait Guizot à La Tour Maubourg le 7 novembre, que le Saint-Siège, en donnant formellement tort à l'évêque, n'ait pas procédé avec toute la prudence et toute la maturité qui le distinguent. » Guizot accusait Émilie de vouloir se soustraire à la juridiction épiscopale, et Guizot penchait à croire qu'à Rome « on se laissait aller à des préventions exagérées contre Mgr Dupuch ».

Ce message ministériel parvenait à La Tour Maubourg le 25 novembre; justement il était en train de terminer un long exposé de l'affaire. Dans la lettre où il annonçait cet exposé, il maintenait qu' « aux yeux du Pape et des cardinaux » Mgr Dupuch « par ses imprudences, sa légèreté en administration financière et ecclésiastique, sa tendance au désordre et en même temps au despotisme le plus arbitraire, gâtait la cause de la religion sur cette terre nouvelle où colons et indigènes auraient besoin de soins apostoliques mieux entendus et mieux réglés ». L'exemple d'Alger n'est pas encourageant, avait même dit Grégoire XVI lorsqu'on lui avait parlé du projet qu'avait la monarchie de Juillet de créer des évêchés coloniaux. La Tour Maubourg avait eu sous les yeux les lettres de Mgr Dupuch au cardinal Lambruschini contre M<sup>me</sup> de Vialar; il les avait étudiées, et il concluait : « S'il n'y avait eu parti pris à l'avance de Mgr Dupuch, d'expulser de l'Afrique un institut qu'il n'y avait point appelé, rien n'eût été plus facile que d'éviter les embarras actuels. Les irrégularités reprochées à cet institut n'avaient rien de sérieux; et il appartenait à l'autorité diocésaine de travailler à les réformer. Mais au lieu de corriger, elle a voulu briser; et dès lors elle a rencontré dans le caractère énergique de M<sup>me</sup> Vialar, soutenue par le sentiment de son bon droit et la sympathie des colons, une résistance dont aujourd'hui l'évêque s'irrite, mais qu'il a lui-même provoquée. »

Aussi La Tour Maubourg insistait-il pour que le gouvernement de Louis-Philippe, s'il ne croyait pas « pouvoir donner une autre destination à Mgr Dupuch », lui fit comprendre que, « dans l'intérêt de la religion et dans celui de sa propre considération, il serait nécessaire que ses débats avec les sœurs de Saint-Joseph eussent un dénouement pacifique ». « Vouloir traiter comme des religieuses indignes des femmes qui, depuis

six ans, ont rendu de si grands services, et dont le dévouement a été mis à de si rudes épreuves, c'est là, maintenait-il, un procédé inexplicable. » Et La Tour Maubourg continuait : « Le cardinal secrétaire d'État, avec toute la réserve qu'il doit apporter en pareille matière, m'a fait comprendre que Rome avait fait au prélat et à son grand vicaire des insinuations dans le sens que je viens d'indiquer. Le Saint-Siège veut avant tout que le principe de l'obéissance due à l'autorité épiscopale soit sauf, et il a raison. Mais pour sauver le principe, et il ne dépend que de l'évêque de le placer à l'abri de toute atteinte en y mettant du sien, Rome verrait avec la plus grande satisfaction que Mgr Dupuch en revint à une attitude plus conciliatrice et plus épiscopale. C'est le seul moyen d'en finir sans scandale. »

Ainsi jugeait et parlait l'ambassadeur avant d'avoir reçu la dépêche de Guizot, et sa lettre s'enrichissait d'un post-scriptum où point par point il osait discuter cette dépêche. Que la question Dupuch-Vialar apparût, à Paris, comme « à peu près oiseuse » pour le Gouvernement, La Tour Maubourg s'en étonnait. « Il est incontestable, déclarait-il, que la cause de la tranquillité, sinon matérielle, au moins religieuse de la colonie, peut être compromise par l'issue de ces débats et déterminer contre l'évêque l'explosion d'un mécontentement, à grand peine jusqu'à présent contenu. » Qu'Émilie de Vialar eût la « prétention monstrueuse » de vouloir être affranchie de l'Ordinaire, La Tour Maubourg le niait; elle voulait seulement que les changements éventuels faits aux constitutions de son ordre fussent approuvés par son supérieur l'archevêque d'Albi. Que le Saint-Siège enfin eût des « préventions » contre Mgr Dupuch, La Tour Maubourg ne croyait pas qu'on put le dire, puisque depuis treize mois on examinait l'affaire, et puisque trois cardinaux successifs, dont le secrétaire d'État, s'étaient montrés propices à Émilie de Vialar, bien que le Saint-Siège, en principe, fût enclin à toujours donner raison à l'autorité épiscopale.

Au terme de l'exposé qu'il joignit à cette longue lettre, il déclarait tout net qu'à Rome Mgr Dupuch passait « pour un fou et un brouillon », et il disait : « Le Pape et la congrégation ne savent quel parti prendre : donner à M<sup>me</sup> Vialar l'approbation qu'elle sollicite sans réserve et sans restriction, telle

serait leur inclination, et ils se décideraient à le faire s'ils ne craignaient de paraître sanctionner un refus d'obéissance; d'un autre côté, lui dénier cette autorisation, ou la contraindre à plier devant une volonté qu'ils qualifient eux-mêmes de capricieuse et d'arbitraire, leur semble une détermination aussi peu équitable en elle-même que périlleuse en ses conséquences; suivant l'usage en pareil cas, ils ajournent donc toute décision, espérant du temps un remède à ce fâcheux état de choses qui ne paraît toutefois pouvoir se modifier que si l'évêque ou M<sup>me</sup> Vialar quittent l'Algérie. »

Cette dépêche de La Tour Maubourg fit réfléchir le Gouvernement de Paris; car Guizot lui annonçait, le 16 décembre, que Mgr Dupuch était appelé aux Tuilleries et qu'on l'inviterait à se rendre à Rome pour y voir le Pape et s'y mettre en rapport avec Émilie de Vialar. Mais onze jours plus tard, Guizot faisait savoir que Mgr Dupuch, reçu par Louis-Philippe, se montrait parfaitement rassuré « quant aux imputations dirigées contre lui ». « Ce qu'il raconte de M<sup>me</sup> Vialar, continuait Guizot, serait loin de justifier l'intérêt dont elle est l'objet à Rome ainsi que l'accueil fait à ses plaintes. »

De fait, en janvier 1842, Mgr Dupuch partait pour Rome; il emportait avec lui une lettre officielle où Guizot se montrait extrêmement sévère pour la conduite qu'avaient en Algérie certaines Sœurs de Saint-Joseph, pour « la tête exaltée, le peu de jugement, l'ignorance, les prétentions absurdes, extravagantes » d'Émilie de Vialar. D'ordre de Guizot, La Tour Maubourg devait prêter à Mgr Dupuch tout son appui. L'évêque arrivait là-bas en demi-trionphateur, et l'on racontait à l'ambassadeur qu'ayant audience de deux membres du Sacré-Collège, il leur citait avec quelque complaisance le mot que lui aurait dit Louis-Philippe en lui donnant congé: « Allez à Rome, mon cher évêque, autrement cette femme fera tourner la tête aux cardinaux. » Deux mois se passaient: le 10 mars 1842, La Tour Maubourg demandait à son Gouvernement: « Est-il vrai, comme l'affirme Mgr Dupuch au cardinal Ostini, préfet des évêques et réguliers, que le Gouvernement du Roi, s'étant assuré que les Sœurs de Saint-Joseph ne sont point autorisées légalement en France, a décidé de leur enjoindre de quitter l'Algérie? » La Tour Maubourg osait dire: « Je regretterais de voir adopter une mesure aussi sévère contre des dames qui ne

sont connues de la population algérienne que par les services qu'elles lui ont rendus »; et il faisait observer que le gouvernement de Paris n'avait jamais eu sous les yeux les mémoires justificatifs produits à Rome par Émilie de Vialar.

Huit jours après, le 18 mars, La Tour Maubourg annonçait que Mgr Dupuch avait quitté Rome, et que le Saint-Siège, en présence de la décision prise par le Gouvernement royal au sujet des établissements algériens des Sœurs de Saint-Joseph, considérait n'avoir plus à s'occuper de l'affaire. « J'ai lieu de croire, disait-il, que ce n'est pas sans regret que le Saint-Siège verra expulser, d'un pays où elles ont fait tant de bien, des Sœurs auxquelles il n'a pas reconnu tous les torts qu'on leur prête, et il leur a du moins rendu la justice qui dépendait de lui, en exigeant de l'évêque qu'il leur accordât leurs confesseurs dont celui-ci les tenait privées depuis huit mois, contrairement aux règles canoniques et malgré les avertissements réitérés de la cour de Rome. » Et La Tour Maubourg ajoutait : « Quant à l'approbation canonique des règles de l'Institut de Saint-Joseph, la Congrégation des évêques et réguliers va maintenant reprendre l'examen de ces règles, et il est probable que l'approbation, qui n'avait été suspendue que par suite de la question incidente aujourd'hui résolue, sera accordée sans difficulté. »

Le pronostic de La Tour Maubourg ne fut pas long à se vérifier : dans une dépêche du 8 juin, il adressait à Guizot le texte du décret laudatif par lequel la Congrégation des évêques et réguliers, à la date du 6 mai 1842, avait approuvé les constitutions des Sœurs de Saint-Joseph, reconnu leurs services parmi les infidèles, et les avait exhortées à continuer. Par une émouvante coïncidence, paraissait en même temps une décision du ministre de la Guerre, qui faisait siens tous les griefs de Mgr Dupuch contre Émilie de Vialar et qui reprochait à celle-ci, une fois de plus, d'avoir méconnu les droits de l'évêque. Une fois encore, La Tour Maubourg prenait la défense d'Émilie, protestait qu'elle n'avait jamais contesté les droits de Mgr Dupuch comme évêque, mais seulement la prétention qu'il avait eue de s'ériger en supérieur général.

Le 23 novembre 1842, les dix-huit Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition, qui restaient encore dans l'hôpital d'Alger — premières représentantes de la charité chrétienne dans

l'Afrique française, — devaient précipitamment emballer leurs meubles et leurs effets et en vendre une partie à vil prix, pour laisser entrer les Sœurs de Saint-Vincent de Paul, que l'administration leur substituait. Elles s'en allaient à la Maison centrale de l'Institut, y trouvaient Émilie de Vialar, qui leur disait : « Jésus-Christ a beaucoup plus souffert que vous. » A la fin de janvier 1843, il n'y avait plus à Alger qu'une Sœur de Saint-Joseph, Émilie en personne : « Comme un capitaine sur son navire qui sombre, écrit son biographe l'abbé Louis Picard, elle partit la dernière et dut assister à l'effondrement de son œuvre algérienne. » Le bruit courait dans Gaillac, — nous le savons par une lettre qu'adressait à Eugénie de Guérin sa cousine Gabrielle de Bellerive, — que l'ordre était dissous; les apres décisions prises à Alger et à Paris faisaient oublier l'approbation souveraine de Rome.

Émilie, forte de cette approbation, allait prendre avec les Musulmans de Tunisie, avec ceux de Tripolitaine, avec ceux de Palestine, le même contact qu'elle avait gardé, sept ans durant, avec ceux d'Algérie; elle allait devenir, dans la Méditerranée orientale, l'une des pionnières de la bienfaisance catholique et de la culture catholique pour les chrétiens séparés de Rome. Dans cette nouvelle étape de sa carrière, elle allait se heurter, tout d'abord, aux préventions tenaces du ministère français des Affaires étrangères : « Elle a plus d'esprit et de zèle que de prudence et de réserve », écrira Guizot, en 1846, à Rossi, notre ambassadeur à Rome, et il le prierà d'insister auprès du Saint-Siège pour que l'évêque de Syra refuse d'accueillir, dans son diocèse, les Sœurs de Saint-Joseph. Mais ces préventions n'auront qu'un temps, et bientôt le gouvernement français considérera cet ordre religieux comme un des meilleurs auxiliaires de notre influence.

L'Algérie avait été, pour Émilie de Vialar, une terre d'apprentissage; elle avait commencé d'y connaître ce monde méditerranéen dont elle et ses Sœurs étaient destinées à devenir les apôtres. Déracinées, expulsées, elles pouvaient emporter avec elles, comme des trophées, les témoignages musulmans qui leur avaient été rendus. Et c'était un autre trophée que cette lettre de Bugeaud écrivant à Émilie de Vialar, à la date du 16 mars 1843 : « Vous emportez les regrets et la reconnaissance des habitants pour le bien que vous avez fait, sans autre intérêt

que la satisfaction d'exercer la charité chrétienne. » Elles s'en allaient, mais derrière elles la charité catholique restait, bénéficiaire de cette « bonne odeur » qu'avaient laissée leurs propres services.

## LE PARDON D'AUGUSTIN DE VIALAR

Trois ans après l'émigration des Sœurs de Saint-Joseph, un autre déraciné errait tristement à travers l'Algérie, se cachant de tribu en tribu, pour échapper à la meute de ses créanciers, qui lui réclamaient 360 000 francs. La population d'Alger s'excitait contre lui, voulait, à l'embarcadère, lui barrer le chemin de la France. Ce malheureux fugitif qui ne savait commentachever de s'ensuivre, et qui pourtant laissait derrière lui, comme survivance de son passage en Algérie, un clergé de 91 prêtres, créé par lui, n'était autre que Mgr Dupuch, l'évêque démissionnaire d'Alger.

Les sphères politiques françaises, où naguère il avait trouvé des appuis dans ses luttes contre Émilie de Vialar, l'avaient désormais abandonné, et le Gouvernement, même, se plaignait à Rome de ses « graves désordres d'administration », de ses « traites protestées ». Mais un de ses fidèles se rencontra pour se montrer plus indulgent que le Gouvernement, pour braver la fureur populaire, pour abriter l'évêque, un instant, dans sa villa de Mustafa-Supérieur, et puis pour l'embarquer, de nuit, à une certaine distance d'Alger; ce diocésain s'appelait Augustin de Vialar. Le 17 avril 1847, de Turin où il s'était réfugié, Mgr Dupuch éprouvait le besoin de confier à quelqu'un son dénuement; il n'avait que 4 000 francs de pension, plus un seul livre. « Je ne pourrai, disait-il, que trainer mon existence... et encore, évêque, si parfois un pauvre reconnaît mon anneau, ne faut-il pas que, de la main qui en demeure ornée, je rompe au moins mon morceau de pain? » Aller aux missions lointaines, il ne le pouvait pas à cause de son âge, de son ignorance des langues, des infirmités rapportées d'Afrique. Ce confident de Mgr Dupuch s'appelait Augustin de Vialar. Et celui-ci, sautant sur sa plume, écrivait au ministre de la Justice et des Cultes une lettre datée du 28 avril et que le P. Combaluzier a retrouvée aux Archives nationales.

« Entrainé par un esprit trop actif et aussi par une charité

trop ardente, disait Vialar, Mgr Dupuch a dépensé ses ressources et a laissé de nombreuses dettes. Personne plus que moi n'a déploré ses erreurs; personne plus que M<sup>me</sup> de Vialar, ma sœur, n'a eu à s'en plaindre. » Vialar rappelait que Mgr Dupuch avait été peu aidé par le gouvernement, qu'il avait fait des prodigalités pour les orphelines, qu'il s'était ruiné en faisant le bien, et qu'il n'avait que trop justifié l'embûche qu'il avait choisi: « celui de l'oiseau qui se déchire les entrailles pour nourrir ses petits ». Et Vialar demandait que le Gouvernement, en souvenir de « tant de belles œuvres, de si grands exemples » du premier évêque d'Alger (1), élevât d'un tiers la modeste pension qu'il lui servait. Il ne restait plus rien, de par le vouloir épiscopal de Mgr Dupuch, de l'essaim de religieuses que, sept ans plus tôt, Émilie de Vialar lui avait présentées comme auxiliaires de son ministère; mais Augustin de Vialar, généreusement, se faisait l'auxiliaire de son infortune, en intervenant pour lui auprès de la métropole, où plus tard Napoléon III paiera ses dettes (2). Les Vialar, frère et sœur, étaient ainsi prédestinés à mettre sous les yeux de l'Algérie musulmane, au lendemain même de la conquête, toutes les formes de la charité chrétienne, même celle qui parfois apparaît comme la plus difficile de toutes, celle du pardon.

Trois quarts de siècle ont passé; et le 5 mai dernier à Boufarik, à l'occasion du centenaire de l'Algérie, s'inaugurait un fort beau monument *au génie colonisateur de la France*, œuvre du sculpteur Bouchard. Parmi les grandes figures qui se détachent en haut relief au centre du monument, on voit se dresser, aux côtés de Bugeaud et de Lamoricière, Augustin de Vialar. « Les commencements sont coûteux, pénibles, avait-il écrit jadis à un ami de Lyon, mais l'avenir qu'ils promettent est si utile, si grand, qu'on ne peut pas être arrêté. Le cœur s'échauffe et l'enthousiasme double ses forces. Pour moi, aucun sacrifice ne me coûte, si je puis ennobrir mon nom en le gravant sur le berceau de ce nouvel empire. Plaise au ciel que le développement des immenses ressources d'un sol fécond ne

(1) Les chapitres III et VI du livre cité du chanoine Tournier apportent, à l'honneur de Mgr Dupuch, un certain nombre de faits, qui justifient ce témoignage d'Augustin de Vialar.

(2) Voir à ce sujet l'article de M. Vauthier dans la revue *la Révolution de 1848*, novembre 1929.

soit plus entouré par les violences des gens de guerre. » Le monument de Boufarik exauce les vœux d'Augustin de Vialar en perpétuant ses traits, comme le souvenir de son œuvre, intimement lié à l'histoire de la colonisation de la Mitidja, perpétue son nom.

Et sur les longs bas-reliefs qui représentent en saisissantes images la vie des premiers colons, le défrichement des marais, la construction des premiers baraquements, deux silhouettes de religieuses se dessinent : celle d'Émilie de Vialar et d'une de ses Sœurs soignant des malades atteints de paludisme. L'art, dès qu'il veut évoquer l'histoire, réintègre ainsi la physionomie d'Émilie dans cette Algérie d'où elle fut contrainte à s'effacer. Première revanche sur les injustices du passé. Et l'avenir réserve à la fondatrice des Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition une autre revanche plus glorieuse encore, s'il est vrai que l'heure est proche où Rome mettra sur les autels Émilie de Vialar, première exécitrice, en terre algérienne, du message évangélique d'amour.

GEORGES GOYAU.

Le  
lar  
nti-  
tue  
  
tes  
ais,  
tes  
ne  
art,  
nie  
er.  
nir  
ari-  
que  
de  
ge

---

## LA CORRESPONDANCE DE MISTRAL

Afin d'obéir à la volonté de M<sup>me</sup> Mistral, interprète de la pensée du grand poète, les lettres de Mistral ne doivent être publiées que cinquante ans après sa mort, c'est-à-dire en 1964. Pour les mistraliens fidèles qui sont arrivés à la maturité il y a quelque mélancolie à songer à cette date, car à moins d'une longévité exceptionnelle, ils doivent perdre l'espérance de tenir un jour dans leurs mains ces volumes où tant de pages, les unes sérieuses et d'autres enjouées, achèveront d'éclairer l'œuvre du poète. Mais il n'est pas de félibre qui ne s'incline respectueusement devant le désir de celle qui maintient, avec une ferveur si touchante, le souvenir de l'illustre disparu. En sa petite maison de Maillane, M<sup>me</sup> Mistral a laissé subsister, sans y rien changer, le cadre, où, depuis 1876, s'est épanouie la pensée du poète et où elle vit en communion constante avec cette pensée qui lui est toujours présente.

Or, en cette année où le monde civilisé commémore le centenaire de Mistral, où ses meilleurs disciples s'efforcent de faire mieux connaître son œuvre si célèbre certes, mais souvent si peu vraiment connue, où si méconnue, il convient de se rappeler qu'en dehors de cette œuvre imprimée, Mistral exerça une influence, peut-être unique au xix<sup>e</sup> siècle, non seulement par son exemple et sa parole, mais aussi et surtout par une correspondance incessante. On peut, tout en respectant un désir légitime, indiquer dès maintenant quels trésors insoupçonnés se cachent dans les innombrables lettres envolées de Maillane pendant plus d'un demi-siècle. De ces trésors entrevus

j'ai gardé une impression qui, si fugitive qu'elle ait pu être, m'a laissé ébloui.

Ce n'est pas à Maillane qu'on peut prendre connaissance des lettres de Mistral : à Maillane ne se trouvent que les lettres reçues par Mistral. Là aussi, d'ailleurs, la récolte sera, quelque jour, singulièrement intéressante. C'est en Avignon que j'ai eu l'honneur et la joie d'être admis à lire le recueil des lettres de Mistral qui ont pu jusqu'aujourd'hui être réunies.

Je revenais, il y a deux ans, des spectacles d'Orange, l'oreille encore toute bourdonnante de vers tragiques, lorsqu'il m'a été donné de voir, à travers ces lettres, se mouvoir la pensée du dernier grand poète inspiré, semblable aux poètes grecs. L'été accablait Avignon de son ardeur, mais j'y trouvais le refuge d'une fraîche demeure, en ce vieil hôtel des Baroncelli, où Mistral, qui le nommait le Palais du Roure à cause des branches de chêne sculptées au-dessus de sa porte, a composé pendant sept ans, de 1891 à 1898, son journal de combat félibréen appelé savoureusement *l'Aiolí*. Là, dans cette atmosphère toute mistralienne, j'ai vécu pendant huit jours penché sur les lettres du poète, et, la plume à la main, j'en ai noté les correspondants, les dates, les circonstances, le sens général et j'y ai saisi sur le vif toutes sortes de renseignements inédits, d'admirables pensées, de phrases exquises. Était-ce indiscrétion ? Je ne l'ai point cru ; Mistral est un père spirituel pour les Provençaux de ma génération ; un fils hésitait-il à prendre connaissance de la correspondance de son père, quand par ailleurs il est assuré qu'elle ne contient rien qui doive desservir sa mémoire ou ternir l'image qu'il a pu se composer de lui ? Car s'il est des écrivains que leurs lettres diminuent, ce n'est point le cas de Mistral, qui, dans son intimité, apparaît plus noble et plus grand encore que ne l'imaginent ses plus fervents admirateurs.

Ces précieux dossiers ont été rassemblés, depuis quinze ans, avec une patience et une activité inlassables, par M<sup>me</sup> Jeanne de Flandreysy. Origininaire de cette Provence rhodanienne, qui commence à Valence, et devenue plus provençale encore par ses travaux et son séjour en Avignon, elle a commencé dès avant la mort du poète à recueillir précieusement toutes les lettres qu'on a bien voulu lui communiquer. Certains correspondants de Mistral ou leurs familles lui ont fait don des

lettres reçues ; d'autres lui ont permis de les faire photographier ou d'en prendre copie ; parfois le hasard des ventes d'autographes en a révélé d'autres ; bref M<sup>me</sup> de Flandreysy a pu reconstituer, sinon en totalité, au moins en grande partie, la correspondance de Mistral, la tenant d'ailleurs, avec la plus parfaite discrétion, cachée pour l'instant à tous les regards, et aidée dans le travail de classement par une jeune fille, dont la bonne grâce égale l'intelligence, M<sup>me</sup> Julia Talot.

## LE CADRE

Évoquons d'abord le cadre où ces lettres furent écrites : le terroir de Maillane aux fraîches eaux, aux grands platanes verts, aux cyprès sombres, avec les Alpilles bleues à l'horizon et, dans ce terroir, d'abord, de 1851 à 1853, le mas du Juge, « foyer de poésie biblique » et la petite chambre qui regarde au couchant avec, à ses côtés, l'odorant grenier au pain que Mistral arpente quand il pleut en composant *Mireille*. Puis, de 1855 à 1876, la « maison au lézard », située à l'entrée du village, où Mistral a terminé *Mireille*, en a corrigé les épreuves et, revenu de Paris, a composé ce nouveau chef-d'œuvre, *Calendal*, et donné l'envol à la plupart des chansons savoureuses ou des odes sublimes qui forment le recueil des *Îles d'Or*. Enfin, la petite maison construite en 1876 pour abriter la jeune et charmante épouse, la maison où nous avons pu voir le maître en son cabinet de travail, cabinet bien éclairé par deux belles fenêtres ouvertes sur le petit jardin embaumé, et meublé d'un bureau très simple de bourgeois rural. C'est là que, plusieurs fois par jour, le facteur de Maillane venait déposer son fardeau de lettres, de papiers, de livres. Je m'y trouvais un soir quand il y entra, chargé ainsi qu'à l'ordinaire, et, comme, avec un soupir de satisfaction, il se délestait de son faix qui s'écroulait sur le bureau du poète : « Voilà la gloire », me dit Mistral avec une sorte de contentement voilé, mêlé de mélancolie aussi, en songeant à tout le temps qu'il faudrait dérober à la poésie, à la lecture, pour répondre à ces envois. Car il répondait, comme on le sait, à tous et à tout. Il s'était fait un devoir, nous a-t-il dit, d'agir ainsi, depuis que Jasmin avait laissé sans réponse, en 1845, l'envoi d'un petit écolier de quinze ans, qui signait

Frédéric Mistral une pièce de vers ingénus et qui avait conçu un vrai chagrin du silence de Jasmin.

Mistral, tous les matins, consacrait plusieurs heures à sa correspondance, sans avoir jamais recours à un secrétaire, aidé quelquefois seulement par sa femme ; il écrivait ses lettres paisiblement, de son écriture élégante et bien lisible, tantôt plus fine, tantôt plus large, aux diverses périodes de sa vie, mais qui, somme toute, a peu changé. Il écrivait de longues lettres ou de courts billets, des mots de remerciement, de conseil ou d'encouragement sur un petit papier blanc sans prétention ou sur des cartes postales portant des vues de son village ; le tour était toujours d'une grâce parfaite et se relevait d'une citation pittoresque, d'un mot typique.

Le courrier, aussitôt terminé, était mis à la poste par ses mains ou par celles, en ces trente dernières années, de la fidèle et bonne Marie, — « Marie du poète » dit-on à Maillane et dans le monde félibréen, — de là emporté par la diligence cahotante sur la route blanche, qui le remettait à la gare de Graveson dont on voit bien qu'elle a gagné le droit pour ce service de s'appeler désormais *Graveson-Maillane*. Ce courrier, dispersé à travers le monde, allait toucher, là et là, les cœurs et les volontés d'innombrables correspondants.

Si l'on calcule que Mistral a écrit ainsi pendant soixante ans, sans autre interruption que de courts voyages à Paris et un séjour de deux mois en Italie, — pendant lesquels, au reste, il n'a jamais cessé d'écrire, — et qu'il a pu envoyer, à raison de quatre à cinq lettres par jour seulement, ce qui est peu, environ de quinze cents à dix-huit cents lettres par an, on arrive à un total de plus de cent mille lettres. Le 6 janvier 1908, Mistral se plaignait en écrivant à M<sup>me</sup> Jeanne de Flandreysy d'avoir à répondre à mille ou quinze cents lettres de bonne année, livres et demandes de tous genres qui lui étaient arrivés pour le jour de l'an.

N'oublions pas que « dans l'île de son isolement », comme il me l'écrivait lui-même un jour, la correspondance était pour lui le seul moyen de se rattacher au monde littéraire de Paris comme à l'armée félibréenne du Midi. Sans doute, de nombreux pèlerins, surtout vers la fin de sa vie, venaient-ils le saluer à Maillane, mais ces pèlerins eux-mêmes étaient encore des correspondants qui avaient annoncé leur visite.

## LES CORRESPONDANTS

Essayons de dénombrer les correspondants par grandes catégories : d'abord, de 1848 à 1859, un premier cercle assez restreint, mais très fervent, d'amis immédiats et voués à la même tâche, les fondateurs du Félibrige, Roumanille et Aubanel au premier plan et aussi Paul Gière, Jean Brunet, Anselme Mâthieu. Dans les premières lettres que Mistral leur écrit, on voit déjà se dessiner tout son futur programme, la création d'un groupement de défense linguistique et littéraire, le projet de publier un almanach provençal, pour lequel il hésite entre plusieurs titres savoureux : *Armana di bon Prouvençau*, — *Armana de la luno pleno*, — *Armana dis avugle*, — *La masco di Baus*, — *Li besigle de ma grand*, — *Lou Gay Safer*. A ces amis de la première heure il faut joindre Louis Roumieux, le félibre de Nîmes, ardent et spirituel, avec lequel Mistral s'épanche la plupart du temps en provençal. Chose curieuse, beaucoup de ses lettres adressées à Roumanille et Aubanel lui-même sont écrites en français ; il semble que, dans ses premières années, Mistral ait réservé le provençal à l'expression de ce qu'il y avait de plus profond et de plus intime en lui, alors que, pour l'usage quotidien de la vie, il emploie plus aisément le français, langue des affaires et non pas langue du cœur, reprenant spontanément le provençal pour la *galéjade*, comme il le fait avec Louis Roumieux.

Après l'apparition de *Mireille*, le cercle des correspondants de Mistral s'élargit soudain ; on y voit apparaître les écrivains français originaires de Provence, tels que Armand de Pont-martin, Joseph Autran et bientôt après Alphonse Daudet et Paul Arène, mais aussi les élus de la gloire, un Vigny, un Lamartine. Plusieurs des lettres de Mistral à Lamartine, découvertes à Saint-Point, par M<sup>me</sup> de Flandreysy, ont été publiées déjà par Jules Véran et Marius André (1).

Le 9 juillet 1860, Mistral vient d'apprendre que Lamartine est souffrant ; il lui écrit : « J'apprends avec douleur, mon très cher maître, qu'une cruelle maladie est venue doubler vos souffrances. Depuis longtemps je n'osais vous écrire, de peur

(1) Voir Jules Véran : *De Dante à Mistral*, de Boccard, éd. — Marius André : *La vie harmonieuse de Mistral*, Plon éd.

de vous dérober une parcelle de votre temps; mais je ne puis retenir le désir que j'ai de vous témoigner combien je prends part aux afflictions qui vous assaillent. Vous êtes bien le grand Prométhée livré aux vautours! J'ai tâché de placer en bonnes mains les prospectus de souscription à vos œuvres complètes que vous avez bien voulu m'adresser, et j'aime à croire que le suprême appel du grand homme ne sera pas toujours tombé dans les épines et sur les pierres. Mais les plus riches sont les plus durs.

« Un jour que je pensais à vos tribulations, une idée me vint: il y a, dans un pays voisin du mien, un homme qui a gagné dans le commerce une vingtaine de millions, et qui, de frayeur, pleurait, dit-on, à chaudes larmes en 1848. Je lui écrivis une assez belle lettre pour le convier à payer toutes vos dettes: être le sauveur de Lamartine, c'était un bien beau rôle... Il me répondit une lettre piteuse, dans laquelle il s'excusait de ne pouvoir le faire, attendu que la fortune d'un père appartient à son enfant.

« Voilà, mon très cher maître, les gens pour lesquels vous avez risqué votre vie, votre héritage et votre popularité! Heureusement il y a un Dieu là-haut, et des compensations inévitables. Mais de telles ingratitudes feraient rugir des lions de bronze.

« J'irai peut-être, cet hiver, à Paris. Je dois vous dire ici, confidentiellement, qu'on vient de me demander mon autorisation pour mettre *Mirèio* en mélodrame. Cela se jouerait sur un théâtre du boulevard. Bien qu'on ne m'offre que le tiers des droits d'auteur, s'il n'y a pas de contre-temps et que la pièce ait du succès, j'aurai le bonheur de pouvoir m'acquitter auprès de vous d'une petite partie de ma reconnaissance. »

A la Noël de la même année, en ce moment où la vieille Provence familiale est en fête, Mistral revient spontanément vers Lamartine, comme vers un père vénéré. Il lui écrit, le 24 décembre 1860 :

« C'est aujourd'hui la veille de Noël, jour de paix et de joie dans mon pays de Provence. Les membres dispersés d'une même famille se réunissent au foyer paternel, et une agape sainte, sous la présidence et la bénédiction de l'aïeul, fait oublier toutes les amertumes de l'année qui s'en va. Il me semble, en vous écrivant, que je me réunis à ma famille, et c'est à

puis  
nds  
and  
nes  
êtes  
que  
nbé  
les  
  
me  
ti a  
de  
lui  
vos  
eau  
cu  
ère  
  
ous  
eu  
ta  
de  
  
ci,  
ri  
ur  
ers  
la  
er  
  
le  
nt  
le  
  
ie  
ne  
pe  
a  
e,  
à

votre foyer, mon cher maître, que je viens passer ma veillée de Noël.

« Votre dernier entretien est plein de désespoir. Que ne m'est-il donné de verser dans votre calice une goutte de miel ? Mais vous êtes de la race gigantesque des Prométhées ; il semble, par une loi de compensation fatale, inexorable, que l'immense génie a pour expiation une immense injustice.

« Une chose, pourtant, si le cœur pouvait vous défaillir, devrait vous rendre le courage dans votre longue épreuve ; toutes les âmes de poètes et tous les coeurs de femmes vous suivent, comme un essaim d'amour et de pitié, dans la tourmente qui vous emporte.

« Je vous envoie, ci-inclus, mon réabonnement au *Cours de littérature*, et ma souscription à vos œuvres complètes. »

Trois ans après, quand M<sup>me</sup> de Lamartine meurt, Mistral écrit au poète, le 27 mai 1863 :

« J'apprends par les journaux l'immense malheur qui vient de vous frapper et j'accours vous embrasser et pleurer avec vous. M<sup>me</sup> de Lamartine était, pour tous ceux qui ont eu l'honneur de la connaître, une femme vénérée, une sainte. Elle m'avait témoigné une bonté de mère et je n'oublierai jamais l'accueil touchant qu'elle fit au poète provençal. Cher maître, vous venez de perdre une amie que vous ne remplacerez pas. Je vois d'ici le vide qui s'est fait dans votre maison et j'en suis navré. Toute la France partage votre deuil et tout le monde voudrait vous consoler. »

A partir de 1860, un des principaux correspondants de Mistral est cet étrange William Bonaparte-Wyse, petit-fils de Lucien Bonaparte, qui se convertit au Félibrige après avoir découvert *Mirèio* chez Roumanille en 1859, et devint lui-même un poète provençal. A mesure que le Félibrige s'organise et s'agrandit de façon définitive, on voit apparaître parmi les correspondants de Mistral tous les principaux *majoraux* et *mainteneurs*, avec leurs *capouliès* en tête, Félix Gras, Pierre Devoluy, le docteur Fallen, Valère Bernard, et encore Paul Mariéton, lyonnais converti lui aussi au Félibrige, dont il devint le chancelier.

En Provence, et au delà de la Provence, tous les Félibres importants ont été les correspondants de Mistral. Il faut y ajouter tous ceux qui à Paris ont été attirés par le rayonne-

ment du Félibrige ou par la littérature provençale, amis de jeunesse de Mistral comme Emmanuel des Essarts ou Stéphane Mallarmé, amis provençaux ou languedociens comme Jean Aicard, Tancrède Martel, Charles Maurras, F. Amouretti, H. de Bornier, etc., écrivains sans autres liens avec la Provence que leur sympathie, Jules Claretie, Maurice Barrès, François Coppée, Paul Bourget, etc. Il faut citer aussi les musiciens qui se sont intéressés à l'œuvre de Mistral pour la mettre en opéra, Gounod, Massenet, etc., les historiens et les romanistes qui ont trouvé à y cueillir des renseignements étymologiques et linguistiques, Paul Meyer, Gaston Paris, Camille Jullian, etc.

Mais une telle correspondance n'est pas limitée à la France, elle est européenne, elle est mondiale. Voici d'abord la troupe des Catalans ardents à l'espérance, tout vibrants du saint enthousiasme de leur indépendance, frères d'armes dans la belle bataille linguistique et patriotique. Mistral écrit à Francisc Pélagi Briz le 1<sup>er</sup> février 1862 pour le féliciter de sa traduction de *Mireio*, qui « sera le trait d'union entre le dialecte catalan et le dialecte provençal, ces deux fils glorieux de la sainte langue romane. On dirait que l'esprit de Dieu, le souffle de résurrection, a touché du même coup d'aile, sur tout le littoral méditerranéen, tous les enfants de la race latine; au moment précis où la Catalogne relevait ses Jeux Floraux, la Provence, spontanément, par la voix inspirée de toute une pléiade, restaurait hardiment son idiome. Entrons à pleines voiles dans cette merveilleuse voie et donnons-nous la main. Les langues officielles ont donné en poésie ce qu'elles pouvaient donner. La poésie ne revivra qu'en se retrémplant dans les langues populaires. »

Voici plus loin les Roumains, Vasile Alecsandri en tête, qui répondent à l'appel de l'idée latine; les Italiens qui fêtent Pétrarque et Dante; les Grecs dont Mistral célèbre l'indépendance; les Portugais; les Espagnols, dont il salue la fraternité linguistique; les Américains qui lui rendent hommage par la plume d'un Downer, auteur d'une thèse sur l'œuvre de Mistral, d'un Roosevelt, sensible à sa gloire de grand *self made man*; voici enfin les Suédois qui lui apportent le prix Nobel, et les Ukrainiens qui se réclament, pour demander des libertés à la Russie, de l'exemple du Félibrige.

## POUR LA LANGUE PROVENÇALE

Ce qu'on serait tenté de chercher surtout dans la correspondance de Mistral, ce sont des renseignements sur son œuvre. Ce serait compter sans la modestie et la réserve du poète. Sur son travail personnel comme sur ses projets, il est toujours sobre de détails. En revanche sa correspondance nous renseigne largement sur son œuvre de propagande. Dès 1851, dès son retour d'Aix au mas paternel, il a juré de consacrer sa vie au relèvement de sa vieille langue déchue.

« Qui eût dit, écrit-il alors à Roumanille, qui eût dit à cette pompeuse et brillante langue provençale du xi<sup>e</sup> siècle, dont les riches et gracieux accents répandent un jour si pur de poésie et d'amour sur cette ère barbare, qui eût dit à cette folle et jeune reine du moyen-âge, dont les princes, poètes et chevaliers venaient à l'envi adorer les charmes, — qui lui eût dit qu'un jour viendrait, où, pauvre et oubliée, elle irait aux pieds d'une sœur altière, mendier quelques miettes de ce festin de haut renom qu'elle avait jadis présidé avec tant de gloire ? Mais a-t-elle le droit d'accuser le destin de sa profonde chute ? Pendant que sa sœur du Nord conquérait laborieusement et dans l'obscurité les perles de son collier nuptial, la souveraine du midi, paresseuse et vaine de sa beauté, prodiguait en fêtes et en ouvrages frivoles sa précieuse jeunesse et son règne d'un jour. Voyez l'Italie répandant sa ferveur chrétienne et la vigueur de son ardente résurrection dans les pages brûlantes d'Alighieri ; voyez la sombre et belliqueuse Espagne, traçant de la pointe de son épée le récit de ses terribles rencontres avec les Maures dans son épique romancero. Mais la Provence ? Elle s'oublie aux mols accords de ses poètes, dans les galantes et subtiles disputes de ses cours d'amour. Adieu donc, chères mélodies des femmes et des pastourelles ! Adieu, hardis sirventes, fiers échos de la troupe guerrière, échappés par intervalle au luth soupirant des troubadours ! Ce n'est qu'après de longues ténèbres, et dans sa vieillesse, que la langue du Midi, comme une autre Sara, mettra au jour, sous le souffle de Dieu, un nouveau chœur de chantres inspirés. » (4 déc. 1851.)

Vers 1860, nous voyons apparaître dans la correspondance l'idée de ce grand dictionnaire de la langue d'oc auquel Mistral

a travaillé pendant vingt ans. Le 22 août 1863, il écrit à Gabriel Azaïs de Béziers : « J'en suis à la moitié du C. » Il y travaillera encore plus de quinze ans, mais c'est qu'aussi bien le manuscrit, peut-il dire à l'éditeur Champion et plus tard à Jules Charles-Roux, a quatorze mille pages, tout entières de son écriture et ces quatorze mille pages supposent un nombre énorme de brouillons, de fiches, de conversations et de lettres surtout, toujours des lettres; car il s'informe de tous côtés; il demande des dictionnaires locaux, des lexiques, des grammairies, des textes; il interroge les Félibres de toutes les régions du Midi. Le travail accompli, Mistral ayant noté toutes les formes dialectales de tous les mots de langue d'oc, les équivalents dans la langue des troubadours et dans les autres langues néo-latines, les nuances de sens, les expressions toutes faites, les proverbes, les dictons qui se rapportent à chaque mot, il faut assurer la publication de ce gigantesque travail édité par fascicules, établir un budget, traiter avec un imprimeur, recueillir des souscriptions, corriger des épreuves. Mais enfin l'œuvre est faite; elle est, avec l'appui de Paul Meyer, couronnée par l'Institut; désormais la langue d'oc est fixée dans la diversité de ses dialectes. Qu'on ne parle plus de patois! Le mot irrite Mistral, si patient d'ordinaire: sitôt qu'un correspondant maladroit laisse échapper le terme fâcheux, il proteste de façon assez vive, il s'emporte même avec une généreuse colère. Quand M. de Gélis lui envoie son intéressant *Histoire critique des Jeux Floraux*, il l'en félicite, mais il ajoute : « J'y ai vu avec peine le nom de patois infligé parfois à notre langue... »

Au poète de l'Ariège, Raoul Lafayette, à qui il reproche de ne pas chanter son pays en son dialecte, il écrit : « La nature du Midi ne chantera jamais, libre et naïve, que dans la langue qu'elle s'est faite. Une poésie arabe, une poésie indienne en diront toujours plus sur l'Inde et l'Arabie que les plus purs chefs-d'œuvre de Hugo ou de Leconte de Lisle. Et voilà pourquoi le Félibrige est né, pourquoi il vit, pourquoi il se propage... Que vient-on nous parler révolution, évolution, avatar, etc? Est-ce que cela nous regarde, nous, paysans et pâtres, qui éternellement remuons la glèbe et pacageons les mêmes troupeaux? Parce qu'un cuistre, appelé l'abbé Grégoire, a fait mettre hors la loi par les messieurs de la Convention les dialectes popu-

aires du libre pays de France, est-ce une raison pour que nous subissions indéfiniment l'insanité de ce décret ? »

C'est là sa pensée dominante : restaurer la langue d'oc et par elle rendre au Midi de la France une âme nationale. « Il est tout clair que l'heure est passée de jouer du galoubet pour amuser la galerie, déclare-t-il à Albert Arnavaille, le 22 août 1888, et, si nous voulons garder notre raison d'être devant l'histoire, si nous ne voulons pas finir nos trente ans de lutte glorieuse dans un silence et un affaissement misérables, il faut faire comme font les Catalans et toutes les races qui ont une âme : défendre toujours davantage notre langue contre la guerre pitoyable que les écoles lui font. »

Cette langue établie en sa pureté par le *Trésor du Félibrige* étant d'œuvres de premier ordre, il faut qu'elle soit reconnue par les Académies du Midi, que ce soit celle des Jeux Floraux de Toulouse où Mistral la fait entrer triomphalement en prononçant l'éloge en vers de Clémence Isaure (1878), ou celle de Marseille où il est reçu par Eugène Rostand et où il fait, en provençal, l'éloge de son ami Aubanel qui vient de mourir l'année précédente (1887). L'Académie française aussi l'a couronnée la première et par deux fois avec *Mireille* en 1861, et avec *Nerte* en 1884. Mais si Mistral en garde une gratitude certaine aux membres de l'Académie française, il ne consent pas cependant à venir s'asseoir au milieu d'eux sous la Coupole, même quand on lui en fait la proposition flatteuse ; poète indépendant de Provence, il veut rester lui-même dans son village avec sa langue propre et tout en remerciant aimablement un Coppée, un Bourget, un Claretie qui lui offrent de siéger parmi les quarante, il décline avec dignité leur offre. Il télégraphie le 6 décembre 1896 à François Coppée et à M. Paul Bourget : « Chers amis, étant donné mon âge, mon genre de vie rustique et la langue à laquelle je dois de recevoir l'honneur que vous m'offrez, je ne puis accepter la proposition superbe. Remerciements affectueux. »

Et il confirme ce télégramme par une lettre, tout aussi digne : « Je suis habitué, comme saint Siméon stylite, à vivre isolé sur ma colonne et si Dieu me réserve encore quatre ou cinq ans pour lier ma falourde, il serait peu sage à moi de brûler, comme on dit, le chemin qui me reste. *Parva domus, magna quies*, et l'Académie est une grande maison. Je n'eus

jamais d'ambition autre que celle de sauver ma langue provençale et de glorifier ma race, tout cela par la poésie. Mais je n'ai jamais fait un pas ni un songe pour ma gloire personnelle, et, ce qui me fait croire à quelque Providence ou conjoncture astrale favorable à ma verve, tout m'est venu par surcroit, à preuve l'extraordinaire proposition que vous me faites et que le bon Legouvé, puis l'excellent Claretie m'avaient faite dans le temps. »

Ce qui l'intéresserait bien davantage, ce serait de voir pénétrer le provençal à l'école, non pas seulement dans les Universités où il reste un objet de science et de luxe, mais dans l'enseignement secondaire et surtout à l'école primaire où il serait vivant de la vie même du peuple qui le parle et pourrait lui servir au reste à apprendre le français, par une comparaison féconde des deux langues. Aussi entretient-il une correspondance assidue avec tous ceux qui travaillent à la réhabilitation scolaire de la langue d'oc et à son introduction dans les méthodes d'enseignement.

S'il n'a pas l'école publique ni l'école libre pour lui, à tout le moins Mistral essaie-t-il d'éduquer le peuple par l'*Armana Prouvençau*, depuis 1855, par l'*Aioli* qu'il a fondé en 1891 et qu'il peut poursuivre avec un certain succès jusqu'en 1899.

Quand il est obligé d'interrompre l'*Aioli*, mal soutenu par ses compatriotes, une autre idée s'empare de lui : rassembler en Arles les souvenirs de la vieille Provence, constituer le *Museon Arlaten* où il recueillera les meubles, les bibelots, les tableaux, les ustensiles, les instruments, les métiers de jadis. Alors les lettres se multiplient; le seul dossier du docteur Marignan qui fut un de ses principaux collaborateurs, de 1896 à 1912, compte plus de deux cents pièces et les correspondants sont innombrables auprès desquels il s'informe des objets rares, de leur intérêt, de leur prix, sans compter les négociations officielles et interminables avec la ville d'Arles, le département des Bouches-du-Rhône et le ministère de l'Instruction publique, afin d'aboutir à un succès définitif.

En liaison étroite avec son action félibréenne, est son effort en faveur du régionalisme. Il envoie l'expression de sa sympathie aux Catalans avec lesquels il est en rapports constants dès 1860, aux Bretons bretonnats, aux Alsaciens qui défendent leur originalité contre l'emprise de l'Allemagne.

Mon rêve politique, écrit-il, à M. Charles Coran, je ne vous le cacherai pas, c'est l'état fédéral appliqué à la France avec les modifications que comportent l'état des moeurs et le progrès moderne ; mais je déteste les niveleurs, qu'ils s'appellent Louis XIV, Babeuf ou Napoléon. Michelet raconte avec indignation que Philippe II faisait enlever aux morisques leurs enfants dès l'âge de cinq ans pour les faire éléver dans la religion catholique et la langue castillane, avec défense de leur laisser dire un mot d'arabe. C'est absolument le système auquel sont soumis en France les enfants d'une race qui a fleuri en poètes avant toutes les autres. Les Provençaux furent toujours bilingues ; qu'on nous permette de rester tels ; c'est tout notre desideratum. »

Provisoirement, au mot de *fédéralisme* il substitue le mot moins dangereux de *régionalisme*. Le 9 juin 1894, il écrit au poète Maffre de Baugé : « Je crois que le mot fédéralisme est un peu prématûr pour nos générations énervées et asservies par un long et grand siècle de centralisation. C'est ce qu'ont fort bien compris les fédéralistes de Catalogne et d'Espagne, qui, devant la répulsion inspirée par les sectaires affublés de ce nom lors de la république espagnole, ont adopté le nom de *régionalistes*, mieux compris de la foule, moins effrayant pour les timorés. »

Mais, quel que soit le mot employé, il a une foi absolue dans l'avènement du fédéralisme. « Qu'importe, écrivait-il déjà au Catalan Albert de Quintana, le 27 juillet 1869, qu'importe que le mouvement actuel soit à la centralisation ? Il existe une loi à laquelle rien au monde n'échappe : c'est la loi du flux et du reflux, de l'action et de la réaction, de l'enthousiasme et de l'affaissement. Quand l'Europe se sera centralisée à outrance, le mouvement en sens inverse se produira naturellement et les libertés vraies renaitront, comme elles renaquirent après la centralisation romaine, après celle de Charlemagne, après celle d'Alexandre, après celle de Mahomet. »

Et dix-huit ans après, il confirme cette vue en écrivant le 12 avril 1887 au docteur Pannard, d'Avignon : « Permettez-moi d'émettre un regret sur votre scepticisme au sujet du Félibrige. Que de choses paraissaient absurdes il y a cinquante ans et qui sont aujourd'hui vivantes ! La centralisation romaine était bien forte aussi, et pourtant, quand la corde fut assez

tendue, elle cassa et sur les ruines de l'empire resleurit la variété du monde moderne. Le besoin de résistance au centralisme est perçu de plus en plus par les intelligences et la culture des idiomes naturels est l'instrument le plus puissant de décentralisation. On commence à le comprendre partout, en France comme ailleurs, et c'est pour cela que vous pouvez croire, vous aussi, aux imprévus du xx<sup>e</sup> siècle... Les Tchèques, les Flamands, les Catalans, etc... étaient dans notre cas. Qu'on aille donc leur dire que leurs langues ont vécu et l'on entendra leur réponse: le monde ne vit que de *renouveau!* »

Le fédéralisme ou régionalisme français doit se compléter par un fédéralisme européen, dont Mistral, avec un véritable esprit divinatoire, envisage de très bonne heure l'avènement. Dès 1867, il fait, à ce sujet, des déclarations très nettes à W. Bonaparte-Wyse; il rêve d'une constitution fédérale de l'Europe, d'une « amphictyonie européenne », où tous les peuples pourront être représentés en toute justice selon leur importance, déjà d'une Société des nations.

En dehors de ce rêve fédéraliste, il importe peu à Mistral que tel ou tel parti politique triomphe en France. « Que la Fédération nous arrive par la République ou la monarchie, nous y marchons à grands pas », écrit-il le 25 mai 1871 à Albert de Quintana. C'est pourquoi il est vain de vouloir, comme on a essayé de le faire, tirer Mistral vers la droite ou vers la gauche, de le proclamer monarchiste ou républicain; tout régime lui sera bon, qui assurera le triomphe du fédéralisme et l'indépendance linguistique du Midi. A la veille de sa mort, le 10 août 1912, il écrit encore à M. Émile Berthe, que, selon le programme de 1854, « les Félibres sont toujours restés libres de préférer les idées qui leur plaisent et qu'il ne s'est jamais fait de politique dans les manifestations du Félibrige. Nous avons eu des *capouliés* blancs, des *capouliés* bleus, des *capouliés* rouges, et Roumanille qui était un fidèle royaliste et Clovis Hugues qui était un chaud républicain, *s'embrassaven comme de coucourdo* (s'embrassaient comme des courges). » C'est là une des idées essentielles de sa correspondance et qui revient souvent sous sa plume.

Avec de tels sentiments on conçoit que nulle gloire française ne lui soit étrangère. Aussi son patriotisme s'indigne-t-il quand il entend certains journalistes de Paris accuser nette-

ment les Félibres de séparatisme. Il écrit à Edmond About, le 3 mars 1879 : « Je proteste de toutes les forces de mon âme contre toute assertion qui pourrait faire suspecter mon attachement à la grande patrie. Ceux qui m'attaquent n'ont pas lu certainement mon poème du *Tambour d'Arcole*, où je crois avoir donné une note française et patriotique suffisante pour faire respecter à tout jamais mon dévouement à la langue de ma province. Ceux qui m'attaquent n'ont pas lu non plus cette haute affirmation de mon *Ode aux Catalans* : « Provençaux, flamme unanime, nous sommes de la grande France, franchement et loyalement. »

Il écrit aussi, le 19 août 1888, à Francisque Sarcey, qui avait mal compris un de ses discours et l'accusait de combattre la langue française : « Si vous voulez bien relire mon discours, vous y verrez très nettement que je ne fais que réclamer le respect dans les écoles pour nos pauvres dialectes populaires... S'il n'est pas licite à un poète provençal d'émettre une demande aussi modérée, avouez, mon cher ami, que la liberté, telle qu'elle est comprise en France, cent ans après la proclamation des droits de l'homme, n'est, ma foi ! pas grand chose, et que les Bédouins de l'Algérie, auxquels on accorde l'enseignement simultané de l'arabe et du français, sont bien plus favorisés que les enfants de la Provence. Vous avez bien trop d'esprit et de justesse dans l'esprit pour ne pas reconnaître d'autre part que les Félibres ne seraient que de vulgaires joueurs de galoubet, s'ils ne se préoccupaient pas de cette tendance officielle, peu ou point dissimulée, de détruire par l'école cette langue provençale dans laquelle ils expriment, non sans quelque bonheur, non sans quelque succès, les façons de sentir et d'être de leur race. Et nous serions, veuillez en convenir, absolument indignes d'être, nous, les rhapsodes de cet allègre peuple, qui nous applaudissait et acclamait en provençal dans le triomphe d'Avignon, si nous ne tâchions pas de lui sauvegarder tout ce qui la caractérise. »

Ces revendications, au reste, Mistral saura toujours les éléver avec le plus grand tact, le plus sûr esprit de prudence et quand il verra, de 1880 à 1891, certains jeunes Félibres aller plus loin qu'il ne le souhaiterait, il saura réfréner amicalement leur ardeur. Il écrit à Jules Boissière, ce jeune poète qui allait devenir le gendre de Roumanille et qu'une mort pré-

coce enleva au Félibrige, pour lui recommander la prudence à lui et à ses amis; le 14 septembre 1883, il lui indique que, pour réorganiser la France sur de nouvelles bases, il faut « attendre le dénouement de la formidable guerre, qui, latente ou déclarée, accumule toujours davantage ses nuées entre le pangermanisme et la latinité. A la France meurtrie, conclut-il, à la France, chevalier de la civilisation latine, nous devons fidélité et dévouement filial; car c'est elle qui soutient, comme elle a toujours soutenu, la bataille. N'allons donc pas, par des imprudences vaines, faire le jeu de l'ennemi mortel de notre race! »

Cependant, quelle que soit sa tolérance, sa hauteur de vues, l'indifférence qu'il a pris la résolution de manifester aux fluctuations des partis politiques, il est bien obligé de les regarder parfois d'un œil inquiet, surtout quand cette politique brise ses propres cadres pour se porter sur le terrain religieux, où l'esprit du vieux chrétien qu'est Mistral ne peut transiger. Lorsque, vers 1880, s'engage la lutte anticléricale, quand on chasse les « Pères blancs » du pensionnat enchanté de son enfance, du beau monastère de Saint-Michel de Frigolet, il va s'y enfermer avec tous les fidèles du pays, en signe de protestation. Et plus tard, quand on interdit à Maillane les processions en l'honneur du miracle qu'il a chanté, de la Vierge qui en 1853 a sauvé son cher village du choléra, il écrit : « Un régiment de hussards et de gendarmes a envahi Maillane pour empêcher une pauvre procession, la procession de Notre Dame de Grâce. Ce fut une chose lamentable, d'autant plus que des procès-verbaux ont suivi, des condamnations à Tarascon, des appels à Aix (qui ne sont pas encore jugés); et ce qu'il y a de plus triste, c'est la division que l'odieuse politique a mise dans le pays. » (A Paul Ruat, 28 janvier 1905.)

## ET POUR LE PAYSAGE

Le peuple, le vrai peuple, qui travaille la terre, qui fait le pain et le vin, qui nourrit le pays, c'est lui qui intéresse Mistral, fils lui-même de ce peuple. Ces chers paysans, dont il connaît les travaux, les mérites, les soucis, les peines, les joies, plus que tout autre, il les défend contre l'exploitation des politiciens, contre la fausse idéalisation des écrivains bourgeois. Il les

défend aussi contre l'attraction des « villes tentaculaires » qui dépeuplent systématiquement les campagnes.

En félicitant de ses tableaux champêtres M. Emile Guillaumin, il lui écrit : « Vous avez vu et retracé de très près la vie des ruraux. Vous êtes juste et bienveillant pour eux, car vous connaissez bien ce qu'ils endurent... Je ne diffère avec vous que par la conclusion. Je vous accorde volontiers que le cataclysme que l'on appelle progrès est une chose fatale que rien ne saurait arrêter. Mais dire que la perte des coutumes, des vieux usages, des superstitions même rendra les mœurs plus douces, la souffrance moindre, la vie humaine meilleure, je ne saurais y souscrire. Je puis, grâce à mon âge, comparer les générations d'il y a cinquante ans avec celles d'aujourd'hui et je vous assure qu'il y a aujourd'hui moins de joie dans les champs que dans ma jeunesse. La moisson, par exemple, qui était une fête, est aujourd'hui grâce aux machines un labeur d'enfer. Au cabaret le paysan ne cause plus, il s'enrage à la politique et s'abrutit à l'absinthe. L'illettré, il faut bien l'avouer, se faisait par lui-même un fonds d'observations toutes personnelles qui le rendaient fort intéressant; et comme indépendance d'esprit, il était bien supérieur à l'ouvrier des champs ou des villes qui pêche toutes ses idées dans les feuilles de chou et les journaux d'un sou. Le résultat de tout ce mouvement (fatal, inéluctable, j'en conviens avec vous) c'est l'abandon de la terre et l'encombrement des cités, c'est la fermeture de toutes les boutiques et l'entassement du peuple dans les usines monstrueuses... Non, le progrès matériel n'est pas toujours un bien. A preuve toutes les décadences qui suivent toutes les civilisations. » (2 février 1909.)

Défense des paysans, mais aussi du sol qu'ils cultivent et des sites qui leur donnent le spectacle de la beauté. Quand Vaucluse est déshonorée par des usines, quand on parle de tracer, jusqu'à la fontaine même, une route carrossable qui profanerait plus encore le site immortel, quand la calanque de Port-Miou près de Cassis est attaquée par l'industrie, un frisson d'indignation secoue les lettres de Mistral et aussi quand on veut toucher aux remparts d'Avignon, quand on veut diminuer de quelque beauté architecturale ou naturelle le patrimoine sacré de la Provence.

En mars 1910, il encourage les défenseurs de la calanque

de Port-Miou, qu'il a chantée dans *Calendal*; il écrit à M. Cyprien Fabre : « C'est ainsi que tout s'enlaidit sous la poussée des intérêts industriels. Des cheminées d'usine déshonorent la fontaine de Vaucluse ; une carrière de pierre vient de dépoétiser le paysage grec des monuments de Saint-Rémy ; le merveilleux vallon des Baux est ravagé de plus en plus par la scie mécanique des carrières. Avec vous, cher président, je m'adresse donc à qui de droit pour sauvegarder ce qui reste de la calanque de Port-Miou. La beauté du pays est le patrimoine de tous ses habitants et ceux qui le représentent officiellement ont le devoir de le défendre. »

Il félicite tous ceux qui contribuent à orner le terroir, à le reboiser, ce qui lui tient à cœur depuis que dans *Calendal* il a maudit les destructeurs de forêts et prédit les inondations que préparait le déboisement. Quand les sylviculteurs de Provence l'invitent en 1907 à Marseille à la fête de l'arbre, il leur répond en provençal : « Nous avons chanté dans nos vers les cyprès de Maillane, les mûriers de Crau, les oliviers des Baux, les ormes de Trebon, les hêtres des Legonneix, les saules du Rhône, les « aubes » d'Avignon, les micocouliers d'Arles, les tamaris de Camargue, les peupliers des Alyscamps, les pins parasols de Sylvaréal, les chênes de la Durance, les mélèzes du Ventoux, les chênes-lièges de l'Estérel et les frênes de la Sainte-Baume. C'est peut-être pour cela que vous m'avez donné le titre de président d'honneur ! »

Il écrit, dans le même sens, à Jean Lahor, qui lui a demandé son patronage pour « la protection des paysages de France » :

« Je suis de ceux qui volontiers signeraient des deux mains une loi draconienne contre les nouveaux Barbares en train de tout détruire et de déshonorer les Gaules. A Vaucluse, il y a six mois, en voyant les usines, qui, d'une année à l'autre, ont envahi la source, je me suis bien juré de ne plus retourner aux lieux illustrés par Pétrarque. L'égalité dans la laideur, voilà où nous courons, mon cher ami ; essayons de sauver quelque chose, comme ces moines primitifs qui sauveront du vandalisme les manuscrits de l'antiquité. »

Toute la vie villageoise transparaît à travers la correspondance de Mistral et aussi toute la Provence à l'arrière-plan : Aix d'où il date ses premières lettres d'étudiant, Arles dont il s'occupe à tout instant pour y organiser le *Museon Arlaten* ou

les *Festo vierginenco*, Marseille où il a des adversaires patoisants fort acerbes, mais aussi des amis fervents et de bons disciples, Avignon, capitale de l'activité félibréenne où vivent Aubanel et Roumanille, Cassis et la Ciotat où il a situé *Calendal*, Nice qu'il revendique hautement comme ville française puisqu'elle est provençale, les Saintes-Maries de la Mer où il s'occupe d'élever à la veille de sa mort la statue de Mireille en *ex-voto* de reconnaissance et au delà cette Provence élargie de Valence et du Dauphiné et tout ce pays rhodanien d'où sa race paternelle est lointainement originaire. Des moindres villages il connaît l'histoire, les traditions, les fêtes, les dictions, les proverbes, les plaisanteries. Au premier plan, bien entendu, se place son village de Maillane qu'il aime d'un immense amour et qu'il se refuse à abandonner quand il le voit menacé par le choléra (20 septembre 1884).

Dans ce cadre, si intensément provençal, s'évoque la famille même du poète, son père dont il parle avec le respect le plus attendri, sa mère dont il annonce à Mariéton la mort prochaine dans un cri déchirant : « Plaignez-moi, car je vais perdre celle qui m'a fait homme et poète. » (27 juillet 1883.)

Après son père et sa mère, ces deux grands amours sacrés de sa vie, voici quelques figures féminines, paysannes de Provence ou grandes dames de Paris, passions passagères ou projets de mariage. Enfin il découvre la jeune fille qui répond à son idéal et qu'il amène en 1876 vers la petite maison construite pour elle. « J'ai rencontré enfin, écrit-il à William Bonaparte-Wyse, le 17 septembre 1876, mon idéal, un vrai mariage de poète. » Il avait déjà écrit à Alphonse Daudet, le 25 août : « J'ai trouvé enfin l'enchantedement, l'incarnation de ce que je cherchais dans Mireille et dans Estérelle ; c'est te dire que je fais un mariage de poète : je suis amoureux et elle est amoureuse. » Et le même jour il écrivait à Louis Roumieux : « Elle est charmante, belle, passionnée pour les choses grandes et héroïques. »

#### L'AME PROFONDE DU POÈTE

Un trait qu'il faut signaler chez Mistral et qui l'achève de peindre, c'est la profondeur du sentiment religieux : à travers toute cette correspondance apparaît une foi robuste, une solide croyance en Dieu, et non pas seulement le vague déisme

commun à beaucoup de poètes, mais la croyance précise dans le Christ et dans les enseignements de l'Église. Il traduit la *Genèse* pour son plaisir, en publiant des fragments pendant trente ans dans l'*Armana Prouvençau*, avant de se décider à la réunir en un volume paru seulement en 1910 avec une traduction française de M. J.-J. Brousson. Il offre à Pie X un exemplaire de *Nerte* par l'intermédiaire du curé de Maillane, l'abbé Gelse, et en le remerciant de sa bénédiction, il lui écrit : « Votre bénédiction apostolique me portera bonheur et m'aidera, fils croyant de l'Église catholique, apostolique et romaine à mourir dans la foi de mon baptême et de mes pères. La lettre solennelle qu'Elle me fait adresser par Son Éminence le cardinal Merry del Val, la splendide médaille qui porte l'effigie de Votre Sainteté ainsi que le portrait accompagné d'un texte autographe qui me viennent du Vatican, sont la plus haute récompense de mon œuvre littéraire et des efforts de toute ma vie pour la conservation des traditions de la Provence et de sa langue populaire. »

Sa foi s'exprime de la façon la plus touchante quand, à la veille de sa mort, le 9 février 1914, il demande à l'abbé Spariat, majoral du Félibrige, de dire des messes pour « son segne-paire, François Mistral, pour sa bonne mère Délaïde Poullinet », pour « Alphonse de Lamartine, le plus grand de mes amis », « pour les poètes Jean Reboul et Adolphe Dumas qui présentèrent *Mirèio* à Lamartine », pour le suédois Alfred Nobel dont, en 1905, il avait reçu le prix célèbre qu'il avait consacré à l'agrandissement du *Museon Arlaten*.

Ce catholicisme s'achève en une sorte de mysticisme qui lui est personnel. Il est sensible aux noms, à leur forme, à leur sens, aux dates fatidiques, aux chiffres secrets, superstitieux comme un paysan de jadis, penché sur le mystère des bêtes et des plantes, au milieu desquelles il vit, sur le secret de l'univers où tout est plein d'étranges coïncidences. Il se plaît dans cette contemplation solitaire d'où il rapporte une sorte de mélancolie inévitable devant l'écoulement de toutes choses, comme aussi une sorte de mise au point de la gloire, qui le garde de la vanité.

Obligé par les nécessités de sa propagande à figurer dans bien des fêtes où il est de plus en plus applaudi, il se méfie de ces fumées de la gloire, il se défend contre elles ; il refuse

plus d'une fois des invitations à paraître en public, à présider telle ou telle fête, parce qu'il n'a pas le temps, dit-il, parce que le travail doit passer avant tout, parce qu'il est modeste, quoi qu'on en ait dit parfois et même à certains égards, timide.

C'est du moins ce qu'il déclare, peut-être avec un sourire avisé, quand on parle de lui éléver une statue en Arles; il indique à plusieurs amis que c'est pour lui une bien lourde cérémonie en perspective. Sans doute, il ne l'a pas refusée, parce que cette consécration est utile à ses idées, et ne lui est pas, somme toute, désagréable, mais à mesure que le moment approche il s'alarme : « Une tête empanachée, écrit-il au poète de Toulouse, J.-R. de Brousse, n'est pas petit embarras, comme a dit La Fontaine, et figurez-vous, mon bon, lorsqu'il faut porter sur la nuque une statue de bronze avec son piédestal! Mais bref, il faut que tout se paie! » (27 septembre 1908.) « Et nous voilà bientôt, écrit-il encore à M. Marc Varenne, à ces terribles fêtes d'Arles. Quelle épreuve pour le vieux timide que je suis! » (12 mai 1909.)

En présence de cette épreuve il a, pour le rappeler à la modestie, son sens profond de la vie et de la mort, du mystère et de Dieu. Quand il a reçu le prix Nobel, il a écrit à Jules Véran (2 janvier 1905) : « *Lou bon Dieu saup co que fai e nautri sian de passagié! A Dieu soulet ouneur e glori.* » Le bon Dieu sait ce qu'il fait et nous sommes des passagers. A Dieu seul honneur et gloire! N'est-ce pas le sentiment qui lui dicte l'épitaphe qu'il fait graver sur son tombeau : *Non nobis, non nobis, Domine, sed nomini tuo et Provinciæ nostræ da gloriam.*

Sans doute il aime cette gloire qu'il refuse ainsi sur sa tombe, il l'a aimée comme tout cœur bien né, mais il met au-dessus de tout son dévouement à l'œuvre pour laquelle il a été choisi. Diplomate habile et même subtil, quand il le faut, il sait être suivant les cas « humble avec l'humble et plus fier que le fier », comme il le fait dire à son Calendal. « Ne vous gênez pas, écrit-il à M<sup>me</sup> Juliette Adam, pour me dire vraiment votre avis: avec mes quarante ans de littérature sur le dos et la philosophie qui est la mienne, je supporte gaiement toute critique de mes œuvres et j'en suis moi-même très curieux. »

## LE MOUVEMENT FÉLIBRÉEN

Une de ses tâches les plus difficiles et les plus délicates, c'est de diriger ses troupes félibréennes, souvent si chatouilleuses, si peu disciplinées. Pour assumer cette direction, il a ce don de l'autorité, ce prestige que tous subissent autour de lui. Il s'impose à Roumanille lui-même, qui, pourtant, a été son maître; Roumanille lui demande conseil sur ses vers; Mistral lui donne son avis sans ménagement. S'il est aussi sincère envers celui qui l'a découvert petit élève du pensionnat Dupuy, et qui a été le guide de son adolescence poétique, à plus forte raison l'est-il avec les autres.

On a dit, on a trop dit qu'il avait été complimenteur et volontiers *bénisseur*. Sans doute a-t-il pris soin de ne froisser inutilement personne, et il lui est arrivé, quand un poète médiocre lui apportait des vers, de lui adresser, par pure bonté, de ces phrases toutes faites qui n'engagent à rien et ne trompent personne : « *Qu'aco es poulit! Es bèn galant.* » Mais il n'a jamais engagé à faux sa parole, quand elle pouvait avoir quelque importance. Il y a de l'habileté dans ses lettres, mais jamais au détriment de la vérité; de la prudence, de la courtoisie, jamais de mensonge; de la réserve, mais point de dissimulation, et toujours de la fermeté, de la vérité, de la dignité, du courage et par-dessus tout une grande bonté, une inlassable patience.

La patience, c'est peut-être le mot qui revient le plus souvent dans ses amicales remontrances : « Ne vous hâitez pas, dit-il sans cesse, ne soyez pas pressés », ce qui ne veut pas dire : « Soyez inactifs ou indolents », mais faites bien ce que vous avez à faire, sans y mettre la hâte fâcheuse qui empêche les fruits et les projets de mûrir. « De même que ton extrême vivacité de nature, dit-il à Paul Mariéton, te fait bégayer (car tu veux parler trop vite et dire trop de choses à la fois), de même la hâte que tu mets à produire toutes tes œuvres peut les empêcher d'acquérir cette maturité qui rend le vin bon et le fait conserver. » (13 septembre 1884.)

Pour son compte, il déclare qu'il a toujours le temps. *Avèn plan, acoupèn bèn*, répète-t-il souvent, et quand en 1910 on annonce qu'il va publier son dernier recueil lyrique : *Les Oli-*

vades, il écrit au directeur du *Temps*, Adrien Hébrard, en le priant de démentir la nouvelle : « J'ai bien le projet de publier (cette année ou l'autre) un recueil de poésies nouvelles sous ce titre, les *Olivades*, mais pour le moment je n'ai pas même songé à en parler à un éditeur. Je ne suis jamais pressé. » (3 mars 1910.) Or il est sur le point, à cette date, d'atteindre ses quatre-vingts ans et ce n'est en fait que deux ans après qu'il publiera les *Olivades*, tout à fait prêtes pourtant dès l'année 1910. « Ne vous pressez pas, hâtez-vous lentement, quelque ordre qui vous presse », dit-il à M<sup>me</sup> de Flandreysy le 19 septembre 1906. Je n'ai pas fait autre chose dans ma vie et c'est ce qu'on appelle du génie. » « L'art est une longue patience », écrivait-il déjà le 5 avril 1886 au comte de Sémenov.

L'art et aussi et surtout la direction spirituelle du grand mouvement d'idées auquel il préside avec sérénité. « Je passe ma vie à consoler des cœurs aigris », écrit-il le 7 avril 1894 à W. Bonaparte-Wyse. Nul différend plus cruel pour lui que celui qui sépare Aubanel et Roumanille; on en perçoit à travers plus d'une lettre la gêne et la tristesse, mais sans qu'un tel désaccord puisse faire naître le découragement dans l'esprit de Mistral, lui inspirer le moindre doute sur l'intérêt et la valeur de l'œuvre félibréenne, supérieure à ses ouvriers, sur sa Provence idéale préservée de toute compromission.

Il se défend d'ailleurs, avec un soin extrême, du rôle de donneur de conseils littéraires. Il écrit (21 septembre 1911) au jeune poète Pierre Aguétant : « Ne vous inquiétez pas du jugement des autres : on est poète pour soi, pour son plaisir intime. Je n'ai jamais demandé de conseil et je n'en donne jamais : car ce n'est bon qu'à diminuer la personnalité de celui qui l'accepte. On est ce qu'on est et voilà. Le grillon ne chante pas comme l'alouette, mais le chant du grillon a son charme tout de même. » Il a déjà écrit, le 26 juillet 1909, à M<sup>me</sup> de Flandreysy : « Ma théorie en littérature, c'est qu'il ne faut jamais prendre ni donner de conseil; car le conseiller, s'appellerait-il Boileau, ne peut que diminuer la personnalité du conseillé. En poésie surtout, il faut se lancer à l'eau avec son cœur et ses défauts; c'est souvent par ses défauts qu'on éveille l'attention. »

Comme, en 1903, je lui avais envoyé mes premiers vers, écrits en français, il émettait discrètement un regret, mais sans

vouloir presser sur ma décision et ma vocation ; après m'avoir félicité, il ajoutait, en provençal : « Et honneur assurément vous feriez à la Provence, si patriotiquement vous vous adonnez de cœur à l'étude de sa langue ; mais cela ne se commande pas : c'est une passion comme une autre. Ce fut la mienne à vingt ans, et il y en a beaucoup qui l'ont partagée. »

## UN GRAND ÉPISTOLIER

On n'en finirait point de noter les nuances infiniment délicates de la pensée de Mistral, telle qu'elle circule, toujours jeune, à travers ses admirables lettres. Ces lettres, d'un tour si pittoresque, souvent amusant, souvent éloquent, sont toujours, soit en provençal, soit en français, d'une langue irréprochable. Aussi bien que grand prosateur en langue provençale, il se révèle, ici, un grand écrivain de langue française.

Avec quelle grâce il complimente Eugène Rostand, le père d'Edmond Rostand, pour l'envoi d'un volume de vers : « Quand j'ai le temps, écrit-il, de faire une promenade dans les gorges embaumées de nos Alpilles sculpturales, il me semble être toujours au pays de Grèce et toujours je m'attends à voir poindre, au sommet de nos mamelons d'azur, quelque petit temple de marbre portant à son fronton le nom d'une divinité rustique. Votre livre de vers clairs, d'impressions alpestres et de visions sereines, voilà le temple grec et, divinité mise à part, mon nom en dédicace, voilà l'inscription sacrée. Je vous remercie, poète, et je vous félicite... Vous avez le parfum, la concision et la lumière des petits caps de la mer provençale. Vous aimez la Provence et vous êtes de cœur avec ceux qui se révoltent contre l'assimilation : je vous serre la main bien affectueusement. » (13 janvier 1886.)

Mais déjà, vingt ans auparavant, il avait su féliciter avec beaucoup d'esprit et de clairvoyance un jeune poète, dont le nom est intimement uni, lui aussi, à l'histoire de la poésie française. Il écrivait, en effet, à François Coppée le 8 décembre 1866 : « Votre *Reliquaire* est un bijou sculpté par un esprit, une âme en peine, qui s'amuserait à parfaire de beaux vers pour occuper les heures de son purgatoire. Je les ai lus, tous, vos vers, avec un plaisir sincère. C'est court, mais c'est bon ;

c'est un peu sarcastique et un peu ennuyé, mais c'est franc et point ennuyeux du tout. Si vous êtes un disciple, vous avez, comme votre ami Mérat, les éclairs et les touches qui font pressentir le maître. Et tenez, savez-vous ce qui me fait dire ça? Ce n'est pas votre superbe pièce du *Justicier*, mais celle des *Aieules*; il me semble qu'il faut être vraiment poète pour avoir deviné et rendu si naturellement la poésie infuse dans ces pauvres vieilles femmes. »

Il n'y a pas moins de finesse et d'intelligence dans sa façon d'apprécier et de remercier Paul Arène : « Mon cher ami, j'ai lu avec plaisir de poète et de Provençal ton joli roman de *la Chèvre d'or*, cueilli page à page, comme on dirait fleur à fleur, dans les pierailles de nos ravins et les anfractuosités de nos golfes. On voit que tu fis cela par amour de la terre et des gens qui l'habitent, en vrai chercheur de chèvre d'or, qui ne fera jamais fortune, mais qui verra peut-être au sommet des mers bleuâtres l'épaule d'Estérelle se dorer dans la lumière. Ce coin de création de Puget-Maure, que tu as reconstitué avec le souvenir de tes observations si fines, est tout blanc de claré poétique. On sent que le conteur a vécu là et on le sent aux odeurs aromatiques dont l'herbe des montagnes a embaumé son style. Et puis partout une bonne gaieté d'ichthyophage, je veux dire de *mangeur de bouillabaisse!*... Compliments donc au majoral qui a chanté si gentiment la Provence sarrazine! » (23 mai 1889.) Toute l'œuvre d'Arène est là, définie en quelques mots.

Au poète de Toulouse, Armand Praviel, qui lui envoie un beau livre de récits félibréens, il répond : « *L'Empire du soleil* me révèle une fois de plus une de ces âmes d'or dont la sympathie spontanée réalise le rêve de Font-Ségugne. Vous avez deviné d'instinct tout ce que notre indépendance et notre ivresse de jeunesse entrevoient dans l'azur de notre ciel provençal et des compréhensions et des adhésions comme les vôtres suffisent à démontrer que les voix du Félibrige n'ont pas crié dans le désert. Qu'adviendra-t-il ensuite? Quel sera l'avenir? Je ne m'en suis jamais préoccupé outre mesure. J'ai chanté ma Provence, parce que le provençal était ma langue naturelle, langue vivante autour de moi, et encore aussi vivante qu'à aucune autre époque. Les productions littéraires de n'importe quelle langue n'ont en somme qu'un nombre

limité de lecteurs et d'appréciateurs. Pourquoi donc serions-nous arrêtés par la crainte du petit nombre des nôtres ? L'essentiel est de faire ce que l'on croit bon et beau et de le bien faire. » (26 février 1909.)

Quand, en 1894, les jeunes poètes désignent Verlaine comme prince des poètes, et que celui-ci déclare noblement que cet honneur revient à Mistral, Mistral lui écrit cette simple et belle lettre, le 30 octobre 1894 :

« Mon cher frère, j'ai lu, avec émotion, l'interview dans laquelle vous me donnez votre place, la première place, comme un duc de Lorraine recevant un troubadour. J'ai été profondément, infiniment touché de cette gracieuseté qui va jusqu'au dévouement. Je n'en abuserai pas, ô fraternel poète. Vous resterez sur votre trône de rêverie lumineuse, et, de loin, j'écouterai votre muse chanter Dieu et la sagesse au nom de tous. Je vous embrasse et vous remercie. »

Et maintenant, s'obstinerait-on encore à laisser Mistral en dehors de la littérature française, parce qu'il n'a écrit qu'en provençal et fait que des traductions en langue française ? Nous affirmons pour notre part, après avoir seulement feuilleté cette monumentale correspondance, qu'une place ne saurait lui être refusée, et au premier rang, parmi les grands épistoliens du xix<sup>e</sup> siècle. Mistral aura prouvé, par son exemple, qu'on peut être un grand écrivain français en étant, d'abord, un grand écrivain provençal. Il aura donné, d'autre part, la dernière image que nous ayons eue en France du poète au sens plein et complet du mot, du *créateur* qui est aussi un directeur d'âmes. Mistral, poète, c'est le grand inspiré de *Mireille* et de *Calendal*, mais c'est aussi le chef spirituel, qui, de Maillane, pendant soixante ans, envoie, à tous, le bon conseil.

\*

ÉMILE RIPERT.

---

# DEUX ROIS DE L'INDUSTRIE AUX ÉTATS-UNIS

---

II <sup>(1)</sup>

JOHN D. ROCKEFELLER

---

Celui auquel fut donné le titre « d'homme le plus riche du monde » dépasse aujourd'hui l'âge de quatre-vingt-onze ans, anniversaire qu'il vient de célébrer en jouant une partie de golf. Ceux qui l'ont vu au cours des dernières années n'oublieront pas l'étrange impression produite par ce visage d'une beauté spectrale, à la peau parcheminée et sans couleur, à la bouche qui semble taillée à coups de sabre, aux petits yeux qui jettent des regards froids, physionomie émouvante d'un moine de l'Inquisition espagnole, peint par le Greco ou Zurbaran : c'est M. John D. Rockefeller, le Roi du pétrole.

Les journaux américains nous ont décrit, avec force détails, la journée mémorable de cet anniversaire, au cours de laquelle il fit huit trous dans sa partie de golf, puis une promenade en voiture de 150 à 175 yards, et reçut à sa table sa famille et quelques amis, dont le pasteur de la localité, pour un repas intime comportant le gâteau traditionnel avec 91 bougies.

Par l'entremise de la *Standard Oil Co.*, M. Rockefeller a adressé, en ce jour, un message au public, pour doriner son bulletin de santé physique et morale, dans lequel il disait que

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

jamais il n'avait été mieux portant, entouré de meilleurs amis, et que sous toutes les formes lui étaient venus, dans cette dernière année, plus de témoignages de sympathie qu'il n'en avait reçus dans sa vie entière. Cette vie se divise, en effet, en deux parties bien distinctes, et c'est leur violent contraste qui fait l'intérêt d'une étude sur cet illustre vieillard, dernier survivant de la génération des grands pionniers américains.

#### COMMENT ON DEVIENT MILLIARDAIRE

**John Rockefeller** est né en 1839, dans l'État de l'Ohio, de parents américains, à la différence de Carnegie, dont nous avons marqué la forte empreinte écossaise.

Il existe encore, dans les archives de la famille, une relique : c'est le livre de comptes de John, livre de comptes commencé il y a quatre-vingt-trois ans. A huit ans, Rockefeller faisait déjà ses comptes !

D'abord élève peu brillant, mais appliqué, à l'école de Cleveland, il entra, à seize ans, dans une maison de commission pour faire les courses, aux appointements de 4 dollars par mois. Deux ans plus tard, il gagnait 25 dollars par mois, comme teneur de livres, et remplaçait un comptable qui touchait 2 000 dollars par an.

Aucun plaisir entre ses heures de bureau. Il ne s'offre aucune distraction, ne va jamais dans le monde. Mais, chaque dimanche, il fréquente assidûment l'église, et ses seules dépenses, en dehors de ce qui est strictement nécessaire à son entretien, sont les dons qu'il fait à quelques œuvres religieuses.

Il réussit à économiser 200 dollars. Non sans difficulté, il parvient à se faire avancer 1 000 dollars par son père, au taux de 10 pour 100, remboursables quand il aurait vingt et un ans. Il s'associe alors, à l'âge de dix-huit ans, avec ses amis Clarke et Gardner, pour fonder une maison de commission dans laquelle il s'occupe de la tenue des livres et de la partie financière : la première année, le chiffre d'affaires fut de \$ 500 000 et le bénéfice net de chaque associé de \$ 1 200. Mais il ne devait pas s'attarder dans la commission, et voici que se dessine la prodigieuse carrière du Roi du pétrole (1).

(1) Voir dans la *Revue* du 4<sup>e</sup> août l'article du général Peleclier : *la Question du pétrole*.

C'est au mois d'août 1859 que Drake fit, pour la première fois, jaillir le pétrole, dans le nord-ouest de l'État de Pennsylvanie. Nous disons jaillir le pétrole, car ce précieux liquide était connu de longue date. Hérodote en signale l'existence dans des puits de Babylone, et Pline le Jeune, dans certaines parties de la Sicile. La vraie découverte consistait donc à l'extraire du sol en quantité suffisante pour constituer une exploitation industrielle et le faire entrer dans la consommation générale. C'est ce grand événement qui se produisit à Titusville, lorsque, creusant un puits artésien sur un emplacement où des affleurements d'huile avaient été sérieusement repérés, Drake fit sortir de terre 25 barils de pétrole par jour. A cette découverte, il convient d'en ajouter une autre plus modeste, mais non moins utile, celle de Van Syckel qui, le premier, eut l'idée de la construction de pipe-lines pour mettre en communication, avec le minimum de temps, de frais et de risques, le puits de pétrole et le réservoir d'essence de la plus prochaine station de chemin de fer. Signalons en passant ce détail bien américain, c'est qu'onze ans à peine après la découverte de Drake, le pétrole prenait déjà la quatrième place parmi les produits américains d'exportation.

Ce que furent les débuts de cette industrie, il faudrait, pour le dire, retracer toute l'histoire des pionniers de cette découverte, de leur vie d'aventures, de leurs profits lorsqu'au début de l'année 1860, le baril de pétrole se vendit 20 dollars, et de leur ruine, lorsqu'en décembre 1861, il tomba à 10 cents. Comme en Californie, aux époques du rush de l'or, les villes se créent et disparaissent, les aventuriers viennent chercher fortune, vivant au jour le jour, se grisant de whisky. Au milieu d'eux, un jeune homme ne s'arrête de travailler que pour lire la Bible, c'est John D. Rockefeller, qui est venu confier son avenir à cette nouvelle industrie.

En 1862, s'étant retiré de sa maison de commission, qui lui laissait un bénéfice de 17000 dollars, il fonda une petite raffinerie de pétrole, avec son ami Clarke, et un jeune technicien anglais, Andrews. Les bénéfices de cette affaire furent rapides : plusieurs dizaines de milliers de dollars par an. Mais, au dire de Rockefeller, ce n'était pas encore le moment de jouir : « N'achetez pas de nouveaux vêtements, ni de chevaux rapides, disait-il à ses associés. Que votre femme porte son chapeau de

l'année précédente, vous ne pouvez trouver une place où votre argent vous rapportera ce qu'il vous rapporte ici. »

L'aventure était risquée : dans cette exploitation à ses débuts aucune expérience ne guidait les prospecteurs, nul ne savait ce que durerait les puits de pétrole, et l'on se demandait même si ces installations coûteuses ne deviendraient pas inutiles, lorsque la matière première serait épuisée.

Pour Rockefeller, le succès dépendait avant tout des disponibilités d'argent. Il comprenait que la réussite serait pour celui qui pourrait mettre, le plus rapidement possible, le plus de capitaux possible dans cette nouvelle industrie où les prospecteurs n'avaient, le plus souvent, que des ressources insuffisantes, pour continuer leurs travaux et trouver d'autres champs d'exploitation. Aussi, Rockefeller, qui, de même que Carnegie, était un financier plus encore qu'un technicien, orienta-t-il son affaire vers la recherche de nouveaux débouchés par la création d'une puissante organisation commerciale, capable d'imposer son prix au producteur. A ce moment, se précise le plan qui sera l'une des idées maîtresses de la vie de Rockefeller : amasser, par ses propres moyens, un capital assez important pour ne dépendre de personne, pour n'avoir à partager avec personne. A mesure que ses ressources augmentent, il achète le pétrole brut, le raffine, fait ses barils, s'occupe du transport et, lorsqu'il peut obtenir du pétrole au-dessous du prix du marché, on le voit manifester une joie bruyante, et esquisser un petit pas de danse qui lui est, paraît-il, encore aujourd'hui familier.

Dans son désir de ne partager avec personne, il offre à l'un de ses associés de lui racheter sa part et, comme celui-ci refuse, l'affaire est mise en vente. L'enchère de Rockefeller est la plus forte ; il fonde alors avec Flager et Andrews, une autre association, dont, à vingt-neuf ans, il est déjà le maître.

Dès lors s'impose à son esprit l'idée de s'assurer le monopole du marché du pétrole aux États-Unis, et de créer le trust gigantesque d'une matière première dont il a compris les possibilités d'avenir, rêve qu'en moins de dix ans, il devait réaliser. En janvier 1870, il fonda la première *Standard Oil Cy*, à laquelle il apportait son premier million de dollars, et dont deux ans après, le capital devait être porté à trois millions et demi de dollars. Le développement de la Société par l'absorption des entreprises concurrentes devint alors la préoccupation

dominante de Rockefeller, et comme une espèce de manie. En quatre semaines, volontairement ou par la force, vingt raffineries, sur les vingt-cinq que comptait Cleveland, entrèrent dans la *Standard Oil*, par la voie d'échange de leurs actifs, soit contre espèces, soit contre ses propres actions.

A l'égard des groupes récalcitrants, Rockefeller, se sentant le plus fort, ne reculait devant aucun moyen. Sa réputation fut dès lors établie dans l'opinion de ses concitoyens. Traité d'assassine public, accusé de fraude, menacé de mort, il demeurait impassible ; ce n'était, à ses yeux, que le prix de la fortune et du succès. Il était prêt à le payer, car le but en valait la peine : devenir l'homme le plus riche du monde.

Il ne bornait pas son activité à la région de Cleveland. Le même travail d'absorption était fait, en 1874, pour les raffineries de New-York et de Philadelphie ; puis le monopole engloba celles de Pittsburg et, en 1875, celles de Baltimore. Poursuivant l'exécution implacable de son plan, Rockefeller étendit sa politique d'achat sur le territoire entier des États-Unis. Les entreprises concurrentes tombaient une à une devant lui. Ses adversaires n'étaient pas de taille à lutter contre cette puissance mystérieuse et terrible qui ne reculait devant aucun procédé d'intimidation ou de force pour arriver au résultat.

Devant la hausse des prix, la réaction fut violente. On fit appel à la Cour de justice. Des émeutes éclatèrent, dirigées contre la *Standard Oil*, « cette mystérieuse association aux méthodes criminelles » entre les mains de celui que l'on n'appelait plus que « l'ogre », la « pieuvre » ou le « vampire ». Et Rockefeller battit un record peu enviable : il fut l'homme le plus hâï des États-Unis.

Mais qu'importait cette haine à un homme en route vers le milliard de dollars ? En 1879, il était maître de 90 pour 100 du pétrole raffiné aux États-Unis. Il créa, en 1882, la puissante *Standard Oil Cy of New-Jersey*, dont le capital devait passer, en douze années, de 55 millions de dollars à 550 millions, tout en distribuant à ses actionnaires plus de 418 millions de dollars.

Pour expliquer la réussite de cette formidable entreprise, il ne suffit pas d'évoquer le génie organisateur de Rockefeller, mais de considérer non moins son activité prodigieuse pour régler le transport du pétrole dans les conditions les plus

économiques. Question primordiale pour une matière aussi fluide que dangereuse, et dont le prix devait être réduit afin d'en vulgariser la consommation. Aussi, la lutte avec les raffineries concurrentes fut-elle non moins vive lorsqu'il s'agissait de s'enlever, à coups de millions, les moyens de transport et, d'autre part, en raison de son fort tonnage, la *Standard Oil* était le client recherché par les plus puissantes compagnies de chemins de fer qui, pour avoir sa clientèle, devaient non seulement lui consentir des rabais, mais encore lui assurer sur ses concurrents l'exclusivité du transport.

C'était une énorme entreprise, véritable gouvernement à l'intérieur de l'État, qui n'avait aucune dette et ne dépendait d'aucune banque. De son quartier général, à New-York, Rockefeller dirigeait trente-trois sociétés, s'occupait des questions intéressant la production, le raffinage, le transport, la distribution, la consommation. Le territoire des États-Unis lui appartenait, il ne lui restait plus qu'à faire la conquête du globe.

La Chine d'abord. La pénétration dans ce pays est curieuse. A l'instigation d'un de ses anciens associés, il fabrique cent mille lampes à huile minérale et les vend à bas prix aux Chinois, et d'un seul coup, cent mille nouveaux consommateurs de pétrole étaient trouvés. La pénétration en Asie et en Afrique vint ensuite par des moyens analogues, et le monde était peu à peu envahi par le pétrole américain, dans le même temps où son utilisation comme combustible commençait à révolutionner l'industrie.

Encore quelques années de luttes arides pour arriver au monopole de fait du pétrole, à la maîtrise des prix, et Rockefeller atteignait enfin son but : il avait ruiné ses concurrents ou les avait forcés à plier devant lui. Il était l'homme le plus riche des États-Unis, riche de plus d'un milliard ou près de deux milliards de dollars. Quel chiffre ! C'est le mystère dont sa vie reste entourée.

Cette fortune n'avait d'ailleurs pas été gagnée dans les seules entreprises de pétrole, mais dans toute une série d'affaires industrielles et de spéculations heureuses par lesquelles s'affirmaient son esprit d'initiative et la force de ses capitaux. Il avait su profiter de la panique de 1893 pour faire des opérations extraordinairement fructueuses. Il s'était assuré la propriété, dans le Minnesota, de la plus importante mine de fer, dans le Colorado

d'une mine de charbon et d'une usine métallurgique qui le dressaient en concurrent de Carnegie. Sa puissance se fait alors sentir dans les banques, les assurances, les chemins de fer, dont il devient le principal actionnaire, avec le même esprit de domination, passant ainsi du stade industriel dans le champ financier où la masse de ses capitaux a joué les grands rôles.

Pour abattre cette puissance redoutable, contre laquelle, jusque là, tous les efforts avaient échoué, il ne fallait rien moins que la plus haute autorité du pays, le Président des États-Unis lui-même, et ce fut là, dans sa longue carrière d'industriel, l'avant-dernier acte.

Roosevelt, devenu Président de la République américaine à l'automne de 1901, après l'assassinat de Mac Kinley, avait été réélu sur un programme de combat contre les monopoles. Le Président était, en tout, l'opposé de Rockefeller; la lutte ne pouvait donc que s'engager, inévitable et décisive. Elle fut ouverte, d'abord, contre une de ses puissantes filiales, la *Standard Oil of Indiana*, entreprise de raffinage et de distribution de pétrole dans la région du Middle-West. Attaquée devant les tribunaux de Chicago, la Société, après des débats passionnés et dramatiques, fut condamnée à une amende de 29 millions de dollars. Lorsqu'on vint lui annoncer cette condamnation, Rockefeller ne s'interrompit pas de jouer au polo, et répondit simplement : « Il pourra pleuvoir avant que je paie ces amendes. »

Il appartenait ensuite à la Cour suprême de justice des États-Unis, de juger le principe même du trust du pétrole. Les arguments contre le trust étaient nombreux. Les adversaires de Rockefeller révélèrent toutes les pratiques employées pour monopoliser le marché. Les profits avaient été trop considérables, l'intérêt public en demandait la fin. Bref, le 15 mai 1911, la *Standard Oil* fut déclarée dissoute, en ces termes : « Quelques hommes, à la tête d'une entreprise privée, ont conspiré contre leurs concitoyens. Pour la sécurité de la République, nous décrétions que cette dangereuse conspiration prendra fin le 15 novembre. »

Bien que, quelques années auparavant, Rockefeller se fût théoriquement retiré des affaires, aux yeux du public, il n'y avait qu'un conspirateur, celui qui semblait porter avec une complète indifférence le poids de la haine d'un pays tout entier.

Le trust du pétrole fut alors divisé en 34 compagnies indé-

pendantes, les 33 anciennes filiales de la *Standard Oil of New Jersey* et cette Société elle-même, mais est-il besoin d'ajouter que rien ne fut changé dans le fond, la puissance du groupe ou la direction. L'ombre de Rockefeller s'étendit, avant comme après, sur tout ce groupe des *Standard Oil* légalement divisé, mais restant industriellement et financièrement uni.

Ce ne devait d'ailleurs pas être l'acte final dans cette formidable carrière industrielle. Par un de ces retours merveilleux de la chance, avec la *Standard Oil*, sa création, Rockefeller devait remonter de la Roche tarpeienne sur le Capitole, lorsque l'Amérique vit surgir, devant son monopole, un formidable concurrent, la *Royal Dutch*, société constituée par un Hollandais, mais anglaise par la majorité de ses capitaux.

Dans la lutte entre ces deux groupes d'égale force, ce n'était plus maintenant Rockefeller, simple particulier, qui pouvait traiter de puissance à puissance. Il ne s'agit plus d'un conflit d'intérêts entre deux sociétés, entre deux groupes de capitaux, mais d'une nation qui s'oppose à une autre nation. Si c'est l'Angleterre qui discute avec une société, il faut que ce soient les États-Unis qui répondent par-dessus Rockefeller. Et voilà comment, le pétrole étant devenu une arme politique, un instrument de domination universelle, Rockefeller et la *Standard* ne peuvent plus être maintenant traités en ennemis du pays, en conspirateurs contre l'intérêt national. Bien au contraire, avec les puissants moyens de domination dont elle dispose, la *Standard Oil* devient alors le pionnier de l'impérialisme nord-américain et l'alliée de son Gouvernement pour résister à la concurrence anglaise dans le monde.

Après une si prodigieuse histoire, voici maintenant la fin du conte de l'homme qui réussit à gagner mille millions de dollars. Cette vie tourmentée, qui s'était déroulée dans une atmosphère de haine et d'envie, s'achève en apothéose, et c'est un autre Rockefeller qu'il reste à montrer, celui dont l'humanité reconnaissante gardera le souvenir.

JOHN D. ROCKEFELLER, PHILANTHROPE

Ce n'est pas seulement par les entreprises qu'ils ont fondées que les pionniers de l'industrie américaine se survivent aujourd'hui, après avoir attaché leurs noms aux plus grandes affaires

dans le monde. Cette étude ne serait pas complète si nous ne décrivions comment ils ont construit leur fortune, sans mentionner l'usage qu'ils en ont fait, en tout pays, pour le bien public. Certes, en matière de philanthropie, la France n'a pas de leçons à recevoir des États-Unis; le monopole de la bienfaisance n'appartient à personne. Mais ce n'est pas méconnaître la générosité des uns que de glorifier celle des autres, lorsque l'occasion s'en présente avec une aussi saisissante actualité.

Comme nous l'avons déjà constaté pour Carnegie, ces rois de l'industrie, s'ils sont, au sens le plus complet du terme, des hommes d'argent, savent, en revanche, non seulement gagner cet argent, mais aussi le dépenser sous toutes les formes : religion, arts, littérature, éducation, œuvres sociales et humanitaires. Leur imagination constructive, qui a été l'un des facteurs de leur succès, a de même contribué puissamment à développer leur action philanthropique. Nous n'entrerons pas ici dans le détail, et prendrons seulement quelques traits caractéristiques.

Dans cette noble lutte, où il n'y a plus ni vainqueur ni vaincu, Carnegie a distribué les quatre cinquièmes de ce qu'il possédait, soit 350 millions de dollars. Mais Rockefeller paraît avoir battu le record, du moins comme importance, avec 750 millions de dollars, soit 18 milliards 750 millions de francs!

Les méthodes sont les mêmes chez ces deux grands philanthropes. Un vieux dicton nous apprend que « charité bien ordonnée commence par soi-même ». L'un et l'autre en ont réalisé au moins la première partie, en démontrant que la charité vis-à-vis des autres doit commencer par être bien ordonnée. Les fondations de Carnegie nous ont déjà permis d'en exposer l'esprit, la méthode et le fonctionnement.

John Rockefeller a pratiqué surtout la charité collective par des dons à des œuvres d'intérêt général, plutôt que la charité individuelle pour soulager des infortunes particulières. Cependant, d'après une des nombreuses anecdotes qui courent sur son compte, il fit une fois, dit-on, une exception en faveur d'un inconnu qui s'adressait à lui pour avoir une petite somme nécessaire à l'achat de brosses et de cirage, afin d'entreprendre le métier de cireur sur la voie publique. Il lui fit envoyer quelques dollars. Grand fut son étonnement, deux ans

après, lorsqu'il reçut un chèque avec une lettre de remerciements. Le cirieur avait fait fortune et s'acquittait de sa dette. L'histoire dit également qu'en d'autres circonstances, Rockefeller renvoyait ses solliciteurs à Carnegie, plus indulgent, mais qui voyait sans plaisir s'allonger ainsi sa clientèle personnelle de quémandeurs.

Les recherches scientifiques et médicales ont été l'une des grandes pensées de Rockefeller en matière de philanthropie. Faut-il croire à la légende, suivant laquelle, à une époque de sa vie où il ne pouvait digérer que les biscuits ou le lait, il aurait offert 25 millions de dollars pour remplacer son estomac par un autre qui lui ferait meilleur usage ? Il faut penser qu'avec le temps, la bonne nature a fait son œuvre et que, revenu à la santé, il fit rentrer le progrès de la médecine dans son plan général de création d'œuvres philanthropiques pour augmenter le bien-être de l'humanité.

L'ensemble des fondations qu'il a dotées à cet effet constitue un véritable trust, mais celui-là digne d'admiration, et dont dépendent des organisations de bienfaisance ou d'enseignement s'étendant sur le monde entier. En voici une sèche énumération, qui ne comprend d'ailleurs que les principales.

*L'Institut Rockefeller*, pour les recherches médicales, fondé en 1901, avec 39 millions de dollars en vue de faciliter les travaux scientifiques dans les hôpitaux, les laboratoires, et pour certaines publications concernant la nature, le traitement préventif et la guérison de certaines maladies. C'est dans un de ces laboratoires que le docteur Carrel a pu poursuivre les patientes et audacieuses expériences qui l'ont conduit aux magnifiques découvertes sur la greffe humaine.

*Le Bureau Général d'Éducation*, fondé en 1902, avec 429 millions de dollars, pour le développement de la prospérité économique par l'agriculture et l'éducation dans les États du Sud, au moyen de collèges, universités, écoles médicales et de recherches, expériences et publications à travers les États-Unis.

*La Fondation Rockefeller*, créée en 1913, avec 183 millions de dollars, pour le développement du bien-être dans l'humanité, par des études conduisant à la suppression des causes de certaines maladies humaines, telles que le paludisme, la tuberculose, la fièvre jaune, le cancer, par la démonstration des conditions les meilleures dans les Services des hôpitaux,

nurseries, offices d'hygiène publics, etc. Ses revenus annuels sont d'environ 10 millions de dollars.

*L'Institution Rockefeller, à la mémoire de Laura Spelman*, fondée en 1918, avec 73 millions, pour des buts charitables et philanthropiques, spécialement par le développement des Instituts de sciences sociales.

*Le Bureau International d'Éducation*, fondé en 1923, avec 20 millions, pour l'extension de l'éducation, spécialement par les recherches scientifiques, les sociétés confraternelles, etc. Cette organisation, comme la précédente, a été absorbée, en 1929, par la Fondation Rockefeller, qui reste la grande pensée philanthropique de son fondateur. D'après des estimations autorisées, cette Fondation aurait apporté, dans le monde, un soulagement à 30 millions de personnes.

En accord avec le désir du fondateur, les nombreuses Institutions Rockefeller ont distribué à ce jour non seulement leurs revenus, mais encore 223 millions pris sur leur capital. Chaque année, leur rapport accuse une nouvelle activité en remplois de fonds et distribution, comme s'il s'agissait de la meilleure société financière.

Dans la vaste répartition de ce budget philanthropique, on voit figurer toutes les parties du monde, y compris l'Asie et surtout la Chine, où l'influence américaine commence à s'exercer sous la forme de l'action charitable, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud, bref, partout où il faut pourchasser les grands maux de l'humanité.

La France n'est pas oubliée dans le partage, John Rockefeller ayant une très haute conception des services que peut rendre notre pays à l'Art et à la Science. L'Art, c'est le château de Versailles restauré avec l'aide du Mécène américain, la Science, c'est l'Université de Lyon recevant, en 1927, une somme de 41 millions de francs pour être attribués à la reconstruction de la Faculté de médecine et à l'installation de ses Laboratoires. Le même geste magnifique vient d'être fait pour la reconstruction de la Faculté de médecine de Paris, à concurrence de 150 millions de francs, mais avec cette clause que nous retrouvons, en proportions diverses, dans les donations de Rockefeller, c'est que l'État ou le public français fera un geste équivalent pour participer lui aussi aux frais de la nouvelle organisation. Plus récemment encore, une somme

de 2 millions de dollars, portée ensuite à 3 millions et demi, soit 87 millions de francs, a été mise à la disposition de la Cité Universitaire pour l'aménagement de ses services généraux, restaurants, bibliothèques, salles de conférences ou de culture physique, salles des fêtes, etc., bref tout ce qui constitue l'équipement des grandes Universités des États-Unis.

A ce sujet, rappelons que M. Rockefeller a consacré 40 millions de dollars à la reconstruction de l'Université de Chicago, qui est le dernier modèle du genre, et au centre de laquelle se dresse une église, reproduction de notre Sainte Chapelle.

Peut-on dire aujourd'hui que cette immense fortune n'est plus en mouvement dans les affaires et qu'elle n'exerce plus son pouvoir créateur? Assurément, John Rockefeller retiré de la vie active s'intitule plaisamment un rentier désœuvré, mais son fils, John Rockefeller Junior, ne laisse pas perdre la tradition familiale des vastes conceptions d'entreprises. C'est ainsi que New-York vient d'apprendre avec une surprise admirative que le groupe Rockefeller en collaboration avec la *Radio Corporation of America* se propose de construire, en plein centre de la Cinquième avenue, et sur trois blocs, division courante de la ville, une Cité du Radio, dédiée à cet art nouveau dont s'enorgueillit l'Amérique.

Dans ce palais aérien, de forme ovale, à 60 étages, avec une terrasse promenade sur le toit, se trouveront au moins quatre théâtres contenant 5 000 à 7 000 places, un vaste auditorium pour symphonie, — le plus grand dans le monde, bien entendu, — l'ensemble couvrant, sur divers plans d'étages, un espace d'un million de pieds, soit environ 300 000 mètres carrés. Toutes les applications de l'électricité pour la musique, la vision, etc., seront représentées dans ce Temple de l'Harmonie luxueux dont l'ovale contiendra, en son centre, un vaste jardin avec toutes les variétés de fontaines, statues et œuvres d'art propres à former et à flatter le goût américain. Coût de la construction : 250 millions de dollars, soit au change actuel environ 6 milliards de francs, à exécuter dans un délai de deux ans. Telle sera, portant bien sa marque d'origine, cette gigantesque création d'une Babel moderne.

\* \* \*

Telles sont, très brièvement résumées, la vie et l'œuvre de ces grands capitaines de l'industrie et de la finance, vies pleines d'enseignements, si l'on sait en dégager les magnifiques leçons de courage, d'énergie, d'endurance, d'intelligence et d'audace, et surtout si l'on considère que cet argent, accumulé en masses formidables, a été un tout-puissant instrument, non seulement pour le développement économique et financier des États-Unis, mais aussi pour la création d'œuvres philanthropiques dont les bienfaits se sont répandus en tous les pays.

Ajoutons encore à leurs mérites que MM. Carnegie et Rockefeller ont fait école, en créant chez tous les parvenus de la fortune une noble émulation, qui se traduit dans ce magnifique bilan de la bienfaisance américaine, dont nous avons donné, dans une autre étude, le total impressionnant pour 1929, soit : 2 milliards 450 millions de dollars, et, comme importance, comparée aux budgets d'État, le troisième budget du monde.

Ces chiffres ont leur éloquence, plus encore que ceux des compagnies, des corporations ou des trusts, avec leurs prodigieux bénéfices. Ils nous font connaître cette forme de l'idéalisme proprement américain, qui spiritualise la richesse abondamment gagnée, en l'employant sur l'immense champ de la bienfaisance intellectuelle, morale et sociale.

Saluons donc avec reconnaissance ces rois de l'industrie, en nous souvenant surtout que, s'ils furent des hommes d'argent, ils ont mérité, par le noble usage de leur fortune, de prendre place parmi l'élite où se rencontrent tous les hommes de bien.

MAURICE LEWANDOWSKI.

---

# LA JEUNESSE DE GOETHE

---

## III<sup>(1)</sup>

### LE PREMIER AMOUR

---

GRETCHEN

Wolfgang a quatorze ans. Il n'a encore connu aucun frisson précurseur de l'amour. Car peut-on donner ce nom au furtif et puéril battement de cœur que lui a inspiré, au temps de l'occupation française, la sœur de son petit polisson d'ami, le jeune Derosne ? Le moment est venu d'apporter quelque lumière sur le premier amour, à la fois puéril et profond, qui trouble l'adolescence de Wolfgang.

Qui était Gretchen ? Le nom nous a été rendu familier par *Faust*. Et nous allons voir en effet que malgré le caractère composite du personnage de la pièce nourri de plusieurs figures du passé amoureux de l'auteur (entre autres : Frédérique Brion); la filiation est cependant certaine entre l'héroïne du plus grand drame des lettres allemandes et l'humble fille de Francfort qui inspira à Goethe sa première passion.

Une brume d'énigme enveloppe la figure de Gretchen. Nous voyons, dans *Poésie et Vérité*, une légère silhouette de fille du peuple traverser rapidement la quatorzième année de Wolfgang. Elle y passe sur la pointe des pieds, un doigt sur les lèvres, fugitive et mystérieuse. Nous refermons les pages de ce poétique et cinquième livre des *Mémoires* : l'apparition de rêve surgie un instant du brouillard s'évanouit, ne laissant

(1) Voyez la *Revue* des 1<sup>er</sup> et 15 août.

sur l'écran de notre mémoire qu'une trace imprécise et brillante.

Le temps a ici particulièrement maltraité l'histoire. Des documents d'archives qui eussent été inappréciés pour éclairer certains points sombres ont été, systématiquement semble-t-il, anéantis. La source presque unique dont nous disposons est le témoignage de Goëthe. Plus ici encore qu'ailleurs peut-être, ce témoignage — après tant d'années écoulées! — se pare, mais en même temps se surcharge de fantaisie, et le départ est ici peut-être plus difficile et plus délicat encore qu'ailleurs entre le domaine de la « Vérité » et le royaume de la « Poésie ». Tâchons, au milieu de la poétique lumière qui irise et estompe le profil des choses comme une poussière d'eau brillante, les tire de l'ombre pour les faire un instant étinceler à nos yeux sans vraiment les éclairer, tâchons, dans la mesure du possible, de serrer un peu le contour des faits.

Wolfgang, vers sa quatorzième année, pénètre dans un cercle d'adolescents de la ville de Francfort dont la profession semble aussi indéterminée que les moyens d'existence sont variés. Que trouvons-nous dans les *Mémoires sur ces relations nouvelles*?

« Ces jeunes gens appartenaient à la catégorie moyenne, et même, si l'on veut, à la basse catégorie de la population; ils ne manquaient point d'intelligence et, ayant fait leurs classes, étaient en possession d'un certain bagage de connaissances et de culture. Dans une ville grande et riche, il existe beaucoup de branches d'industrie. Ces jeunes gens donc servaient de secrétaires à des avocats, donnaient aux enfants des classes bourgeoises des répétitions à domicile, repassaient l'enseignement religieux avec les enfants plus âgés qui se préparaient à la confirmation, exécutaient pour le compte de marchands ou de courtiers des courses en ville, et le soir, particulièrement les jours de fête, se réunissaient pour quelque frugal souper. »

Singulière existence que celle qu'enferme un cadre social aussi lâche! L'atmosphère dans laquelle se meuvent ces adolescents, à la fois répétiteurs, commissionnaires et secrétaires, a quelque chose d'équivoque et de vaguement inquiétant. Nous allons voir que cette inquiétude est justifiée.

Rien de stable ici ni de fixe. Tout est moyen de fortune.

Tout naît de l'occasion et en vit. C'est également l'occasion qui introduit Wolfgang dans ce milieu. Il est poète. Les vers de tout rythme et de tout genre, — vers d'amour, élégies, quatrains, — s'échappent de sa plume avec une folle facilité. Une de ces pièces improvisées tombe un jour sous les yeux d'un des jeunes gens dont nous venons de parler. Voilà une mine que notre cercle de jeunes industriels se promet aussitôt d'exploiter. Wolfgang est, sans plus tarder et par acclamation, adopté comme fournisseur poétique. Sa fertilité lyrique va devenir un capital actif. Il composera sur commande et contre espèces sonnantes pour les riches bourgeois de la ville des poèmes de circonstance destinés à rehausser l'éclat des événements solennels de la vie : fiançailles, noces, funérailles. Cet argent alimentera le caisse de la compagnie et couvrira notamment les frais des agapes nocturnes.

La jeunesse ne peut se passer de rire et la facilité poétique de Wolfgang devenue gagne-pain est en même temps utilisée à des fins plus plaisantes. Un jeune fat qui fait partie du cercle est fort épris d'une beauté de Francfort. Pour se divertir à ses dépens, nos plaisantins commandent à Wolfgang d'amoureuses épîtres qui seront attribuées à la jeune personne. Le dadais reçoit les aveux d'amour habilement versifiés par Goethe et signés du nom de la belle et n'y voit que du feu. Le voilà gonflé de bonheur et de vanité, mais bien embarrassé quand il s'agit de répondre sur le même ton. Wolfgang entre derechef en scène, offre ses services et la flamme qui nourrissait les amoureux soupirs de la belle alimentera la réponse brûlante de l'amant. La Muse de notre poète ne s'embarrasse pas d'un changement de sexe !

C'est au milieu de ces jeux que Wolfgang fait la connaissance de l'être qui va bouleverser sa jeune existence. La Femme a fait son entrée dans sa vie.

Voici le tableau, d'une grâce charmante, qu'on nous excusera de ne pouvoir offrir au lecteur qu'à travers ce miroir tristement déformant qu'est une traduction :

« La table était mise, nette et propre ; du vin en suffisance y était placé ; nous nous y assîmes, mes amis et moi, et y restâmes ensemble sans avoir besoin d'être servis. Cependant, comme à la fin le vin manquait, l'un d'entre nous appela la servante ; mais au lieu de cette dernière, nous vîmes entrer

dans la pièce une jeune fille d'une exceptionnelle et même incroyable beauté, quand on la considérait dans l'atmosphère qui l'entourait. « Que désirez-vous, demanda-t-elle, après nous avoir souhaité aimablement le bonsoir, la servante est malade et au lit. Puis-je vous servir quelque chose? — Il nous manque du vin, dit l'un d'entre nous, et ce serait bien gentil à toi d'aller nous en quérir quelques bouteilles. — Fais-le, Gretchen, dit un autre, c'est à côté d'ici. — Pourquoi pas? » répondit-elle et, prenant sur la table quelques bouteilles vides, elle disparut vivement.

« Toute sa personne était, vue de dos, peut-être plus plaisante encore que de face. Le petit bonnet, sur la tête mignonne qu'un cou délicat joignait à la nuque et aux épaules, était posé si gentiment! Tout en elle apparaissait remarquable et choisi, et le regard pouvait s'attacher d'autant plus tranquillement à l'ensemble de sa personne que l'attention n'était plus retenue ni captée par les tendres yeux silencieux et la grâce exquise de la bouche. Je fis reproche à mes compagnons d'envoyer cette enfant ainsi toute seule dans la nuit; mais ils se moquèrent de moi et je fus bien vite consolé en la voyant revenir au bout de peu d'instants, car le débit de vin était tout juste de l'autre côté de la rue. « Comme récompense, prends place avec nous », dit l'un des compagnons. Ainsi fit-elle, mais sans malheureusement venir s'asseoir à mes côtés. Elle but un verre à notre santé et s'éloigna bientôt, non sans avoir recommandé de ne point trop prolonger la réunion et de ne point trop faire de bruit; car, disait-elle, la mère venait tout juste de se mettre au lit. Celle qu'elle désignait ainsi n'était point sa mère à elle, mais la mère de nos hôtes.

« La silhouette de cette jeune fille, à partir de cet instant, me poursuivit partout et sur tous les chemins. C'était la première impression profonde qu'une créature féminine faisait sur moi. Comme je ne pouvais découvrir un prétexte pour la voir chez elle, j'allai, poussé par l'amour, à l'église où j'eus bien vite fait de découvrir sa place habituelle. Je pouvais ainsi, tout le long de l'interminable service protestant, me rassasier de sa vue à mon gré. »

Où sommes-nous exactement? Dans une salle d'auberge sans doute. Mais cette jeune fille complaisante et fine qui met un instant au milieu de ce souper de collégiens la grâce d'une

présence féminine et s'éclipse avec un sourire, qui est-elle ? Point la servante de la maison, d'après le texte des *Mémoires*, et cependant un charme humble et soumis, une sorte de grâce ancillaire (1), dès à présent, s'attache à elle et la suivra dans le récit. Point davantage la fille de la tenancière du lieu. Probablement quelque aide occupée aux travaux de ménage. Nous la verrons souvent assise devant un rouet, de profil dans l'embrasure de la croisée. Dans ses mains l'écheveau de chanvre alterne avec de fins travaux d'aiguille sur lesquels elle use ses yeux à la nuit tombante. Nous apprendrons encore qu'un lien de parenté l'unit à quelques-uns de ces jeunes gens qu'elle appelle ses « cousins », qu'elle est sans doute et se sent d'humble condition. Son langage, quand elle s'adresse à Wolfgang, au fils du conseiller impérial Goethe de la rue du Fossé-aux-Cerfs, trahit un sentiment d'infériorité sur le plan social : « Moi qui ne suis qu'une pauvre fille... Vous, un jeune homme riche, indépendant, de bonne maison... »

Tout cela ne dissipe pas le fin brouillard qui voile sa vie. Quand nous avons lu le récit de Goethe, ce qui reste de plus net dans notre souvenir, ce sont des gestes, des attitudes, la ligne perdue d'un profil : le rouet près de la fenêtre (2), la façon d'écouter au bout de la table en penchant une fine tête attentive, tandis que dans une pose un peu peuplée ses deux mains étreignent ses bras croisés, la grâce souple d'un buste penché sur le livre que lit Wolfgang...

Toute la distance sociale ne fait qu'exalter la passion naissante du petit. Ces dépaysements sont délicieux. Le trouble de l'aventure est entré en lui et le bouleverse. Une vague chaude et douce l'inonde, envahit toutes ses puissances de sensibilité, toutes ses facultés créatrices. Les vers d'amour qu'on lui demandait comme une farce et pour mystifier autrui, sont devenus maintenant pour lui un besoin. C'est du fond de lui-même qu'il les tire. Il voulait attraper les autres et c'est à son propre piège qu'il est pris. Les traits de Gretchen se substituent à ceux de l'inconnue imaginaire, et, les sources profondes

(1) Cf. Von Læper, l'excellent commentateur des *Mémoires* : « Il semble acquis qu'elle fit le service de Kellnerinn dans le débit de bière dit Cabaret des Poupées sis dans la Weissadlergasse, n° 29. »

(2) Voilà un trait qui fait aussitôt penser à la Gretchen de *Faust*. Cf. également le passage : « L'amour que j'avais pour elle me fit fréquenter l'église et bientôt découvrir où se trouvait sa place, etc... »

maintenant ouvertes, voilà le versificateur tout près d'être devenu poète.

Un jour que, dans la salle d'auberge, sur la grande table d'ardoise qui sert à faire les additions des clients, il s'évertue, la craie à la main, à apporter des retouches à une de ces épîtres fictives adressées par une jeune fille à son amant, retouches qu'il transcrit ensuite à la plume sur une feuille de papier, Gretchen quitte son rouet dans l'embrasure de la fenêtre, s'approche de lui et lui adresse un tendre « sermon ». Elle lui fait voir combien le jeu de mystification auquel il prête son talent de versificateur est indigne de lui, comment « il n'en peut rien résulter de bon pour lui » et qu'il n'en peut découler que des « suites désagréables ». La suite nous montrera combien cette enfant prédit juste... L'affectueuse gravité de cet avertissement tombant d'une bouche aimée excite incontinent dans le cœur de Wolfgang un grand tumulte de passion.

« Mon penchant crut d'incroyable façon; je n'étais plus maître de moi et répondis : « Que me sert d'être riche, s'il me manque le bien le plus exquis que je puisse souhaiter ? » Cependant, elle avait attiré devant elle le brouillon de ma poétique épître et le lisait à demi-voix, d'un timbre suave et charmant. « C'est très joli, dit-elle... Quel dommage que ces lignes ne soient pas destinées à un meilleur usage, à un vrai usage ! — Ce serait bien souhaitable, repris-je. Quelle ne serait pas la félicité de celui qui, aimant d'un amour infini une jeune fille, en recevrait pareille assurance de son penchant ! — Pour cela, il faut bien des conditions, repartit Gretchen, et cependant, mainte chose est possible. — Par exemple, continuaï-je, si quelqu'un qui vous connaît, vous révère et vous adore, vous soumettait une feuille toute semblable et vous suppliait, en mettant dans sa prière tout son cœur, de mettre au bas de la page votre signature, que feriez-vous ? » Je rapprochai d'elle la feuille de papier qu'elle avait déjà repoussée de mon côté. Elle sourit, prit un instant de réflexion, saisit la plume et signa. Je ne me connaissais pas de ravissement, bondis en l'air et voulus l'embrasser. « Point de baisers, dit-elle alors, c'est quelque chose de si vulgaire ! mais de l'amour, si c'est possible. » J'avais repris la feuille et l'avais fourrée dans une de mes poches. « Personne ne verra jamais ce papier, dis-je, vous

m'avez sauvé. — Eh bien !achevez l'œuvre de votre salut, s'écria-t-elle alors, et sauvez-vous avant que les autres ne surviennent et ne vous mettent dans l'embarras. » Je ne parvenais pas à m'arracher d'elle, mais elle m'en pria avec tant de grâce et de gentillesse, en me serrant la main droite de ses deux mains à elle, que je cédai. Les larmes me montaient aux yeux. Je crus en voir dans les siens ; j'enfouis mon visage dans ses mains et pris la fuite. Jamais, de toute ma vie, je n'avais encore ressenti pareil trouble. »

« Mon amour pour cette enfant, continue Gœthe, avait fait lever en moi un monde nouveau de beauté et de bonté. Je relus cent fois de suite ma poétique épître, contemplai la signature, la baisai, la pressai contre mon cœur et savourai cet aimable aveu. »

Notons un point : dès à présent, l'amour est chez Gœthe inséparable de l'orgueil. Certes, il aime sa belle de toute la flamme neuve de son jeune cœur, mais il s'aime encore plus lui-même. Et dans l'aveu de l'épître, dans cette signature qu'il conquiert, c'est un succès de vanité qu'il goûte. Il jouit moins d'aimer que d'être aimé et de se l'entendre dire. Il revient sur les termes de l'aveu, les savoure, les « relit cent fois ». Ces mots d'amour brûlant, c'est lui-même, il est vrai, qui les a tracés. Et en fin de compte, c'est lui-même qui s'encense, puisqu'il est l'auteur de l'épître. Mais il y a une signature de femme au bas de la page, et cette signature suffit à l'illusion. Roucouler devant soi-même, s'adresser d'imaginaires et incandescentes lettres de femme et les faire « authentifier » par une signature : jamais imagination de cérébral n'inventa plus ingénieux moyen de délectation. Il y a une étonnante fatuité de collégien dans la manière dont il accueille l'amour. Dès le début de ses relations avec les jeunes garnements et avant même qu'il ne fasse la connaissance de Gretchen, quand on lui demande d'improviser la lettre d'une jeune amoureuse à son amant, la « situation », comme l'écrivent les *Mémoires*, lui paraît « plaisante » et la vanité masculine vient en aide à la Muse. « Tout de suite, je me représentai le cas et songeai combien ce serait chose gentille qu'une jolie enfant eût réellement pour moi des faiblesses, et me découvrit le penchant de son cœur en prose ou en vers. »

Le roman se déroule pueril et limpide. Gretchen a pour son

petit ami une tendresse de grande sœur, peut-être tout au fond attiédie d'un secret émoi qui s'interdirait de franchir certaines limites. Elle lui enveloppe le cou de ses bras quand elle le voit en train de lire ou d'écrire, mais lui défend d'en faire autant. Elle se réserve l'initiative du geste. Nous avons vu qu'elle interdit à Wolfgang le baiser, cette chose « vulgaire ». Il semble que cette fille, habituée aux familiarités des salles d'auberge, ait souci de sauver son idylle de la vulgarité du contact sensuel.

L'incandescence de Wolfgang subit impatiemment ces freins. Cette passion d'enfant conserve d'ailleurs, en dépit de sa violence, le caractère classique des passions d'écolier. Tout se passe dans l'imaginatif. Goëthe note avec grande finesse que « les premières manifestations de l'amour revêtent toujours un caractère intellectuel ».

Un des divertissements auxquels se complaisent dans leurs joyeux soupers nocturnes les adolescents qui ont adopté Wolfgang dans leur cercle est celui-ci : chacun des soupeurs esquisse devant ses camarades son programme idéal d'existence et décrit les moyens auxquels il aurait recours pour se débrouiller s'il ne pouvait compter que sur lui-même. Wolfgang, auquel échoit le tour du conférencier, développe avec éloquence ses vues. Son imagination l'emporte. Avec de secrètes délices, le petit bourgeois de la rue du Fossé-aux-Cerfs, douillettement établi dans l'existence, se voit tout seul dans la vie, coupé de toutes communications, absolument sans ressources. Bien entendu, dans cet exaltant dénuement une femme viendra le rejoindre et partager avec lui le pain de la misère. Car aucun de ces aventuriers en herbe n'imagine un instant leur roman sans le mirage féminin. « Il est entendu que chacun de nous a besoin d'une femme », déclare tout crûment et naïvement Wolfgang. Cette « femme », d'ailleurs, disons-le tout de suite à son éloge, il ne la voit que sous les traits de l'épouse légitime. Pendant que, dans une étroite salle de taverne, il se laisse aller à la griserie de l'évocation des jours sombres et difficiles aux côtés de la créature aimée, il tient constamment son regard attaché sur Gretchen qui file son rouet au fond de la salle. Inutile de dire que le rêve prend la teinte du réel et que la femme idéale se trouve ressembler à Gretchen comme une sœur.

Toute l'atmosphère du lieu est chargée d'amour et de romanesque. Il y a sur les bancs de l'auberge un couple attendrisant : le jeune Pylade avec sa petite amie, une enfant comme lui. Ils sont fiancés, s'adorent, n'ont pas un sou. Pylade est trop pauvre pour aller à l'Université. Il met tous ses espoirs d'avenir dans son seul capital : une écriture de calligraphie avec un peu d'arithmétique.

Dans cette contagieuse ambiance sentimentale, Wolfgang sent grandir toujours plus en lui la passion qui dévore ses jours. Sa vie n'est plus rue du Fossé-aux-Cerfs, dans les hautes pièces cossues et bourgeoises; elle est dans « l'étroite petite demeure aux côtés de l'enfant aimée ». Tous les soirs, dans le cercle de la lampe familiale, le désir obscur s'éveille en lui et le talonne : il donne un prétexte quelconque, s'échappe de l'intérieur clos, et court, à travers les ruelles noires, retrouver la tiédeur de la fille du peuple. Il ne respire plus que blotti contre elle. « Revoir la chère enfant, être contre elle, était devenu une condition de ma vie. »

Un jour, notre amoureux reçoit un grand coup au cœur. Entré dans une boutique de modes dans l'intention de querir pour sa sœur des fleurs artificielles qui doivent la parer pour un bal, il aperçoit dans l'embrasure de la croisée une jeune créature qui attire son attention. Sous un délicat petit bonnet de dentelle et une mantille de soie, une ouvrière aux traits avenants est penchée sur un chapeau qu'elle est en train d'orner. Une ressemblance saisissante avec Gretchen fait affluer le sang au cœur de Wolfgang. Devant quelle énigme est-il ici? Comment la jeune fille qu'il sait occupée à l'hôtel peut-elle se trouver dans cette boutique? Tandis qu'il fait déballer devant lui les échantillons de la marchande, son regard ne se détache pas de la fenêtre. Enfin, un furtif et significatif clignement d'yeux de l'inconnue lui apprend tout ensemble que c'est bien Gretchen qu'il a devant lui et que Gretchen, dans ce cadre nouveau, tient à ne pas être reconnue. Cette atmosphère d'aventure et de mystère le remplit d'un trouble délicieux. Son choix erre sans pouvoir se fixer sur les objets présentés par la marchande que « désespère » cette interminable hésitation. « J'étais dans le trouble le plus extrême et goûtais en même temps ce flottement de mon esprit parce qu'il me retenait en présence de l'enfant dont le masque irritait ma curiosité et qui, cepen-

dant, sous ce masque, me paraissait plus séduisante que jamais. »

Wolfgang rentre chez lui sans avoir eu la clef de l'éénigme, cette nouvelle incarnation de Gretchen, le cœur et l'esprit obsédés par la vision qu'il vient d'avoir. Le conseiller Goëthe l'accueille en lui apprenant la grande nouvelle du couronnement désormais certain de l'archiduc Joseph comme Empereur du Saint-Empire. Une grande fièvre historique possède le chariste amateur; il veut avec Wolfgang consulter le protocole des cérémonies de couronnement antérieures. Jusque tard dans la nuit, sous la lampe de la rue du Fossé-aux-Cerfs, le père et le fils se penchent sur des archives jaunies. Cependant le cœur de Wolfgang voyage bien loin de ces graves paperasses : « La jolie fille surgissait devant mon regard, tantôt dans son ancien, tantôt dans son nouveau costume, entre les plus vénérables objets du Saint-Empire Romain. »

Au cours des jours suivants, Gretchen apprend à son ami qu'elle tente une voie nouvelle pour gagner son pain. A ses occupations ménagères dans l'auberge où l'a rencontrée Wolfgang elle veut joindre désormais des travaux fins d'aiguille. Mais ces deux vies doivent s'ignorer sous peine de se nuire et Gretchen a grand soin de ne pas laisser savoir à sa nouvelle et élégante clientèle que la modiste est fille d'hôtel.

A la surprise de la découverte ne tarde pas à se mêler, chez Wolfgang, l'angoisse, et cet amant de quinze ans connaît la blessure de la jalouse : « Il me déplaisait de savoir la jolie enfant occupée dans un magasin qui était le rendez-vous du monde galant. Je ne laissais rien paraître et dévorais dans le secret mon souci. »

#### AUX FÊTES DU COURONNEMENT

Cependant le printemps de l'année 1764 approche et avec lui la date du couronnement. Les *Mémoires* nous ont laissé la description de ces fêtes, le tableau des cérémonies, des pompes, des costumes. Tout le long de ces pages étincelantes de couleur, le récit se déroule, ondule et chatoie avec la même souplesse d'anneau bigarré que les cortèges du sacre. Uniformes chamarrés, chevaux caparaçonnés, équipages de gala, — toute l'éclatante fête du regard qui se déploie devant Wolfgang n'arrive point à reléguer dans l'ombre le seul point lumineux

de sa vie : Gretchen. Il jouit certes de toute cette couleur mouvante dont s'emplit sa vue, mais c'est l'amour qui teinte la scène, et c'est à travers les traits de sa petite modiste qu'il voit le couronnement d'un empereur.

Tumulte des choses et du sang, fièvre double d'une ville en délire et d'un cœur que brûle le premier amour, la jeune existence de Wolfgang atteint ce point extrême de tension où les cordes menacent de se rompre. Toutes les sensations déferlent sur lui à la fois; l'amour les orchestre. Entre le couronnement impérial et Gretchen, il mène une double vie, pressée, palpitante, sur laquelle plane une obscure menace comme sur tous les bonheurs trop denses. L'orage éclatera. Il n'est pas temps encore d'en parler.

Tout ce qu'il voit, tout ce qu'il entend, il ne le recueille que pour le rapporter à Gretchen. De toute cette fête éparse, il veut faire une offrande à celle qu'il aime. Il lui explique tout ce qui se passe. « Je n'avais de penchant que pour elle et point d'autre désir que de tout bien saisir pour le lui rapporter et commenter et... être loué par ma belle. » Et la petite est flattée de toute la peine que se donne le fils du Conseiller impérial pour éclaircir des choses obscures pour sa cervelle de fille du peuple. Wolfgang de son côté se sent soulevé par ce rôle d'initiateur et emporté par son éloquence naturelle. « Disert et bavard comme je l'étais quand on me laissait aller, j'exposais tout depuis le début... et dans l'ordre le plus parfait, n'ayant garde d'oublier d'utiliser, afin de rendre ma narration plus vivante, la grande plaque d'ardoise et le morceau de craie. »

Gretchen est éblouie par tant de savoir; elle avoue gentiment l'envie admiratrice que lui inspirent les cerveaux « au courant des choses de ce monde », et confesse tout ce qu'elle doit déjà à son jeune professeur. Devant tant d'écrasante supériorité, elle conçoit des regrets de n'être pas « née garçon ». « Si j'étais un garçon, dit-elle à Wolfgang avec une crânerie mutine, nous partirions tous les deux pour l'Université afin de travailler ensemble. » Voilà des « invitations au voyage » qui, tombées d'une jolie bouche, bouleversent un cœur d'élève : prestige de l'aventure, des grandes routes libres de l'esprit parcourues aux côtés de l'être aimé. La femme, et en même temps le camarade, rien vraiment ne manque ici au tableau des vœux secrets d'un cerveau de collégien.

Gretchen, entraînée par son maître, fait de beaux projets d'étude, se promet d'apprendre sérieusement le français qui lui servira dans la boutique de la modiste. Wolfgang guide son disciple dans un émoi délicieux. Il goûtera toujours ces pédagogies amoureuses, et ce rôle de tendre professeur où se satisfont à la fois l'orgueil de la domination et l'attendrissement sensuel. L'auteur des *Mémoires* parle joliment de la « suavité de cet échange », dont, depuis la vieille aventure d'Abélard et d'Héloïse, sont nées, de par le monde, tant de « fougueuses passions, de félicités et d'infortunes » !

A travers la ville bruisseante et bourdonnante et les remous d'un peuple enthousiaste, Wolfgang se faufile avec la presse familiale d'une « souris dans son grenier ». Au milieu de la cohue bariolée d'équipages, d'uniformes, de badauds qui se presse sans trêve par les rues, à la lueur des torches et des illuminations nocturnes, il prend tous les soirs le chemin de la maison de Gretchen. Son cœur cogne à grands coups sourds dans sa poitrine au milieu de toute cette foule. Un peu de l'émoi qui battait à ses veines d'alors s'est communiqué aux pages de ce cinquième livre des *Mémoires*. Sur le fond de toile des fêtes du couronnement, nous voyons la silhouette menue de Gretchen surgir et disparaître dans une sorte de déclic électrique ; elle brille un instant sous nos yeux, puis s'efface au tournant de la page comme elle s'effaçait au tournant des rues dans l'énorme cohue de Francfort. L'ombre chaude et confuse de la foule qui, un instant, l'a rejetée dans la zone éclairée, la reprend et l'engloutit. Faible petite chose perdue dans toute cette masse humaine qui ondule, mais la seule qui, pour le moment, importe au cœur de Wolfgang et colore ses jours.

Il faudrait multiplier les heures. Le temps est trop étroit pour tout ce qui s'y presse : une intrigue de cœur à cacher, un empereur à couronner, un pédant de père à satisfaire, et tout cela à quinze ans ! « A la maison il y avait beaucoup à copier et à écrire ; il fallait et on voulait tout voir. »

Une merveilleuse avidité de sentir et de connaître le possède. Tous les pores de son être sont ouverts. Il vibre d'ailleurs trop pour rester rassemblé et uni. Dans la sensibilité de ce petit garçon que nous avons connu si exactement adapté à la vie apparaît, pour la première fois, quelque chose d'extrême et de désaccordé. Certaines sautes d'humeur toutes nouvelles tra-

hissent le premier trouble des sens. « J'étais, en général, vers cette époque, ou trop vif ou trop tranquille, et je paraissais ou liant jusqu'à l'importunité ou réfractaire et cassant selon que l'on m'attirait ou me déplaisait. La conséquence fut qu'on me tenait pour plein d'espérances, mais pour excentrique. »

Un soir, il s'oublie chez sa belle plus tard dans la nuit que de coutume.

« Nous avions oublié le temps et il était déjà plus de minuit. Je constatai à mon grand désespoir que j'avais oublié d'emporter la clef de la maison. Il m'était impossible de rentrer sans esclandre. Je communiquai à ceux qui m'entouraient l'embarras dans lequel je me trouvais. « En fin de compte, opina Gretchen, le mieux est sans doute que toute la société reste ici réunie. » Les cousins et ceux qui parmi nous étaient des étrangers, avaient déjà eu la même idée, car nous ne savions où passer cette nuit. La chose fut bientôt décidée. Gretchen sortit pour faire chauffer du café. Elle avait auparavant muni d'huile et de mèche, allumé et apporté au milieu de nous une grosse lampe de famille en métal poli, car le luminaire dont nous disposions menaçait de s'éteindre. Le café nous tint animés et réveillés quelques heures ; cependant peu à peu l'ardeur au jeu faiblit, les conservations commencèrent à languir, la mère aubergiste s'endormit dans un grand fauteuil, les étrangers fatigués du voyage s'assoupirent là et là. Pylade et sa belle étaient assis dans un coin de la pièce ; elle avait posé sa tête sur son épaule et dormait ; il ne résista pas lui-même longtemps au sommeil. Un des jeunes cousins, assis devant nous à la table d'ardoise, s'était assoupi, le visage appuyé sur ses bras croisés. Pour moi, j'étais assis dans le coin de la fenêtre derrière la table, ayant Gretchen à mon côté. Nous nous entretenions à voix basse, mais finalement elle fut elle aussi vaincue par le sommeil, appuya sa petite tête à mon épaule et fut l'instant d'après endormie. Me voilà donc tout seul veillant dans la plus singulière position, où l'aimable frère de la mort ne tarda pas à venir me consoler. Je m'endormis, et lorsque je me réveillai, déjà il faisait grand jour dans la chambre. Gretchen se tenait devant le miroir, en train d'arranger son petit bonnet. Elle était plus charmante que jamais et me serra fort tendrement les mains quand je pris congé d'elle. Je me faufilai par un détour jusqu'à notre demeure. Ma mère, dont l'entremise

nous était toujours favorable, s'était efforcée d'expliquer par une sortie matinale mon absence au thé de famille du matin, grâce à quoi cette nuit innocente resta pour moi sans suites désagréables. »

Le jour du couronnement, le 3 avril 1764, arrive enfin. A une journée rutilante de pompes et de couleurs et toute sonore d'interminables acclamations, succède une nuit de féerie ; Francfort est une mer de feu. Les illuminations de la fête font aux maisons une crête de flamme. En bas, dans les rues et les carrefours, une foule avide moutonne. Un petit écolier fend ces vagues humaines avec un ferme dessein dans le cœur : il va vers la femme qu'il aime.

« J'avais l'intention de fêter d'agréable façon ce soir si brillant : car j'avais convenu avec Gretchen, Pylade et son amie que nous nous retrouverions quelque part dans la nuit. Déjà la ville était illuminée à tous les bouts et à tous les coins lorsque je retrouvai celle que j'aimais. J'offris le bras à Gretchen, nous nous promenâmes d'un quartier à l'autre et nous nous trouvions fort heureux ensemble. Les cousins faisaient partie au début de notre petite société, mais se perdirent bientôt dans la masse du peuple. Devant les maisons de quelques ambassadeurs où l'on avait fait de splendides illuminations, il faisait aussi clair qu'en plein jour. Afin d'éviter d'être reconnu, j'avais eu soin de me masquer, ce qui n'avait point déplu à Gretchen. Nous admirions les étincelants spectacles, les féeriques édifices de flamme au moyen desquels les ambassadeurs s'efforçaient de s'éclipser mutuellement... Nous allions donc ainsi de long en large, tous les quatre serrés les uns contre les autres et dans le plus agréable état. Aux côtés de Gretchen il me semblait vraiment errer dans ces régions bienheureuses des Champs-Élysées, où le passant cueille sur l'arbre des coupes de cristal aussitôt remplies du vin désiré, et où il fait tomber des branches des fruits qui se transforment dans tous les mets souhaités. Nous éprouvâmes nous-mêmes à la fin un besoin du même genre et guidés par Pylade découvrîmes un restaurant fort agréablement pourvu ; tout le monde se promenant par les rues, nous n'y rencontrâmes point de clients. Nous y fûmes d'autant plus à notre aise et passâmes la plus grande partie de la nuit de la façon la plus joyeuse dans les sentiments de l'amitié et de l'amour partagé. J'accompagnai Gretchen jusqu'à sa porte. Elle

me baissa au front. C'était la première et la dernière fois qu'elle me témoignait cette faveur : je ne devais, hélas ! plus la revoir. »

## LA CATASTROPHE

Tant de félicités sont en effet brutalement tranchées par le Destin. L'orage dont nous avons parlé plus haut éclate le lendemain :

« J'étais encore au lit lorsque ma mère entra chez moi, le visage décomposé par la frayeur. « Lève-toi, me dit-elle, et prépare-toi à quelque chose de désagréable. On a découvert que tu fréquentais une mauvaise société et que tu es impliqué dans les plus vilaines et les plus dangereuses affaires. Ton père est bouleversé et tout ce que nous avons pu obtenir de lui est qu'il confie l'instruction de l'affaire à une tierce personne. Reste dans ta chambre et attends-y le cours des événements. Le conseiller Schneider va venir te trouver ; il tient sa mission à la fois de ton père et des autorités de justice ; l'instruction est déjà en cours et peut prendre une très vilaine tournure... »

Le conseiller Schneider annoncé par la mère de Wolfgang fait bientôt son entrée ; il a des « larmes dans les yeux », il saisit le coupable par le bras et dit : « Ce n'est point sans un bien vif regret que je viens vous trouver dans une pareille occasion. Je n'aurais jamais pensé que vous puissiez vous égarer de la sorte. Mais que ne peuvent mauvaise société et dangereux exemples ? C'est ainsi qu'un jeune homme sans expérience peut être amené pas à pas jusqu'au crime. — Je n'ai aucun crime sur la conscience, repartis-je, et point davantage à me reprocher la fréquentation de mauvaises sociétés. — Il n'est point question pour vous de présenter votre défense, ni de nier, dit mon interlocuteur en me coupant la parole : une instruction est ouverte et tout ce qu'on vous demande, c'est un sincère aveu de vos égarements... »

L'interrogatoire se poursuit, pressant, serré ; le coupable tente de faire tête et de « crâner ». « N'avez-vous jamais été dans telle rue ? demande le conseiller Schneider. — Jamais », répondis-je. Ceci n'était pas entièrement conforme à la vérité. J'avais en effet accompagné une fois Pylade chez sa maîtresse qui habitait justement dans la rue en question, mais nous

étions entrés par la porte de derrière et étions demeurés dans la partie postérieure de la maison. Je croyais donc pouvoir me permettre l'échappatoire de cette réponse et être en droit d'affirmer que je n'avais pas moi-même pénétré dans cette rue. »

Restrictions mentales, dispute pied à pied du terrain, — Wolfgang tente toutes les voies classiques du délinquant qui se sent acculé mais défend jusqu'au bout sa chance. Cependant, devant la résistance du coupable, le juge d'instruction improvisé perd patience : « Vous récompensez bien mal ma conscience et ma bonne volonté; je viens pour vous sauver. Vous ne pouvez nier que vous ayez composé pour ces gens ou pour leurs complices des lettres et des documents écrits et que vous leur ayez porté aide dans leurs coupables entreprises... Il ne s'agit de rien moins que d'imitations de signatures, de falsifications de testaments, de traîtes supposées et autres délit de ce genre. Je ne viens pas seulement à vous en ami de la famille; je viens sur ordre et au nom de la justice qui, par égard pour votre famille et votre jeunesse, voudrait vous ménager, ainsi que quelques autres jeunes gens, attirés avec vous dans le même filet... » « Le brave homme, poursuit Goethe, devenait toujours plus pressant; je ne pouvais nier que j'étais bien des nuits rentré tard à la maison, que je m'étais procuré une clef pour ces rentrées nocturnes, qu'on m'avait souvent vu dans les endroits de plaisir en compagnie de personnes de basse classe et d'aspect équivoque, que des filles étaient mêlées à l'affaire. Bref, tout semblait découvert, sauf les noms. Ce dernier point m'encourageait à persévéérer avec fermeté dans mon système de dénégation. « Ne me laissez pas vous quitter sans résultat, me disait le brave ami. L'affaire ne souffre aucun délai; après moi viendra quelqu'un qui ne vous ménagera pas autant. N'aggravez point par votre entêtement cette vilaine affaire. »

Wolfgang commence à se sentir mollir. « Je me représentai avec vivacité la situation des bons cousins et tout particulièrement de Gretchen; je les voyais mis en état d'arrestation, subissant les interrogatoires de justice, condamnés, déshonorés, et, brusquement, une idée me traversa l'esprit comme un éclair: la possibilité m'apparaissait que les cousins, en dépit de toute leur correction à mon égard, eussent cependant pu se laisser glisser dans ces méchantes histoires... Je continuai toutefois à nier. »

Un dernier coup amène l'aveu sur les lèvres du coupable. « On trouvera ces bandits, s'écrie dans un mouvement d'émotion ce brave Schneider. On connaît trois adresses où ils avaient coutume de se réunir (il nommait les rues, désignait les maisons et, pour mon malheur, l'une de ces maisons était celle où je fréquentais). Le premier des nids de ces coquins est déjà découvert, poursuit Schneider, les deux autres le seront dans un instant. Encore quelques heures et tout sera au grand jour. Évitez-vous à vous-même le désagrément d'une confrontation de justice... » La maison venait d'être nommée et désignée. A partir de ce moment je tins pour inutile de continuer à nier... « Asseyez-vous, crieai-je : je vais tout vous raconter et soulager à la fois mon cœur et le vôtre. »

Wolfgang est entré dans la voie des aveux. Mais au cours même de son récit et à la pensée de voir livrer au jour brutal des interrogatoires de justice, traînées devant un « tribunal criminel » tant de douces heures de son passé, il se sent soudainement vaincu par l'émotion : il « éclate en sanglots », se laisse aller à un « désespoir sans mesure ». Devant son amour gâché, souillé de boue, ce qu'il éprouve est un mélange de « douleur et de fureur ».

De la « fureur ». Dans la catastrophe, les parties dures de ce caractère d'enfant restent intactes. Il ne s'effondre point. Il rage, mais ne gémit pas. Il continue de faire front et avec un singulier aplomb. Aucune de ses ressources ne l'abandonne ; il n'a garde en particulier d'oublier qu'il est le fils d'un Conseiller impérial et petit-fils du bourgmestre de Francfort : « J'affirmai finalement que je ne dirais pas un mot de plus, ajoutant que je savais n'avoir rien à craindre, étant innocent, de bonne maison et bien recommandé... Je déclarai encore que si on n'usait point envers mes amis des mêmes ménagements qu'envers moi-même... si la moindre dureté, la moindre injustice était commise à leur endroit, je n'hésiterais point à me tuer et que personne ne m'en empêcherait. »

Le conseiller Schneider quitte la pièce ayant obtenu l'aveu, mais médiocrement rassuré devant le désespoir du petit. Wolfgang, l'enfant sage, si pondéré, si équilibré, est dans un « effroyable état ». Il se jette « de tout son long sur le plancher et l'inonde de ses larmes ». Cornélie, la fidèle amie, entre dans la chambre ; elle tente de rassurer son frère en évoquant elle

aussi les garanties offertes par la position sociale de la famille (ces deux enfants cherchent d'instinct les mêmes armes et ont décidément un sens étonnamment précoce de la puissance du passe-droit !) et en affirmant, non sans cynisme, que « si l'on veut sauver les grands on sera bien obligé de jeter le voile sur les fautes des petits ».

Ces vues lucides sur la société restent inefficaces. Wolfgang s'abime dans son désespoir. « A peine avait-elle disparu que je m'abandonnai derechef à ma douleur, évoquant sans trêve devant ma mémoire à la fois les images passées de ma passion pour Gretchen et le tableau de mon infortune présente. »

Comme tous les imaginatifs, il creuse avec complaisance son chagrin, en agrandit les limites : « Je me racontais conte sur conte, voyais les catastrophes succéder aux catastrophes et me peignais avec vivacité l'infirmité de Gretchen et la mienne. »

\* \* \*

Nous avons tenu à citer largement, pour conserver dans la mesure du possible à ce récit son accent. Aussi bien sommes-nous ici à un moment capital de l'histoire de la sensibilité de Goethe adolescent.

Vautrement sur le sol, sanglots, menaces de suicide, — peut-être sincères, — toutes les digues sont rompues. Cette douce fille d'auberge qui met le tendre lien de ses bras autour du cou du jeune fils de famille dont la servante la flatte a inspiré une de ces exaltations de collégien aux surprenantes violences. La tiédeur de cette maternelle tendresse de grande sœur a fait lever dans le cœur de l'enfant tout un monde. Le sexagénaire des *Mémoires*, qui n'abuse pas des termes forts, emploie à plusieurs reprises, pour caractériser ces amours enfantines, le mot *leidenschaft* (passion). Quand Wolfgang voit qu'il doit perdre Gretchen, il lui semble qu'on lui arrache sa propre vie. L'existence se décolore instantanément à ses yeux. Au tumulte de l'exaltation succède en une heure un incroyable effondrement. Chute verticale du baromètre habituelle à cet âge !

Cette claire idylle d'enfance se dessine sur un fond de toile assez noir. Il n'est pas indifférent que le premier ébranlement intense de la sensibilité coïncide chez Goethe avec un aussi surprenant déclassement social. Nous le trouvons en étrange compagnie : non seulement dans les jupons d'une fille d'hôtel,

mais au milieu de faussaires. Autour de cette oaristys flotte une atmosphère de cour d'assises. «Fausses signatures, fausses traites, falsifications de testaments», — ce n'est point en vérité de peccadilles qu'il s'agit ici. Ces garnements utilisent à des fins parfaitement concertées et fort louches la sensualité naissante de Wolfgang. La femme joue le rôle d'appelant. Certain flottement, dans le récit des *Mémoires*, semble témoigner que Wolfgang ne fut pas absolument candide dans toute cette affaire. Il avait l'œil trop clair pour ignorer absolument qu'il frôlait un vilain monde. Un monde en compagnie duquel il ne tenait point à être reconnu, puisque nous l'avons vu se promener travesti dans les rues de Francfort. Le sortilège de Gretchen le retenait au bord des abîmes entrevus.

Cette histoire demeure d'ailleurs obscure. Volontairement, les *Mémoires* ne font point la lumière que nous souhaiterions. Certains demi-aveux nous donnent à penser qu'il y a ici des choses à cacher. Il faut d'autre part renoncer à l'espoir de compléter le témoignage de Gœthe par l'histoire officielle. Tous les documents de justice, dépositions de témoins, procès-verbaux d'interrogatoire, ont disparu des archives de Francfort. Les pistes sont effacées. Elles le sont si bien qu'il semble difficile d'admettre ici la seule main du hasard. Nous devrons nous résigner à ignorer le détail de ces ténébreuses industries et jusqu'au lien de parenté entre Wolfgang et ces «cousins» dont il est sans cesse question. Étrange chaîne qui traverse des zones sociales disparates, dont l'un des bouts émerge en pleine lumière dans les salons bourgeois de la rue du Fossé-aux-Cerfs, tandis que l'autre disparaît dans l'ombre des bas-fonds!

Wolfgang semble avoir, vers cette époque, plongé un regard avide dans le monde sombre et secret qui s'entr'ouvrat devant lui. C'est plus le frisson de la curiosité que celui de l'horreur que provoque en lui la vue de la pourriture. Un passage des *Mémoires* nous apprend avec quel intérêt passionné il scrute les lézardes de l'édifice social qui soudainement se découvrent à sa vue. «En ma qualité de petit-fils du bourgmestre, je n'ignorais rien des tares et plaies secrètes de notre république : les enfants sont poussés par une curiosité qui leur est particulière à d'actives investigations dès que les choses qui ont été jusqu'alors l'objet de leur vénération ont commencé à leur devenir suspectes.»

Nous possédons dans les *Mémoires* un autre témoignage sur son initiation précoce à toute la partie cachée de la vie de la cité. La page est très noire. Elle laisse le lecteur sous une impression positivement pénible de malaise, presque d'oppression physique.

« Mon intérêt avait déjà été attiré vers un monde mystérieux et angoissant. Mon aventure avec Gretchen et les conséquences qu'elle avait entraînées m'avaient fait jeter un regard précoce sur les étranges couloirs souterrains qui minent la société bourgeoise. Religion, morale, loi, rang social, conditions de vie, coutumes, — tout cela ne domine qu'extérieurement et en surface l'existence de la cité. Les rues, bordées de magnifiques maisons, sont bien entretenues, parfaitement propres et tout le monde s'y comporte avec décence. Mais à l'intérieur des demeures, le tableau change; il est souvent hideux. Un beau crépi poli recouvre de son mince revêtement des murailles pourries qui s'effondrent en une nuit et la catastrophe est d'autant plus terrible qu'elle éclate en pleine paix. Combien de familles n'avais-je pas vues, de près ou de loin, précipitées dans la ruine ou à grand peine maintenues au bord de l'abîme à la suite de banqueroutes, de vols domestiques, d'affaires d'empoisonnement! Tout jeune que j'étais, j'avais souvent, dans de pareils cas, tendu une main secourable. Et comme mon caractère ouvert inspirait la confiance, que ma discrétion était éprouvée, que mon activité ne reculait devant aucune peine et que dans les cas les plus critiques j'aimais agir moi-même, je trouvais de fréquentes occasions de servir d'intermédiaire, d'étoffer les scandales et de détourner la foudre. Le résultat infaillible fut l'acquisition d'une expérience souvent pénible et humiliante, achetée tant par moi-même que par autrui. »

La noirceur du tableau surprend. Nous eussions été tentés de croire plus limpide la vie d'une petite cité germanique du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais ce qui est plus étonnant, c'est l'absence d'étonnement du témoin, c'est la sérénité, l'aisance familiale avec laquelle un enfant de quatorze ans évolue au milieu de ces bassesses! C'est la nature des services qu'on attend de lui et des reconnaissances qu'on lui voue, c'est l'inquiétante adresse avec laquelle le petit-fils du premier magistrat de la ville s'insère entre le crime et le juge d'instruction...

Wolfgang, après avoir perdu *Gretchen* (il a appris que les magistrats l'ont bannie de l'enceinte de Francfort et tant d'ignominie accablant la douce enfant est un déchirement de plus pour son cœur), goûte à remâcher son mal une amère délectation. Il sait l'art de se torturer. Sur le malheur vrai il bâtit le roman (1) qui l'agrandit en le prolongeant.

« Respirer ma misère et en élargir de mille façons les contours par l'imagination était mon seul apaisement. Toute mon invention, toute ma poésie et ma rhétorique s'étaient jetées sur ce point malade de mon être, s'en étaient emparées et menaçaient de me précipiter, corps et âme, dans une maladie incurable. Dans ce triste état, rien ne m'apparaissait plus souhaitable ni désirable. »

Dans ce *tedium vitæ* qui le submerge, la métiance persistante de ses proches à son endroit lui est un supplice de plus. La canaillerie de l'aventure a fait perdre à ses parents la sécurité. Toute enveloppe cachetée qui arrive rue du Fossé-aux-Cerfs à son adresse éveille le soupçon : les yeux s'attachent à lui tandis qu'il en prend possession, épient ses réactions. Vait-il garder l'enveloppe dans sa poche ou l'ouvrir innocemment devant tout le monde ? Cette lettre d'où vient-elle ? Peut-être est-elle de *Gretchen* ou d'un des jeunes vauriens ? On n'est pas sûr qu'il ne continue pas à entretenir des intelligences avec le vilain monde où a failli être compromis le nom familial. Sa famille lui donne un gouverneur ou plus exactement un « surveillant » (*Aufseher*) qui a une triple mission à l'endroit du « rescapé » : « l'occuper, le calmer, avoir l'œil sur lui. »

Ce mentor-espion occupe une chambre attenante à la sienne. Il se trouve que c'est un brave homme avec lequel il est vite en confiance. Il ressasse interminablement avec lui les circonstances du drame, et reçoit ainsi de sa bouche une révélation qui perce son cœur d'un trait terrible. Ce personnage

(1) Sur cet entrelacement de la littérature et de la vie et le renforcement émotif que la seconde reçoit de la première, Cf. un curieux passage du texte primitif des *Mémoires* plus tard biffé : « L'histoire des aventures du chevalier des Grieux et de *Manon Lescaut* me tomba vers cette époque entre les mains et me fortifia dans mes folies hypochondriaques en fournissant à celles-ci un aliment tout ensemble doux et torturant... Cette lecture ne contribua pas médiocrement à donner à ma liaison avec *Gretchen*, tant qu'elle dura, plus de richesse et de volupté; de même que, quand elle fut rompue, elle fit mon état plus misérable et rendit le mal presque incurable. »

a eu connaissance du dossier de l'affaire et, pressé par Wolfgang de lui faire connaitre la déposition de Gretchen devant les juges, lui apprend que cette fille a affirmé n'avoir jamais pris au sérieux l'amourette d'un gamin de quatorze ans et n'avoir eu pour lui que les sentiments d'une « sœur ».

Tout l'édifice passionnel de Wolfgang s'effondre. Il croyait avoir une maîtresse ; il n'a plus qu'une « gouvernante ». Il se sent inondé de honte et de rage. Lui qui se croyait « un malin jeune homme », on a osé le prendre « pour un enfant ». Et qui ? Une fille qui n'a que « quelques années de plus que lui ». Il est atteint dans les régions les plus profondes de son être. Son amour sombre dans le ridicule. Ces gestes câlins de la femme lui enveloppant le cou et qu'il a tant aimés, il les « déteste » maintenant de toutes les forces de son amour-propre ulcétré de collégien. Et l'on sait quel puissant ennemi de l'amour est l'amour-propre ! A tout âge, mais surtout à cet âge-là.

Dans cette crise furieuse de désespoir où toutes les raisons de vivre l'abandonnent à la fois, admirons la qualité de ses réflexes. D'un seul coup il se remet en selle. La lucidité souveraine de l'esprit le sauve des naufrages sentimentaux. Au milieu des décombres de la sensibilité, l'intelligence veille. L'absurdité de cette tristesse où il laisse sa santé lui apparaît et le voilà guéri : « Je repris l'empire de moi-même, la première chose que je supprimai fut les larmes et les transports de rage. Ceux-ci m'apparaissaient désormais enfantins... Le dépit que me causait la découverte que je venais de faire (les sentiments de grande sœur de Gretchen) fit que je chassai loin de moi toute mollesse : il me paraissait effrayant d'avoir sacrifié mon sommeil, ma paix et ma santé à l'amour d'une fille qui s'était plue à me considérer comme un enfant à la mamelle et à prendre à mon endroit des airs de nourrice. »

« La première chose que je supprimai fut les larmes... » Que cela est décidé, bref et clair ! Et quelle netteté de volonté chez cet enfant !

Cependant la plaie est profonde et plus lente à se cicatriser qu'il n'avait cru. Comme plus tard à Leipzig, après une autre déception d'amour, une crise de sauvagerie éclate. L'amoureux blessé ne peut plus supporter le contact de l'humanité. Les stigmates essentiels de l'hypocondrie pathologique sont très

nettement marqués dans le tableau suivant : « Les regards des passants, même les coups d'œil les plus indifférents, me devenaient pénibles. J'avais perdu cette sorte d'insouciance inconsciente qui permet de se mouvoir partout librement sans penser, même au sein de la foule la plus pressée, qu'on puisse même être remarqué. Je commençais maintenant d'être torturé par une sorte de vanité hypocondriaque qui me faisait croire que j'attirais sur moi l'attention des gens et que leur regard était dardé sur ma personne pour l'inspecter et la critiquer. »

Notre hypocondre recherche au plus profond des forêts les retraites d'oubli les plus secrètes et les plus closes pour y « cacher son pauvre cœur blessé ». Il a jeté son choix sur une « grave enceinte », une « magnifique place d'ombre » créée par les plus vieux chênes et les plus vénérables hêtres. Dans ce vert et mystérieux sanctuaire auquel rien ne manque des plus classiques parures romantiques (sombres roches moussues, chanson d'une cascade), notre amoureux déçu berce sa peine : « Pourquoi, s'écrie-t-il dans le plus pur mouvement rousseauiste, oh ! pourquoi cet endroit délicieux ne se trouve-t-il pas au fond du désert, et que ne nous est-il permis de l'entourer d'une barrière qui le sanctifierait ainsi que nous-même en nous isolant du monde ? »

Wolfgang ne vit plus que par l'imagination. Hors du temps, en avant. Les attaches avec le présent sont rompues. Il n'appartient plus à Francfort et à son entourage que par un reste d'automatisme. Tout son être sensible court déjà les routes du monde.

ROBERT D'HARCOURT.

---

# POÉSIES

## I

Je suis d'un pays où l'on sait bâtrir,  
— Te soigner aussi, vigne parfumée, —  
La pierre du Gard, si dure à polir,  
Depuis les Romains est fort renommée.

L'école où, grimaud, j'appris le latin,  
Donnait sur les murs brûlés des Arènes;  
Au square où l'on voit César Antonin,  
Les filles semblaient des beautés romaines.

Les vieux qui dormaient, une pipe aux dents,  
Devant l'éclatant Palais de Justice,  
Avaient des profils de jurisprudents;  
Le boucher avait l'air d'un aruspice.

Dans une villa, sous de beaux cyprès,  
On m'a préparé des cailles, des grives,  
Sur un feu nourri de sarments pourprés,  
Des plats embaumés de thym et d'olives.

La brune servante au blanc tablier  
Apportait, aussi, cette soupe à l'huile,  
A l'ail, à l'oeuf frais, au pain, au laurier,  
Dont se régala, sans doute, Virgile.

Mon rêve n'était qu'architectural :  
 J'aimais les balcons et les colonnades,  
 Les grands escaliers et l'arc triomphal,  
 Les couchants pompeux sur une façade,

La transfigurant et l'éclaboussant  
 D'un sanglant reflet de bûcher solaire  
 En faisant le mur tout incandescent  
 D'un palais ardent et crépusculaire.

Ma route pavée allait jusqu'aux flots  
 D'un port interdit à l'âpre négoce,  
 Mais où s'embarquaient de vieux matelots  
 Ou pour l'Insulinde ou la Cappadoce.

Les vents étaient chauds... des anneaux d'airain  
 Luisaient sur le quai, lovés dans les marbres;  
 Sycomore, pin, laurier souverain  
 Et vert térébinthe, étaient mes seuls arbres...

On a dû mélanger un philtre enchanté  
 A l'eau que je bus au bord de la Seine.  
 Tout me blesse hormis ce jour argenté  
 Qui m'offre sa perle et qui brûle à peine.

Un beau peuplier, l'octobre doré,  
 L'allée où tournoie une feuille morte,  
 La maison qui semble un vieux prieuré,  
 La treille rougie au seuil de sa porte,

Le vivier qui mire un svelte bouleau,  
 Un balcon chargé des dernières roses,  
 L'horizon où flotte un fin crêpe d'eau,  
 Pour moi, désormais, sont de belles choses.

Mon cœur que remplit un plus grave amour  
 Parle un peu moins haut, mais je sais l'entendre,  
 Entre veille et rêve, entre lampe et jour,  
 Près d'un feu couvant entre braise et cendre.

## II

## LECTURES

1884

Je lis le *Tour de France* et j'ai cinq ans .. je tiens  
 Julien par la main, et la France est peuplée  
 De bons agriculteurs, de laboureurs chrétiens  
 Qui lèvent leurs chapeaux aux croix de la vallée.

Je découvre en tremblant le grand méridien...  
 La rose des vents tourne aux brises de septembre...  
 Par un soir cévenol et carolingien  
 Roland sonne du cor dans ma petite chambre!...

1890

Je porte tout un faix de livres dans mes bras,  
 Des lexiques massifs, des grammaires latines.  
 Une *Mythologie* émerge de ce tas...  
 Rosa la rose brille à des gorges divines!...

1893

Ronsard chante et s'en va de Vendôme à Bourgueil...  
 Du Bellay goûte en paix la douceur angevine...  
 Boileau sarcle et jardine en son enclos d'Auteuil,  
 Messieurs de Port-Royal attendent Jean Racine...

1895

Un vieux Romain armé par Corneille s'enfuit!...  
*Elvire* au bord du lac passe et rêve en silence...  
 Miss *Georgina Smolen* se lève, et, dans la nuit,  
 J'écoute, défaillant, palpiter sa romance...

On a mis le couvert du souper de *Rolla*,  
 Une rose déjà sur la nappe se fane...  
 Puis, brusquement, des monts de Cerdagne, voilà  
 Que, secouant le soir, souffle la tramontane.

*Gastibelza* titube et s'en va, suppliant  
 Qu'on lui dise où se cache enfin *doña Sabine*...  
 Des corsaires ont pris des juives d'Orient  
 Dont le parfum se mêle à la brise marine...

Et j'aime *doña Sol* dans ses voiles neigeux  
 Qu'elle n'ôtera pas pour la nuit nuptiale,  
*Lucrèce Borgia* dont le sein vénéneux  
 Gonfle le blanc corset givré de velours pâle...

## 1898

Paris!... un vieux quartier, une chambre d'hôtel,  
 Le crépuscule sent le tabac et l'absinthe...  
 Je murmure des vers d'Éphraïm Mikaël...  
*L'Hiérodoule* passé en robe d'hyacinthe.

Je suis pour Apollon comme pour Marsyas,  
 Et toutes les chansons me semblent étoilées.  
 Je dine, un soir de pluie, avec Jean Moréas  
 Dont je peux réciter les *Stances* désolées.

Je lis Verlaine avec une immense ferveur.  
 Et je vogue, ébloui, sur tous les *Bateaux ivres*;  
 Un tumulte divin gronde au fond de mon cœur,  
 Quelques amis, déjà, m'envoient leurs premiers livres!...

## 1927

Tout est lu!... maintenant, comme les vieux curés,  
 Je redis chaque jour le même bréviaire  
 Composé pour moi seul, et mes grands vers sacrés  
 Vont de mon cher et doux Virgile à Baudelaire...

## III

Voyageur altéré, d'une eau vive je rêve,  
 Et n'ai plus soif lorsque j'arrive au bord du puits;  
 J'ai faim et j'ai sommeil, mais jamais je n'achève  
 Ni le pain qu'on me sert, ni mes rapides nuits.

Printemps, n'êtes-vous beaux qu'au déclin des automnes?  
 Pour croire au Paradis, faut-il qu'il soit perdu?...  
 Heureux qui peut goûter les bonheurs monotones  
 Et l'insipide fruit qui n'est pas défendu!...

## IV

## A UN POÈTE

Je ne citerai pas un seul nom de poète...  
 Sois Rubens, Velasquez ou Rembrandt, si tu peux;  
 Fais ton œuvre de nuit ou de clartés en fête...

Peins les rois, les banquiers, les déesses, comme eux,  
 Ou bien, comme Teniers, Breughel et van Ostade,  
 Mèle dans tes tableaux les commères aux gueux.

Qu'hilares et patauds, ils bâfrent la croustade,  
 Se régalent de lard, lutinent au grenier  
 Quelque blanche, balourde et grosse camarade.

Peins tout ce que l'on voit chez un bon cuisinier :  
 Le jambon dans un plat, une truite, une pomme,  
 La perdrix, le pâté, l'œuf dans le coquetier.

Il n'est pas défendu d'aller chercher à Rome  
 Les vieilles lois de la Peinture et du Dessin,  
 Et sois, si tu le peux, grand artiste et noble homme,  
 Comme en son temps le fut ce Nicolas Poussin.



Ami, plus près de nous, je puis t'en nommer d'autres.  
 La grande confrérie a toujours, grâce à Dieu,  
 De bons frères, des saints, des martyrs, des apôtres...

Il est honteux parfois d'être au juste milieu.  
 Sans craindre le destin amer de Prométhée,  
 Aux pays interdits va dérober le feu.

Rugueux est le chemin et dure la montée,  
 Et je te dis ici, qu'à plus de soixante ans,  
 Un bonnet de coton sur sa tête argentée,

En blouse et fait un peu comme les paysans,  
Le vieux père Corot mangeait une assiettée  
De soupe, et n'avait pas beaucoup de partisans.

Fais comme tu l'entends ta vie et ta palette.  
Une grange servait à Millet d'atelier ;  
Sois Cézanne ou Van Gogh, mais prends garde, ô Poète,

D'être Paul Delaroche ou monsieur Meissonnier !

## V

Lorsque d'un peu d'argent notre tempe est fleurie,  
Nous entrons doucement dans cette confrérie  
Qui laisse les galants s'ébattre aux carrefours ;  
On s'assied sur un banc où viennent, par bouffées,  
Des airs qui font danser les filles décoiffées,  
Et l'on effeuille alors la vieille fleur des jours...

Criblé de lampions, un arbre obscur palpite.  
Juché sur des tonneaux, l'orchestre précipite  
Ou ralentit les pas des couples qu'il conduit.  
Lise a de beaux bras nus, Rose est blonde... Qu'importe ?  
On est un peu pareil à qui, fermant sa porte,  
Contemple à la croisée une très belle nuit.

Tout s'éloigne... On sourit dans cette ombre apaisée...  
Allégresses, fraîcheurs des matins de rosée,  
Éternels désespoirs qu'un instant consola,  
Fêtes où l'on valsait... Tout s'éloigne et s'épure,  
Et, souriant encor sans tristesse, on murmure :  
« Ce n'était que cela, mais c'était tout cela !... »

## VI

En allant doucement à travers son verger,  
Un humble paysan peut regarder les cimes,  
Et nous, ô cœur amer, nous pouvons bien songer  
Aux déclins des soleils, aux vieillesses sublimes.

Une seule bougie éclaire vaguement,  
Luttant contre le soir désespéré d'automne,  
Le grand salon désert d'un triste appartement.  
Des pincettes aux doigts, Chateaubriand tisonne.

Il pense qu'il est vieux et qu'il se fait très tard,  
Que la cire est funèbre et que le jour succombe,  
Puis il se lève et va chercher dans un placard  
Le manuscrit de ses *Mémoires d'Outre-Tombe*.

Il le feuille, il voit tous ses jours écoulés...  
Des apparitions se lèvent de ces lignes,  
*Atala* passe avec ses beaux yeux étoilés...  
En frac d'ambassadeur bariolé d'insignes,

A Londres, il reçoit les mylords de la mer...  
Les flambeaux allumaient les bijoux des paresses...  
Sous un ordre de gel battait son cœur amer  
D'exilé toujours plein de royales détresses...

Tous ses fantômes chers peuplent le soir tombé :  
Pauline de Beaumont, sa divine Lucile...  
Pareille à l'Océan assaillant le Grand-Bé,  
Il écoute gronder la rumeur de la ville.

Lamartine coiffé d'un antique chapeau,  
Un levrier pelé sous sa table, rature,  
— Lui qui leva la Lyre et porta le Flambeau, —  
Des papiers qu'il écrit sur la Littérature.

Pour la dernière fois, Hugo suit le chemin  
Qui mène à son hôtel... Le long de l'avenue,  
Il tient son feutre aux larges ailes à la main,  
Car devant lui chacun s'incline, tête nue.

Il a l'autorité d'un prophète sanguin  
Qui vécut sur un roc battu par les tempêtes,  
Où Dieu lui fit porter le pain des forts, le vin,  
Par les aigles de mer et les blanches mouettes.

L'Arc de Triomphe, au loin, s'enlève sur le ciel,  
 Le soir de mai jette à Paris sa belle rose,  
 Et le vieux que ses vers ont fait surnaturel  
 Ne doit plus ressortir que pour l'apothéose.

Tolstoï dans le vent de la neige s'enfuit,  
 Ne voulant pas mourir dans son château de conte.  
 Sur la plaine une nuit froide et déserte luit  
 De tout le blanc cruel et polaire d'un conte.

Les carreaux du Palais d'Hiver sont éclairés,  
 Et l'on présente au Tsar des princesses cosaques  
 Dont on voit le dos fauve et les beaux bras musclés,  
 Entre des habits noirs où scintillent des plaques.

Et nul ne sait que, seul, sur l'immense blancheur  
 De la neige, et cherchant une suprême étoile,  
 Tolstoï va mourir comme un vieux colporteur,  
 Dans une gare obscure où s'est éteint le poêle!...



Un verre de cristal brille sur le dressoir...  
 Vers ma dernière soif le tendra-t-on encore,  
 Le matin de ce jour qui n'aura pas de soir,  
 Cette nuit dont mes yeux ne verront pas l'aurore?...

Je sais ce qui m'attend... Je vais, à petits pas,  
 Poursuivre le chemin qui mène aux cyprières;  
 J'en ai fait les trois quarts en ne soupçonnant pas  
 Qu'on voyait, de partout, les croix des cimetières.

Sous un noir parapluie, et tenant un papier,  
 Je parlerai d'adieux et de départs suprêmes,  
 Dans une allée où sont Baudelaire ou Gautier,  
 Un humide matin à goût de chrysanthèmes.

Des jeunes gens diront : « *C'est le père Larguier...  
 Il vient d'enterrer là son dernier camaraud...  
 La Lyre! l'Idéal! la Beauté! le Laurier!*  
*Ces vieux avaient le don de draper la façade!* »

Après-midi mouillés près de *l'Hôtel Drouot*,  
 Vous me verrez encor rentrer avec la toile  
 Où l'on croit reconnaître un arbre de Corot  
 Attendant, recueilli, le frisson de l'étoile...

Puis, quelque soir d'hiver, entre tous mes tableaux,  
 Ma fille en deuil, dinant près de sa mère veuve,  
 Dirà : « J'ai déchiffré des noms sur les tombeaux :  
 Henri Regnault, Raffet, Banville, Sainte-Beuve...

« C'est la troisième nuit qu'il va passer dehors...  
 Il pleut... » Et toutes deux regarderont ma place,  
 Mais mon âme qui sait où vont ceux qui sont morts,  
 De cette froide nuit dédaignera la glace.



Ce qui se passera ?... je le sais... mais comment  
 Le dire avec nos mots coupés d'éclats de rire,  
 Dans notre doux, léger, humble bourdonnement ?  
 Ce qui se passera, je ne dois pas le dire...

Oh ! beau ciel migrateur, nuages émergeant  
 D'une plaine d'azur en falaises d'écume,  
 Pics vermeils qui fondez en banquises d'argent,  
 Floconneuses moissons, blanche neige qui fume !...

Ivresse des essors, quand on a mérité  
 Les hautes régions exemptes de tempêtes,  
 Et qu'on va, pur esprit, un soir diamanté,  
 Vers les astres pareils à des îles en fête !...

LÉO LARGUIER.

---

# LES TRIBULATIONS MÉDICALES D'UNE GRANDE DAME AU XVII<sup>E</sup> SIÈCLE

UNE AUTORITÉ GASTRONOMIQUE

M<sup>me</sup> de Sablé, qui fut, nous dit Victor Cousin, « le modèle de la femme aimable et distinguée de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle », était cependant, affirme Sainte-Beuve, « ingénue, friande et peureuse ». Et ces deux jugements, pour contradictoires qu'ils paraissent, semblent toutefois bien lui convenir.

Sa haute culture, sa grâce et l'élévation de son esprit ne l'avaient pas libérée de l'esclavage des sens, — j'entends ceux de l'odorat et du goût, — au point de lui faire mépriser les odeurs et les mets qui pouvaient la charmer. Elle aimait les bonnes choses, savait les faire apprécier autour d'elle, et elle avait même acquis, à ce sujet, une réputation bien méritée. « Elle tenait école de friandise », dit encore Victor Cousin, et Tallemant écrit de même : « Elle invente toujours quelque nouvelle friponnerie. »

M<sup>me</sup> de Sablé fut, en effet, à son époque, une véritable autorité gastronomique. Ce n'est certes pas à ce titre que son nom est passé à la postérité; mais tenons pour assuré que cela ne dut pas lui nuire aux yeux de ses contemporains. La gracieuse marquise aimait à faire profiter ses amis de ses talents. On la consultait comme un oracle dont les arrêts étaient sans appel.

Dès son retour de la campagne, la belle duchesse de Longueville lui dit, en lui envoyant « la recette du bœuf d'Angleterre » qu'on lui avait donnée : « Si vous avez quelque chose de nouveau pour manger, apprenez-le moi, car je ne songe tantôt plus qu'à cela... » M<sup>me</sup> d'Aumale la supplie de lui apprendre

à faire la pâte de fleurs d'orange, qu'elle réussit comme personne ; et le marquis de Vardes lui écrit : « Quand j'aurai tâché de votre pâte de coin (*sic*) je vous en manderai mon avis, car je présume le pouvoir dire sur telle matière. » De son côté, La Rochefoucauld lui adresse cette réplique : « Vous ne pouvez faire une plus belle charité que de permettre que le porteur de ce billet puisse entrer dans les mystères de la marmelade et de vos véritables confitures, et il vous supplie très humblement de faire en sa faveur tout ce que vous pourrez. »

Telle était l'opinion de l'auteur des *Maximes* ; mais ces *Maximes* elles-mêmes, La Rochefoucauld semble en faire bon marché au prix d'une recette de M<sup>me</sup> de Sablé et il lui mande plaisamment : « Voilà tout ce que j'ai de maximes que vous n'avez point : mais comme on ne fait rien pour rien, je vous demande un potage avec carottes, un ragoût de mouton et un de bœuf, comme ceux que nous eûmes lorsque M. le Commandeur de Souvré dîna chez vous, de la sauce verte et un autre plat, soit un chapon aux pruneaux ou telle autre chose que vous jugerez digne de votre choix. Et dans une autre lettre : « Puisque je n'ai pu vous envoyer de truffes (*sic*), je vous présente au moins des maximes qui ne les valent pas... »

Mais M<sup>me</sup> de Sablé ne brillait pas seulement dans la confection des potages, elle était, de plus, la femme du monde qui connaissait le mieux l'art d'accommoder la salade. Le potage et la salade, l'alpha et l'oméga des repas.

La salade « qui réjouit le cœur », d'après Brillat-Savarin, était, affirme Sainte-Beuve, « un secret de friandise de M<sup>me</sup> de Sablé ». La retournait-elle de ses blanches mains ? On ne nous le dit pas ; mais, quoi qu'il en soit, les gourmets étaient unanimes à proclamer l'habileté de la marquise à muer la plus vulgaire salade en un mets rare et délicieux. Le marquis de Sourdis la remercie chaleureusement d'une « salade de chicorée sauvage » qu'il a trouvée « très excellente ». Et M<sup>me</sup> de Choisy écrit à la comtesse de Maure, cette grande amie de M<sup>me</sup> de Sablé : « Mais, madame, la colère de M<sup>me</sup> la Marquise ira-t-elle, à votre avis, à me refuser la recette de la salade ? Si elle le fait, ce sera une grande inhumanité, dont elle sera punie en ce monde et dans l'autre. »

Aussi bien, nulle partie du royaume de la gourmandise

n'échappait au sceptre de la marquise de Sablé. La chair exquise de ses pâtés arrachait à la duchesse d'Aiguillon cette exclamatlon enthousiaste : « Votre pâté est excellent, comme tout ce qui part de votre admirable esprit et de vos mains. » De son côté, Voiture la « remercie très humblement de ses melons... qui sont bien meilleurs que les autres » ; et la pensée de M<sup>me</sup> de Sablé est liée si intimement chez lui aux jouissances les plus raffinées du goût, qu'il écrit à M<sup>me</sup> de Ramboillet : « Toutes les fois... que je mange quelque chose de bon, ou que je fais une digestion louable, je me souviens d'elle et je lui en souhaite autant. »

#### DES FRIANDISES AUX REMÈDES

Fait curieux, l'attrait que M<sup>me</sup> de Sablé éprouvait à préparer des friandises fit naître en elle celui de préparer des remèdes. Son penchant pour les recettes culinaires achemina insensiblement la marquise vers les formules médicales, et si, chez elle, à Port-Royal, « on faisait des confitures et de merveilleux ragoûts », on y composait aussi « des elixirs pour les vapeurs et des recettes contre toutes les maladies ». Pendant la dernière maladie de la mère Angélique, M<sup>me</sup> de Sablé faisait préparer sous ses yeux les remèdes et les aliments qui avaient été prescrits, jusqu'à ce pain tendre et délicat aux apprêts duquel elle donnait tous ses soins. Elle comblait les religieuses d'onguents, d'eaux merveilleuses ou de liniments infailables : compensation d'ailleurs bien minime pour toutes les tracasseries dont son humeur changeante ne cessait de les accabler.

Mais cette passion de M<sup>me</sup> de Sablé datait de bien plus loin que Port-Royal ; elle remontait au temps où, déçue dans son affection conjugale et cherchant à fuir un mari brutal, ses propos grossiers, et peut-être pis encore, elle s'était réfugiée dans sa terre de Sablé, pour cacher aux yeux de tous sa détresse et son chagrin. Quand, abreuée d'affronts, la marquise avait quitté la cour, son éclatante beauté blonde était presque entièrement évanouie, et ce dut être pour elle une épreuve doublement cruelle, car, assure M<sup>me</sup> de Motteville, « si elle était aimable, elle désirait encore plus de le paraître ». Mais là-bas dans la solitude, nous dit M<sup>me</sup> de Scudéry, « son esprit acquit de nouvelles lumières ;... elle apprit cent choses pour charmer

ses ennuis, qui l'ont rendue encore plus merveilleuse qu'elle n'était auparavant.... Elle recouvrira sa beauté, mais de telle sorte que jamais elle n'en avait tant eu ». Serait-il donc téméraire de penser que ce ne furent pas seulement le calme des grands bois et la « mélancolie » qui rendirent à M<sup>me</sup> de Sablé les roses de son teint et les grâces de son visage, mais aussi quelque secret de cosmétique que ses études solitaires lui avaient permis de déceler ?

Quoi qu'il en soit, les connaissances thérapeutiques de M<sup>me</sup> de Sablé n'étaient pas moins appréciées que ses talents culinaires, et sur ce chapitre encore on la consultait volontiers. M<sup>me</sup> de Longueville la sollicite instamment de lui faire parvenir un médicament fameux, dont elle put déjà apprécier les bons effets. « Je me promets quelques bouteilles de votre eau, ayant tout brûlé celle que vous m'aviez donné dans ma maladie. » De son côté, M<sup>me</sup> de Sablé écrivait à M<sup>me</sup> de Gèvres : « Je vous envoie ma poudre et le mémoire comment il faut prendre, et de mon eau favorite afin qu'il ne manque rien au remède. Je crois, par expérience, qu'il est infaillible, qu'il fera du bien, mais au moins qu'il ne saurait jamais faire du mal; il en faut donner la dose comme je vous l'envoie.... »

#### LES MÉDECINS-DOMESTIQUES DE LA MARQUISE

Mais quelque désireuse que fût M<sup>me</sup> de Sablé de traiter ses amis et de leur être utile, elle était encore bien plus soucieuse du soin de sa propre santé. Elle appréciait fort la société des médecins; c'est ainsi qu'elle aimait à converser ou à correspondre avec le fameux Cureau de la Chambre, médecin du chancelier Séguier, et plus tard de Louis XIV, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences. Elle le comblait de ses gâteries et savait flatter ses faiblesses : « Comme je sais que vous aimez les parfums, lui écrivait-elle, je vous envoie les meilleures pastilles du monde. »

Pour être assurée de ne pas manquer des soins nécessaires, M<sup>me</sup> de Sablé avait toujours un médecin à « son service ». Le premier fut La Mesnardiére, docteur de la Faculté de médecine de Nantes. La Mesnardiére, qu'on a accusé, bien à tort, semble-t-il, d'avoir causé la maladie de Scarron en lui, « donnant une drogue qui le rendit perclus de tous ses membres »,

fut, à ses débuts, dit Tallemant, « médecin-domestique de la marquise de Sablé » ; mais il était appelé à des destinées bien plus hautes. Fort estimé de Richelieu, à qui il voua toujours une inaltérable gratitude, La Mesnardiére devint lecteur ordinaire de la chambre du Roi, et un jour il devait, lui aussi, prendre place parmi les Quarante de l'Académie.

« C'était, dit Bussy, un virtuose qui a fort bien écrit de toutes manières... » Bien qu'il semble, qu'en bonne justice, on doive un peu rabattre de l'appréciation trop élogieuse de Bussy, il n'en reste pas moins que ce médecin fut un esprit fort varié : « Physicien, traducteur, critique, poète, historien, dans quel genre ne s'était-il pas exercé ? » écrit l'abbé d'Olivet. On conçoit donc que ce lettré ait su plaire à M<sup>me</sup> de Sablé, friande de bons mets mais aussi de beau langage, et qu'elle ait souhaité confier à un tel homme la direction de sa santé.

Quand La Mesnardiére eut résigné ses fonctions auprès de la marquise, elle choisit comme « médecin à ses gages » le docteur Antoine Menjot. Menjot, oncle de M<sup>me</sup> de la Sablière, appartenait à la religion prétendue réformée. Il est connu pour son « Histoire des fièvres malignes», *Historia et curatio febrium malignarum*, suivie de huit « Dissertations pathologiques » où il étudie l'épidémie de fièvres qui sévissait à Paris.

Menjot se crée chez M<sup>me</sup> de Sablé des relations précieuses ; c'est là qu'il connaît Pascal, et une estime réciproque subsiste toujours entre eux. Il devait d'ailleurs, comme La Mesnardiére, atteindre un jour à une situation brillante : vraiment M<sup>me</sup> de Sablé portait bonheur à ses médecins. En effet, quelques années plus tard, ayant abjuré le protestantisme, il fut nommé médecin et conseiller du Roi. Toutefois, parmi les honneurs, Menjot n'oublia jamais ce qu'il devait à sa cliente, et, après que Vallant lui eut succédé, il écrivait à la marquise : « J'eus le bonheur, madame, de rencontrer il y a trois ou quatre jours M. Vallant, duquel j'ai appris avec bien de la joie la continuation de votre santé. Je souhaite que l'occasion de vous servir manque toujours à mon zèle ; mais, le contraire arrivant, je vous supplie, madame, de croire que mon zèle ne manquera jamais à l'occasion. »

Vallant fut, parmi les médecins de M<sup>me</sup> de Sablé, celui qui demeura le plus longtemps auprès d'elle ; il l'assista jusqu'à la

fin. Il a tenu tant de place dans la vie de la marquise qu'il semble que leurs noms soient unis l'un à l'autre, et ils s'évoquent mutuellement.

C'était par M<sup>me</sup> de La Fayette que M<sup>me</sup> de Sablé avait connu Vallant. En effet, l'abbé de La Vergne, cousin de M<sup>me</sup> de La Fayette, était fort lié avec les Périer, sœur et beau-frère de Pascal. Il les avait bien souvent entendus faire l'éloge du docteur Vallant, leur médecin et leur ami; il rapporta ces propos à M<sup>me</sup> de La Fayette qui recommanda Vallant à M<sup>me</sup> de Sablé. Vallant devait loger pendant plus de dix ans chez la marquise et ce ne fut qu'à la fin de 1670 qu'il prit au quai des Augustins un domicile particulier; cependant, il consacrait à sa cliente la plus grande partie de son temps; il était d'ailleurs demeuré son commensal ordinaire et, quand on ne le trouvait pas chez lui, c'était chez la « bonne Madame » qu'on envoyait porter un mot.

Noël Vallant, que Victor Cousin qualifie : « homme instruit, aimant assez la belle littérature et surtout fort curieux », remplissait auprès de M<sup>me</sup> de Sablé un rôle assez indéterminé. Médecin, secrétaire, majordome, il s'occupait de la correspondance de la marquise, lisait ses lettres quand elle le lui demandait, et même aussi, semble-t-il, quand elle ne le lui demandait pas. A vrai dire, nous avons aujourd'hui quelque peine à nous représenter ce médecin protéiforme qui fait un peu songer à maître Jacques. Toutefois, malgré cela, et à cause de cela peut-être, M<sup>me</sup> de Sablé appréciait fort Vallant. Il était aussi tenu en grande estime par les amis de la marquise : il avait en effet toujours en poche quelques recettes de cuisine ou de « pâtes mystérieuses qui rajeunissent ».

Néanmoins, toutes ces qualités, qu'il est bien permis d'appeler secondaires, n'empêchaient pas qu'on reconnût à Vallant une réelle capacité professionnelle. Au nombre des clients les plus illustres de Vallant, nous devons mentionner le célèbre Domat, puis le duc de Roannez, enfin, et surtout, Pascal qu'il avait rencontré chez la marquise de Sablé. Nous avons vu d'ailleurs, plus haut, que la sœur de Pascal, Gilberte Périer, accordait toute sa confiance à Vallant. Enfin, lorsqu'en 1667, d'Aquin devint médecin de la reine en remplacement de Guénault, et dut, pour ces hautes fonctions, quitter M. de Souvré, grand prieur de France, celui-ci fit choix de Vallant pour lui

confier le soin de sa santé. Ainsi, les gens les plus considérables se plaisaient à consulter celui que l'on appelait communément « le médecin de M<sup>me</sup> de Sablé ». C'était elle, en effet, qui l'avait fait connaître, c'était à elle qu'il devait sa renommée, et cela suffirait à justifier ces mots que l'abbé Bourdelot écrivait à la marquise : « Une louange de votre bouche établit une personne dans le monde, et l'on ne doute plus d'un mérite quand vous l'avez approuvé. »

A l'époque où Vallant entra chez la marquise, « elle avait soixante ans d'âge, et je ne sais combien d'années de bonne chère » ; c'est ainsi que, pour déférer aux volontés de sa cliente, il recueille une foule de recettes de gourmandise, pour préparer des tourtes, des gâteaux, d'appétissants fromages et la savoureux beurre de mai, ou cette fameuse panade de M. d'Andilly « avec une bonne aile de chapon rôti, ou une aile et demie de poulet ».

Il était assez malaisé d'ordinaire de se soustraire aux exigences de M<sup>me</sup> de Sablé, qui, remarque plaisamment Voiture, « commandait en conseillant » ; et cela était peut-être encore plus difficile pour Vallant que pour tout autre, car il était loin d'être audacieux. Ainsi Vallant consigne soigneusement tout ce qu'il sait être de nature à plaire à la marquise ; il lui donne des formules « pour le rouge des lèvres qui paraît comme naturel », ou le moyen de préparer « les roses musquées pour en parfumer un déshabilloir de Gênes », et aussi une eau souveraine pour rafraîchir le teint et effacer les rides, composée de deux rouelles de veau, six petits chiens de trois jours et quatre pigeonneaux de deux jours, le tout coupé par morceaux, cent coques d'œufs frais, six citrons pelés, sucre candy, alun de roche et talc de Venise, une pinte de lait de chèvre et autant de vinaigre blanc, au moins distillé trois fois ; le tout distillé au bain-marie ; puis « l'eau est exposée trois mois au soleil, passée dans un linge et bien bouchée de peur qu'elle ne s'évapore ».

#### LE REMÈDE À LA MODE

Il est un agent thérapeutique, — ou réputé tel, — dont le docteur Vallant faisait ample provision à l'usage de la marquise : c'était la vipère. Il pressent à ce sujet le docteur

Hédoïn, qui lui répond aussitôt : « Si madame veut des vipères, il serait aisé de lui en faire préparer cet automne la quantité qu'il lui plaira. » Dans une autre lettre, il annonce qu'il a expédié une « boîte de vipères » qui « étaient fort bien conditionnées ». Et ailleurs : « J'ai fait partir aujourd'hui, dit-il, une boîte... où il y a sept douzaines de vipères avec les coeurs et les foies, et deux onces et demi de graisse. »

La vipère constituait un antique remède qu'on administrait sous les formes les plus variées. Dans les temples d'Esculape, on en faisait, nous dit Galien, des onguents et des liniments. Antonius Musa, médecin de l'empereur Auguste, recommandait la chair de vipère à ceux qui souffraient de vieux ulcères; Arélae de Cappadoce l'ordonnait aux lépreux « après l'avoir fait cuire et assaisonner comme du poisson », et Celse, pour faire résoudre les glandes et les tumeurs, conseillait de manger un serpent.

Mais l'ancienneté du remède ne lui avait rien fait perdre de sa faveur; et Henri de Rochas, médecin ordinaire du Roi, enseignait en 1642, que « si on administrait quelques grains de chair de vipère, préparée selon l'art, à celui qui est empoisonné, quand même il le serait depuis sept ou huit mois, il sera aussitôt entièrement guéri. Et celui qui en aura pris une très petite dose ne pourra être empoisonné de six mois ».

Le docteur Moïse Charas, qui fut, si je puis dire, un spécialiste de la vipère, a consigné le fruit de ses travaux en un livre intitulé : *Nouvelles expériences sur la vipère où l'on verra une description exacte de toutes ses parties, la source de son venin, ses divers effets et les remèdes exquis que les artistes peuvent tirer du corps de cet animal.* Pour Charas, la tête de la vipère « grillée et avalée » guérit sa morsure; pendue au col elle combat l'esquinancie; et si le cerveau de la vipère, suspendu de même, fait pousser les dents des enfants, sa graisse soulage les goutteux et dissipe les tumeurs dures et invétérées. Il n'est pas jusqu'à la gale des chiens qui ne bénéficie de l'usage de ce reptile, si on leur en fait manger la peau cuite ou crue dans leur pâtée.

Mme de Sablé était trop constamment à l'affût de tout ce qui peut guérir pour négliger un tel médicament. Elle était passée maîtresse dans l'art de préparer la poudre de vipère; or nous savons d'après Charas à quelles minutieuses prescriptions il fallait se conformer pour composer cette poudre correctement.

On devra, dit-il, « à la fin d'avril ou au commencement de mai prendre des vipères bien vigoureuses, leur couper la tête et la queue avec des ciseaux, en écorcher le corps et en séparer toutes les parties internes, dont on ne réservera que le cœur et le foie qu'on lavera dans du vin blanc, de même que le corps après qu'il sera vidé; puis les ayant suspendues, on les fera sécher à l'ombre. Alors, on les incisera bien menu avec des ciseaux, on les pilera au grand mortier de bronze, on passera la poudre par un tamis de soie bien fin et on la gardera pour le besoin ». Cette poudre « fort animée du sel volatil dont les vipères abondent... purifie le sang et le renouvelle ». Encore fallait-il apporter quelque discernement dans la capture des vipères. On éliminait les femelles en état de gestation qui paraissent alors « beaucoup plus tristes que les mâles »; mais « ayant rejeté les vipères langoureuseuses » on pouvait « choisir indifféremment celles qui de l'un ou de l'autre sexe se trouveront les plus remuantes et les plus vigoureuses ». Enfin en aromatisant la poudre de vipère avec l'huile d'angélique et en l'« adoucissant » de sucre blanc, en obtenait la *pulvis viperrina elegans*, plus efficace encore que la poudre ordinaire.

La poudre à vipère entrait dans la composition de la thériaque et elle servait aussi à préparer l'essence de vipère étant mêlée de trois fois son poids de miel et portée à l'ébullition, mais on l'administrerait le plus souvent sous forme de trochisques. Ces « trochisques », du mot grec *τροχίσκος* qui signifie rondelle, roue, rotule, étaient des sortes de pastilles de forme variable, dans lesquelles la poudre, rendue consistante par l'adjonction de gomme arabique, était additionnée de baume du Pérou et de vin de Malvoisie. Ils portaient d'ordinaire l'empreinte d'un cachet.

Le talent de M<sup>me</sup> de Sablé en ce genre de préparations, ne le cédait en rien à sa science de la panade et du potage aux carottes. Aussi était-elle l'objet de multiples sollicitations. La Rochefoucauld lui mandait en effet : « Je vous envoie un billet que M<sup>me</sup> de Puisieux m'écrit où vous verrez que j'ai obéi à vos ordres et qu'elle voudrait bien avoir de la poudre de vipère. » M<sup>me</sup> de Puisieux était une « extravagante » qui, pour la gourmandise, marchait de pair avec M<sup>me</sup> de Sablé, mais elle s'en distinguait par certains goûts bizarres : c'est ainsi qu'elle aimait tellement les dentelles que non contente d'en faire sa

parure, elle achetait à n'importe quel prix les plus fines et les plus anciennes, et les ayant hachées menu et savamment assaisonnées, elle s'en régalait avidement.

Peut-être Mme de Sablé ne se bornait-elle pas à pulvériser des vipères et confectionnait-elle à l'aide de ce reptile les préparations alors en usage : distillant en de « grandes cornues de verre ou de grez » des vipères séchées à l'ombre et coupées en morceaux pour en extraire ce sel volatil qui, nous dit Charas, « débouche puissamment tous les conduits du cerveau et les débarrasse de la pituite froide et visqueuse »; préparant des huiles de vipères, soit en étouffant les vipères dans l'huile d'olive, soit en laissant macérer pendant quarante jours au soleil quatre douzaines de langues de vipères, ou leurs têtes bien écrasées, dans un bain d'huile d'amandes amères; composant enfin de la gelée de vipères. Cette « bonne gelée de vipères, agréable au goût et toute empreinte de sels volatils... était un restaurant » qui « ranimait les forces abattues et résistait à la malignité des humeurs ».

#### A LA MANIÈRE DE MOLIÈRE

On conçoit qu'il ne devait pas toujours être facile au docteur Vallant de satisfaire aux fantaisies de sa cliente; toutefois, soucieux d'y réussir, il s'y employait activement. Mais, ô inconsequence humaine! — et peut-être surtout féminine, — Mme de Sablé qui, par l'intermédiaire de l'obligéant docteur, sollicitait sans cesse l'avis des diverses autorités médicales; Mme de Sablé, qui était toujours en quête de quelque nouveau remède, se targuait d'un profond scepticisme en médecine. Elle écrivait à l'abbé de La Victoire : « Je suis tout à fait persuadée que le peuple, en laissant faire la nature, a l'avantage sur ceux qui s'abandonnent aux médecins... »

Mais elle fit plus, elle composa « contre les médecins » un factum âpre autant qu'injuste, retrouvé sous forme d'essai dans le portefeuille où Vallant enfermait tous les documents curieux qu'il recueillait. Les multiples ratures que présente ce libelle montrent combien la rédaction définitive en fut laborieuse. Et ce qui est vraiment machiavélique, c'est que ce fut Vallant que la marquise choisit pour tenir la plume, tandis qu'elle dictait ce réquisitoire violent. Le texte et les surcharges sont

en effet tout entiers de la main du trop complaisant docteur.

Dans ce pamphlet, M<sup>me</sup> de Sablé nous conte avoir souffert jadis d' « une horrible douleur de bras qui l'empêchait de dormir jour et nuit »; les médecins lui appliquant « à contre-temps » leurs remèdes, ne lui procuraient pas le moindre soulagement; mais elle parvint d'elle-même à se « guérir en un quart d'heure par l'application de certains sachets qu'on nomme carminatifs ». Longtemps après, elle est reprise du même mal « et, dit-elle, à la vue d'un des meilleurs médecins du temps je fis mon remède qui me guérit encore en deux heures ».

Une autre fois, c'est M. de Sablé qui souffre du « même mal dans une hanche ; les médecins s'acharnaient à le saigner, ils le noyaient de grands verres de tisane dont il était beaucoup pis. Je lui fis mon remède qui le guérit en une demi-heure ». Il y avait progrès. M. de Voiture « eut le même mal », l'infortuné ne pouvait « remuer le bras, il fut guéri par le même remède ». Enfin la marquise « a vu dans une même maison dix enfants, tous frappés et de la rougeole et du pourpre » (scarlatine). Neuf d'entre eux ne furent traités que par leur gouvernante » avec « des eaux cordiales et maintenus au chaud : ils en réchappèrent tous ». La seule qui mourut fut la dixième que l'on avait confiée à un médecin.

Puis, la marquise reproche aux médecins leur cupidité, les opposant à Hippocrate dont elle parle avec assurance, comme si elle l'avait personnellement connu.

Ces médecins du XVII<sup>e</sup> siècle, si attaqués et non sans raison, n'en avaient pas moins, pour la plupart, une haute conscience professionnelle. Si les malades leur témoignaient de l'attachement et de la reconnaissance, — heureux temps ! — ils savaient de leur côté ne pas ménager leur dévouement. Le médecin, disait Bernier, « doit être regardé comme le meilleur ami qu'on puisse faire ». Et Lazare Meyssonnier exigeait, parmi les qualités du médecin, « qu'il soit ami particulier de la personne malade ». On raconte que Louis XIV, entrant un jour chez la princesse de Conti, la trouva tout en larmes au sujet de la mort de Dodart son médecin : « Quel sens y a-t-il, lui dit le roi, à pleurer ainsi son médecin et son domestique ? — Ce n'est ni mon médecin ni mon domestique que je pleure, répondit-elle, c'est mon ami. » De même M<sup>me</sup> de Sévigné écrivait après la mort de Vallant : « M<sup>me</sup> de La Fayette... pleure

et regrette ce pauvre M. Vallant, qui était, dit-elle, son médecin, son confesseur et son ami. »

UNE ANCÉTRE DE LA PROPHYLAXIE\*

On s'égayait beaucoup alors des soins multiples que prenait M<sup>me</sup> de Sablé pour conserver sa santé et de la frayeur que lui causaient les maladies : le danger de la contagion était en effet pour elle un perpétuel sujet de terreur.

Tallemant des Réaux, qui est bien la plus mauvaise langue de l'époque et qui, selon le mot de Cousin, « entasse à pleines mains tous les bavardages, flétrit et salit tout ce qu'il touche », Tallemant nous a laissé de M<sup>me</sup> de Sablé une sorte de portrait-chARGE confinant à la caricature, mais au travers duquel on découvre toutefois quelques parcelles de vérité. Avec une ironie un peu lourde, il raille impitoyablement toutes les précautions dont s'entourait la marquise : « Quand il la faut soigner, dit-il, elle fait d'abord conduire le chirurgien dans le lieu de la maison le plus éloigné de celui où elle couche. Là on lui donne un bonnet et une robe de chambre, et s'il a un garçon, on fait quitter à ce garçon son pourpoint, et tout cela de peur qu'ils ne lui apportent du mauvais air. » Un jour qu'elle avait fait venir en consultation trois médecins, « on donna à chacun une robe de chambre au lieu de leur manteau ; puis on les fit asseoir près de la porte d'une grande salle, au bout de laquelle était la marquise sur un lit, et M<sup>me</sup> de Chalais allait leur faire la relation du mal de madame et rapportait à madame leur sentiment, sans que jamais elle leur permit d'approcher d'un pas... »

Les frayeurs de M<sup>me</sup> de Sablé étaient du reste proverbiales, et Voiture, lui écrivant qu'il a « été trois jours durant dans une maison où deux personnes mouraient de la peste », et qu'il a assisté jusqu'au dernier moment le petit-fils de M<sup>me</sup> de Rambouillet, emporté par l'horrible fléau, ajoutait malicieusement en manière de réconfort : « Mais j'ai peur que je ne vous épouante trop, et que le remède dont je veux guérir votre ennui ne soit plus violent que le mal. Sachez donc que moi qui vous écris, ne vous écris point, et que j'ai envoyé cette lettre à vingt lieues d'ici pour être copiée par un homme que je n'ai jamais vu. »

En 1640, M<sup>me</sup> de Bourbon, future duchesse de Longueville, fut atteinte de la variole. M<sup>me</sup> de Rambouillet, la fameuse Julie d'Angennes, ayant séjourné à l'hôtel de Condé où se trouvait la malade, résolut de se divertir aux dépens de M<sup>me</sup> de Sablé son amie en la menaçant de sa visite par la lettre qui suit :

« Madame, je ne crois pouvoir commencer de trop bonne heure mon traité avec vous, car je suis assurée qu'entre la première proposition qu'on vous fera de me voir et la conclusion, vous aurez tant de réflexions à faire, tant de médecins à consulter, et tant de craintes à surmonter, que j'aurai eu tout loisir de m'aérer. Les conditions que je vous offre sont de n'aller point chez vous que je n'aie été trois jours sans entrer dans l'hôtel de Condé, de changer de toutes sortes d'habillements; de choisir un jour qu'il aura gelé; de ne vous approcher que de quatre pas; de ne m'asseoir que sur un même siège; vous pourrez aussi faire faire un grand feu dans votre chambre, brûler du genièvre aux quatre coins, vous environner de vinaigre impérial, de rue et d'absinthe. Si vous pouvez trouver vos sûretés dans ces propositions sans que je me coupe les cheveux, je vous jure de les exécuter très religieusement, et si vous avez besoin d'exemples pour vous fortifier, je vous dirai que la Reine a bien voulu voir M. de Chaudebonne qui sortait de la chambre de M<sup>me</sup> de Bourbon et que M<sup>me</sup> d'Aiguillon, qui a bon goût sur ces choses-là, et à qui on ne saurait rien reprocher sur pareils sujets, me vient demander que si je nela voulais aller voir, elle viendrait me chercher. »

M<sup>me</sup> de Sablé fut, à vrai dire, un peu froissée de cette lettre, et riposta avec aigreur.

Nul doute que dans ce duel entre les deux Précieuses, les rieurs ne se rangeassent aujourd'hui du côté de M<sup>me</sup> de Sablé. Car, en définitive, M<sup>me</sup> de Bourbon avait la variole, et ceux qui l'avaient approchée risquaient fort d'être contaminés. Sans doute, la marquise, ignorante des microbes, faisait un peu de la prophylaxie comme M. Jourdain faisait de la prose, mais sa manière d'agir n'en était pas moins raisonnable. Si, en effet, on ne connaissait pas alors les germes, on n'était que trop souvent à même de constater, autour de soi, les résultats redoutables de la contagion, en un temps où des épidémies meurtrières et de toute nature désolaient la capitale.

Je dirai même que la marquise se montrait plus avertie que certains docteurs, pour ne citer que Guénault, le médecin à la mode. Guénault, qui complait dans sa clientèle la meilleure société du temps, en dépit des attaques conjuguées de Patin et de Boileau, assurait que la variole « ne pouvait sortir de la chambre ou de l'antichambre », et à quelqu'un qui lui demandait s'il n'apportait pas cette maladie avec lui, il répondait sèchement, en haussant les épaules : « Je n'ai pas de panier pour l'apporter. »

Enfin, lorsque la marquise exigeait quelques soins de propreté de la part du chirurgien et de ses aides, qui devaient pratiquer sur elle une saignée, cela ne nous paraît plus ridicule ; c'était au contraire une mesure fort judicieuse d'asepsie avant la lettre, que nous approuvons maintenant sans réserve. De même, quand M<sup>me</sup> de Sablé faisait changer de vêtements aux médecins qui la venaient visiter, cette précaution qui excite la verve de Tallemant ne nous semble pas si plaisante, car on était, remarque Tallemant lui-même, « dans un temps qu'on parlait un peu de peste à Paris ». Il n'était certes pas exagéré de faire revêtir « une robe bien nette » en place de leur « sou-  
tane grasse » à des médecins qui, peut-être, venaient de voir des pestiférés.

#### PSYCHOLOGIE D'UNE NÉVROPATHE

Reconnaissons toutefois que, par excès de prudence, la marquise, trop souvent, devenait pusillanime et que sa crainte des maux allait jusqu'à la phobie.

Quand M<sup>me</sup> de Sablé se réfugie à Port-Royal, en un corps de logis séparé du couvent mais enclos pourtant dans ses murs, il semble que, parmi les raisons qui la décidèrent à ce choix, la moindre n'ait pas été la facilité qu'elle trouvait ainsi de pouvoir mieux s'isoler, et se soustraire par là même plus aisément à toute contagion possible.

Regardant le sommeil comme l'image de la mort, M<sup>me</sup> de Sablé éprouvait une appréhension invincible, le soir, à l'heure de prendre son repos. Elle voulait qu'on lui fit la lecture pour passer insensiblement de la veille au sommeil : et, par crainte de dormir trop profondément, elle exigeait qu'on entretint de la lumière dans la pièce tout en y faisant un peu de bruit. Elle chargeait, dit-on, de ce soin son médecin et ses

filles de chambre, qui pour cela se relayait auprès d'elle alternativement. Étrange manie, renouvelée des souverains asiatiques et dont, à la fin du siècle dernier, lors d'un de ses voyages en France, le shah de Perse, Mouzaffer-ed-Dine, nous donna une réédition.

La marquise passait de longs jours dans les transes. Vêtue, nous dit Voiture, de cette ratine « qu'on lui connaissait bien, et coiffée de trois serviettes », elle ne se souciait « d'homme vivant que de son médecin et de son cuisinier », demandant sans doute à tous deux de la fortifier dans sa détresse, l'un avec ses conseils, l'autre par ses bons plats.

Mais M<sup>me</sup> de Sablé s'est dépeinte, mieux que personne n'eût su le faire, dans une lettre à Cureau de la Chambre. Nous y voyons que si les siècles passent, les symptômes psychiques restent toujours les mêmes, et que les phobiques et les anxieux de nos jours pourraient aisément se reconnaître dans leurs ancêtres du grand siècle : même pessimisme outrancier, même appétence foncière du trouble et de l'inquiétude, même répugnance inavouée, et parfois inconsciente, pour tout ce qui peut les rassurer. « Quand on m'a dit les choses qui me font voir que je suis en danger pour la santé, écrit la marquise, on a beau après cela les corriger, je m'arrête toujours, quelque sens qu'on leur puisse donner, à celui dont la conséquence est le plus à craindre. »

Un jour que la marquise s'était rendue au faubourg Saint-Germain, pour visiter à l'hôtel Liancourt la maréchale de Guébriant, elle refusa énergiquement de prendre le Pont-Neuf pour retourner chez elle : « J'ai vu sur le Pont-Neuf, gémissait-elle, un petit garçon qui a eu depuis peu la petite vérole ; il demande l'aumône ; en le chassant, mes gens pourraient gagner le mal. »

M<sup>me</sup> de Sablé s'installa à Port-Royal sans avoir rien abdiqué de ses marottes et de ses phobies. Elle avait d'avance posé ses conditions, dont la première était qu'on ne lui célerait jamais le nombre des malades, ni la nature des maladies. Mais quelles que fussent les assurances qu'on lui donnât, elle « ne cessait, dit Sainte-Beuve, de harceler et de faire enrager les Mères », et soupçonnant toujours qu'on lui cachait quelque chose, elle se livrait sans cesse à des enquêtes secrètes. Elle finit par lasser la longanimité de la mère Angélique Arnauld

elle-même qui, excédée de cet espionnage, ne put se retenir de lui écrire : « Je vous avoue, ma très chère sœur, que vos défiances me fâchent, et ces incrédulités que vous avez à tout ce que l'on vous dit, en sorte que vous doutez encore si l'on ne mettra point de morts au chapitre, encore qu'on vous ait tant protesté que cela ne serait jamais tant que vous seriez au monde, que je prie Dieu être longues années. »

On avait beau multiplier les attentions, brûler abondamment du bois de genièvre dans la cour, quand une pauvre défunte avait été exposée deux ou trois heures, et s'empressez d'écrire à M<sup>me</sup> de Sablé que c'était là surcroit de prudence, qu'il n'y avait pas eu maladie contagieuse, la marquise n'était jamais satisfaite. Et un jour qu'elle était entrée dans sa tribune « un peu avant qu'on apportât » une morte à l'église, elle s'enfuit toute tremblante et en garda rancune longtemps.

Comment, dans de telles conditions, apaiser une nature aussi tourmentée, qui s'alarme de tout et de rien ? C'est en vain qu'on entoure l'infortunée marquise de la plus grande sollicitude, et qu'on lui fait connaître, chaque jour, l'état sanitaire du couvent. « Vos peurs là-dessus sont invincibles, lui écrit la mère Angélique, non seulement pour les maladies dangereuses, mais pour presque toutes les autres, auxquelles d'autres personnes ne songeraient pas. »

A voir l'angoisse que causaient à M<sup>me</sup> de Sablé des maux imaginaires, on juge de ce que ce devait être, quand elle avait une indisposition vraie, si bénigne fût-elle. Elle mettait alors tout le couvent en émoi, et un jour où elle souffrait de la migraine, la mère Angélique lui écrit : « Mon Dieu, ma très chère sœur, votre migraine me tue l'esprit comme elle fait votre corps. »

Mais il était une affection que M<sup>me</sup> de Sablé redoutait par dessus toutes les autres, c'était le rhume, et je doute que la peste même lui ait causé plus de terreur. Je ne sais guère que Léopold II, le défunt roi des Belges, qui ait poussé si loin la crainte du coryza. On rapporte en effet que, lorsqu'on voulait mettre fin à un entretien ou à une audience, il suffisait d'éternuer; le souverain alors, sans rien dire, donnait congé aussitôt. M<sup>me</sup> de Sablé se montrait encore plus déficiente et pour éviter les enrhumés, elle n'attendait pas l'éternuement : « Souvent, écrit Tallemant, j'ai vu M<sup>me</sup> de Chalais reléguée dans sa chambre

parce qu'elle *nasillait*, disait la marquise, et qu'elle serait bientôt enrhumée. »

Les amis de la marquise prennent d'ailleurs grand soin de ne pas transgresser sur ce point ses défenses ; aussi, au moindre enchainnement, s'abstiennent-ils de l'aller voir. Sa nièce, Éléonore de Souvré, abbesse du couvent de Saint-Amand de Rouen, lui écrit, à un de ses voyages : « Être à Paris et ne vous point voir, ma chère tante, c'est pour moi la plus grande mortification du monde. Mais je n'ose me hasarder d'aller chez vous à cause que je suis un peu enrhumée. Peut-être ne vous en apercevriez-vous pas, car je ne tousse guère, mais il ne faut pas faire de trahison... »

Ni le rang ni la puissance ne pouvaient faire flétrir M<sup>me</sup> de Sablé, et Madame (Henriette d'Angleterre) écrit à M<sup>me</sup> de La Fayette : « Ce mardi matin. — Mon rhume est tellement augmenté depuis hier que je n'ose aller voir M<sup>me</sup> la marquise de Sablé. Car quand bien elle n'en aurait plus de peur, elle en aurait sûrement mal au cœur, et je pense que pour éviter ces deux inconvénients il vaut mieux remettre la visite à jeudi. Ne croyez pas cependant que ce soit par paresse, que je manque au rendez-vous, mais seulement par la peur que j'ai qu'elle n'en ait de moi. Sachez-le d'elle et vous m'en ferez réponse à l'Abbaye au Bois. »

Ce que M<sup>me</sup> de Sablé appréhendait surtout dans le rhume, c'était la perte de l'odorat, qui en est assez souvent la conséquence. Or, le sens de l'olfaction lui était doublement précieux ; comme auxiliaire du goût pour satisfaire sa gourmandise, et comme mode de défense ou plutôt d'avertissement, pour se mettre en garde contre le mauvais air. Aussi, quel ne fut pas son désespoir quand, après un gros rhume, elle s'aperçut avec terreur qu'elle ne percevait plus les odeurs ; elle craignit d'en être privée pour jamais.

Et pourtant, cet odorat, dont l'abolition lui était si cruelle, lui avait causé quelquefois de véritables paniques. Un jour qu'elle était allée au Carmel et que, suivant son habitude, elle s'était assurée dès le seuil du couvent qu'il n'y avait point de malades, elle perçut une odeur de fumée qui venait du jardin. Aussitôt son esprit inquiet interpréta cela comme un moyen de désinfection qui décelait, par là même, l'existence de quelque maladie contagieuse. Sans vouloir rien entendre, elle reprocha

vivement aux Mères de lui avoir manqué de parole et furieuse quitta le monastère.

Une autre fois, à Port-Royal, M<sup>me</sup> de Sablé sent des odeurs de cire qui montent jusqu'à sa chambre ; elle s'en montre fort alarmée. Elle adresse précipitamment un billet à la mère Agnès et, pour plus de sûreté, elle demande à M<sup>me</sup> d'Atrie, sa voisine, de faire une enquête à ce sujet. Il s'agit bien en effet de bougies que des religieuses confectionnent en un coin retiré de l'enclos. M<sup>me</sup> de Sablé n'y peut tenir, et redoutant que ces vapeurs n'altèrent gravement l'air qu'elle respire, elle veut s'enfuir à tout prix. On s'efforce de la calmer, on lui promet que, désormais, on ne fabriquera plus de bougies si près d'elle.

Pour cette fois, la marquise fut tranquillisée, mais ce ne fut qu'une trêve au milieu de ses angoisses ; un beau jour, la crainte du « mauvais air » l'emporta et M<sup>me</sup> de Sablé résolut de quitter Port-Royal. Elle alla se réfugier à Auteuil. Ce riant petit village, enfoui dans un nid de verdure sur la rive droite de la Seine, était alors réputé pour la pureté de son atmosphère. Toutefois, M<sup>me</sup> de Sablé s'était préalablement informée des maux qui pouvaient y régner.

Peu après, M<sup>me</sup> de Sablé devait revenir à Port-Royal, mais, toujours assaillie des mêmes craintes et victime des mêmes frayeurs, elle songea à abandonner définitivement cette demeure pour se retirer à Port-Royal des Champs.

Il faut bien reconnaître que l'entourage de M<sup>me</sup> de Sablé n'était pas fait pour la rendre moins pusillanime. C'était M<sup>me</sup> de Bertillac, toujours inquiète de sa santé, au point que pour avoir son médecin plus constamment à sa portée, elle s'était logée chez lui. Mais c'était surtout la comtesse de Maure, son intime amie, et véritablement son *dimidium animæ*.

M<sup>me</sup> de Sablé l'avait, elle aussi, rencontrée auprès de la reine Marie, dont Anne Doni d'Attichy, dans tout l'éclat de sa jeunesse, avait été fille d'honneur. On louait alors unanimement la blancheur et la pureté de son teint, « qui effaçait et ternissait celle du satin blanc et des jasmins, dont elle portait hardiment des guirlandes ; » mais « la nature, qui ne peut faire aucune chose entièrement parfaite, lui avait donné une santé si délicate qu'elle était obligée de recourir souvent aux

remèdes de la médecine ». M<sup>me</sup> de Sablé se jugeait dans le même cas, et peut-être est-ce en constatant l'identité de leur sort qu'elles s'étaient liées d'une amitié sincère mais non exempte d'orages, car au moindre soupçon de froideur de la part de la marquise, la comtesse se livrait aux transports d'une jalouse toute florentine.

Elles ne pouvaient cependant se passer l'une de l'autre: quand M<sup>me</sup> de Sablé fut se loger Place Royale, M<sup>me</sup> de Maure vint habiter chez elle, et, plus tard, lorsque la marquise se retira à Port-Royal, la comtesse ne put supporter l'éloignement de son amie et s'installa au faubourg Saint-Jacques, à l'hôtel de Troyes, rue d'Enfer, à quelques pas du couvent. Elles se voyaient ainsi plusieurs fois le jour, ou s'écrivaient à tout moment quand elles ne pouvaient converser.

M<sup>me</sup> de Montpensier, dans son *Histoire de la princesse de Paphlagonie* nous a plaisamment fait connaître l'étrange commerce des deux amies : « Il n'y avait point d'heures, dit-elle, où elles ne conférassent des moyens de s'empêcher de mourir et de l'art de se rendre immortelles. Leurs conférences ne se faisaient pas comme celles des autres; la crainte de respirer un air trop froid ou trop chaud, l'appréhension que le vent ne fût trop sec ou trop humide, une imagination enfin que le temps ne fût pas aussi tempéré qu'elles le jugeaient nécessaire pour la conservation de la santé, étaient cause qu'elles s'écrivaient d'une chambre à l'autre. On serait trop heureux si on pouvait trouver de ces billets et en faire un recueil. Je suis assuré qu'on y trouverait des préceptes pour le régime de vivre, des précautions jusques au temps propre à faire des remèdes, et des remèdes même dont Hippocrate et Galien n'ont jamais entendu parler avec toute leur science; ce serait une chose fort utile au public et dont les facultés de Paris et de Montpellier feraient bien leur profit. »

L'affinité de leurs natures et la similitude de leurs craintes avaient rapproché l'une de l'autre la comtesse de Maure et M<sup>me</sup> de Sablé. Entretenant mutuellement leurs angoisses par un commerce journalier, elles sympathisaient, au sens étymologique du mot. Mais la marquise de Sablé, qui se montrait si soucieuse d'éviter toutes sortes de contagions, n'avait pas su se mettre en garde contre celle qui lui était le plus funeste : j'entends la contagion mentale si redoutable aux névropathes,

et chez eux si fréquente, car ces malades s'attirent et se recherchent toujours.

Les terreurs persistantes de M<sup>me</sup> de Sablé, comme celles de tous les phobiques, étaient dues à une connaissance incomplète, et par trop superficielle, des maux dont elle se croyait menacée, et c'est ce qui rendait invincibles ses frayeurs. Si le phobique avait en effet une notion juste du danger qu'il redoute, sa phobie s'évanouirait; la preuve en est qu'on ne parvient à le guérir qu'en le raisonnant, c'est-à-dire en lui donnant une claire vision de ce qui l'obsède, en lui montrant l'inanité de ce qu'il craint. La marquise semble l'avoir compris elle-même en écrivant cette maxime : « Les demi-savants sont les plus sujets à l'opiniâtreté. Il n'y a que les âmes fortes qui sachent se dédire et abandonner un mauvais parti. »

Certes, il y avait souvent, dans les angoisses de M<sup>me</sup> de Sablé, un point de départ fort admissible; les maux qu'elle redoutait n'étaient pas tous imaginaires, et nous avons dit que certaines des précautions dont elle usait pour s'en défendre, ne sont pas différentes de celles auxquelles nous recourons aujourd'hui. Mais son esprit était ainsi fait, qu'il déformait les initiatives les plus sages par l'apport d'un élément anxieux, et par de telles exagérations que toute raison et toute logique en disparaissaient aussitôt.

Qu'elle aurait eu profit, l'infortunée marquise, à méditer cette vérité, que son contemporain Molière a joliment enclose dans le distique suivant :

La parfaite raison fuit toute extrémité  
Et veut que l'on soit sage avec sobriété.

P. SONNIÉ-MORET.

---

# QUESTIONS SCIENTIFIQUES

---

## LE PRINCIPAL ALIMENT HUMAIN : LE RIZ

---

C'est parce que l'homme a besoin avant tout d'hydrates de carbone dans sa ration nutritive, et parce que le grain de riz en est presque exclusivement composé, que le riz est la plante alimentaire la plus importante pour l'homme : car, n'en déplaise aux occidentaux que nous sommes, les autres céréales, le blé lui-même, doivent sans conteste lui céder le pas. Près de la moitié des hommes, 650 millions, s'il est permis de tenter sans statistique précise une évaluation approchée, en font leur nourriture presque exclusive ou leur aliment principal et, voulant à sa culture 700 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire la deux-centième partie des terres émergées, l'humanité, qui ne pèse guère au total plus de 80 millions de tonnes, récolte chaque année une masse double de ces petits grains dont il faut souvent plus de cinquante pour faire un gramme.

L'utilité du riz, son rôle économique que les conditions actuelles de l'existence n'ont pas diminué, appellent une étude intéressante à plusieurs points de vue. La vie de la plante, qui ne ressemble guère à celle de nos céréales, fait toucher du doigt divers problèmes biologiques. Son passé constitue une histoire qui se mêle à celle des guerres, des voyages et même des religions. Quand à son avenir, que peut-on en attendre ? Nous verrons que, pour le riz, l'homme utilise les forces cosmiques et au besoin lutte contre elles, afin d'élargir encore un royaume dont les limites reculent sans cesse.

## LA GRAINE ET LA PLANTE

Ce que la vie courante nous apprend du riz, c'est bien peu de chose. Nous n'avons guère que l'image de ses petits grains, blancs et durs, allongés, arrondis au sommet, creusés d'un côté à la base; et cette image est trompeuse, puisque ce n'est pas celle de la graine, mais d'un produit manufacturé. Le minotier a séparé de ses enveloppes et privé du germe vivant qu'elle devait nourrir, la partie nutritive et morte de la graine, l'albumen: à la décortication, qui, le menant sous les meules et dans les trieurs, a rendu le grain peu présentable, a fait suite le polissage dans un cylindre où tourne un rouleau feutré, le glacage par une trace d'huile ou par un apprêt de glucose et de talc destiné à donner l'éclat que le consommateur apprécie. Ce n'est plus qu'une matière alimentaire, parée pour la consommation, le « riz blanc » ou le « riz poli »; il n'y a plus en lui de vie qu'on puisse éveiller; confié à la terre, ce qui reste là de la graine ne peut que pourrir.

La graine elle-même intacte, vivante, n'est pas beaucoup plus grosse que le grain que nous connaissons. Le petit creux que celui-ci présente à la base est le logement du germe ou embryon, un être vivant, minuscule par rapport à l'albumen, masse inerte, nutritive. Germe et albumen sont empaquetés dans une pellicule colorée, jaune, rouge ou noire, faisant corps avec eux, persistant parfois là et là, échappée à la décortication, sur les produits livrés au commerce. Le tout est fixé au fond d'une enveloppe sèche, faite de deux pièces juxtaposées, les glumelles, rappelant par leur forme les coquilles d'une noix, et par leur disposition la « balle » où se cachent d'une manière semblable les grains de l'avoine ou du blé. A la base persiste un pédoncule court qui fixait la graine à la plante qui l'a portée. Sous cette forme, recouvert de ses enveloppes séchées, d'un jaune chaud le plus souvent, c'est le « riz en paille » ou *paddy* qui peut soit être livré au décortiqueur, soit fournir la semence nouvelle.

Les conditions dans lesquelles le germe du riz se développe sont très frappantes.

Le riz est une plante aquatique et c'est au fond de l'eau, souvent même enfouie dans la vase, que la graine germe. Or

l'eau contient beaucoup moins d'oxygène que l'air, quarante fois moins environ, à la température de 20 degrés; de plus, certaines des bactéries qui vivent dans les eaux, peuvent utiliser, jusqu'aux dernières traces, l'oxygène que l'eau a dissous. Aussi la teneur en oxygène est-elle très faible là où le riz doit germer; il n'y en aurait pas assez pour permettre le réveil de la graine du blé; le riz s'en contente; il pousse vite ses premières feuilles qui s'épanouissent dans un milieu moins pauvre et assurent sa respiration. Les expériences de laboratoire viennent appuyer ces faits: au contraire des autres céréales, le riz germe dans le vide ou dans les gaz inertes, en l'absence totale d'oxygène.

La plante a poussé; c'est une herbe fixée dans le sol du marais par un faisceau de racines courtes et divergentes. Ses feuilles sont étroites, rayées dans leur longueur de nombreux sillons, d'abord dressées, puis s'étalant un peu tandis que leur pointe retombe. Elles s'élèvent au-dessus de l'eau, dissimulant sous leurs gaines emboîtées une tige noueuse et grêle. Au-dessus de la dernière feuille paraît bientôt une inflorescence ou panicule; elle est faite de rameaux verticaux gardant d'abord, serrés les uns contre les autres, le pli que leur a donné le séjour dans le cylindre étroit des gaines foliaires; puis les rameaux de la panicule, les uns longs, les autres courts, s'écartent; ils sont sinuieux; ils portent de petites fleurs fixées par un pédoncule court. Des fleurs? mais oui; c'est une fleur que chacun de ces petits ballons vert sombre faits de deux pièces, les deux glumelles juxtaposées. Et la preuve, c'est que plus tard, par un jour chaud, vers dix heures, tout en haut de l'inflorescence, voici les deux petites coques qui s'écartent et des étamines, bien reconnaissables, qui apparaissent; leurs anthères sont ouvertes et déjà poudrées du pollen qu'elles laissent échapper; ces filets qui les portent s'allongent à vue d'œil et les soulèvent au-dessus de la fleur qui s'entrebâille davantage; on distingue maintenant, cachée au-dessous des étamines, une petite masse verdâtre, l'ovaire, avec à son sommet deux fils barbus de poils incolores auxquels est accrochée la poussière jaune du pollen. Ces stigmates plumeux se glissent un moment hors de la fleur; puis tout se rétracte; les glumelles se resserrent et chaque fleur ainsi épanouie et fécondée par son propre pollen va former et mûrir une graine sous l'enveloppe molle encore qui ne s'est qu'un moment entr'ouverte.

Avec l'épanouissement des fleurs, la plante a cessé de croître. Elle atteint à peine d'ordinaire la taille de nos blés; ses inflorescences, alourdis par les grains en formation, retombent avec grâce. Le soleil dore feuilles, fruits et rameaux; la plante a achevé son œuvre; elle est chargée de graines qui vont se resserrer. Elle ne donnera pas une seconde fois des fleurs et des fruits; elle peut mourir; les feuilles se dessèchent; les racines pourrissent; la tige s'affaisse; tout se détruit sauf les graines. Le cycle a duré moins d'une année.

## RIZ SAUVAGE ET RIZ CULTIVÉ

Le rôle de l'homme dans tout ceci n'apparaît point. J'ai parlé de la plante sauvage qui vit dans des marais non cultivés. Car il ne faut pas croire que le fait de s'être rangées dans la domesticité de l'homme, amène toujours les espèces animales ou végétales à disparaître de la nature. On rencontre encore le riz hors des cultures dans le sud de l'Asie, dans l'Afrique et dans les contrées tropicales de l'Australie. Souvent on peut penser qu'il s'est échappé des rizières qui sont proches et qu'il s'est naturalisé dans une région qu'il n'habitait point. Mais parfois on retrouve le riz croissant librement dans des marécages éloignés de milliers de lieues des rizières les plus proches, sur des territoires où il ne fut jamais cultivé, et il faut bien le considérer alors comme une plante sauvage. Un détail d'ailleurs permet aisément de le reconnaître pour tel: sitôt la maturité arrivée, sitôt le grain devenu sec entre les glumelles jaunies de son enveloppe, le moindre choc, le froissement que fait courir le vent sur les plantes des bords du marais, suffit à rompre les pédoncules qui soutiennent les fruits: on dit que le riz sauvage « laisse tomber ses fruits» et on lui oppose le riz des cultures dont les inflorescences se dessèchent sans qu'un grain s'en détache, comme si la plante cultivée avait souci de garder à son maître, fidèlement, toute la récolte que, par ses soins, il l'a aidée à produire.

Un jour, en effet, l'homme pense à la culture; il est lassé de recueillir à la surface des eaux les grains du riz sauvage qui sont tombés de la panicule, comme les indigènes le font encore ça et là dans l'Afrique équatoriale. Il sème; il faut que chaque graine rapporte. Mille difficultés se présentent;

l'homme les a peu à peu résolues depuis les temps immémoriaux où le riz se cultive et l'on peut aujourd'hui, en allant d'un monde à l'autre à travers le Pacifique, voir tour à tour employer les procédés les plus simples et les méthodes les plus modernes.

Imaginez, vue du haut des collines, une boucle d'un petit fleuve qui, des montagnes de Sumatra, descend vers la mer; la vallée n'est pas large; au loin, la forêt tropicale couvre les pentes raides et le val presque jusqu'au bord de l'eau; plus près de nous, elle s'est écartée devant les mains humaines et le sol défriché a été voué au riz. Ce sol presque plat est maintenant couvert d'eau; il est divisé par des levées irrégulières et sinuées, suffisant au passage d'un homme. Un canal vient de la rivière, un autre y retourne; les digues s'interrompent ça et là pour une sorte de vanne; l'ensemble de la riziére ou *sawah* rappelle un marais salant.

Là-bas des hommes travaillent; ils sont dans l'eau jusqu'à mi-jambes; l'un guide un couple de buffles aux énormes cornes éintrées, l'autre maintient les bras d'une charrue de bois qui laboure le sol. Le même attelage fera passer une herse primitive, pour arracher les dernières mauvaises herbes qui pourriront sous la vase remuée par le labour. Les tableaux qui suivent sont aussi pittoresques; avant de procéder aux semaines, on prend soin de faire gonfler le riz et de le laisser germer, dans l'ombre humide, empaqueté dans des feuilles de bananier. Il est prêt; une racine blanche pointe hors de la graine; après qu'on a soulevé la vase en agitant l'eau, on sème à la volée; le grain, pesant de s'être gonflé d'eau, tombe au fond et la vase qui se dépose lentement, l'emprisonne sous une couche molle. Quinze jours après, on voit paraître au-dessus de l'eau les longues feuilles vertes. C'est le signal d'un travail nouveau: on arrache le riz du sol où il ne tient guère; on groupe les jeunes plantes en paquets que l'on repique à intervalles réguliers, dans le fond fraîchement remué d'un autre *sawah*. Ainsi la culture croitra plus régulière et le riz sera mis en avance sur les mauvaises herbes qui poussent plus vite que lui. Ce sont elles surtout contre qui maintenant il faut lutter: les petites graines apportées par l'eau qui circule à présent dans la riziére, les rhizomes des scirpes et des joncs que la herse n'a pas su arracher, tout cela donne une végétation.

envahissante et vigoureuse ; on sarcle ; on surveille aussi l'apparition du borer, ce papillon blanc dont la chenille creuse sa galerie dans les jeunes chaumes, rendant les épis stériles, et on prépare pour lui des pièges lumineux. Dans ces soucis, les semaines passent ; le riz va être mûr ; on assèche la rizière. Le temps est venu de moissonner ; on coupe les panicules à la faufile ; on les attache en petites javelles et la récolte se rentre dans les granges à riz d'une architecture si étrange, fixée depuis des milliers d'années, élevées sur pilotis, recouvertes de toits immenses dont le faîte arqué dresse vers le ciel comme deux cornes ses deux extrémités pointues.

Sur l'autre rive du Pacifique, dans la vallée du Sacramento, en Californie, le riz a trouvé il y a quinze ans une terre neuve, des colons sans préjugés, rendus audacieux par les succès du machinisme ; ce sont des tracteurs qui labourent, de puissantes pompes qui arrosent et des moissonneuses qui récoltent...

#### DEPUIS TROIS MILLE ANS

Le riz a une histoire qui du passé le plus lointain s'étend jusqu'à nos jours. On ne sait où il fut cultivé d'abord. Il vivait à l'état sauvage, pense-t-on, dans toute l'Asie méridionale, de la Chine au Bengale. C'est là sans doute que sa culture prit naissance. L'un des textes chinois les plus anciens, le Schou-King, rapporte que l'empereur Chin-Nong, qui devait vivre en l'an 2800 avant Jésus-Christ, régla dans le détail la cérémonie d'une fête du printemps, qu'il jugea dans sa sagesse devoir être un enseignement pour ses peuples. Seul un dieu a pu imaginer de forcer la terre à produire les plantes utiles ; l'Empereur, le fils du Ciel, pour rappeler cette origine divine de l'art qui fait vivre les hommes, doit chaque année, au printemps, pratiquer lui-même l'agriculture sous les yeux de ses sujets. Les peintures anciennes nous le montrent, conduisant en grand appareil une charrue richement décorée, dans un champ sacré, au temple du Ciel et de la Terre, à Pékin. Le premier à l'œuvre, il trace quatre sillons ; les princes, puis les mandarins le remplacent, menant d'autant plus longtemps une charrue où brille moins d'or, que leur dignité est moins haute ; de simples agriculteurs choisis dans le peuple, achèvent le labour du champ. Et l'on sème alors les plantes sacrées : c'est

l'Empereur lui-même qui confie au sol le riz, l'aliment principal des hommes; il peut laisser aux princes le soin de semer le blé, deux sortes de millet, le soja, qui sont les quatre autres plantes rituelles. Durant plus de quarante siècles, la cérémonie instituée par Chin-Nong s'est répétée chaque année; elle a cessé à la proclamation de la République chinoise, en 1911; elle existe encore à la cour d'Annam qui a copié la civilisation de la Chine; mais là, l'Empereur n'enseigne à son peuple que la culture du riz, la seule des cinq plantes sacrées chinoises qui soit en Indochine une culture importante.

C'est donc dans l'Extrême-Orient que la culture du riz apparaît d'abord. Elle s'étend de bonne heure, à l'est, vers le Japon et les îles de la Sonde, à l'ouest, vers l'Inde, la Perse et plus tard jusqu'aux plaines de l'Euphrate: là le riz fait halte sans atteindre la Méditerranée; l'Ancien Testament n'en parle pas. Pour notre monde méditerranéen, ce sont d'abord seulement les récits des voyageurs qui en font mention, Hérodote par quelques allusions, Aristobule, l'un des compagnons d'Alexandre, dans une description de la rizière et de la plante qu'elle produit. Plus tard, la notion qui correspond au nom ne se précise guère: Rome est en relation de commerce avec l'Orient d'où le riz lui vient en assez grande abondance pour fournir un mets à vil prix, comme en fait preuve une satire d'Horace.

On ne sait quand la culture du riz pénétra en Égypte. Dans les tombeaux, on ne le voit pas figurer sur les peintures, il n'y en a pas parmi les graines des offrandes. Pourtant, il ne pouvait trouver de terrains lui convenant mieux que ceux du Delta: il y est devenu l'une des principales cultures.

Dans l'histoire des migrations des végétaux cultivés, qui participe de celle de l'homme, il y a des temps d'arrêt; on se fixe sur le sol conquis; puis le génie d'un peuple pousse les armées, les marchands et les colons vers des terres nouvelles. C'est ainsi qu'après le calme des premiers siècles de notre ère, l'Islam étend son empire et son activité commerciale de l'Inde à l'Atlantique, sur les bords de la Méditerranée. L'Arabe cherche à donner au pays qu'il occupe l'aspect, les mœurs de celui d'où il vient. Il impose ses cultures comme son architecture: en Espagne, il bâtit l'Alhambra de Grenade; il introduit le riz dans la huerta qu'il crée à Valence, où les rizières subsistent encore aujourd'hui. C'est qu'en effet après la prise

de Grenade, Ferdinand le Catholique n'est point tenté de supprimer du sol chrétien cette culture mahométane. La voila donc fixée à la Méditerranée ; elle n'y a point achevé sa course. Elle accompagne l'Espagnol des armées de Charles-Quint traversant la Lombardie pour aller assiéger Milan. Ces plaines ont des étés chauds comme ceux du nord de l'Afrique, un sol fertile ; par milliers ruissent des *fontanili*, tandis que des fleuves puissants descendant des Alpes ; c'est pour le riz une patrie retrouvée. N'essaie-t-il pas même du sol de France, en Camargue ?

Des terres nouvelles s'ouvrent par delà l'Océan. En 1647, un gouverneur de la Virginie reçoit de sa patrie un demi-boisseau de riz, soit seize litres ; on récolte seize boisseaux ; c'est fort beau ; pourtant on s'en tient là. Ce n'est que cinquante ans plus tard que le capitaine d'un navire hollandais faisant relâche à Charlestown, offre un petit sac de riz au gouverneur de la Caroline du sud. La côte est basse, chaude, marécageuse ; et puis ici, on persévere ; c'est le début d'une fortune, ou tout au moins d'une renommée : le riz de la Caroline passe aujourd'hui pour le meilleur du monde ; il est bien rare d'ailleurs que celui qu'on vend pour tel, en vienne réellement ; dans les vingt dernières années, la surface des rizières y a beaucoup diminué, tandis qu'elle doublait dans les régions voisines, la Louisiane, le Texas et que se créait une région rizicole nouvelle, en Californie centrale. Si l'on joint encore à ces territoires ceux du Brésil, de l'Australie, du centre africain et de Madagascar, on a terminé à peu près avec l'histoire de la culture du riz, l'énumération géographique de ses principaux producteurs.

#### UNE CULTURE EXIGEANTE

Il est impossible d'imaginer que toutes ces régions éparses sur la carte du monde n'ont pas en commun des caractères en accord avec les exigences de la céréale venue d'Orient.

Originaire des pays chauds, le riz a tout d'abord besoin de beaucoup de chaleur. Ce sont surtout ses exigences thermiques, une température estivale moyenne de 20°, qui limitent son aire de répartition sur le monde. Il réussit dans la zone tropicale ; il peut s'avancer au nord et au sud de l'Équateur dans les régions tempérées chaudes. Sur l'hémisphère nord, il atteint presque le

quarante-sixième degré de latitude nord dans la plaine lombarde, tandis qu'aux États-Unis et en Chine, il ne dépasse guère le trente-huitième seulement. Notons là une preuve de la douceur exceptionnelle du climat qui a permis le développement précoce des civilisations méditerranéennes... Malgré la chaleur des étés dont jouit le nord de l'Italie, les conditions de vie sont loin d'être semblables à celles qu'offrent les régions tropicales : aussi l'économie de la culture y est-elle toute différente. Le paysan italien attend pour les semaines que la douceur du printemps ait fait oublier l'hiver : il lui faut parfois au début d'octobre se hâter de profiter des derniers beaux jours pour rentrer sa récolte ; l'évolution complète de la plante dure au moins cinq mois et demi. A Java, l'agriculteur est presque indifférent au cours des saisons ; une exploitation bien conduite fournit trois récoltes par an. Le Tonkin donne deux récoltes.

Le second besoin du riz, c'est l'eau qu'exige sa culture. Il existe bien une variété de riz dite « riz de montagne » qui, sans réclamer le marais, se contente d'un sol humide : elle est sans intérêt économique. C'est partout le « riz ordinaire » qu'on cultive et le régime des eaux prend pour le riziculteur une importance énorme. Quel avantage assurent les pluies régulières de la zone équatoriale, tombant tous les après-midi, et les pluies d'été de la zone des moussons qui règnent sur tout le sud du continent asiatique ; c'est là surtout qu'on cultive le riz ; en Basse-Birmanie, il couvre 92 pour 100 du sol qu'on travaille. L'irrigation doit fournir le complément et donner l'eau courante pendant les périodes sèches. Ainsi se trouve déterminée la localisation principale des rizières, dans les terres basses des deltas où l'eau est proche et où une simple levée permet d'entourer et d'inonder de grandes surfaces.

Mais parfois, comme par gageure, l'homme s'acharne à vaincre la nature : et ce sont les pentes elles-mêmes qu'il transforme en rizières. A Madagascar, à Java, aux Philippines, on voit ainsi sur des hectares entiers des terrasses d'eau étagées : chacune est bordée d'une digue à laquelle l'eau affleure presque du côté du mont, tandis que vers la vallée elle en baigne seulement la base. Les digues serpentent le long des pentes ; elles emboîtent leurs sinuosités comme les courbes de niveau d'une carte. Jusqu'à ce que le riz vienne tout masquer de ses verdures, le paysage présente un aspect étrange ; car

s'est au flanc des coteaux dont les lignes onduleuses forment un horizon souple, qu'éclatent les miroirs d'eau dont l'éclat évoque le plan immobile des étangs ou la nappe scintillante de la mer.

La dernière exigence du riz paraît tyrannique à l'homme : il a besoin d'une main-d'œuvre importante. Bien que les rizières soient surtout établies dans des régions très peuplées et que les femmes elles-mêmes prennent part aux travaux, la main-d'œuvre fait souvent défaut; c'est du recrutement de nouveaux ouvriers que dépend maintenant l'extension de la culture en Indochine; en 1920, la Californie a perdu une partie de sa récolte faute de bras pour moissonner toute la surface qui avait été plantée. De plus, cette exigence du riz est continue : labours, semaines, repiquage, sarclage, récolte, sans arrêt. Mais on ne saurait faire le détail des soins spéciaux qu'impose la culture dans l'eau : c'est la digne qu'il faut entretenir, le cours de l'eau qu'il faut régler; le riziculteur passe tout son temps à la rizière. Enfin dans des contrées souvent paludéennes, n'est-il pas rebutant et insalubre de travailler dans le marais? Et l'on ne peut manquer de se demander comment une céréale dont la culture est si peu tentante, a pu s'étendre à tant de pays et jouer un tel rôle dans la nourriture humaine.

C'est sans doute la qualité de la récolte qui nous l'expliquera. La nature chimique du riz est le premier point à connaître. Après polissage, on y trouve environ 12 pour 100 d'eau, à peu près comme dans les autres céréales, 80 pour 100 d'hydrates de carbone digestibles, formés surtout d'amidon (le blé en a 72 pour cent), moins de matières azotées que dans le blé (7 pour cent au lieu de 11), un peu de matières grasses, très peu de cellulose. Tel quel, le riz ne constitue pas un aliment complet; sa teneur en azotés et en graisses est trop faible; mais il est, de par sa nature chimique et sa structure, de digestion rapide et aisée. Sous les climats tropicaux où la chaleur humide déprime, où les organes digestifs deviennent paresseux, il est le seul des féculents à être toléré. Hors des tropiques, là où le pain forme la base de l'alimentation, la farine de riz ne saurait remplacer celle de blé, car, trop pauvre en matières azotées pour se lier en une pâte, elle n'est pas panifiable seule; en en mélangeant une faible proportion à la farine de blé, on obtient un pain léger, très agréable. La France dispose là d'un

excellent moyen pour les années déficitaires en blé; en 1923 par exemple, un décret a rendu obligatoire la panification avec 10 pour cent de farine de riz ou de seigle.

Plus encore que sa valeur nutritive, c'est le rendement de sa culture qui a donné au riz son importance économique hors de pair. Même lorsqu'on n'obtient qu'une récolte par an, la plante paie bien la place qu'on lui consacre. Un hectare cultivé en riz rapporte de 9 à 18 quintaux de riz décortiqué; cultivé en blé, il produit aux États-Unis ou au Canada 8 à 10 quintaux, en France 16 à 17. Aux États-Unis, le rendement du riz est double de celui du blé. La comparaison est donc à l'avantage du riz. Elle le devient plus encore, si l'on pense que l'on cultive le blé sur les terres les plus riches du monde et qu'il les épouserait vite si l'homme n'y veillait, tandis que le riz se contente de marécages auxquels seul il donne un prix.

#### LA PRODUCTION MONDIALE

La production mondiale du riz doit être annuellement proche de 2 milliards de quintaux, celle du blé ne dépassant pas un milliard. La Chine est principale productrice (plus d'un milliard de quintaux), puis viennent l'Inde anglaise, le Japon, l'Indochine française qui ne donne pas moins de 40 millions de quintaux de riz décortiqué et a pu atteindre en 1921 à 58 millions. Les États-Unis ne comptent que pour le centième de la production mondiale.

Celle-ci est-elle suffisante? A peu près, puisqu'il n'y a pas de grandes famines (sauf en Russie et pour les raisons politiques que l'on connaît); à peine, ainsi que le montrent les données des économistes. Le riz est trop peu abondant pour être, comme le blé, un important objet d'échange entre les hommes. Les grands producteurs sont en même temps les grands consommateurs; la Chine ne se suffit pas à elle-même et importe; le Japon, où 60 pour 100 des terres cultivées sont des rizières, s'est vu obligé en 1924 à d'énormes achats à l'étranger. Ailleurs, les importations compensent sensiblement les exportations; Java vend à l'Europe un riz de qualité supérieure et se nourrit d'un riz médiocre importé de la péninsule indochinoise. Celle-ci, Birmanie et Indochine française, est presque seule à exporter: pour sa part, l'Indochine fran-

çaise a exporté 45 millions et 46 millions de quintaux en 1925 et 1926, 43 millions environ revenant à l'activité de la seule Cochinchine.

Malgré les résultats déjà acquis, la France ne saurait se désintéresser d'une de ses sources de richesses. Elle n'a garde de le faire. Ses savants collaborent aux études agronomiques qui améliorent et intensifient la culture du riz; ses administrateurs assurent les progrès matériels et économiques sans lesquels les réalisations coloniales sont impossibles.

Le riz est l'une des plantes cultivées dont la biologie est le plus étudiée aujourd'hui, non sans succès d'ailleurs. Deux exemples le montreront : les agronomes ont établi que, dans la rizière, le nitrate de soude ne sert pas d'aliment au riz, qu'il est transformé en nitrite dont l'accumulation dans le sol intoxique la plante; au contraire des autres plantes, le riz utilise directement l'azote sous sa forme ammoniacale; que de dépenses inutiles sont évitées par cette simple découverte! — On sait combien la génétique, science qui s'occupe des hybrides entre les diverses formes végétales, a contribué depuis cinquante ans, aux progrès de l'agronomie; celle du riz a été étudiée : on a classé les milliers de variétés que présente cette culture millénaire; on a montré comment, parce que chaque fleur se féconde elle-même, les croisements entre les divers riz sont très difficiles à réussir; on arrivera pourtant à obtenir des variétés nouvelles assurant des rendements meilleurs.

D'autre part, la riziculture est l'un des sujets auxquels les gouvernements de nos colonies prennent le plus d'intérêt. En Afrique, il s'agissait presque de faire naître une culture nouvelle : à Madagascar, les rizières ont acquis un développement considérable et la colonie, qui importait, exporte aujourd'hui, bon an, mal an, un million de quintaux de riz; l'Afrique occidentale française entre aussi dans l'ère des exportations. Mais c'est naturellement l'Indochine où, de par la situation et les traditions du pays, la tâche pouvait être la plus féconde.

L'effort des gouverneurs a tenté d'abord d'augmenter les surfaces cultivées : en Cochinchine, par exemple, la surface des rizières a doublé de 1887 à 1922; cette augmentation est la conséquence des travaux d'irrigation qui ont déjà été réalisés. Il fallait aussi obtenir de meilleurs rendements : le riz d'Indochine est considéré sur le marché comme un riz médiocre. A

Marseille, en 1923, le riz de Saïgon valait 105 francs, tandis que celui d'Espagne cotait 155 et celui d'Amérique 240. D'où vient cette différence ? surtout de la diversité des riz indochinois, où se mêlent des masses de variétés. Il faut donc arriver à unifier la culture, à « standardiser » les paddys ; c'est l'un des efforts principaux du gouvernement ; en attendant que les travaux des généticiens aient produit des variétés nouvelles préférables, on a recherché parmi les variétés locales celles qui offraient les plus beaux produits ; des « concours de paddys », où plus de trois mille lots ont été exposés, ont montré des grains susceptibles de rivaliser avec les types les plus estimés de l'étranger ; et plusieurs tonnes de belles semences, triées par les enfants des écoles, dans la masse des variétés primées, ont été confiées à des riziculteurs annamites qui cultivent de nouveaux porte-graines. De plus deux usines assurent le triage mécanique des semences non sélectionnées. Malgré l'indifférence des riches propriétaires, que les récompenses en argent n'intéressent pas, on a bon espoir de voir peu à peu la standardisation se réaliser.

Des initiatives privées aideront aussi au relèvement du cours des riz : il y a quelques années encore, en Indochine, le commerce du paddy et même la décortication étaient entre les mains des Chinois qui travaillaient à déprécier le riz ; la création de sociétés industrielles francaises leur a déjà en partie enlevé ce monopole ; de plus beaux produits, mieux préparés, viendront augmenter la richesse de notre grande colonie.

L'avenir promis au riz des territoires français ne doit pas nous faire oublier les cultures du reste du monde. On travaille, on perfectionne sur toute la terre : l'Américain crée des machines qui réduisent la main-d'œuvre ; l'Italien, pour augmenter les rendements que risquent de compromettre les eaux trop froides qui descendent des Alpes, chauffe ses rizières en utilisant les courants de nuit des machines électriques ; quelques terrains neufs peuvent encore être conquis à la riziculture. Il semble pourtant que, du fait même des caractères de la plante, la production du riz dans l'ensemble du monde ait atteint une position plus stable que celle de toutes les autres céréales importantes.

LUCIEN PLANTEFOL.

---

## ANDRÉ RIVOIRE

Un poète vient de nous quitter, dont la perte sera d'autant plus douloureusement ressentie dans un temps peu favorable à la poésie. André Rivoire s'en va, quand on pouvait encore attendre beaucoup de lui. Il rêvait de quitter Paris, de se retirer dans son Isère natale, et là, ne plus rien savoir que son âme de poète. Un livre était ébauché qu'il n'a puachever...

Je le revois, ce soir du 13 décembre dernier, à la Comédie-Française, dans l'applaudissement qui venait d'accueillir l'*A propos* qu'il avait composé, avec tant d'art et tant de bonne grâce, pour le centenaire de la *Revue*. Au bras de son brillant interprète, André Brunot, il jouissait de leur commun succès, et plus encore du plaisir qu'il savait nous avoir fait. De la façon la plus ingénieuse, il avait su dire que la Comédie nous doit le Musset des Proverbes; et comme il était de la famille, l'hommage nous était allé au cœur.

Il avait commencé d'écrire au temps où la poésie évoluait de l'idéal parnassien vers une forme plus souple et plus propice au rêve. Son premier recueil, *les Vierges*, était exquis de fraîcheur et de jeunesse vraie. Sully Prudhomme, à qui il était dédié, en louait le caractère « extatique, chaste et comme sacré ». Il continuait : « Vous êtes arrivé à peindre des états d'âme extrêmement nuancés avec les ressources traditionnelles de la versification. » Ce sera jusqu'au bout le double mérite de son œuvre. Son vers, toujours d'une correction impeccable, doit à sa fluidité une partie de son charme.

Certes, dans les recueils suivants, *le Songe de l'amour*, *le Chemin de l'oubli*, la note est plus chaude, mais c'est toujours à la vie intérieure que le poète doit ses plus délicates et subtiles trouvailles :

Je n'ai vu le monde qu'à peine,  
J'ai vécu, tristesse ou bonheur,  
Toute ma part de vie humaine  
Sans pouvoir sortir de mon cœur.

Dans le dernier recueil, *le Désir et l'Amour*, on sent que les années sont venues ; et le poète n'a garde de maudire la vie, mais il sait que

... Toujours quelque larme pleure  
Au fond mystérieux de nous.

Au théâtre, son œuvre a été abondante et diverse. On ne saurait trop lui savoir gré d'avoir continué la tradition du théâtre en vers, auquel le public français est toujours prêt à faire fête. Il n'a pas craint de donner à *Roméo et Juliette* la réplique de *Juliette et Roméo* : c'est son honneur de n'avoir pas échoué dans une si périlleuse entreprise. Son plus grand succès a été *le bon roi Dagobert*, que reprenait tout récemment la Comédie-Française. Un autre aspect s'y aperçoit du talent de Rivoire. Ce sentimental était aussi bien un homme d'esprit, et qui avait le sens du comique. Si pourtant il fallait choisir, mes préférences iraient à ces piécettes si gracieuses et qui mêlent si heureusement l'ironie et la sensibilité : *Il pleut bergère* ; *le Sourire du Faune*. Combien de fois de toute la production d'un poète, c'est l'œuvre la plus légère qui se détache pour faire vivre son nom !

L'homme était charmant de modestie et d'affabilité. La simplicité des manières égalait chez lui la délicatesse des sentiments. C'est l'image, teintée de mélancolie, qu'il laissera dans le souvenir de ses amis.

Le jour même des obsèques d'André Rivoire, nous apprenions la mort de Silvain. Le doyen de la Comédie-Française était populaire. Son entrée en scène, aux matinées du jeudi, était, chaque fois, saluée de longs applaudissements. C'est qu'il personnifiait, aux yeux d'un public fervent, cet art classique, qui est notre art national. Il avait débuté à la Comédie, à la grande époque, et donné la réplique à Mounet Sully et Sarah Bernhardt. Depuis lors, fidèle à la glorieuse maison, il n'a cessé, — jusqu'à la quatre-vingtième année, — de se consacrer au répertoire. Avec lui disparaît un serviteur convaincu et dévoué de notre plus belle littérature dramatique.

R. D.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

Le parti social-démocrate compte, au Reichstag, 152 députés ; il domine dans la plupart des grandes villes ; il détient, depuis 1918, le gouvernement de la Prusse et de plusieurs autres « Pays » dans le Reich ; il a derrière lui de puissantes organisations de propagande, de nombreux syndicats ouvriers, une presse disciplinée qui, par deux cents journaux locaux, pénètre partout et répand jusque dans les villages la doctrine du parti, c'est-à-dire un marxisme très mitigé, nullement révolutionnaire, mais unitaire et centralisateur : en somme une grande puissance qui maintient énergiquement ses positions et qui traduit adéquatement les sentiments et les aspirations du prolétariat allemand et de la petite bourgeoisie. C'est en face de cette force redoutable que tentent de se grouper les partis de droite. Nous avons montré, dans la précédente chronique, comment le Centre vient de dénoncer son alliance avec la social-démocratie et expliqué la portée de ce fait nouveau. La lutte contre le parti socialiste implique, par la force des positions prises, un glissement à droite de tous les partis qui y sont engagés ; naturellement il invite aussi à des surenchères nationalistes. Voilà le fait dominant de cette campagne électorale qui agite l'Allemagne et inquiète l'Europe, et c'est ce qui atténue, en quelque mesure, la portée des paroles qui y sont prononcées.

Mais un membre du gouvernement doit savoir que ses paroles, même affectées du coefficient électoral, prennent une importance qui dépasse les frontières de sa circonscription et même celles de son pays. Les discours de M. Treviranus sont, sans doute, le manifeste électoral du nouveau parti conservateur qui a fait sécession d'avec M. Hugenberg, mais ils prennent, de la personnalité même de leur auteur et de sa qualité de ministre, un relief particulier, et c'est à bon droit que l'Europe s'est émue. M. Treviranus est, dans

le cabinet que préside le chancelier Brüning, l'homme le plus influent, celui qui passe pour le conseiller très écouté du maréchal Hindenburg et pour l'inspirateur de la politique du Reich depuis la mort de Gustave Stresemann ; il personnifie la lutte contre le socialisme par la coalition des partis « bourgeois » ; mais ses amis lui resteraient-ils fidèles s'il édulcorait son nationalisme ?

Si, du fait de sa situation officielle, ses paroles ne prenaient une spéciale importance et n'apparaissaient comme un programme de gouvernement, le discours de M. Treviranus et les déclarations par lesquelles il en a confirmé le sens tout en s'efforçant d'en atténuer la portée, ne nous apprendraient rien de nouveau. Tout le monde sait que les Allemands de tous les partis, endoctrinés par une presse bien stylée, sont arrivés à se convaincre que l'attribution à la Pologne de la Poméranie polonaise, en séparant la Prusse orientale du reste de l'Allemagne, crée pour le Reich une situation « intolérable ». C'est absolument inexact, mais on s'acharne à en persuader tous ceux qui, par indifférence ou parti pris, négligent d'étudier sérieusement le problème. Que la désagrégation de l'ancienne Prusse par la restitution à la Pologne ressuscitée des provinces conquises par les rois de Prusse lors des trois partages, soit douloureuse à l'amour-propre des Allemands et leur apparaisse comme la preuve flagrante de leur défaite de 1918, c'est ce que l'on savait de reste ; c'est leur droit de le penser, voire même de le dire, pourvu que ce ne soit pas par une bouche officielle ou dans un programme gouvernemental.

La France, quand elle se plaint de paroles imprudentes et déplacées comme celle de M. Treviranus, se souvient de l'attitude si digne qui fut la sienne après 1870. Certes, l'idée d'un retour à la mère patrie des provinces qui lui avaient été arrachées, de cette Alsace et de cette Lorraine où il n'était pas un homme qui eût souhaité la séparation d'avec la France, pas un qui acceptât de bon cœur l'annexion à l'Empire allemand, l'idée même d'une revanche par les armes, vivait au fond du cœur de presque tous les Français ; mais elle n'est jamais devenue un programme de gouvernement, jamais elle n'est apparue dans un discours d'homme d'État responsable. Comme le disait, en 1872, le marquis de Gabriac à Bismarck : « Vous avez signé la paix et votre langage est celui de la guerre ; nous avons signé la paix et nous en pratiquons la politique. » Le mot de Gambetta, que l'on a condensé dans la formule fameuse : « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais », n'est ni une hypocrisie, ni encore

moins une marque de pusillanimité ; elle s'inspire de l'idée si juste et si élevée que l'Europe a besoin de stabilité et de tranquillité pour vivre et travailler, et qu'il n'est pas admissible que les traités une fois signés soient constamment remis sur le tapis. En fait, la France a attendu quarante-quatre ans une guerre qu'aucun de ses Gouvernements n'a voulu ni provoquée, et c'est elle qui a été attaquée.

Et pourtant, entre la question d'Alsace-Lorraine et celle de la Poméranie polonaise ou de la Haute-Silésie, quelle différence ! Le mot qui est à la fois le plus important et le plus inadmissible dans les propos de M. Trevisan, c'est qu'il qualifie « d'injustes » les frontières orientales de 1919. Faut-il répéter une fois de plus que la population de la Poméranie polonaise, que les Allemands appellent à tort « le corridor », est polonaise et heureuse de l'être pour environ 80 pour 100 et qu'elle l'était déjà en majorité avant la guerre ? Faut-il redire que ces districts n'ont pas été attribués à la Pologne pour lui assurer un accès à la mer, comme le laisse croire le mot « corridor », mais bien parce qu'il s'agit de provinces polonaises qui n'ont été arrachées à la Pologne dépecée que par les plus abominables attentats contre le droit des gens que connaisse l'histoire moderne ? Pourquoi donc ces frontières seraient-elles « injustes » ? Est-ce parce qu'elles gênent ou qu'elles humilient l'Allemagne ? Deviendraient-elles justes si elles étaient modifiées et si des centaines de milliers de Polonais étaient replacés sous le joug prussien ?

Ces frontières, qui ne sont pas « injustes », sont-elles donc « intolérables » ? Les Allemands se plaignent que la Prusse orientale se vide de ses habitants qui s'en vont, vers l'ouest, chercher du travail à Berlin ou dans la Ruhr. C'est exact ; mais le phénomène se produisait déjà avant la guerre ; il est comparable à celui qui peuple Paris d'Auvergnats ou Milan de montagnards des Alpes ; le « corridor » n'est nullement responsable d'une émigration que, si les plaintes des Allemands étaient fondées, il devrait au contraire gêner. Si la Prusse orientale souffre davantage, si l'émigration a peut-être augmenté, c'est parce que les relations commerciales avec la Russie sont beaucoup moins actives qu'avant 1914. Le port de Koenigsberg, par exemple, servait de débouché aux exportations de toute une partie de la Russie dont le commerce est maintenant presque mort. La Prusse orientale, d'ailleurs, exerce sur le Gouvernement de Berlin un véritable chantage ; si on ne lui accorde pas toutes les subventions

et les satisfactions qu'elle réclame, elle laisse entendre qu'elle se séparera du Reich pour former un État baltique qui ne tarderait guère à se poloniser, parce que la population polonaise, plus prolifique, viendra prendre la place des Allemands. Le président de la République de Pologne vient d'aller faire en Estonie une visite officielle qui a été l'occasion de démonstrations très amicales : nouveau sujet d'inquiétudes pour les Allemands qui craignent de voir se former une sorte d'alliance baltique où la Prusse ducale finirait par se trouver englobée. L'Allemagne, pour ses frontières orientales, n'est fondée en bonne justice à réclamer que la liberté et la facilité du passage à travers le territoire polonais ; elle l'a obtenue depuis longtemps et si peut-être quelques aménagements favorables peuvent encore être réalisés, ils le seront sans pour cela agiter l'Europe, ébranler les traités et menacer la paix.

M. Treviranus, en présence de l'émotion soulevée par son discours du 10 août, s'est empressé, sans doute à l'instigation de son collègue des Affaires étrangères, d'en atténuer la virulence. Il n'a jamais voulu parler que d'une revision des frontières par les moyens diplomatiques, à l'exclusion du recours à la force, selon les principes posés à Locarno. Il a en vue surtout l'application de l'article 19 du pacte de la Société des nations. Les Allemands interprètent l'article 19 plus abusivement encore que l'article 48 de la Constitution de Weimar ; mais la Constitution de Weimar c'est leur affaire, tandis que le pacte intéresse toutes les nations. Or, l'article 19 n'a jamais eu le sens et la portée que prétendent trouver les Allemands ; il y est question de « procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». Le traité, en ce qui concerne les frontières du Reich, n'est nullement inapplicable, puisqu'il est appliqué. L'Allemagne espère-t-elle persuader l'Assemblée de la Société des nations, qui seule a qualité pour « inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités », que le fait qu'ils sont désagréables à l'opinion allemande les rend inapplicables ? Quant à la paix du monde, elle ne serait en danger que si l'Allemagne prenait la responsabilité de faire la guerre pour déchirer les traités. C'est bien cela, d'ailleurs, qu'a voulu déclarer M. Treviranus ; son langage revient à dire : *revision ou la guerre*. Que pèse, après cela, ses affirmations que les moyens violents sont exclus ? M. Poincaré a raison d'écrire, dans *Excelsior* : « Si pacifique que soit l'accent que l'on affecte de

donner à ce cri, c'est, en réalité, une clamour de guerre. » Tout cela est un tissu de contradictions et d'impossibilités, tout cela n'est que battage et chantage ! La révision des traités, ce serait la réalisation du programme pangermaniste dans toute son ampleur, ce serait l'Allemagne obtenant, morceau par morceau, ce que la guerre ne lui a pas donné.

Le ministre des régions libérées ne se contente pas de proclamer indispensable une révision des frontières orientales de l'Allemagne, il lui faut aussi Eupen et Malmédy, cette maigre compensation attribuée à la Belgique pour tant de souffrances imméritées ; il revendique encore la prompte libération de la Sarre ; bref il trouve le moyen d'inquiéter tous les voisins du Reich. M. Treviranus récidive. Si les résumés télégraphiques sont exacts, il aurait, le 24 août, affirmé que l'émotion soulevée par ses récentes déclarations a pour origine l'étonnement « qu'un représentant d'un peuple sans défense ait osé dire ce qu'il ressentait, bien que la force lui fit défaut ». Ici, le ministre dépasse les bornes ! Il aurait, en outre, invité les Allemands à s'engager dans la politique coloniale. On aimerait à savoir où ?

M. Wirth, ministre de l'Intérieur, fait, lui aussi, sa partie dans ce concert de réclamations ; dans un discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la constitution de Weimar, il convie le peuple allemand à s'unir dans la République ; il se félicite de l'évaluation des régions rhénanes, mais, ajoute-t-il, « la souveraineté allemande est seulement en partie rétablie ; nous n'aurons recouvré la vraie liberté que lorsque nous aurons passé de l'infériorité de droits à l'égalité de droits ». Qu'un homme tel que l'ancien chancelier Wirth, qui fut le premier à préconiser une politique d'exécution du traité, éprouve le besoin d'inquiéter l'opinion française dans son désir si ardent et si légitime de sécurité, en réclamant ou en ayant l'air de réclamer l'abolition des clauses qui stipulent la démilitarisation de la rive gauche du Rhin, voilà qui nous éclaire sur l'état d'esprit des hommes les plus enclins à une politique de paix et de rapprochement. Dans une autre circonstance récente, le même M. Wirth, ministre de l'Intérieur, a déclaré que, si la crise économique se prolongeait, le plan Young ne serait plus exécutable. Il s'étonnerait que nous nous étonnions. Ne croit-il pas cependant que son langage, dans la bouche d'un ministre, est un encouragement à tous ceux qui délibérément ne veulent exécuter aucune clause du traité, qu'elle soit financière ou de sécurité ? L'article qui établit la

démilitarisation de la Rhénanie ne constitue pas plus une inégalité de droits que le fait de sa dette ne constitue une inégalité de droits pour le débiteur en face de son créancier.

Nous sommes ici en présence d'une conception singulière du droit, mais d'une conception essentiellement germanique qui révolte la logique de notre simple honnêteté. On retrouve, tout au fond, l'idée que les intérêts et l'avantage de l'Allemand constituent un droit supérieur contre lequel aucun autre droit ne saurait légitimement prévaloir. Il est rare que, les Allemands et nous, parlions tout à fait le même langage, et c'est pourquoi toute entente devient si difficile ; notre pensée est fille de Descartes, la leur procède de Kant et de Hegel. Mais ils excellent à voiler sous des apparences philosophiques la portée utilitaire de leur langage. Quand ils répètent que les traités sont essentiellement provisoires et ne sont que la notation de l'équilibre des forces, ils énoncent un fait d'expérience qui, sur le plan de l'histoire, est incontestable ; mais ils oublient volontairement qu'énoncer, sur le plan politique, cette affirmation, c'est encourager et légitimer la mauvaise volonté à respecter les traités et propager le désir de les déchirer ; partant c'est alarmer l'opinion, troubler les relations d'affaires et finalement ébranler la paix.

Il y a là mieux que des nuances, des vérités essentielles qu'il est indispensable de rappeler à l'Allemagne chaque fois que sa politique les néglige. C'est ce qu'a fait, avec beaucoup d'à-propos et de fermeté, M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères de Pologne. L'opinion européenne a, d'ailleurs, vivement réagi à l'encontre du langage de M. Treviranus. A l'exception de la presse italienne, les journaux les plus importants de l'Europe, notamment en Angleterre, et de l'Amérique, ont jugé excessif, maladroit, inacceptable, le langage du ministre du Reich. Même dans la presse allemande plusieurs organes tels que la *Germania* et la *Gazette de Francfort*, sans désavouer le fond, ont jugé le discours inopportun et la forme regrettable. Le grand organe du Centre écrit : « Le discours de M. Treviranus n'est ni un ultimatum, ni une déclaration de guerre ; il ne changera rien à l'attitude loyale et conforme aux traités de la politique extérieure allemande. » Nous en acceptons l'augure ; mais alors, quelle maladresse ! Que gagne l'Allemagne à de pareilles manifestations non seulement vaines mais dangereuses pour elle-même ? Il est nécessaire de lui rappeler que ses intérêts ne sont pas seuls respectables en Europe.

A l'approche des élections, le désarroi des partis est à son comble.

Les nationalistes font le plus de bruit, mais ils ne sont pas seuls à s'agiter. Le général Von Deimling, l'un des plus sincèrement pacifiques parmi les anciens chefs de l'armée, l'un de ceux qui n'ont pas oublié les atroces enseignements de la guerre, conclut un article où il demande le désarmement général par ces mots : « Il est indispensable que nous, le 14 septembre, nous mettions, par nos votes, au gouvernail des hommes qui continueront l'œuvre de rapprochement et que l'on érase, avec un poing de fer, les hommes et les partis qui veulent « vaincre victorieusement la France » et « chevaucher vers l'Est. » Un autre grand chef militaire, le général Von Seeckt, ancien commandant de la Reichswehr, va faire, dans les rangs populistes, son entrée dans la politique active; on le représente déjà comme le successeur du président Hindenburg ou comme le dictateur qui, si une forte majorité de Gouvernement ne se dégage pas des élections, exercerait l'autorité en se prévalant de l'article 48, imposerait une trêve aux partis et réaliserait les réformes financières et administratives indispensables. En attendant, les déclarations électoralles du général, s'inspirant d'un opportunitisme de circonstance, préconisent l'union de tous les partis bourgeois mais ménagent en même temps les socialistes. La Bavière a, depuis le 20 août, sa crise ministérielle par la démission du cabinet Held mis en échec, lui aussi, sur une question d'ordre financier et fiscal qui implique l'orientation générale de la politique; la social-démocratie semble l'emporter sur la coalition de la Ligue agraire avec les catholiques qui, en Bavière, s'intitulent « populistes bavarois ».

L'Allemagne se cherche et ne se trouve pas: c'est le mot qui caractérise le mieux la crise actuelle, la plus importante sans doute depuis la révolution de 1918. Elle ne sait pas exactement ce que doit être et quelle forme doit prendre l'État allemand, ni quels seront les rapports entre le Reich et les « Pays »; elle a conscience que le *Deutschstum* est bien une réalité vivante et puissante, mais elle se demande s'il existe une nation allemande et dans quelle forme elle est appelée à cristalliser. Le peuple allemand n'a ni l'habitude ni l'expérience de se gouverner lui-même; peut-être n'en a-t-il pas le goût. Le parlementarisme est pour lui une nouveauté qui ne correspond pas à son tempérament, ni au rythme de sa pensée. Afin de se dissimuler à eux-mêmes et de cacher au peuple les difficultés insolubles de la vie intérieure allemande, les chefs des partis excitent l'opinion sur la politique extérieure: après le Rhin, la Vistule. Mais est-ce une solution? Il n'apparaît, dans cette

préparation à des élections décisives, ni désintérêt chez les chefs, ni, dans la masse, notion de l'intérêt général. L'Allemagne va-t-elle se tourner vers un chef qui serait nécessairement un militaire, ce qui ne signifie pas forcément un belliqueux ? L'avenir est encore très obscur et il n'est guère permis d'espérer que la journée du 14 septembre apportera beaucoup de lumière.

Depuis la Turquie et l'Égypte jusqu'à la mer du Japon, en passant par la Perse et les Indes, tout l'Orient est en effervescence ; ça et là des guerres font rage. Partout la politique britannique, battue en brèche et spécialement visée par les intrigues bolchévistes, se débat dans d'inextricables difficultés auxquelles le cabinet travailliste n'est guère qualifié pour faire face. En Indochine, en Syrie, la France elle aussi est aux prises avec des difficultés qui sont en corrélation directe avec les événements de Chine, des Indes et d'Égypte. Que la propagande de Moscou et ses agents aient la main dans ces troubles et ces rébellions, dont le caractère nationaliste n'exclut pas l'origine bolchéviste, on n'en saurait douter, surtout après avoir lu les documents impressionnans et les preuves surabondantes rassemblés par M. Gustave Gautherot (1) ; mais ce sont là des phénomènes complexes dont toutes les sources ne sont pas impures. La politique soviétique profite habilement du courant de nationalisme et de particularisme qui agite partout, sous des formes multiples, des minorités actives parmi les peuples asiatiques, mais elle ne les crée pas. Nous nous bornerons aujourd'hui à quelques faits dans le proche Orient.

La modernisation de la Turquie, sous l'énergique impulsion du Ghazi Mustapha Kemal, poursuit son cours. Tout y est transformé, depuis les coiffures jusqu'au nom des villes. Constantinople doit céder officiellement le pas à Stamboul ; la capitale nouvelle ne s'appelle plus Angora mais Ankara. Soit ! La politique, elle aussi, évolue. Fethi bey, le sympathique et distingué ambassadeur à Paris, a donné sa démission, avec l'assentiment et sans doute à l'instigation de Mustapha Kemal, pour jouer un rôle politique à l'Assemblée nationale en qui, on le sait, réside la souveraineté dans la République turque ; il remplacerait prochainement Ismet pacha comme chef du ministère. Ce changement de personnes impliquerait une modification dans la politique. Désormais deux partis se partageraient l'Assemblée, comme jadis en Angleterre ; Ismet pacha serait

(1) *Le bolchévisme aux colonies et l'impérialisme rouge*. Librairie de la Revue française, 11, rue de Sèvres, 1 vol. in-16.

le chef d'un parti plus conservateur, Fethi bey représenterait la tendance libérale ; la vie parlementaire s'animerait par la libre critique d'une opposition et l'action gouvernementale en serait stimulée et contrôlée. Jusqu'ici le gouvernement d'Ankara a été une autocratie militaire sous les dehors d'une république démocratique ; le système parlementaire deviendrait moins fictif et une égalité de droits serait accordée aux populations non turques et non musulmanes.

Fethi bey aurait, dit-on, pour mission de présider à cette évolution, de préparer l'admission de la Turquie à la Société des nations et surtout de porter remède aux embarras financiers et au marasme économique dont elle souffre. L'entreprise est difficile, car la Turquie moderne, en tuant les Arméniens et en expulsant les Grecs, a détruit les agents les plus actifs et les plus industriels de sa prospérité matérielle. Le gouvernement de Mustapha Kemal aurait, paraît-il, l'intention et la volonté de prendre les mesures nécessaires afin de respecter intégralement les engagements qu'il a acceptés en 1928 en ce qui concerne la dette ottomane. On ne peut que l'en féliciter et souhaiter à Fethi bey un plein succès pour lequel la France est toute disposée à lui prêter assistance.

La Turquie est engagée, contre les tribus kurdes, dans une guerre civile qui est en même temps un conflit de races. Les Kurdes, dans leurs montagnes, aux confins de la Turquie et de la Perse, n'ont jamais été soumis que de nom à l'autorité turque ; leur état social, leur particularisme de tribu refuse de se plier à la centralisation et à la turcisation qu'exige le Gouvernement d'Ankara. Une première révolte éclata en 1924 et fut réprimée ; son chef, Cheik Said, fut pendu à Ankara ; mais l'administration turque n'a jamais cessé de rencontrer la plus vive résistance et, cette année, l'insurrection a repris ou, plus exactement, les Turcs ont entrepris de soumettre définitivement le pays. Le foyer le plus actif de résistance est la tribu des Djellabis qui compte 150 000 personnes et qui est établie entre le mont Ararat et la frontière persane. Lorsque les Kurdes sont serrés de trop près par les troupes régulières turques, ils franchissent la frontière, d'ailleurs mal délimitée, de la Perse où les Turcs prétendent les poursuivre. Il s'en est suivi un conflit diplomatique assez aigu entre Ankara et Téhéran. Les tribus kurdes qui vivent sur le territoire de la Perse ou de l'Irak encouragent la résistance de leurs frères et les aident ; un Comité de l'indépendance kurde siège à Mossoul.

Par là, l'Angleterre se trouve mêlée au conflit. Est-il vrai,

comme le bruit en a couru, que le fameux colonel Lawrence, de l'*Intelligence service*, serait en Perse et, de concert avec des Turcs d'ancien régime, encouragerait les Kurdes à la résistance? C'est possible, car Lawrence mène souvent une politique personnelle. Ce qui est certain, c'est que le Gouvernement britannique entretient des relations très amicales avec la Turquie. L'activité de la diplomatie britannique dans la Méditerranée orientale est, en ce moment, très intense. Elle a ménagé, de concert avec l'Italie et la France, une réconciliation entre la Grèce et la Turquie; après de difficiles négociations, un accord a été signé le 10 juin; il s'agissait de liquider ces échanges de populations qui ont expatrié 675 000 Grecs et 350 000 Turcs. Désormais les Grecs sont admis à séjourner à Stamboul sans être menacés d'expulsion. Le Gouvernement d'Athènes verse à la Turquie une somme de 420 000 livres sterling. Ainsi se consolide la paix dans le proche Orient.

M. Mussolini s'est particulièrement intéressé au rapprochement gréco-turc et M. Grandi a fait, en mai 1929, une visite à Ankara afin de renouer le fil de la négociation. Les défiances de la Turquie à l'égard de l'Italie sont tombées. Les Italiens, de leur côté, espèrent développer leur commerce et leur influence en Turquie; d'autre part, ils se servent de la diplomatie grecque pour entretenir, autant que possible, la discorde parmi les peuples balkaniques. La tradition du Foreign Office est, dans la Méditerranée orientale, de marcher la main dans la main avec l'Italie et de se servir de la Grèce. La diplomatie britannique cherche en ce moment à grouper, pour la défense éventuelle de la liberté des Détroits, la Roumanie, la Grèce et la Turquie. Une escadre anglaise vogue, par le Bosphore, vers les ports roumains de la mer Noire, afin d'y récolter des commandes pour l'industrie britannique. Cette visite n'est évidemment pas de nature à faire plaisir au Gouvernement des Soviets; mais il vient de signer, avec l'Italie fasciste, un accord commercial que Moscou accueille avec une grande satisfaction. On aime à penser qu'avant de se mettre à table pour souper avec le diable, M. Mussolini s'est muni d'une longue cuiller. Nécessité économique n'a pas de loi.

RENÉ PINON.

de  
rcs  
os-  
Ce  
ent  
lo-  
mo-  
la  
de  
ait  
000  
mer  
ent  
ng.

ent  
fin  
uie  
ent  
tre  
ant  
ra-  
de  
la  
per,  
nie,  
ore,  
des  
em-  
ts;  
cial  
ser  
us-  
n's